

L'HISTOIRE EN CITATIONS

Michèle Ressi

Cinquième République



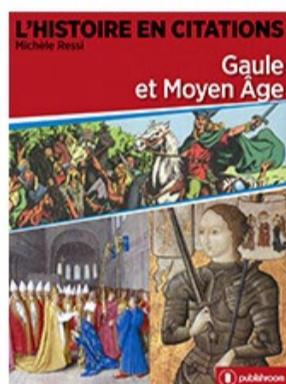
publishroom

L'Histoire en citations

est une collection de livres numériques disponible sur le site www.histoire-en-citations.fr

La Chronique, divisée en 10 volumes, raconte l'histoire de France des origines à nos jours, en 3500 citations numérotées, replacées dans leur contexte, avec sources et commentaires.

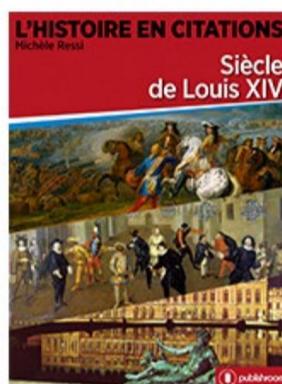
Le Dictionnaire recense les citations de quelque 1200 auteurs, regroupées par mots-clés, mots thèmes et expressions, classés par ordre alphabétique en plus de 6 500 entrées.



1 - citations 1 à 385



2 - citations 386 à 742



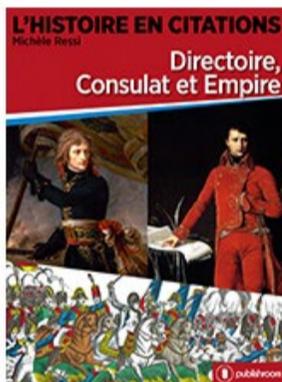
3 - citations 743 à 949



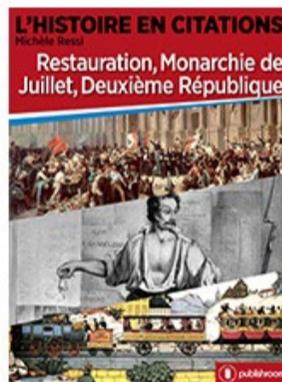
4 - citations 950 à 1265



5 - citations 1266 à 1640



6 - citations 1641 à 1891



7 - citations 1892 à 2233



8 - citations 2234 à 2707



9 - citations 2708 à 2931



10 - citations 2932 à 3500



 histoire-en-citations.fr

 @HistoCita

 [histoire.en.citations](https://www.facebook.com/histoire.en.citations)

Michèle RESSI, auteur et chercheur au CNRS, a publié une vingtaine de titres – dont ***L'Histoire de France en 1000 citations*** (Eyrolles, 2011). L'écriture théâtrale lui a donné le goût des dialogues, et la passion des citations. [CV complet sur Wikipédia.](#)

Sommaire

Cinquième République

Prologue

Politique

Économie

Société, loisirs, culture

Enjeux mondiaux du XXI^e siècle

Cinquième République sous de Gaulle

Personnage de Charles de Gaulle

Chronique (1958-1969)

Les années Pompidou, Giscard d'Estaing et Mitterrand

Personnage de Valéry Giscard d'Estaing

Personnage de François Mitterrand

Chronique (1969-1995)

Les années Chirac, Sarkozy et Hollande

Personnage de Jacques Chirac

Personnage de Nicolas Sarkozy

Chronique (à partir de mai 1995)



Index par noms

Cinquième République

Depuis le 4 octobre 1958: Promulgation de la Constitution instituant la Cinquième République

Prologue

Politique

2932. « **Un des caractères essentiels de la Constitution de la V^e République, c'est qu'elle donne une tête à l'État.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence de presse, 20 septembre 1962
Les Grands Textes de la pratique institutionnelle de la V^e République (1992), Documentation française

C'est cette autorité qui a tant manqué à la précédente République et qui est indispensable pour régler « les trois affaires qui dominent notre situation : l'Algérie, l'équilibre financier et économique, la réforme de l'État », dira de Gaulle à la radio, peu de temps après son arrivée au pouvoir en 1958.

Ajoutons qu'il y aura quasi-identification entre cette République et cette tête, aussi longtemps que de Gaulle en sera le président.

2933. « **Qu'est-ce que la V^e République, sinon la possession du pouvoir par un seul homme dont la moindre défaillance est guettée avec une égale attention par ses adversaires et par le clan de ses amis ?** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *Le Coup d'État permanent* (1964)

Des phrases comme celle-ci s'appliquent à toute la période gaulliste, et à Mitterrand devenu à son tour président. Mais il s'agit avant tout, à l'époque, d'un pamphlet antigauilliste : « J'appelle le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus. »

Mitterrand, plusieurs fois ministre sous la Quatrième, va payer son opposition irréductible au général. Il perd son siège de député (élu de la Nièvre), pendant quatre ans.

2934. « **Notre Constitution est à la fois parlementaire et présidentielle, à la mesure de ce que nous commandent à la fois les besoins de notre équilibre et les traits de notre caractère.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence de presse, 11 avril 1961
Les Idées constitutionnelles du général de Gaulle (1974), Jean Louis Debré, Charles de Gaulle

Conclusion d'un discours politique qui a pour thème la Constitution, à qui certains reprochent de n'être ni parlementaire – type III^e ou IV^e République – ni présidentielle comme aux États-Unis.

Les « lectures » de la Constitution par les constitutionnalistes changeront avec les événements, les hommes et la pratique constitutionnelle: c'est un texte parfaitement adapté et adaptable aux circonstances.

2935. « **Notre système, précisément parce qu'il est bâtard, est peut-être plus souple qu'un système logique. Les "corniauds" sont souvent plus intelligents que les chiens de race.** »

Georges POMPIDOU

Georges POMPIDOU (1911-1974), *Le Nœud gordien* (1974)

Témoignage de président, auparavant Premier ministre de De Gaulle durant six ans, et parole prophétique de la cohabitation, à commencer par celle des années 1986-1988: il faudra en effet une souplesse certaine pour que coexistent plus ou moins pacifiquement un président de gauche (Mitterrand) et un gouvernement issu d'une Assemblée de droite. Et vice versa. Au total (jusqu'en 2013), il y aura trois cohabitations: 1986-1988, 1993-1995 et 1997-2002.

2936. « **Tout de même qu'à bord du navire l'antique expérience des marins veut qu'un second ait son rôle à lui à côté du commandant, ainsi dans notre nouvelle République, l'exécutif comporte-t-il après le président voué à ce qui est essentiel et permanent un Premier ministre aux prises avec les contingences.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), *Mémoires d'espoir*, tome I, *Le renouveau, 1958-1962* (1970)

Division du travail, et problème fondamental du fonctionnement de nos institutions que l'existence d'un « domaine réservé » au chef de l'État, cependant que le « second », qui n'est plus président du Conseil, mais seulement le Premier des ministres de son gouvernement, gère le quotidien, rôle moins prestigieux et plus ingrat.

2937. « **Dans ce régime, tout ce qui est réussi
l'est grâce au président de la République. Tout ce qui ne va pas
est imputé au Premier ministre... mais je ne l'ai compris
qu'au bout d'un certain temps.** »

Jacques CHABAN-DELMAS

Jacques CHABAN-DELMAS (1915-2000)
Vie politique sous la Cinquième République (1981), Jacques Chapsal

C'est une loi qui se dégage à mesure que passent les gouvernements: les « fusibles » sont faits pour sauter. Chaban-Delmas l'a éprouvé en étant le « second » de Pompidou – président de la République après de Gaulle – sortant vaincu de ce duo qui tourna au duel et (injustement) à son désavantage.

Il n'empêche que la cote de popularité d'un président peut chuter au-dessous de celle de son Premier ministre (et durablement, dans le cas de Sarkozy) et qu'au terme d'un référendum manqué (de Gaulle) ou d'une élection perdue (Giscard d'Estaing), il lui arrive de céder sa place à la tête de l'État.

2938. « **Il faut que la défense de la France soit française [...]
Un pays comme la France, s'il lui arrive de faire la guerre,
il faut que ce soit sa guerre. Il faut que son effort soit son effort.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Discours au Centre des hautes études militaires, 3 novembre 1959
Discours et messages: avec le renouveau, mai 1958-juillet 1962 (1970), Charles de Gaulle

C'est aussi un militaire qui parle. Et pendant sa guerre de Résistance, il a dû se battre aussi pour être reconnu du grand allié américain. Un peu plus tard, face aux USA, il affirmera: « Il est intolérable à un grand État que son destin soit laissé aux décisions et à l'action d'un autre État quelque amical qu'il puisse être. »

La force de frappe atomique française, clé de voûte du système de défense, combattue du vivant du général de Gaulle, populaire dans l'opinion, sera développée par tous ses successeurs. Au XXI^e siècle, hors tout contexte de guerre froide, la force de dissuasion nationale n'est pas vraiment remise en question.

2939. « **La décolonisation est notre intérêt et par conséquent
notre politique. Pourquoi resterions-nous accrochés
à des dominations coûteuses, sanglantes et sans issue,
alors que notre pays est à renouveler de fond en comble?** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence de presse, 11 avril 1961
Paroles de chefs, 1940-1962 (1963), Claude Cy, Charles de Gaulle

Il a reconnu auparavant que la France a réalisé outre-mer une grande œuvre humaine qui, malgré des abus ou des erreurs, lui fait pour toujours honneur. La IV^e République, qui a commencé la décolonisation (Indochine, Maroc, Tunisie, Afrique noire en cours), a rappelé de Gaulle au pouvoir pour résoudre l'« affaire algérienne ». Ce qu'il a fait, en lui donnant l'indépendance inscrite dans le cours de l'histoire.

2940. « **Pourquoi cette Europe, qui a conquis les cinq parties du monde, a-t-elle honte de les avoir colonisées? Nous nous reprochons d'avoir bâti Casablanca, alors que les Romains étaient tout fiers d'avoir détruit Carthage.** »

Emmanuel BERL

Emmanuel BERL (1892-1976), *Le Virage* (1972)

La colonisation semble devenue un sujet tabou, le « politiquement correct » de la repentance entraînant bien des contre-vérités, qui sont surtout des anachronismes.

Cela dit, le colonialisme appartient naturellement au passé. On imagine mal un parti colonialiste ou même une idéologie coloniale, dans nos démocraties.

2941. « **Pour la première fois peut-être dans l'histoire, les nations riches ont le plus strict intérêt à se montrer beaucoup plus généreuses.** »

René DUMONT

René DUMONT (1904-2001), *L'Afrique noire est mal partie* (1962)

L'injuste répartition des richesses à l'échelle mondiale existe depuis toujours, même si les nantis n'en ont pris conscience que tard. L'aide au tiers-monde (terme né sous la IV^e République) s'impose par souci de justice élémentaire, mais les pays en voie de développement sont aussi des marchés potentiels et des zones d'influence politique.

Que font les riches pour les pauvres? La France consacre environ 0,50 % de son PIB à l'aide au tiers-monde (pays industrialisés, 0,35 % en moyenne).

Existent aussi de nombreuses organisations internationales qui mènent une action d'aide, notamment dans le cadre de l'ONU: AID (crédits sans intérêt), BIRD et FMI (prêts), FAO (alimentation), OMS (santé), UNESCO (culture).

Malgré cela, le combat contre la misère, la faim, l'analphabétisme est éternel et certains pays d'Afrique régressent alors que d'autres, notamment en Asie et en Amérique latine, sont en pleine croissance au début du XXI^e siècle.

Économie

2942. « **L'intendance suivra.** »

Général de GAULLE

Attribué à Charles de GAULLE (1890-1970), qui niera l'avoir dit

Même apocryphe (et non « sourcée »), cette expression militaire souligne que la politique intérieure devait être, dans la vision du général de Gaulle, au service de la politique extérieure.

Malgré tout, l'«intendance» (l'économique) est une condition de la grandeur française. Il lui arrivera d'ailleurs de le reconnaître: « C'est l'économie qui me paraît l'emporter sur tout le reste, parce qu'elle est la condition de tout et en particulier la condition du progrès social » (13 décembre 1965).

2943. « **On ne change pas la société par décret.** »

Michel CROZIER

Michel CROZIER (1922-2013), titre de son livre (1982)

Idée-force de l'auteur, qui précise: « Le problème profond de la société française, ce n'est pas l'emploi, ce n'est pas la paix sociale, c'est l'abandon de l'esprit rentier. Si nous voulons survivre, il faut jouer l'avenir, c'est-à-dire l'esprit d'entreprise. »

Michel Rocard en 1979 écrit: « L'économie ne se change pas par décret » (*Rendre ses chances à la gauche*). Une évidence qu'il ne faut pas se lasser de répéter.

Cela dit, la répartition des fruits de la croissance économique peut être changée par des lois qui varient, suivant les gouvernements de gauche ou de droite: redistribution fiscale, niveau de la protection sociale, et autres arbitrages politiques.

2944. « **Quand le franc s'enfièvre, c'est la France qui est malade.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *L'Abeille et l'Architecte* (1978)

L'inflation est un mal typiquement national, qui contribua à faire de la France « l'homme malade de l'Europe » sous la IV^e République. Quand le phénomène devient mondial, il touche davantage certains pays, dont le nôtre.

L'inflation « à deux chiffres » a commencé avec le premier choc pétrolier en 1974: 15,2 %. Elle a varié entre 9 % et 14 % jusqu'en 1983. L'inflation rend la France d'autant plus malade dans les années 1970 qu'elle n'est plus associée à la croissance: de 1974 à 1982 sévit la « stagflation » (stagnation + inflation) qui accroît le chômage.

2945. « **Notre nouvelle frontière, c'est l'emploi.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Discours à l'Assemblée nationale, 9 avril 1986
Revue politique et parlementaire, n^{os} 921 à 926 (1986), Marcel Fournier, Fernand Faure

Premier discours du nouveau Premier ministre (et de la première cohabitation avec un président de gauche, Mitterrand, et un gouvernement de droite).

Après l'inflation, le chômage est la seconde plaie de l'économie française. Nul jusque vers 1950, le nombre de chômeurs a passé la barre des 500 000 à la fin des années 1960, celle du million au milieu des années 1970, des 2 millions en 1982, pour atteindre 2,5 millions en septembre 1986. La courbe est insensible aux changements de majorité et rebelle aux mesures prises par chaque gouvernement dans sa lutte pour l'emploi.

Le plein emploi appartiendrait-il à une époque révolue ? En tout cas, la France frôle la barre des 3 millions de chômeurs en 2012, la crise mondiale n'étant pas seule en cause.

2946. « **Ouverte sur le monde,
l'économie française est d'une telle sensibilité
que l'expression "indépendance nationale" est anachronique.** »

Alfred SAUVY

Alfred SAUVY (1898-1990), *La Vie en plus* (1981)

Fait nouveau considéré comme heureux et irréversible, dû notamment au Marché commun, future Union européenne qui s'installe par étapes, depuis 1959.

Les conséquences en sont multiples. Ainsi, diriger ou seulement orienter l'économie est de moins en moins simple pour l'État: la planification perd une partie de son sens, la part de liberté d'un gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite, tend à se restreindre et l'opinion de plus en plus éclairée, ouverte à ces problèmes économiques, l'a compris.

Comme l'écrit un expert de l'INSEE: « L'ouverture des frontières a précipité l'industrie française dans une guerre économique mondiale de mouvement. » La mondialisation des échanges est l'un des défis du XXI^e siècle, c'est aussi un enjeu capital, et pas seulement en termes d'économie.

Société, loisirs, culture

2947. « **Comme la société du Moyen Âge s'équilibrait sur Dieu ET sur le diable, ainsi la nôtre s'équilibre sur la consommation ET sur sa dénonciation.** »

Jean BAUDRILLARD

Jean BAUDRILLARD (1929-2007), *Le Système des objets* (1972)

Après la IV^e République – celle du démarrage industriel –, la V^e est celle de la « société de consommation ». Le niveau de vie est en progrès, mais il s'accompagne de retombées fâcheuses. Progrès ou aliénation ? Progrès et aliénation. « Ne sommes-nous pas la proie d'un encombrement mortel ? Nous avons besoin d'un nombre croissant d'objets pour faire figure d'homme » (Michel Deguy).

2948. « **Selon notre manière de compter, nous nous enrichirions en faisant des Tuileries un parking payant et de Notre-Dame un immeuble de bureaux.** »

Bertrand de JOUVENEL

Bertrand de JOUVENEL (1903-1987), *Arcadie : Essais sur le mieux-vivre* (1968)

L'urbanisme des « années béton », qui a certes donné plus de confort à des classes jusqu'alors très défavorisées, a commis quelques crimes de lèse-civilisation, au centre ou aux abords des villes. Les barres de béton, les tours, les cités radieuses devenues des villes dortoirs, et des banlieues repoussoirs, tout cela dessine un paysage remis en question, avec plus ou moins de moyens et de résultats.

2949. **MÉTRO-BOULOT-DODO.**

Pierre BÉARN

Pierre BÉARN (1902-2004), *Couleurs d'usine*, poèmes (1951)

L'expression est empruntée à ce poème publié chez Seghers. Une strophe décrivait ainsi la monotonie quotidienne du travail en usine : « Au déboulé garçon pointe ton numéro / Pour gagner ainsi le salaire / D'un énorme jour utilitaire / Métro, boulot, bistrot, mégots, dodo, zéro. »

Le texte, tiré à deux mille exemplaires au théâtre de l'Odéon, est distribué à la foule des étudiants. Quelques meneurs d'opinion vont expurger le dernier vers de trois mots pouvant être mal interprétés : bistrot, mégots, zéro. Reste la trilogie qui va enrichir les graffiti peints sur les murs de Paris, résumant le cercle infernal propre à des millions de travailleurs : « Métro, boulot, dodo ».

On rêve forcément d'une autre vie. C'est l'une des raisons de l'explosion sociale de Mai 68.

2950. **ON NE TOMBE PAS AMOUREUX D'UN TAUX DE CROISSANCE.**

Slogan de Mai 68

Génération, tome I, *Les Années de rêve* (1987), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Une bonne raison de refuser la société (de consommation). D'ailleurs, ce sera écrit en toutes lettres sur les murs... Il y aura bien d'autres raisons de révolte, remarquablement formulées.

(Tous les slogans cités, dont beaucoup survivent et surgissent à telle ou telle occasion, auront pour source cette vivante chronique du printemps 1968.)

2951. **J'EMMERDE LA SOCIÉTÉ, MAIS ELLE ME LE REND BIEN.**

Slogan de Mai 68

On a pu lire bien d'autres revendications, tout et le contraire de tout et vice versa. C'est de bonne guerre, dans ce genre de situation explosive.

2952. **DÉFENSE DE NE PAS AFFICHER.
L'IMAGINATION AU POUVOIR.
EXAGÉRER, C'EST COMMENCER D'INVENTER.
PRENEZ VOS DÉSIRES POUR DES RÉALITÉS.
FAITES L'AMOUR, PAS LA GUERRE.**

Slogans de Mai 68

Les sociologues ont commenté à l'infini ces mots qui restent dans la mémoire collective, bien au-delà de la génération spontanée qui les créa, entre barricades bon enfant, manifs en chaîne et grèves de la joie.

2953. **« Nous ne parvenons pas à accomplir des réformes autrement qu'en faisant semblant de faire des révolutions. »**

Jacques CHABAN-DELMAS

Jacques CHABAN-DELMAS (1915-2000), Assemblée nationale, 16 septembre 1969

Mémoires pour demain (1997), Jacques Chaban-Delmas

Le Premier ministre songe naturellement aux événements de Mai 68, constatant de façon plus générale que « la société française n'est pas encore parvenue à évoluer autrement que par crises majeures ».

C'est un mal français, maintes fois diagnostiqué. Contre les « conservatismes » et les « blocages », il propose sa « nouvelle société ».

2954. « **La critique gauchiste, si radicale ou excessive soit-elle, a au moins le mérite d'ébranler la bonne conscience des privilégiés.** »

Raymond ARON

Raymond ARON (1905-1983), *Le Figaro*, début mars 1972
Génération, tome II, *Les Années de poudre* (1988), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Le gauchisme survit largement à Mai 68.

Après les « années de rêve » viennent les « années de poudre » (selon l'expression de Hamon et Rotman), avec des formes de contestation souvent très dures : grèves, attentats, prises de position dans une presse extrémiste. Les sondages montrent qu'une majorité des jeunes éprouvent de la sympathie pour ceux qui ont « choisi de contester la société actuelle », alors que Chaban-Delmas échoue à instaurer sa « nouvelle société ».

2955. « **La télévision, c'est le gouvernement dans la salle à manger de chaque Français.** »

Alain PEYREFITTE

Alain PEYREFITTE (1925-1999)
La Télévision et ses promesses (1960), André Brincourt

Parole du ministre de l'Information. C'est un mot qui date. On pourrait presque parler d'« Ancien régime ». Les *mass media*, télé en tête, font pour le pire et le meilleur la révolution culturelle des temps modernes. La « télécratie », fait de société aussi indiscutable que discuté, c'est d'abord le JT (Journal télévisé) devenu grand-messe (bi)quotidienne. C'est aussi 15 millions de spectateurs pour une pièce de théâtre le samedi soir, 4 milliards de spectateurs pour 475 films de cinéma diffusés (en 1982). Et plus de temps passé devant le petit écran qu'à l'école, par les enfants des années 1980.

Au XXI^e siècle, la multiplication des chaînes rend l'offre pléthorique, cependant que l'ordinateur et Internet changent la donne, en créant une collection de micro-médias et de réseaux à la fois décentralisés et interconnectés. Un autre monde naît ainsi.

2956. « **Ce que nous voulons, c'est inventer en permanence de l'utopie concrète.** »

Gilbert TRIGANO

Gilbert TRIGANO (1920-2001)
Manager en toutes lettres (2009), François Aéliou

Manager très médiatisé du Club Méditerranée, ex-militant communiste rêvant de faire du Club une « société sans classe, sans frontière, sans lois » et « d'y faire vivre nos adhérents dans une économie et une psychologie d'abondance », il crée une forme de vacances qui séduira des « gentils membres » par millions.

Va-t-on *Vers une civilisation du loisir* ? s'interroge le sociologue Joffre Dumazedier, dans ce célèbre essai daté de 1962. En tout cas, le poste « loisirs » est en progrès constant dans la consommation des ménages. Mais sa composition change, et surtout se diversifie, à l'image des nouvelles pratiques de consommateurs toujours plus sollicités, courtisés, voire harcelés.

2957. « **Cinquante ans après la révolution d'Octobre, le cinéma américain règne sur le cinéma mondial [...]
À notre échelon modeste, nous devons nous aussi
créer deux ou trois Vietnams [...]
et tant économiquement qu'esthétiquement,
c'est-à-dire en luttant sur deux fronts,
créer des cinémas nationaux, libres, frères, camarades et amis.** »

Jean-Luc GODARD

Jean-Luc GODARD (né en 1930), présentant *La Chinoise* en 1967
Encyclopædia Universalis, article: « Godard (Jean-Luc) »

La « Nouvelle Vague » naît dans les années 1960. C'est une expression de Françoise Giroud, pour désigner les 18-30 ans dans une enquête de *L'Express* (5 décembre 1957). Le mot passe dans l'histoire pour qualifier le jeune cinéma français des Godard, Truffaut, Chabrol, Rohmer, Rivette, Agnès Varda et quelques autres.

Dans les années 1980, le cinéma français, seul cinéma national en Europe, résiste au cinéma américain, en perte d'audience. Et il affiche sa bonne santé dans les années 2000.

2958. « **Parlez-vous franglais ?** »

René ÉTIEMBLE

René ÉTIEMBLE (1909-2002), titre d'un essai (1964)

Ce linguiste promeut le mondialisme littéraire comme traducteur, critique, directeur de collection et universitaire, encourageant les échanges avec les écrivains et intellectuels de tous les pays, et l'accueil des étudiants étrangers.

Mais dans cet essai « best-seller » (n'en déplaise à son auteur), il lutte contre la colonisation langagière qui n'a pas fini de mettre en péril le français dans l'hexagone et la francophonie dans le monde. L'anglais, porte-parole de la civilisation anglo-saxonne, gagne irrésistiblement du terrain.

2959. « **Les peuples sont en train de demander la culture, alors qu'ils ne savent pas ce que c'est.** »

André MALRAUX

André MALRAUX (1901-1976), ministre de la Culture, Assemblée nationale, 27 octobre 1966
La Culture et le rossignol (1970), Marie-Claire Gousseau

Présentant son budget, il note ce « fait extrêmement mystérieux [qui] se produit aujourd'hui dans le monde entier ».

Mais les crédits restent dérisoires face aux ambitions d'une culture de masse digne de ce nom. Comme le dira Jacques Duhamel passant du ministère de l'Agriculture à celui de la Culture: « Ce sont les mêmes chiffres, mais les uns sont libellés en nouveaux francs, alors que les autres le sont en anciens francs » - autrement dit, cent fois inférieurs.

2960. « **Tout est culture.** »

Jack LANG

Jack LANG (né en 1939), ministre de la Culture, Assemblée nationale, 17 novembre 1981

Demain comme hier (2009), Jack Lang

Présentant son budget et défendant une notion à la fois sociale et socialiste, opposée à la culture réputée élitiste et bourgeoise.

« Culturelle, l'abolition de la peine de mort que vous avez décidée! Culturelle, la réduction du temps de travail! Culturel, le respect des pays du tiers-monde! Culturelle, la reconnaissance des droits des travailleurs! Culturelle, l'affirmation des droits de la femme! » À chacun sa définition de la culture, l'une des plus célèbres restant celle de l'écrivain et critique Émile Henriot, collaborateur au *Temps* (à partir de 1919), puis au *Monde* : « La culture, c'est ce qui demeure dans l'homme lorsqu'il a tout oublié. »

Enjeux mondiaux du XXI^e siècle

2961. « Au regard de l'histoire de la vie sur Terre, celle de l'humanité commence à peine. Et pourtant, la voici déjà, par la faute de l'homme, menaçante pour la nature et donc elle-même menacée. »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), président de la République,
Discours au Sommet mondial de Johannesburg (Afrique du Sud), 2 septembre 2002

Plus de 100 chefs d'État (et quelque 60 000 participants) font le bilan du « Sommet de la Terre », tenu à Rio de Janeiro en 1992, et du Protocole de Kyoto (Japon) en 1997, les États signataires s'engageant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, dioxyde de carbone en tête (le fameux CO²).

La prise de conscience d'un tel enjeu est une première étape, essentielle, et la France est représentée par Chirac, sensible à l'écologie – ce sera même son dernier combat politique, et la raison d'être de sa fondation privée (créée en 2008).

Le discours de 2002 est bien écrit, la menace clairement exprimée: « L'Homme, pointe avancée de l'évolution, peut-il devenir l'ennemi de la Vie ? Et c'est le risque qu'aujourd'hui nous courons par égoïsme ou par aveuglement. »

Le XXI^e siècle voit naître l'écologie politique – « la seule idée nouvelle depuis 1945 » (Yves Frémion, *Libération*, 2 juin 2007). C'est aussi le siècle de la (nouvelle) mondialisation – phénomène tout à la fois politique, économique, culturel, social, voire sociétal.

2962. UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE.

Slogan du mouvement altermondialiste
100 propositions du Forum social mondial (2006), Arnaud Blin

C'est également un titre de film (documentaire), de chanson, de livre, un mot maintes fois repris. Preuve de la popularité de ce mouvement, et du mot! D'origine belge, le terme déferle en 1999 dans la francophonie. Prenant la place de l'antimondialisation, une opposition qui prône la violence, l'altermondialisme (ou altermondialisation) propose une espérance, et c'est toujours préférable.

Le dictionnaire Larousse le définit comme « mouvement de la société civile qui conteste le modèle libéral de la mondialisation et revendique un mode de développement plus soucieux de l'homme et de son environnement ». Mariage naturel de l'écologie et de l'anticapitalisme, prônant la « justice économique », la protection de l'environnement, les droits humains, l'altermondialisme veut inventer une mondialisation (ou globalisation) maîtrisée et solidaire, par opposition à la mondialisation actuelle, injuste et dangereuse.

Le mouvement, qui oscille entre rupture et réformisme, est souvent associé à ATTAC. Fondée en 1998 et présente en 2012 dans une cinquantaine de pays, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne milite d'abord pour la « Taxe Tobin », suggérée en 1972 par le lauréat du prix Nobel d'économie. C'est aussi un mouvement d'éducation populaire, persuadé que le savoir des citoyens est le meilleur outil pour changer le monde – une idée-force, pas suffisamment médiatisée, mais qui se concrétise heureusement, par la force des choses, et des nouvelles technologies.

2963. « **Internet représente une menace pour ceux qui savent et qui décident. Parce qu'il donne accès au savoir autrement que par le cursus hiérarchique.** »

Jacques ATTALI

Jacques ATTALI (né en 1943), *Libération*, 5 mai 2000

Multidiplômé (ENA, Polytechnique, Sciences Po, École des Mines, Université), professeur d'économie, auteur de nombreux essais, et conseiller spécial auprès du président Mitterrand de 1981 à 1991, Attali est classé parmi les « cent intellectuels les plus importants du monde » (*Magazine Foreign Policy*, mai-juin 2008). Bien au-delà de l'intérêt économique, il souligne l'autre vertu de cet outil informatique universel.

Lancé à la fin des années 1960 par la Défense américaine (projet Arpanet), Internet devient le moyen de communication privilégié de la recherche scientifique, avant de séduire le monde des entreprises, dans les années 1990. Première fonction, l'échange de courriers électroniques.

C'est aujourd'hui une révolution culturelle comparable à l'imprimerie au XXI^e siècle, mais sa vitesse de propagation est fulgurante. C'est une nouvelle civilisation dont l'histoire commence à peine, la perspective de tous les possibles, en matière de communication, d'information, de liberté. Le XXI^e siècle est déjà celui d'Internet. Mais tout progrès technologique comporte des risques, à la démesure de sa puissance. Ici, la désinformation, la « vraie culture » noyée dans la foule innombrable des messages, la gratuité considérée comme un droit.

2964. « **L'homme est devenu trop puissant pour se permettre de jouer avec le mal. L'excès de sa force le condamne à la vertu.** »

Jean ROSTAND

Jean ROSTAND (1894-1977), *Inquiétudes d'un biologiste* (1967)

De la bombe atomique aux manipulations génétiques, liste des inventions toujours à suivre... Certains des problèmes relèvent du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, créé en 1983 et présidé par le professeur Jean Bernard. Tous les autres deviennent sujets de réflexion pour les philosophes et sociologues des temps nouveaux, en quête d'un autre « siècle des Lumières ».

2965. « **La barbarie de demain a pour elle toute la ressource de l'avenir et du progrès.** »

Bernard-Henri LÉVY

Bernard-Henri LÉVY (né en 1948), *La Barbarie à visage humain* (1977)

L'un des « nouveaux philosophes », rescapés de Mai 68 et qualifiés de « postmarxistes », exprime une vieille angoisse toujours neuve face à l'hydre sans cesse renaissante de tous les fascismes, qu'ils soient de gauche ou de droite.

L'islamisme (fondamentaliste) s'ajoute à la liste des dangers pour les démocraties occidentales, avec le terrorisme international, autre forme de guerre qui frappe le monde par un attentat aussi spectaculaire que meurtrier à New York : « Comme 1914 a marqué l'entrée dans le XX^e siècle, le 11 septembre 2001 marque l'entrée dans le XXI^e siècle » (Jean-François Deniau, ex-ministre des Affaires étrangères et ambassadeur, *Les Échos*, 22 octobre 2001).

2966. « **La seule solution d'une certaine grandeur française, c'est de faire l'Europe.** »

Fernand BRAUDEL

Fernand BRAUDEL (1902-1985), *Le Temps du monde* (1979)

Professeur connu et traduit dans le monde entier, Braudel promeut une nouvelle histoire économique et sociale, qui ressortit de la géographie, la philosophie, et s'intéresse au temps long, opposé à l'histoire événementielle.

La construction de l'Europe s'inscrit parfaitement dans cette thématique. Née du traité de Rome (1957), c'est d'abord une réalité économique, le Marché commun (ou Communauté économique européenne) qui réunit six pays en 1959 - France et Allemagne en tête. Elle devient Union européenne avec le traité de Maastricht (1992), nouvelle étape sur la voie de l'union économique et monétaire, et de l'intégration politique, concernant 27 pays en 2012.

Faire ou ne pas faire l'Europe, la question est à peu près résolue. Reste à savoir de quelle Europe l'on parle, plus ou moins fédérale, libérale, unifiée, élargie dans ses compétences et son espace.

2967. « **L'Europe est beaucoup plus ancienne que ses nations.
L'Europe a exercé dès sa naissance
une fonction non seulement universelle, mais de fait universalisante.
Elle a fomenté le monde.
L'Europe unie n'est pas un expédient moderne. Mais c'est
un idéal qu'approuvent depuis mille ans tous ses meilleurs esprits.** »

Denis de ROUGEMONT

Denis de ROUGEMONT (1906-1985), *Vingt-huit siècles d'Europe : la conscience européenne à travers les textes* (1961)

Écrivain suisse d'expression française, ce partisan de l'Europe fait remonter très loin sa valeur civilisatrice. C'est surtout un pionnier, qui s'engage en faveur de la construction européenne, dès 1947 : discours inaugural au premier Congrès de l'Union européenne des fédéralistes.

Prônant le « fédéralisme intégral » (un mythe qui débouchera au moins sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel en 1979), il participe essentiellement à la construction d'une Europe de la culture, négligée par les Pères fondateurs qui donnaient priorité à l'économie - ce que Jean Monnet a d'ailleurs regretté, plus tard.

2968. **« Ce qui s'est fait sous le nom d'Union européenne ne ressemble à rien de connu jusqu'ici. Sans cohésion politique ni identité commune, c'est essentiellement un espace de paix régi par le droit. Il faut rappeler inlassablement que la paix n'est ni fatale ni même naturelle en Europe. Ce "machin" à 25 nations qui rend toute guerre impossible entre elles est historiquement déjà miraculeux. »**

Michel ROCARD

Michel ROCARD (1930-2016), point de vue sur l'Europe, paru dans *Le Monde* du 28 novembre 2003

Rocard le socialiste est un européen convaincu et toujours militant pour dire notre « besoin d'Europe », avec des arguments comparables à ceux du centriste François Bayrou.

Bien au-delà de l'intérêt économique, qu'on peut éternellement discuter, surtout dans la situation de crise qui frappe presque tous les pays européens depuis 2008, l'argument de la paix demeure indiscutable, et doit être sans cesse mis en avant, pour les nouvelles générations qui n'ont pas connu la guerre. Le prix Nobel de la paix attribué à cette Union européenne le 12 octobre 2012 viendra consacrer cette évidence.

Le « machin » fait allusion à l'expression du général de Gaulle pour qualifier l'ONU, et non l'Europe.

2969. **« Il m'a semblé et il me semble qu'il est avant tout nécessaire de refaire la vieille Europe, de la refaire solidaire, notamment quant à sa reconstruction et à sa renaissance économique dont tout le reste dépend, de la refaire avec tous ceux qui, d'une part, voudront et pourront s'y prêter et, d'autre part, demeurent fidèles à cette conception du droit des gens et des individus d'où est sortie et sur laquelle repose notre civilisation. »**

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), *Discours, entretiens et autres sources*, blog de l'UGF (Union des Gaullistes de France)

Trop souverainiste (participant de l'État souverain) pour approuver l'intégration européenne et le fédéralisme, il n'en demeure pas moins prophétique et visionnaire sur ce thème comme sur tant d'autres. D'où le dialogue avec Malraux, lui aussi acteur de l'histoire et l'un des penseurs du siècle.

2970. « **Le XXI^e siècle sera spirituel ou ne sera pas.** »

André MALRAUX

André MALRAUX (1901-1976), *La Légende du siècle* (1972)

Taper « spirituel » ou « spiritualité » sur un clavier d'ordinateur, et le moteur de recherche affiche des millions de résultats en une fraction de seconde. Dans la masse des informations, la phrase de Malraux est mentionnée, avec nombre d'erreurs et de contresens. Cela fait partie du jeu, sur Internet. Mais cela vaut aussi dans tous les médias, où cette citation circule.

Rétablissons la vérité, sur la prophétie de cet homme né avec le siècle dernier (1901), qu'il parcourut à la fois en acteur et témoin de l'Histoire, tour à tour romancier, combattant et résistant, compagnon de route et ministre du général de Gaulle.

Malraux tenait au mot « spirituel » – et non pas « religieux », voire « mystique », deux qualificatifs trahissant sa pensée.

Tadao Takemoto fait précisément allusion à cette idée, dans son essai : *André Malraux et la Cascade de Nashi* (1989). Si cette phrase ne figure dans aucune de ses œuvres publiées, il l'a effectivement prononcée, dans la série télévisée *La Légende du siècle* (Claude Santelli et Françoise Verny).

La fiche Wikipédia, « ébauche » sur les *Antimémoires* en juillet 2021, confirme cette interprétation avec cette citation : « Le XXI^e siècle sera spiritualiste... ou ne sera pas. »

Reste à savoir de quelle spiritualité il s'agira.

Entre le retour du religieux, la vogue des sectes, l'attrait pour la philosophie, la quête de sens et d'éternité, l'aspiration à un ailleurs ou autrement, toutes les voies, individuelles ou collectives, sont possibles comme antidote au matérialisme sous toutes ses formes.

Cinquième République sous de Gaulle

*4 octobre 1958 : Promulgation de la Constitution instituant la Cinquième République
27 avril 1969 : Échec du référendum sur le Sénat et les régions*

Pendant dix ans, Charles de Gaulle s'identifie quasiment au régime. Après élaboration d'une Constitution donnant enfin une « tête » à l'État et approuvée par référendum, le nouveau président de la République s'attaque au règlement du grave problème algérien.

La guerre d'Algérie est un drame national qui divise les Français, fait des milliers de morts chez les appelés du contingent comme chez les civils, suscite attentats OAS et FLN jusqu'en métropole, barricades, et même putsch à Alger, quand un « quarteron de généraux » se rebelle (22 avril 1961). L'autorité du Général écarte ce danger de guerre civile. Les accords d'Évian (18 mars 1962), approuvés massivement par référendum, instaurent le cessez-le-feu et la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie (3 juillet). Mais les passions ne désarment pas et de Gaulle échappe de peu à l'attentat du Petit-Clamart (22 août).

Pour asseoir le pouvoir du président de la République, de Gaulle fait accepter par référendum son élection au suffrage universel. La vie politique en France, déjà stabilisée par les nouvelles institutions, va en être changée. De Gaulle est réélu en 1965, mais après un ballottage au premier tour face à la gauche, incarnée par Mitterrand, le grand opposant au gaullisme.

L'Europe économique se construit lentement. La France devient une puissance atomique. Le « nouveau franc » accompagne une politique financière plus saine, le Plan est présenté comme « une ardente obligation », la croissance économique élève le niveau de vie et engendre la « société de consommation ».

L'activité diplomatique du Général se déploie tous horizons : reconnaissance de la Chine communiste, rejet de la candidature anglaise au Marché commun, retrait français de l'OTAN, « Vive le Québec libre »...

Mai 1968, d'abord révolte étudiante, puis grève générale, se révèle la plus grave crise de société connue par la France depuis la guerre. Les « événements », très diversement jugés, trahissent une incontestable évolution des mentalités, d'où un besoin de changement dans les structures sociales, surtout chez la jeunesse. Cependant, les élections législatives de juin 1968 donnent un raz-de-marée gaulliste.

De Gaulle démissionne au lendemain d'un référendum (sur la régionalisation et le Sénat) perdu en avril 1969 (52 % de Non).

Personnage de Charles de Gaulle

Voir aussi : Seconde Guerre mondiale

2971. « **Le plus illustre des Français [...] celui qui, aux années les plus sombres de notre histoire, fut notre chef pour la reconquête de la liberté et qui, ayant réalisé autour de lui l'unanimité nationale, refusa la dictature pour rétablir la République.** »

René COTY

René COTY (1882-1962), président de la République, Message aux Chambres, 29 mai 1958
Histoire : l'Europe et le monde depuis 1945 (2006), L. Bernlochner, P. Geiss, G. Le Quintrec

Ainsi définit-il le général de Gaulle, personnage historique. Il fait appel à lui au plus fort de la crise algérienne, alors que plane une menace de guerre civile en France, déchirée par la question algérienne.

2972. « **En vertu du mandat que le peuple m'a donné et de la légitimité nationale que j'incarne depuis vingt ans, je demande à tous et à toutes de me soutenir quoi qu'il arrive.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 29 janvier 1960
Discours et messages, volume III (1970), Charles de Gaulle

Vingt ans après – après le fameux Appel du 18 juin 1940 –, lui-même se pose en personnage historique et s'impose à un autre moment crucial de l'histoire de France – les barricades d'Alger.

2973. « **Le fait que les partisans de droite et les partisans de gauche déclarent que j'appartiens à l'autre côté prouve [...] que je ne suis pas d'un côté, je ne suis pas de l'autre, je suis pour la France.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Interview radiotélévisée, 15 décembre 1965
De Gaulle vous parle (1967), Charles de Gaulle

Incarner la France, l'assumer, s'identifier à elle, c'est aussi pour le général de Gaulle une façon de s'opposer aux partis qu'il méprise. Il n'est pas centriste, il n'est pas à côté des partis, il est au-dessus.

2974. « **Il n’y a eu de France que grâce à l’État. La France ne peut se maintenir que par lui. Rien n’est capital que la légitimité, les institutions et le fonctionnement de l’État.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conseil d’État, 28 février 1960
Essai sur la pratique de la V^e République : bilan d’un septennat (1968), Jean Gicquel

Parole de crise, certes (au lendemain des barricades d’Alger), mais idée chère à de Gaulle, grand admirateur de Richelieu qui fit de la France un État moderne.

La légitimité était déjà un thème récurrent, durant sa Résistance. L’action et le verbe gaulliens se ramènent à quelques idées-forces, régulièrement martelées par de Gaulle s’adressant au peuple ou à ses représentants. Dans *Les Chênes qu’on abat*, Malraux le cite : « Les choses capitales qui ont été dites à l’humanité ont toujours été des choses simples. »

2975. « **Le président de la République est atteint d’une hypertrophie malade du moi ; ses intuitions politiques, souvent justes à l’origine, apparaissent vite dénaturées par une large surestimation du rôle et des possibilités de la France.** »

Hubert BEUVE-MÉRY

Hubert BEUVE-MÉRY (alias SIRIUS) (1902-1989), *Le Monde*, 1^{er} août 1967
Onze ans de règne : 1958-1969 (1974), Hubert Beuve-Méry

Critique habituelle chez les adversaires de De Gaulle, y compris à l’étranger où sa forte personnalité servait dans le même temps le prestige de la France. Le 10 août 1967, il semble répondre au fondateur du *Monde* dans une allocution télévisée : « Il va de soi que notre action d’ensemble est réprouvée par ce qu’il faut bien appeler l’école du renoncement national. Étrange passion de l’abaissement ! »

2976. « **Le général de Gaulle se tient sous le regard du général de Gaulle qui l’observe, qui le juge, qui l’admire d’être si différent de tous les autres hommes.** »

François MAURIAC

François MAURIAC (1885-1970), *De Gaulle* (1964)

Le romancier témoin de son temps est redevenu un fervent gaulliste depuis 1958, sans être jamais du style « godillot », ni dans le fond, ni dans la forme : « Que de Gaulle se voie lui-même comme un personnage de Shakespeare et comme le héros d’une grande histoire, cela se manifeste clairement chaque fois (et c’est souvent) qu’il parle de lui à la troisième personne. »

On doit à Mauriac l’une des plus originales définitions de l’homme : « Un fou a dit “Moi, la France” et personne n’a ri parce que c’était vrai. »

2977. « **Je quitte, par intervalles, le cortège officiel afin d'aborder la foule et de m'enfoncer dans ses rangs.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), *Mémoires de guerre*, tome III, *Le Salut, 1944-1946* (1959)

Ce sont les fameux « bains de foule » popularisés par le petit écran où l'on voit émerger le président, dominant d'une bonne tête les vagues se pressant autour de lui. Dans ses *Mémoires*, il parle ainsi de ses relations de toujours avec le peuple français : « Serrant les mains, écoutant les cris, je tâche que ce contact soit un échange de pensées. Me voilà, tel que Dieu m'a fait ! voudrais-je faire entendre à ceux qui m'entourent. Comme vous voyez, je suis votre frère, chez lui au milieu des siens. »

2978. « **La conférence de presse du général de Gaulle est une œuvre d'art. L'orateur survole la planète, rappelle le passé et jette des rayons de lumière sur l'avenir. Il distribue blâmes ou éloges aux uns et aux autres, il couvre de mépris ses adversaires et il ne dissimule pas la satisfaction que lui inspire la France qu'il façonne.** »

Raymond ARON

Raymond ARON (1905-1983), *Le Figaro*, 25 janvier 1963
La Vie politique en France depuis 1940 (1979), Jacques Chapsal, Alain Lancelot

La conférence de presse, comme le bain de foule, est une institution du nouveau régime. Cet « exercice de haute voltige politico-historique » a fasciné bien des témoins. Dont Jean Lacouture, un de ses biographes : « Toujours derrière un pupitre, sur une chaire, pour nous enseigner sa leçon unique : que, sans la France, le monde n'est pas digne de vivre. Que, sans de Gaulle, la France n'est pas apte à survivre. »

2979. « **Le caractère, c'est d'abord de négliger d'être outragé ou abandonné par les siens.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970)
Les Chênes qu'on abat (1979), André Malraux

Le président ressentira dramatiquement l'échec de son référendum en 1969. Il démissionne et s'en retourne dans sa retraite de Colombey-les-Deux-Églises, pour écrire des mémoires qui resteront inachevés.

2980. « **À la fin, il n'y a que la mort qui gagne.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), citant volontiers ce mot de Staline dans ses *Mémoires de guerre*

Malraux reprend cette phrase dans ses *Antimémoires: le Miroir des limbes*. La mort fut certainement omniprésente dans ce dialogue au sommet de l'intelligence, qui réunit les deux hommes. Jusqu'à la mort du général de Gaulle.

Chronique (1958-1969)

2981. « **Que vienne la paix des braves et je suis sûr que les haines iront en s'effaçant.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence de presse à l'hôtel Matignon, 23 octobre 1958
1958, le retour de De Gaulle (1998), René Rémond

« Qu'est-ce à dire ? Simplement ceci : que ceux qui ont ouvert le feu le cessent et qu'ils retournent sans humiliation à leur famille et à leur travail ! » Mais ce n'est pas ce que veut le Front de libération nationale (FLN) : le 25 septembre, il a affirmé sa volonté de négociations politiques aussi bien que militaires et deux mois plus tard, il crée le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). De Gaulle posera bientôt comme seule condition aux négociations de laisser le « couteau au vestiaire ». Mais la paix des braves, sur le terrain comme dans un traité, est encore loin d'être conclue.

2982. « **Guide de la France, et chef de l'État républicain, j'exercerai le pouvoir suprême dans toute l'étendue qu'il comporte désormais.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Déclaration radiotélévisée, 28 décembre 1958
Les Idées constitutionnelles du général de Gaulle (1974), Jean Louis Debré, Charles de Gaulle

Il vient d'être élu président de la République, le 21 décembre. La nouvelle Constitution, ratifiée par le référendum du 28 septembre avec près de 80 % de oui, et promulguée le 4 octobre, fonde le nouveau régime (présidentiel) de la Cinquième République, confiant au chef de l'État les quatre attributions fondamentales, sans aucune obligation de contreseing ministériel : la nomination du Premier ministre, la dissolution de l'Assemblée nationale, le recours au référendum et la mise en jeu des pouvoirs spéciaux en cas de crise. « Chèque en blanc », titre *Le Monde*.

2983. « **Dès sa naissance, le Marché commun va devoir entrer en négociation quasi permanente avec ses voisins, les autres, la Terre entière. Et sa vie sera dominée par le problème des concessions ou dérogations accordées pour se faire admettre.** »

Jean-François DENIAU

Jean-François DENIAU (1928-2007), *L'Europe interdite* (1977)

Le 1^{er} janvier 1959, le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) entre en vigueur. Il a été signé le 25 mars 1957 et certains craignaient – étant donné les événements algériens et la réputation d'anti-européen faite à de Gaulle – que la France ne demande de repousser l'échéance de son entrée dans le Marché commun.

2984. « **L'Algérie de papa est morte. Si on ne le comprend pas, on mourra avec elle.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Déclaration à Pierre Laffont, directeur de *L'Écho d'Oran*, 29 avril 1959
Algérie 1962, la guerre est finie (2002), Jean Lacouture

Mais que sera l'Algérie de l'avenir ?

Le président est trop pragmatique, l'Algérie trop déchirée par la guerre et les événements trop incertains pour que soit fixée une ligne politique.

De Gaulle attend la mi-septembre pour lancer le mot, l'idée d'« autodétermination », d'où trois solutions possibles : sécession pure et simple, francisation complète dans l'égalité des droits, « de Dunkerque à Tamanrasset », ou gouvernement des Algériens par les Algériens en union étroite avec la France. En France, la droite qui veut l'Algérie française commence à se diviser ; en Algérie, le GPRA veut des négociations préalables et l'armée va vivre bien des déchirements.

2985. « **Non, il n'est pas chaud, le contingent. Pour tout dire, il n'a pas d'allant. Il est même buté comme un âne.** »

Michel CURNOT

Michel CURNOT (1922-2007), *L'Express* (1959)
Les Parachutistes (2006), Gilles Perrault

Il donne l'état d'esprit d'un jeune soldat dans la Casbah d'Alger, alors que la pacification est un préalable à toute négociation, donc un devoir de l'armée. C'est dire la sympathie que ce journaliste (très) intellectuel de gauche éprouve pour « le contingent » : « Le contingent a écouté, et il n'est pas convaincu. Il ne se sent pas tellement chaud pour défendre la liberté en allant au-delà des mers tirer à coups de canon sur des gaillards en espadrilles... »

2986. « **Je puis vous assurer que la Loire continuera à couler dans son lit.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Aux maires du Loiret, à Orléans, mai 1959
De Gaulle parle : des institutions, de l'Algérie, de l'armée, des affaires étrangères, de la Communauté, de l'économie et des questions sociales (1962), André Passeron

Mot qualifié d'« infrahistorique » par Jean Lacouture. De Gaulle, pour être lui-même, a besoin de circonstances exceptionnelles, et tout président de la République doit prononcer « au quotidien » d'innombrables discours sur tout et sur rien.

Dans le même esprit, à Fécamp : « Je salue Fécamp, port de mer et qui entend le rester » et à Lyon : « Lyon n'a jamais été aussi lyonnaise. »

2987. « **Oui, c'est l'Europe depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, c'est l'Europe, toutes ces vieilles terres où naquit, où fleurit la civilisation moderne, c'est toute l'Europe qui décidera du destin du monde.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Discours de Strasbourg, 23 novembre 1959
De Gaulle et l'Europe (1963), Roger Massip

Autre problème majeur, mais question toujours posée au XXI^e siècle. De quelle Europe s'agit-il ?

Un an plus tôt, de Gaulle écrit à Paul Reynaud : « Vous savez qu'à mon sens, on peut voir l'Europe et peut-être la faire de deux façons : l'intégration par le supranational, ou la coopération des États et des nations. C'est à la deuxième que j'adhère. »

Le discours de Strasbourg reste prophétique sur un autre plan.

L'Europe a vécu la réunification de l'Allemagne et la réconciliation entre les deux pays jadis ennemis, devenus alliés. Plus globalement, la guerre froide et le communisme dans sa version soviétique appartiennent à un passé révolu.

De sorte que l'idée de « maison commune » européenne et de cette Europe « de l'Atlantique à l'Oural » ne relève plus de l'utopie.

2988. « **Le vieux franc français, si souvent mutilé à mesure de nos vicissitudes, nous voulons qu'il reprenne une substance conforme au respect qui lui est dû.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Discours sur la politique de rigueur, 28 décembre 1958,
annonçant la création d'un nouveau franc, le 1^{er} janvier 1960
De Gaulle vous parle (1967), Charles de Gaulle

La création du nouveau franc 1960, valant 100 francs anciens, a été annoncée un an plus tôt. Et si le mot « rigueur » n'apparaît pas dans le discours, il le définit bien.

L'opération « franc lourd » cause un choc psychologique et lie avec habileté l'avenir de la monnaie et le prestige international du pays, dans le cadre d'une nouvelle politique économique et financière rendant la France compétitive en Europe. Antoine Pinay, ministre des Finances et des Affaires économiques jouissant d'un immense prestige auprès du Français moyen, va cependant démissionner en janvier 1960, pour cause de désaccord avec le chef de l'État (notamment sur la CEE, Communauté économique européenne créée en 1957, origine de l'actuelle Union européenne).

Le vieux franc français était né le 5 décembre 1360, en pleine guerre de Cent Ans.

Et quarante ans après sa création, le (nouveau) franc s'effacera devant la monnaie européenne, l'euro, nouvel enjeu économique et stratégique, pari globalement réussi.

2989. « **Je m'adresse à la France. Eh bien, mon cher et vieux pays, nous voici donc ensemble encore une fois, face à une nouvelle épreuve.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 29 janvier 1960
De Gaulle (1964), François Mauriac

Omniprésent sur tous les fronts, le président excelle dans la communication directe avec la France et les Français. Cette fois, le général s'est mis en tenue militaire, pour traiter du drame national.

La semaine des Barricades a commencé à Alger, le 24 janvier. La population de souche métropolitaine refuse l'idée d'autodétermination lancée par de Gaulle, et s'oppose au renvoi du général Massu – qui a affirmé dans un journal allemand que l'armée était pour l'Algérie française.

2990. « **L'armée française, que deviendrait-elle, sinon un ramas anarchique et dérisoire de féodalités militaires, s'il arrivait que des éléments mettent des conditions à leur loyalisme? [...] Aucun soldat ne doit, sous peine de faute grave, s'associer à aucun moment, même passivement, à l'insurrection.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 29 janvier 1960
De Gaulle : le souverain, 1959-1970 (1986), Jean Lacouture

Le général, en tenue de général, en appelle enfin à la discipline des soldats et sauve la situation par ce discours. Selon Raymond Aron (*Preuves*, mars 1960) : « Durant ces cinq jours, rien n'existait plus, ni le régime, ni la Constitution, ni moins encore le gouvernement, hésitant et divisé : il ne restait plus rien qu'un homme, et un homme seul. » La semaine des Barricades aura des suites importantes : gouvernement remanié, affaires algériennes prises encore plus directement en main par l'Élysée. De Gaulle se rend sur place début mars pour reprendre contact avec l'armée – c'est la « tournée des popotes » où les déclarations restent officieuses et contradictoires. Il parlera publiquement de République algérienne le 4 novembre prochain.

2991. « **Hourra pour la France! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Télégramme, 13 février 1960
De Gaulle : le souverain, 1959-1970 (1986), Jean Lacouture

Première explosion de la bombe A française à Reggane (Sahara). C'est une étape dans la politique d'indépendance militaire du général qui se refuse à la « docilité atlantique » et veut doter le pays des « moyens modernes de la dissuasion ». La France entre ainsi dans le club encore très fermé des puissances atomiques. Elle refusera de signer le traité de Moscou du 3 août 1963, sur la non-prolifération nucléaire. Le 28 août 1968, c'est l'explosion de la première bombe H dans le Pacifique.

2992. « **Il est tout à fait naturel qu'on ressente la nostalgie de ce qui était l'Empire, tout comme on peut regretter la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages. Mais, quoi? Il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 14 juin 1960
L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en France (1961)

Après la guerre d'Indochine, l'affaire tunisienne puis l'imbroglie marocain réglés sous la IV^e République, outre le drame de l'Algérie, il reste encore en 1958 à achever la décolonisation de l'Afrique noire et de Madagascar, en germe dans la loi Defferre de 1956. L'opinion publique y est moins sensible qu'au problème algérien.

De Gaulle pense d'abord à une Communauté avec défense, politique étrangère et politique économique communes. Sous la pression des événements, il opte pour la décolonisation et accorde en 1960 l'indépendance, qui n'exclut pas le maintien de liens privilégiés entre la métropole et ses ex-colonies africaines.

2993. « **Il faut qu'avant d'entrer dans la salle [des négociations] on ait déposé son couteau.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), 6 septembre 1960
De Gaulle (1972), André Passeron

Le « couteau au vestiaire » devient le préalable de toute négociation.

Mais l'on continue de se battre en Algérie, tandis qu'en France, intellectuels et syndicalistes manifestent pour la paix en Algérie.

2994. « **Pendant la guerre d'Algérie, Zola deviendrait légion, et quotidien "J'accuse".** »

Georges DUBY

Georges DUBY (1919-1996), *Histoire de la France* (1987)

Allusion au combat de Zola dans l'affaire Dreyfus, et à son célèbre article dans *L'Aurore* du 13 janvier 1898.

Nombre d'intellectuels de gauche se sont politiquement engagés dans l'affaire algérienne. Exemple : le « Manifeste des 121 », signé par des professeurs et des écrivains, des artistes et des comédiens, publié le 6 septembre 1960, dénonçant la torture en Algérie et réclamant le « droit à l'insoumission ». C'est une façon de soutenir le réseau Jeanson, démantelé au début de l'année, dont le procès commence, devant le tribunal des forces armées.

2995. « **La gauche est impuissante et elle le restera si elle n'accepte pas d'unir ses efforts à la seule force qui lutte aujourd'hui réellement contre l'ennemi commun des libertés algériennes et des libertés françaises. Et cette force est le FLN.** »

Jean-Paul SARTRE

Jean-Paul SARTRE (1905-1980), Lettre au procès Jeanson (5 septembre-1^{er} octobre 1960)
La Guerre d'Algérie : des complots du 13 mai à l'indépendance (1981), Henri Alleg

Certains Français ne se contentent plus de prendre position en faveur de la paix en Algérie et de négociations avec le FLN, ils apportent une aide directe à ses membres, c'est-à-dire aux dirigeants de la rébellion, participant même à des faits de guerre ou de terrorisme.

Le réseau Jeanson regroupe 6 Algériens et 17 Français de métropole accusés, entre autre, de transporter des fonds, des faux papiers, du matériel de propagande – d'où le nom de « porteurs de valises » donné par Sartre. Il est personnellement lié à Francis Jeanson (en fuite, et donc absent au procès). Ne pouvant se présenter lui-même au tribunal (retenu au Brésil pour une tournée de conférences), l'écrivain exprime sa solidarité par une longue lettre, se référant au Manifeste des 121 qu'il a naturellement signé.

26 avocats (dont Roland Dumas) défendent les inculpés, faisant durer le procès et ridiculisant le tribunal, stratégie payante face à l'opinion publique.

Jeanson sera reconnu coupable de haute trahison, et condamné à dix ans de réclusion – amnistié en 1966. La majorité des autres membres du réseau sont condamnés plus ou moins sévèrement, et neuf acquittés. *Le Monde*, en septembre 2000, rend justice à « ces traîtres qui sauvèrent l'honneur de la France » (Dominique Vidal).

2996. « **La République algérienne existera un jour.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence télévisée, 4 novembre 1960
La Guerre d'Algérie et les intellectuels français (1991), Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli

Alors que la guerre s'éternise, le président relance la politique algérienne, annonçant un référendum sur l'autodétermination, parlant pour la première fois de « République algérienne », fustigeant les « deux meutes ennemies, celle de l'immobilisme stérile et celle de l'abandon vulgaire ».

Il part en Algérie le 12 décembre pour lancer la campagne sur le référendum : émeutes à Alger, Oran. Le Front de l'Algérie française se heurte aux musulmans brandissant le drapeau vert du FLN : 120 morts, et c'en est fini du mythe de la fraternisation entre les communautés.

2997. « **Françaises, Français [...] j'ai besoin de savoir ce qu'il en est dans les esprits et dans les cœurs, c'est pourquoi je me tourne vers vous par-dessus tous les intermédiaires. En vérité, qui ne le sait, l'affaire est entre chacune de vous, chacun de vous et moi-même.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 6 janvier 1961
L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en France (1962)

Dernière apparition présidentielle, avant le référendum du 8 janvier qui demande au peuple français d'approuver le principe de l'autodétermination du peuple algérien.

« Oui » : plus de 75 % des suffrages exprimés. Les électeurs n'ont pas suivi les consignes des partis politiques et, comme de Gaulle, ont négligé ces intermédiaires.

Le choc est dur, chez les Européens d'Algérie (également consultés et qui ont répondu majoritairement « non ») : ils ne se savaient pas à ce point coupés de la métropole, abandonnés.

D'où le durcissement de leur position, alors que des négociations sont annoncées entre la France et le FLN à Évian.

2998. **L'OAS frappe où elle veut, quand elle veut, comme elle veut.**

Slogan de la nouvelle « Organisation Armée secrète »
L'OAS et la fin de la guerre d'Algérie (1985), M'Hamed Yousfi

Premiers tracts lancés début février 1961.

L'armée fait son métier en Algérie, avec 400 000 hommes qui se battent sur le terrain. La pacification progresse (excepté dans les Aurès), mais le terrorisme fait rage et le FLN multiplie les attentats.

Les Européens d'Algérie vivent aussi dans la terreur de la négociation, qui conduira inévitablement à l'indépendance. Et l'OAS, choisissant la politique du désespoir, recourt également aux attentats. Ainsi, le maire d'Évian, Camille Blanc, tué par une charge de plastic le 31 mars, assassiné uniquement parce que sa ville est choisie pour accueillir les négociations. Cela n'infléchit en rien la politique du président.

2999. « **Cet État sera ce que les Algériens voudront. Pour ma part, je suis persuadé qu'il sera souverain au-dedans et au-dehors. Et, encore une fois, la France n'y fait aucun obstacle.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence de presse, 11 avril 1961
L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en France (1962)

De Gaulle annonce qu'il envisage l'indépendance de l'Algérie « avec un cœur parfaitement tranquille ». Onze jours plus tard, c'est le putsch, dans la nuit du 21 au 22 avril.

3000. **« Ce qui est grave dans cette affaire, Messieurs, c'est qu'elle n'est pas sérieuse. »**

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conseil des ministres extraordinaire, réuni à 17 heures, le 22 avril 1961
La Fronde des généraux (1961), Jacques Fauvet, Jean Planchais

La population d'Alger a été réveillée à 7 heures du matin, par ce message lu à la radio : « L'armée a pris le contrôle de l'Algérie et du Sahara. »

Les généraux rebelles font arrêter le délégué général du gouvernement, et un certain nombre d'autorités civiles et militaires. Quelques régiments se rallient aux rebelles. La population européenne, qui se sent abandonnée par la métropole, est avec eux.

Mais de Gaulle semble serein, devant ses ministres.

Le directoire militaire a quand même pris le pouvoir à Alger. Les ralliements se multiplient derrière les quatre généraux, Challe, Zeller, Jouhaud et Salan, qui dénoncent la « trahison » du général de Gaulle et font le serment de « garder l'Algérie pour que nos morts ne soient pas morts pour rien ». Les insurgés tiennent Oran, Constantine le lendemain.

Le coup d'État semble réussi. De Gaulle reparaît et va trouver les mots qui tuent.

3001. **« Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques. »**

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 23 avril 1961
Algérie 1962, la guerre est finie (2002), Jean Lacouture

Revêtu de sa tenue de général, c'est le de Gaulle des grandes heures : « Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. » Il demande que s'applique l'article 16 de la Constitution (pouvoirs spéciaux) : c'est une « dictature républicaine », justifiée par la situation.

Tous les bidasses entendent cette voix de la France sur leur transistor. Le contingent refuse de suivre le quarteron de généraux ovationnés par les pieds-noirs sur le Forum d'Alger, entre les cris « Algérie française » et « de Gaulle au poteau ! » Mais le vent tourne. Challe se livre le 26, suivi par Zeller.

Salan et Jouhaud continuent dans la clandestinité, l'OAS résiste encore : combat d'hommes désespérés, d'autant plus dangereux.

3002. « **Il faut que les objectifs à déterminer par le Plan [...] revêtent pour tous les Français un caractère d'ardente obligation.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 8 mai 1961
La Mystique du Plan (1963), Philippe Bauchard

Même en pleine guerre d'Algérie, il faut se préoccuper de l'«intendance».

Le Plan, depuis seize ans, oriente l'économie de la France. De Gaulle en parle ainsi dans ses *Mémoires d'espoir* : «Il embrasse l'ensemble, fixe les objectifs, établit une hiérarchie des urgences et des importances, introduit parmi les responsables et même dans l'esprit public le sens de ce qui est global, ordonné et continu, compense l'inconvénient de la liberté sans en perdre l'avantage».

Le premier Plan de la V^e République (IV^e Plan depuis la Libération) couvre la période 1961-1964. Il est le plus concerné par cette «ardente obligation». Il y en aura dix. Le projet du numéro XI est victime de la crise de la planification française. En fait, l'outil, trop rigide, n'est plus adapté à d'autres besoins, d'autres temps.

3003. « **Dès lors que l'État et la nation ont choisi leur chemin, le devoir militaire est fixé une fois pour toutes. Hors de ses règles, il ne peut y avoir, il n'y a que des soldats perdus.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Discours à Strasbourg, 23 novembre 1961
L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en France (1962)

Lors d'une grande manifestation militaire, devant les cadres de l'armée.

L'automne et l'hiver sont dramatiques, les passions s'exaspérant de part et d'autre. L'OAS multiplie les attentats, en Algérie comme en métropole : le plastic vise de Gaulle lui-même (9 septembre à Pont-sur-Seine), Malraux et divers intellectuels. Les manifestations pro-FLN, musulmanes, syndicales, entraînent contre-manifestations, charges de police, morts. Ils sont neuf à la station de métro Charonne. 300 000 personnes suivront leur enterrement, le 13 février 1962. L'opinion est mobilisée, mais lasse aussi. Il faut en finir avec cette sale guerre.

3004. « **Je lis *Paris-Turf*. J'en ai rien à faire de la politique [...] Moi je suis un vieux libertaire, un vieil anar. Un anar bourgeois [...] d'ailleurs tous les anars sont des bourgeois. Ils veulent pas être emmerdés. Ils veulent la sûreté, la tranquillité.** »

Jean GABIN

Jean GABIN (1904-1976), *L'Express*, 22 février 1962

Dans cette période politisée à l'extrême, Gabin, l'un des acteurs les plus populaires du cinéma français, exprime à sa façon le ras-le-bol d'un certain nombre de Français devant les événements.

3005. « Il va peser lourd le oui que je demande à chacune et à chacun de vous! »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 26 mars 1962
Les Accords d'Évian, le référendum et la résistance algérienne (1962), Maurice Allais

Le général, comme à son habitude dans les grands moments, en appelle à la population. Il donne les résultats des négociations d'Évian, proclame le cessez-le-feu, et annonce le prochain référendum: « Il faut maintenant que s'expriment très haut l'approbation et la confiance nationale. »

Le 8 avril, plus de 90 % des Français approuveront les accords d'Évian (signés le 18 mars). Le oui des Algériens consultés le 2 est encore plus massif. Le 3, la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie et Ben Bella devient président de la République. Juridiquement, la guerre est finie.

La vie politique française sera marquée par les séquelles de cette guerre non déclarée, qui a éclaté le 1^{er} novembre 1954 et mobilisé deux millions de jeunes Français du contingent.

Bilan: 25 000 tués chez les soldats français, 2 000 morts de la Légion étrangère, un millier de disparus et 1 300 soldats morts des suites de leurs blessures. Environ 270 000 musulmans algériens sont morts, sur une population de dix millions d'habitants. Et deux millions de musulmans déportés en camps de regroupement.

3006. LA VALISE OU LE CERCUEIL.

FLN, ultimatum écrit sur des petits cercueils postés aux pieds-noirs
De Gaulle ou l'éternel défi: 56 témoignages (1988), Jean Lacouture, Roland Mehl, Jean Labib

Au printemps 1946, le PPA (Parti du peuple algérien luttant pour l'indépendance) diffusait déjà le slogan à Constantine, sur des tracts glissés dans les boîtes aux lettres.

Mais c'est au printemps 1962, à Alger, à Oran, que les attentats sont les plus nombreux, une charge de plastic pouvant faire plus de cent morts et blessés! Le FLN déclenche également à la mi-avril une série d'enlèvements, pour lutter contre l'OAS toujours active dans le maquis. Mais ses membres sont protégés, en centre-ville, et les victimes sont surtout les colons isolés dans les bleds, les harkis, les habitants des banlieues. La découverte de charniers augmente la peur des petits blancs. L'exode s'accélère: il y aura beaucoup de valises, et de cercueils aussi, à l'issue de cette guerre de huit ans.

3007. « La guerre ne s'est pas terminée dans de bonnes conditions, mais c'étaient les seules conditions possibles. »

Paul REYNAUD

Paul REYNAUD (1878-1966), fin avril 1962
Vie politique sous la Cinquième République (1981), Jacques Chapsal

À l'occasion du déjeuner de la presse anglo-saxonne, dont il est l'hôte d'honneur. Le 8 avril, plus de 90 % des Français ont approuvé par référendum les accords d'Évian du 18 mars. Juridiquement, la guerre est finie et le 3 juillet, la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie. Mais politiquement, bien des drames vont encore se jouer. Certains jours de printemps, à Alger, à Oran, les attentats font plus de cent morts.

L'exode vers la métropole sera plus massif que prévu et dans des conditions plus pénibles: on attendait 350 000 rapatriés en cinq ans, ils seront 700 000 en quatre mois.

3008. « Être, avoir été le premier collaborateur du général de Gaulle est un titre inégalé. »

Michel DEBRÉ

Michel DEBRÉ (1912-1996), Premier ministre, fin de la lettre au général de Gaulle, rendue publique le 15 avril 1962
L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en France (1963)

Il faut tourner la page après la conclusion du drame algérien : « Comme il était convenu, et cette étape décisive étant franchie, j'ai l'honneur, Mon Général, de vous présenter la démission du gouvernement. » Ce à quoi le général de Gaulle répond : « En me demandant d'accepter votre retrait du poste de Premier ministre et de nommer un gouvernement, vous vous conformez entièrement et de la manière la plus désintéressée à ce dont nous étions depuis longtemps convenus. »

Georges Pompidou entre alors sur la scène de l'histoire : il forme le nouveau gouvernement le 25 avril, essentiellement UNR (parti gaulliste), avec quelques MRP (Mouvement républicain populaire). Pompidou n'est pas un parlementaire rompu au jeu politique, mais un « agrégé sachant écrire », parachuté à 33 ans dans le cabinet de Gaulle en 1944. Il restera six ans chef de gouvernement – un record, sur ce siècle !

3009. « Il ne peut pas y avoir d'autre Europe que celle des États. »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence de presse, 15 mai 1962
Discours et messages, volume III (1970), Charles de Gaulle

Et pour preuve : « Dante, Goethe, Chateaubriand appartiennent à toute l'Europe dans la mesure même où ils étaient respectivement et éminemment Italien, Allemand et Français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit en quelque esperanto ou volapük intégré ».

Du coup, les membres du gouvernement appartenant au MRP, parti très européen, démissionnent, Pierre Pflimlin en tête, Robert Buron à sa suite. Remplacés par des Indépendants.

3010. « Aujourd'hui ou demain, envers et contre tous, le traître de Gaulle sera abattu comme un chien enragé. »

Tract CNR (nouveau Conseil national de la résistance, créé par l'OAS)
reçu par tous les députés, après l'attentat du Petit-Clamart, août 1962
Chronique des années soixante (1990), Michel Winock

C'est encore une retombée de la guerre d'Algérie, aux conséquences importantes, et surtout inattendues.

De Gaulle échappe par miracle à l'attentat, le soir du 22 août, au carrefour du Petit-Clamart, près de l'aéroport militaire de Villacoublay. Sa DS 19 est criblée de 150 balles, et seul le sang-froid du chauffeur, accélérant malgré les pneus crevés, a sauvé la vie au général et à Mme de Gaulle.

Condamné à mort par la Cour militaire de justice, le lieutenant-colonel Bastien-Thiry, chef du commando et partisan de l'Algérie française, est fusillé le 11 mars 1963 – dernier cas en France.

Dès le lendemain de l'attentat, de Gaulle profite de l'émotion des Français pour faire passer une réforme qui lui tient à cœur : l'élection du président au suffrage universel. S'il devait mourir, cela donnerait plus de poids à son successeur, et plus de légitimité. Tous les partis sont contre, sauf le parti gaulliste (UNR) et une minorité d'indépendants (Giscard d'Estaing en tête). Le seul précédent historique est fâcheux : Louis-Napoléon Bonaparte, élu du suffrage universel, transforma vite ce coup d'essai en coup d'État. De Gaulle annonce un référendum pour le 28 octobre.

3011. « **Pour nous, Républicains, la France est ici [dans l'hémicycle] et non ailleurs. Penser autrement, ce serait douter de la République.** »

Paul REYNAUD

Paul REYNAUD (1878-1966), Assemblée nationale, 4 octobre 1962
Notes et études documentaires, n^{os} 4871 à 4873 (1988), Documentation française

La V^e République est un régime dont le caractère présidentiel va se renforcer avec l'élection du président au suffrage universel. Un référendum doit décider de cette modification constitutionnelle.

Ce jour-là, Paul Reynaud, opposé à ce projet, exprime pour la dernière fois la vision ultra-représentative de la souveraineté parlementaire, qui domina la III^e et la IV^e Républiques.

3012. « **La Constitution est violée.** »

Gaston MONNERVILLE

Gaston MONNERVILLE (1897-1991), président du Sénat, 9 octobre 1962
Le Consensus à la française (2002), Sylvie Guillaume

Le deuxième personnage de l'État accuse le premier.

Il y a un prétexte de forme: l'utilisation de l'article 11 au lieu de l'article 89 de la Constitution pour instituer l'élection du président de la République au suffrage universel.

La vraie critique est de fond: la réforme prive les sénateurs (jointes aux députés) de la prérogative d'élire le chef de l'État.

Monnerville, homme d'ordinaire nuancé, use de mots très durs, comme au Congrès radical de Vichy (fin septembre): « Violation délibérée, voulue, réfléchie, outrageante de la Constitution [...] Arbitraire [...] Forfaiture du Premier ministre. » D'où la rupture définitive entre le Sénat et le général de Gaulle.

3013. « **Si votre réponse est “non”, comme le voudraient tous les anciens partis afin de rétablir le régime de malheur, ainsi que tous les factieux pour se lancer dans la subversion, de même si la majorité des “oui” est faible, médiocre et aléatoire, il est bien évident que ma tâche sera terminée aussitôt et sans retour.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Discours, 18 octobre 1962
De Gaulle (1964), François Mauriac

C'en est bien fini du consensus existant depuis 1958. Il n'y a plus de guerre d'Algérie pour souder la majorité parlementaire.

Le « cartel des Non » à de Gaulle regroupe tous les « vieux partis »; à la fronde parlementaire s'ajoute l'hostilité ouverte des juristes. Résultat ?

Le « oui » au référendum pour l'élection du président de la République au suffrage universel représentera 62,25 % des suffrages exprimés.

3014. « **Vous avez scellé la condamnation du régime désastreux des partis.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 7 novembre 1962
La Vie politique sous la V^e République (1981), Jacques Chapsal

Le président de la République prend acte du « oui » et se satisfait d'un taux d'approbation plutôt moyen à son référendum. Sans faire de la politique-fiction, il serait sans doute très supérieur aujourd'hui, tant les Français se sont approprié cette élection de leur président au suffrage universel.

« La nation est maintenant en plein essor, les caisses remplies, le franc plus fort qu'il ne le fut jamais, la décolonisation achevée, le drame algérien terminé, l'armée rentrée tout entière dans la discipline, le prestige français replacé au plus haut dans l'univers, bref tout danger immédiat écarté et la situation de la France bien établie au-dedans et au-dehors. »

Dans l'élan, il annonce les prochaines élections des 18 et 25 novembre.

C'est un triomphe: 233 membres sur 482 sièges à l'Assemblée pour l'UNR. Aucun parti en France n'a fait un tel score, depuis la Libération. Entre les deux tours, de Gaulle dit en Conseil des ministres: « J'ai déclaré la guerre aux partis. Je me garde bien de déclarer la guerre aux chefs des partis. Les partis sont irrécupérables. Mais les chefs de partis ne demandent qu'à être récupérés... Il leur suffit de récupérer un portefeuille. »

3015. « **Le général de Gaulle est-il donc si seul, si peu informé, si mal conseillé? La Moselle n'est pas l'Algérie, les mineurs ne sont pas l'OAS.** »

Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER

Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER (1924-2006), *L'Express*, 7 mars 1963
Chronique des années soixante (1990), Michel Winock

L'Express, créé en 1953 par « JJSS » (29 ans) pour soutenir la candidature de Mendès France, et très politisé durant toute la guerre d'Algérie, est encore un hebdo résolument de gauche, partant pour toutes les croisades et fier de ses grandes signatures.

Dans un climat de paix sociale relative (deux fois moins de jours de grève en 1958-1967 qu'en 1948-1957), éclate le 1^{er} mars 1963 la grève totale des mineurs de Lorraine et du Nord - Pas-de-Calais.

Le décret de réquisition, signé le 2 mars à Colombey-les-Deux-Églises, n'arrange rien, au contraire. Les syndicats appellent à une grève générale d'un quart d'heure pour protester contre l'atteinte au droit de grève. Même la presse de droite est critique, ainsi Jean Grandmougin dans *L'Aurore*: « On ne s'adresse pas à des mineurs comme à des enfants de troupe. »

La cote de popularité du président tombe, les mineurs sont très populaires en France et leur grève aussi, qui ne gêne personne. Ils gagneront début avril: hausse de salaires, quatrième semaine de congés payés. Mais le charbon perdra bientôt la bataille de l'énergie, contre d'autres sources moins coûteuses.

3016. « **Le JT n'est pas au gouvernement, mais au public.** »

Alain PEYREFITTE

Alain PEYREFITTE (1925-1999), ministre de l'Information
Chronique des années soixante (1990), Michel Winock

Avril 1963: Léon Zitrone et Georges de Caunes présentent la nouvelle formule du Journal télévisé. Mais la radio-télévision d'État, c'est encore la voix de la France, et les Français ne sont pas considérés en adultes. À l'époque, c'est la presse écrite – une presse d'opinion – qui joue, fort bien, son rôle d'opposition.

3017. « **Voilà que se lève, immense, bien nourrie, ignorante en histoire, opulente, réaliste, la cohorte dépolitisée et dédramatisée des Français de moins de vingt ans.** »

François NOURISSIER

François NOURISSIER (1927-2011), *Les Nouvelles Littéraires* (juin 1963)
La Belle Histoire des groupes de rock français des années 60 (2001), Jean Chalvidant, Hervé Mouvet

Après la nuit du 22 au 23 juin 1963, place de la Nation. 150 000 fans en délire ont grimpé aux marronniers et aux réverbères pour acclamer leurs idoles: Johnny, Sylvie, Richard (Anthony) et Cie.

Quelle est cette jeunesse? Le fruit du baby-boom. Des yé-yé mieux nourris que les zazous faméliques d'après guerre. Ignorant si bien l'histoire que cette même année sort le film de Bertrand Blier: *Hitler, connais pas*. Ils lisent *Salut les copains* (SLC magazine né en juillet 1962 avec 50 000 exemplaires, atteignant le million un an après), regardent *Le Temps des copains* (un feuilleton télé), imposent leur mode, leurs goûts, leur style, leurs codes à une France en paix, prospère, bourgeoise.

3018. « **Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent.** »

Edgar FAURE

Edgar FAURE (1908-1988), à qui lui reprochait de souvent changer d'avis
Edgar Faure: le virtuose de la politique (2006), Raymond Krakovitch

Rallié à de Gaulle, trop heureux de retrouver des responsabilités, il est officieusement chargé de l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine populaire en 1963 – mission réussie. Elles prendront effet le 27 janvier 1964. Raymond Cartier saluera l'événement: « L'initiative du général de Gaulle s'intègre dans un plan grandiose qu'il poursuit avec son goût du secret, son amour du risque, son sens des coups de théâtre et sa monumentale ténacité. C'est du réalignement du monde qu'il s'agit. »

Edgar Faure se retrouvera ministre de l'Agriculture en 1966. « C'est un trait de mon caractère, que le goût des honneurs et l'attachement aux titres. »

Cette passion pour le pouvoir, revendiquée pendant quarante ans, pousse le député à être plusieurs fois ministre et même chef de gouvernement. Politiquement inclassable, sinon comme opportuniste, ses adversaires eux-mêmes apprécient son humour et ses élèves de Sciences Po auront à commenter un de ses aphorismes: « L'immobilisme est en marche et rien ne pourra l'arrêter. »

L'homme ne se prend pas au sérieux, mais jusqu'à sa mort, il prendra très au sérieux ses fonctions et ses missions.

3019. « **La Corrèze plutôt que le Zambèze.** »

Raymond CARTIER

Raymond CARTIER (1904-1975), slogan symbolisant une volonté de désengagement
L'Afrique : un continent en réserve de développement (2004), Sylvie Brunel

On donne à cette tendance isolationniste le nom de cartiérisme, du nom de Raymond Cartier : « Attention, la France dilapide son argent [...] Nous compromettons notre avenir en prenant une part excessive dans l'aide aux pays sous-développés » (*Paris Match*, 29 février 1964).

3020. « **Qu'est-ce que le gaullisme depuis qu'issu de l'insurrection il s'est emparé de la nation ? Un coup d'État de tous les jours.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *Le Coup d'État permanent* (1964)

Pamphlet signé d'un des leaders de la gauche socialiste, ministre du gouvernement Mendès France, et fidèle opposant à de Gaulle (ayant voté contre son investiture, le 1^{er} juin 1958). C'est aussi un écrivain : « Le gaullisme vit sans loi, il avance au flair. D'un coup d'État à l'autre, il prétend construire un État, ignorant qu'il n'a réussi qu'à sacraliser l'aventure. »

Le 24 avril 1964, dans un grand débat institutionnel à l'Assemblée, Mitterrand déclare que la responsabilité du gouvernement devant le Parlement étant vidée de substance, le régime de la Cinquième République est un régime de pouvoir personnel. Pompidou, Premier ministre, lui répond que l'opposition, en refusant de s'adapter aux institutions de la Cinquième, n'a aucun avenir.

Son temps venu, en 1981, l'inconditionnel adversaire du général de Gaulle s'accommodera fort bien de cette Constitution : « Les institutions n'étaient pas faites à mon intention. Mais elles sont bien faites pour moi. »

3021. « **Je ne vais pas mal. Mais rassurez-vous, un jour, je ne manquerai pas de mourir.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence de presse, 4 février 1965
De Gaulle : le souverain, 1959-1970 (1986), Jean Lacouture

Nul ne sait encore s'il sera candidat à sa propre succession, à la fin de l'année. Cette échéance présidentielle ravive l'intérêt du public pour la politique.

3022. « **Le temps des croisades est terminé,
celui de l'intelligence arrive.** »

Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER

Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER (1924-2006), patron de *L'Express*, été 1964
L'Express (1994)

1965, année où les hebdomadaires font peau neuve.

L'Algérie avait monopolisé les énergies et mobilisé les esprits, donné matière aux journaux d'opinion et fait monter leurs tirages. JJSS, qui a créé *L'Express* en 1953 pour soutenir Mendès France, est le premier à comprendre qu'il faut une certaine dépolitisation, un appui des annonceurs publicitaires, des photos, des infos, du beau papier, de la quadrichromie, bref, tout ce qui fait le succès de *Time*, *Newsweek* ou *Der Spiegel*.

L'hebdomadaire de cet agitateur d'idées va gagner en grande diffusion, mais perdre en grandes signatures. Il se généralise de plus en plus, devenant le reflet des changements de la société française.

3023. « **Si grand que soit le verre que l'on nous tend du dehors,
nous préférons boire dans le nôtre, tout en trinquant aux alentours.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 27 avril 1965
Le Général de Gaulle et la construction de l'Europe, 1940-1966 (1967), Edmond Jouve

Il fait le bilan de son action, sur le thème qui lui est cher, l'indépendance nationale : « Le fait capital de ces sept dernières années, c'est que nous avons résisté aux sirènes de l'abandon et choisi l'indépendance. »

En février 1966, la France reste membre du Pacte atlantique, mais se retire du dispositif militaire intégré (OTAN).

3024. « **Qui a jamais cru
que le général de Gaulle, étant appelé à la barre,
devrait se contenter d'inaugurer les chrysanthèmes ?** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), conférence de presse, 9 septembre 1965
De Gaulle ou l'éternel défi : 56 témoignages (1988), Jean Lacouture, Roland Mehl, Jean Labib

Il réfute l'accusation de « pouvoir personnel » : le président de la République a seulement « pris personnellement les décisions qu'il lui incombait de prendre ». Sera-t-il candidat ? Il n'est pas encore entré en campagne, cependant qu'un fait constitutionnel change la vie politique en France : l'élection du président aura lieu pour la première fois au suffrage universel. Et l'inauguration des chrysanthèmes va devenir célèbre.

Le très sérieux Institut national de l'audiovisuel (INA) archive les « petites phrases », de Gaulle figurant en bonne place dans la rubrique, avec ses rendez-vous médiatiques, entre improvisation et préparation.

3025. «**Contre le régime du pouvoir personnel, il faut recréer la république des citoyens.**»

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Conférence de presse, 21 septembre 1965
L'Année politique, économique et sociale en France (1966)

Le leader socialiste fait campagne pour l'élection présidentielle, fixée aux 5 et 19 décembre 1965. Il va être candidat d'une union de la gauche qui ne dit pas encore son nom.

3026. «**Moi ou le chaos.**»

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), résumé lapidaire de la déclaration du 4 novembre 1965
Histoire de la France au XX^e siècle : 1958-1974 (1999), Serge Berstein, Pierre Milza

Le président annonce enfin sa candidature, disant qu'en cas d'échec « personne ne peut douter que [la république nouvelle] s'écroulera aussitôt et que la France devra subir, cette fois sans recours possible, une confusion de l'État plus désastreuse encore que celle qu'elle connut autrefois ».

On reprochera au fondateur du régime de croire si peu à sa construction qu'elle tienne à ce point à un homme! *L'Express*, contre de Gaulle candidat, titre: « De Gaulle à vie? »

De Gaulle, sûr de son succès, ne se donne même pas la peine de courtiser la France, dédaignant son temps de parole à la radio et à la télévision, ne croyant pas les deux grands instituts de sondage (Ifop et Sofres) qui assurent que rien n'est gagné pour lui.

Le suspense est à son comble – on doit à de Gaulle ce fait constitutionnel qui a changé la vie politique en France: l'élection du président au suffrage universel.

3027. «**Le Centre existe.**»

Jean LECANUET

Jean LECANUET (1920-1993), au premier tour des présidentielles, 5 décembre 1965
La Mêlée présidentielle (2007), Michel Winock

Divine surprise: même sans le très populaire Antoine Pinay, le centre, avec ce nouveau leader, obtient près de 16 % des voix.

Mitterrand qui rassemble les gauches fait 32 %. Trois autres candidats ont dispersé les voix de droite: Jean-Louis Tixier-Vignancour (extrême droite), Pierre Marcilhacy (centre-droit), Marcel Barbu (sans étiquette).

Et le président sortant est en ballottage: moins de 45 % des suffrages. Furieux, de Gaulle songe à se retirer, abandonner la France et les Français. Ses ministres le supplient de continuer le combat.

3028. « Il n'y a pas de textes constitutionnels [...] qui puissent faire qu'en France un chef de l'État en soit véritablement un s'il procède, non point de la confiance profonde de la nation, mais d'un arrangement momentané entre professionnels de l'astuce. »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 17 décembre 1965
De Gaulle parle, 1962-1966 (1966), Charles de Gaulle, André Passeron

Entre les deux tours, de Gaulle se lance: la phrase est doublement assassine, visant à la fois son adversaire François Mitterrand et le régime des partis qu'il incarne.

« Où est le choix ? À travers deux hommes, il est entre deux régimes bien connus, c'est-à-dire entre deux expériences que la nation a faites successivement et entre deux avenir opposés à tous les égards. »

3029. « Notre pays a confirmé en ma personne la République nouvelle et approuvé la politique qui est la mienne. »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Première conférence de presse de son nouveau mandat, 21 février 1966
Discours et messages, volume V (1970), Charles de Gaulle

Victoire électorale, mais faible, eu égard aux précédentes consultations et au personnage: 54,5 % des voix au second tour.

Le sauveur est désacralisé, le mythe gaulliste n'éveille plus chez les jeunes l'enthousiasme de leurs aînés, l'État semble stagnant et vieillot.

Pourtant, Pompidou reste Premier ministre. Quelques « nouveaux anciens » apparaissent dans son troisième gouvernement: Edgar Faure (Agriculture), Michel Debré (Économie et Finances), Jean-Marcel Jeanneney (Affaires sociales). À signaler le départ de Giscard d'Estaing: écarté des Finances, il a refusé l'Équipement.

3030. « Il n'est plus ministre, il n'est plus député et c'est le moment où, en quarante-cinq minutes de télévision, M. Valéry Giscard d'Estaing a pris soudain la physionomie d'un homme politique [...] Nous avons assisté mardi soir à la naissance d'un dauphin. »

Françoise GIROUD

Françoise GIROUD (1916-2003), « Naissance d'un dauphin », *L'Express*, 21 février 1966

Séduite, à la suite de l'émission télévisée « Face à face » entre Giscard d'Estaing et quatre journalistes, la journaliste en tire une conclusion prophétique.

Ces années de Gaulle sont aussi les « années médias »: la télé fait et défait les destins politiques.

3031. « **Autant qu'à l'école, les masses ont droit au théâtre, au musée.
Il faut faire pour la culture
ce que Jules Ferry faisait pour l'instruction.** »

André MALRAUX

André MALRAUX (1901-1976), Discours à l'Assemblée nationale, 27 octobre 1966
André Malraux, une vie dans le siècle (1973), Jean Lacouture

De Gaulle a créé le ministère de la Culture pour Malraux.

Leur dialogue au sommet, que seule la mort interrompra, est l'une des rencontres du siècle, saluée par François Mauriac: « Ce qu'ils ont en commun, c'est ce qu'il faut de folie à l'accomplissement d'un grand destin, et ce qu'il y faut en même temps de soumission au réel. »

Ministre des Affaires culturelles de 1958 à 1968, chaque automne, lors de la discussion du budget, Malraux enchante députés et sénateurs par des interventions communément qualifiées d'éblouissantes sur les crédits de son département – en fait notoirement insuffisants au regard des ambitions proclamées pour une véritable culture de masse. Il faudra attendre l'arrivée de la gauche au pouvoir pour que ce ministère frôle le 1 % du budget de l'État.

Malraux définit ici la mission des maisons de la Culture implantées dans les villes moyennes, lieux de rencontre, de création, de vie, chargées de donner à chacun les « clés du trésor ».

Ce rêve de démocratie culturelle est toujours actuel, à la fois vital et irréalisable.

3032. « **La politique de la France ne se fait pas à la corbeille.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), conférence de presse, 28 octobre 1966
Histoire de la France au XX^e siècle : 1958-1974 (1999), Serge Berstein, Pierre Milza

Réponse un peu courte à la question: « Monsieur le président, à quoi attribuez-vous la baisse de la Bourse, alors qu'on dit que l'économie va bien? — Je dirai un mot de la Bourse, puisque vous m'en parlez. En 1962, elle était exagérément bonne, en 1966, elle est exagérément mauvaise. Monsieur, vous savez, la politique de la France ne se fait pas à la corbeille. »

La France, reconstruite après la guerre et devenue société de consommation, vit en effet et sans complexe le miracle économique des Vingt Glorieuses (expression plus juste que les Trente Glorieuses). Ce qu'on appellera aussi la plus grande épopée pacifique de la France: de 1954 à 1974, très précisément entre la fin de la reconstruction et le début de la crise pétrolière, le pouvoir d'achat des Français est multiplié par 2, la richesse nationale (PIB, produit intérieur brut) par 3.

Dans le même esprit, mais en d'autres circonstances et sur un autre ton, Édith Cresson, première femme Premier ministre (de Mitterrand) dira en 1991: « La Bourse, j'en ai rien à cirer. »

3033. « **“Oui” à la majorité, “mais”
avec la ferme volonté de peser sur ses orientations.** »

Valéry GISCARD D’ESTAING

Valéry GISCARD D’ESTAING (1926-2020), conférence de presse, 10 janvier 1967
Chronique des années soixante (1990), Michel Winock

Le fameux « Oui, mais... » précise le rôle des républicains indépendants (35 députés) au sein de la majorité, à l’occasion des élections législatives de mars 1967. « Notre mais n’est pas une contradiction, mais une addition [...] dans trois directions: celle d’un fonctionnement plus libéral des institutions, celle de la mise en œuvre d’une véritable politique économique et sociale moderne, celle de la construction de l’Europe. »

3034. « **On ne gouverne pas avec des “mais”.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), riposte à Valéry Giscard d’Estaing, Conseil des ministres, 11 janvier 1967
Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 170 (1971)

La majorité sortante sera reconduite à l’Assemblée, mais d’extrême justesse, grâce aux voix d’outre-mer. Pompidou reste Premier ministre. Et le gouvernement va gouverner sans « mais », sans débats parlementaires, par ordonnances en matière économique et sociale (création de l’ANPE, intéressement des travailleurs, réforme de la Sécurité sociale). Les motions de censure déposées n’y peuvent rien, la majorité est soudée, même si Giscard d’Estaing dénonce « l’exercice solitaire du pouvoir » et critique son successeur aux Finances, Michel Debré.

3035. « **Tant qu’il y aura des dictatures,
je n’aurai pas le cœur à critiquer une démocratie.** »

Jean ROSTAND

Jean ROSTAND (1894-1977), *Inquiétudes d’un biologiste* (1967)

Au-delà de débats politiques et constitutionnels parfois partisans, un grand savant sait replacer nos querelles franco-françaises à leur niveau.

3036. « **Vive Montréal! Vive le Québec! Vive le Québec libre!** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Discours de Montréal, 25 juillet 1967
De Gaulle, volume III (1986), Jean Lacouture

L’orateur enchaîne et termine par: « Vive le Canada français et vive la France! » Le monde entier est ébahi. Et Pompidou, Premier ministre, dira du discours: « Celui-là, il ne me l’avait pas montré! » De Gaulle répondra, pour se justifier: « Il fallait bien que je parle aux Français du Canada. Nos rois les avaient abandonnés » – allusion à cette Nouvelle-France découverte sous François I^{er}, colonisée depuis Henri IV, avant que Louis XV ne cède les « quelques arpents de neige » du Canada à l’Angleterre (en 1763).

Il n’empêche, cette harangue déclenche une crise entre le Canada et la France, qui semble soutenir les indépendantistes québécois.

3037. « **Les Juifs [...] étaient restés
ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite,
sûr de lui-même et dominateur.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), conférence de presse, 27 novembre 1967
De Gaulle, volume III (1986), Jean Lacouture

La guerre des Six Jours a commencé à l'aube du 5 juin 1967 : attaque des Israéliens, fulgurante ; défaite des Arabes, humiliante.

L'opinion publique est divisée en France, au-delà des traditionnels clivages gauche-droite. La majorité gaulliste renâcle. Tandis que les intellectuels de gauche sont crucifiés : militants de la cause arabe et de l'anticolonialisme, ils ne peuvent trahir la solidarité sacrée avec le peuple juif victime du génocide et avec le petit État d'Israël.

En préface au numéro spécial des *Temps modernes* préparé sur le conflit israélo-arabe depuis plus d'un an et qui sort en juillet 1967, Jean-Paul Sartre, qui est encore le maître à penser d'une génération et prend position tranchée sur presque tout, avoue : « Déchirés, nous n'osons rien faire et rien dire. »

3038. « **L'année 1968, je la salue avec sérénité.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 31 décembre 1967
Année politique (1968)

Les vœux de l'Élysée sont de tradition, en fin d'année. Mais l'année 1968 va véritablement ébranler le régime, et la société.

3039. « **Quand la France s'ennuie.** »

Pierre VIANSSON-PONTÉ

Pierre VIANSSON-PONTÉ (1920-1979), titre de son article, *Le Monde*, 15 mars 1968

(Inspiré du mot de Lamartine en 1839, député sous la Monarchie de Juillet : « La France est une nation qui s'ennuie. »)

La France est calme. Les conflits sociaux sont isolés. Seul, le monde étudiant s'agite un peu partout dans le monde, en ce printemps 1968, de Tokyo à Mexico et de Berlin à Berkeley – aux USA, la contestation est surtout dirigée contre la guerre du Vietnam, dès avril 1967.

À Paris, tout commence par Nanterre, donc en banlieue. Cette université créée en 1964 se voulait modèle, mais le campus ouvert aux émigrés des alentours tourne au bidonville. Après diverses manifestations contre la réforme (signée Fouchet, ministre de l'Intérieur), le 22 mars, des étudiants révolutionnaires occupent la tour du bâtiment de l'administration.

3040. **PROFESSEURS, VOUS ÊTES VIEUX, VOTRE CULTURE AUSSI.**

Slogan, murs de Nanterre, 22 mars 1968

Génération, tome I, *Les Années de rêve* (1987), Hervé Hamon, Patrick Rotman

(Ce roman vrai est l'un des meilleurs récits de Mai 68 et donne tous les slogans qui en sont nés. Sans autre mention, ce sera notre source).

Le Mouvement du 22 mars est créé: mouvance sans programme, sans hiérarchie, mais avec beaucoup de leaders tenant leur autorité de leur force de persuasion, de leur imagination.

Première vedette, Daniel Cohn-Bendit, étudiant en sociologie, de nationalité allemande (par choix), né en France de parents juifs réfugiés pendant la guerre. Dany le Rouge (surnom qu'il doit à ses cheveux roux, comme à son gauchisme militant) est doué à 23 ans d'un charisme qui le rend très populaire auprès des étudiants, et redouté, voire détesté dans l'autre camp – avant de devenir Dany le Vert, dans la liste Europe Écologie, avec une belle cote de popularité auprès des Français. Pour l'heure, à Nanterre, il fédère les groupuscules depuis quelques mois et figure sur la liste noire des étudiants.

Le doyen Grappin, devant l'agitation, ferme l'université jusqu'au 1^{er} avril.

Avril à Paris: la Sorbonne ronronne, les étudiants étudient, les professeurs professent, l'agitation est retombée à l'approche des examens. Mais le 2 mai, nouvelle fermeture de Nanterre, *sine die*.

3041. «**Jour J [3 mai] et heure H [16 h 50], embarquement des étudiants de la Sorbonne.**»

Maurice GRIMAUD

Maurice GRIMAUD (1913-2009), *En mai, fais ce qu'il te plaît* (1977)

Préfet de police de Paris en mai 1968, selon lui tout commence alors.

Un meeting de protestation est prévu dans la cour du plus célèbre bâtiment universitaire de Paris, au cœur du Quartier latin: contre la convocation devant le conseil de discipline de l'université de Nanterre des meneurs du 22 mars, dont Cohn-Bendit.

La police, appelée par le recteur, intervient pour empêcher le meeting et évacue les lieux sans faire le détail: 500 personnes embarquées, manifestants et meneurs mêlés aux badauds et curieux. La nouvelle se répand. 2 000 manifestants accourent au Quartier latin. Des lycéens, des étudiants découvrent l'ivresse de la violence. Et c'est le scénario qui va devenir classique: pavés, cocktails Molotov, grenades lacrymogènes, matraques.

Bilan officiel du 3 mai: 805 blessés dont 345 parmi les forces de police. Le bilan officieux est plus accablant.

3042. «**Le gouvernement a perdu le contrôle de ses facultés.**»

Le Canard enchaîné, manchette de l'hebdomadaire satirique, 8 mai 1968

Le Canard enchaîné: histoire d'un journal satirique, 1915-2005 (2005), Laurent Martin

Comme la plupart de leurs confrères, les journalistes du *Canard* sont surpris par la soudaineté et la violence des émeutes de mai. Le numéro du 8 mai consacre sa une au premier épisode de la révolte étudiante. Pendant un mois, les journaux vont faire assaut de titres chocs, mais le talent va surtout exploser en slogans, scandés dans les manifs ou écrits sur les murs, les affiches, les tracts.

3043. « **Depuis le 6 mai, le transistor est devenu le cordon ombilical qui relie la France à sa révolution. La télévision, muselée ou presque, a pour l'instant renversé le régime de l'image. Le pouvoir est à la parole.** »

Danièle HEYMANN

Danièle HEYMANN (1933-2019), *L'Express*, juin 1968
L'Express, L'Aventure du vrai (1979), préface de Jean François Revel

Tous les Français qui ont vécu « les événements » heure par heure, y compris la nuit, l'oreille collée au transistor, savent à quel point la radio reprend ses droits, quand l'actualité se déchaîne ainsi.

3044. **SOUS LES PAVÉS, LA PLAGES.
L'ABOUTISSEMENT DE TOUTE PENSÉE, C'EST LE PAVÉ.**

Slogans de la nuit du 10 au 11 mai 1968

Première nuit d'émeute, dite nuit des Barricades: des dizaines se dressent, barrant petites rues et grandes artères du Quartier latin (boulevard Saint-Michel, rue Gay-Lussac), entassements de voitures et pavés, arbres et palissades, matériaux volés aux chantiers voisins.

Le samedi 11, aux aurores et en trois heures de combat, la police vient à bout de la résistance étudiante: centaines de blessés, dégâts matériels considérables. L'opinion bascule du côté des jeunes et juge la police plus sévèrement que les manifestants. Récits vibrants, rumeurs incontrôlables, fracas de guérilla sur les ondes radio font croire au pays que le cœur de Paris est en guerre.

Les centrales ouvrières et la FEN (Fédération de l'Éducation nationale, appelée la forteresse enseignante pour son pouvoir) appellent à la grève générale pour le surlendemain, lundi 13 mai.

3045. « **J'ai décidé que la Sorbonne serait librement ouverte à partir de lundi.** »

Georges POMPIDOU

Georges POMPIDOU (1911-1974), Discours radiodiffusé, samedi 11 mai 1968, 23 heures
L'Élysée en péril (2008), Philippe Alexandre

Le Premier ministre, de retour d'un voyage en Afghanistan, joue la carte de la détente, annonçant aussi la libération prochaine des étudiants arrêtés le 3 mai et condamnés le 5. Il retire la police de la Sorbonne pour que les cours reprennent.

Mais... le mois de mai ne fait que commencer.

3046. **INTERDIT D'INTERDIRE.**

**CELUI QUI PEUT ATTRIBUER UN CHIFFRE À UN TEXTE EST UN CON.
QUAND LE DERNIER DES SOCIOLOGUES AURA ÉTÉ ÉTRANGLÉ AVEC
LES TRIPES DU DERNIER BUREAUCRATE, AURONS-NOUS ENCORE
DES PROBLÈMES?**

Slogans du 13 mai 1968

Lundi 13 mai, la Sorbonne rouverte est immédiatement occupée par les étudiants, comme toutes les autres facultés parisiennes. On multiplie les assemblées générales (AG) en forme de parlements informels. Premier communiqué: «L'Assemblée générale du lundi 13 mai décide que l'université de Paris est déclarée université autonome, populaire et ouverte en permanence, jour et nuit, à tous les travailleurs. L'université de Paris sera désormais gérée par les comités d'occupation et de gestion, constituée par les travailleurs, les étudiants et les enseignants.»

3047. **OUVRIERS, ENSEIGNANTS, ÉTUDIANTS SOLIDAIRES.**

Inscription sur les bannières, 13 mai 1968

Manifestation digne, imposante, historique, mais sage: 200 000 personnes défilent de la République à Denfert-Rochereau en lançant ce nouveau slogan solidaire. Les dirigeants étudiants prennent parfois le pas sur les leaders syndicaux, d'où la réflexion de Cohn-Bendit qui est leur bête noire: «Ce qui m'a fait plaisir, cet après-midi, c'est d'être en tête du défilé où les crapules staliniennes étaient dans le fourgon de queue.»

3048. **« En moins d'une semaine, dans un printemps sans histoire,
une tempête fait lever sur Paris les pavés de l'émeute,
les mousquetons du pouvoir et les idées de tout le monde.
Une partie de la jeunesse française a déclaré sa guerre.
Elle l'a déclarée à tous, faute de savoir à qui. »**

L'Express, 13 mai 1968

Premier résumé des événements, et première question existentielle – dont personne ne pourra vraiment donner la réponse, malgré les flots de commentaires écrits, parlés, pensés à l'infini. Le happening continue, dans le génie de l'improvisation.

3049. **TOUT POUVOIR ABUSE, LE POUVOIR ABSOLU ABUSE ABSOLUMENT.
NE ME LIBÈRE PAS, JE M'EN CHARGE.
L'ALCOOL TUE, PRENEZ DU LSD.**

Slogans à Nanterre, 14 mai 1968

Cependant que le général de Gaulle s'envole pour la Roumanie: il ne veut pas que des querelles internes passent avant ses engagements internationaux. Mais c'est sous-estimer l'importance des événements.

3050. « **À travers les étudiants, c'est le problème même de la jeunesse qui est posé, de sa place dans la société, de ses obligations et de ses droits, de son équilibre moral même.** »

Georges POMPIDOU

Georges POMPIDOU (1911-1974), Premier ministre, Assemblée nationale, 14 mai 1968
Pompidou (1984), Éric Roussel

Il fut professeur avant de s'engager en politique, il est naturellement plus proche de cette jeunesse, aussi de par son âge. « C'est qu'il ne s'agit pas simplement de réformer l'Université... »

Cependant que des ouvriers se mettent en grève: usines et locaux occupés, directeurs et cadres séquestrés, d'abord à Sud-Aviation (Nantes).

3051. **SOYEZ RÉALISTES, DEMANDEZ L'IMPOSSIBLE.
AUX EXAMENS, RÉPONDEZ PAR DES QUESTIONS.**

Slogans à Censier (annexe de la Sorbonne), 14 mai 1968

Que répondre à cette logique!? Les professeurs, les politiques, les commentateurs sont dépassés, mais les acteurs et les auteurs de Mai 68 ne le sont pas moins.

3052. « **Se retrouver vedette presque du jour au lendemain, ça monte à la tête. Plus moyen d'entrer dans un bistrot sans qu'on attende de vous des paroles historiques [...]
Des gens, des inconnus vous baisent les mains en vous qualifiant de fils du peuple. C'est étrange, grisant, foncièrement jouissif.
Et c'est dur, agressif, effrayant. Je ne savais plus qui j'étais.** »

Alain GEISMAR

Alain GEISMAR (né en 1939), en 1986
Génération, tome I, *Les Années de rêve* (1987), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Alain Gesmar a raconté *Mon Mai 68* (2008): juste quarante ans après, pour répondre aux critiques simplistes et redire la richesse, comme les contradictions de cette période explosive.

L'homme au grand porte-voix, sur les photos, n'a pas la même aisance ni le même parcours que Cohn-Bendit. Il a 31 ans. Ingénieur et maître assistant à la faculté des sciences, il restera enseignant. Il comprend les jeunes en révolte, mais il n'est pas né révolutionnaire, et entre dans le mouvement par accident.

Autres meneurs de Mai 68, Jacques Sauvageot, Roland Castro, Serge July, Alain Krivine, Bernard Kouchner. Mais à côté des reconversions heureuses et de quelques réussites médiatiques à la July (Serge), il y aura les adolescents perdus, les « irrécupérables ». Gesmar se situe assez raisonnablement et logiquement entre les deux extrêmes.

3053. **QUAND L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DEVIENT UN THÉÂTRE BOURGEOIS, TOUS LES THÉÂTRES BOURGEOIS
DOIVENT DEVENIR DES ASSEMBLÉES NATIONALES.**

Slogan, soir du 15 mai 1968 à l'Odéon-Théâtre de France

La prise de l'Odéon, mise aux voix le 13 mai, fit l'unanimité à Censier. Lieu symbolique, et si près du Quartier latin! Ce mercredi soir, l'idée jaillit dans un cri: « Occupons l'Odéon. »

Jean-Louis Barrault, le directeur, prévenu, a interrogé le ministère: Que faire? Ouvrir les portes et entamer le dialogue. 3 000 personnes occupent une salle de 1 000 places et un gigantesque happening commence, le 15 mai. Il va durer un mois.

3054. **TOUT EST DADA.
L'ART, C'EST DE LA MERDE.
COURS, CAMARADE, LE VIEUX MONDE EST DERRIÈRE TOI.**

Slogans, nuit du 15 mai 1968 à l'Odéon

Dans la nuit, la création s'en donne à cœur joie. Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, codirectrice, voient leur rideau de fer se couvrir de ces graffitis. Et Jean-Louis déchaîne une ovation qui fait trembler les lustres en déclarant: « Barrault n'est plus le directeur de ce théâtre, mais un comédien comme les autres. Barrault est mort, mais il reste un homme vivant. Alors que faire? »

Malraux, ministre, lui retirera la direction du théâtre: ni l'Odéon ni Barrault ne s'en remettront. Le monde du spectacle est tout entier gagné par la contestation.

Et les ouvriers enchaînent, entre grèves sauvages et grèves officielles, organisées par les syndicats plus ou moins dépassés.

3055. **« On peut négocier avec le patronat après une grève,
jamais avant. »**

Eugène DESCAMPS

Eugène DESCAMPS (1922-1990), secrétaire général de la CFDT (Confédération française démocratique du travail)
Le Printemps des enragés (1968), Christian Charrière

Dans la nuit du 15 au 16 mai 1968, de jeunes OS se sont barricadés derrière les grilles de l'usine Renault de Cléon, aux portes de Rouen. Cette grève sauvage fait 14 lignes en page 6 dans *L'Humanité* du 16 mai.

Autre nouvelle du jour, la grève « officielle » (organisée par les syndicats) touche une des usines Renault: « Billancourt est occupé! »

Les étudiants se précipitent pour fraterniser. Serge July dira en 1986: « Notre obsession était le lien avec la classe ouvrière. »

Mais les militants syndicalistes récusent cette solidarité et leur ferment les grilles au nez. La radio annonce 70 000 grévistes. Ils seront 300 000 le lendemain 17 mai. La France débraie.

3056. « **La récréation est finie.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Orly, samedi 18 mai 1968
Mai 68 et la question de la révolution (1988), Pierre Hempel

Débarquant d'avion, de retour de Roumanie, avec douze heures d'avance. Il dit aussi : « Ces jeunes gens sont pleins de vitalité. Envoyez-les donc construire des routes. »

3057. « **La réforme, oui, la chienlit, non.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Bureau de l'Élysée, dimanche matin, 19 mai 1968
Le Printemps des enragés (1968), Christian Charrière

Formule rapportée par Georges Gorse, ministre de l'Information, et confirmée par Georges Pompidou, Premier ministre.

Le président réunit les responsables de l'ordre qui n'existe plus, demande le nettoyage immédiat de la Sorbonne et de l'Odéon. Mais cela risque de déclencher un engrenage de violences, et ses interlocuteurs obtiennent un sursis d'exécution. Il faut éviter l'irréparable.

3058. **LA CHIENLIT, C'EST LUI.**

Slogan sous une marionnette en habit de général aux Beaux-Arts, 20 mai 1968

La chienlit ? Ce sont surtout 6 à 10 millions de grévistes.

Et tout ce qui s'ensuit : usines occupées, essence rationnée, centres postaux bloqués, banques fermées. Les ménagères stockent. Les cafés sont pleins. La parole se déchaîne jusque dans les églises. La moindre petite ville a son mini-Odéon et sa micro-Sorbonne.

3059. « **Ce qui me semble le plus important, c'est qu'actuellement les fils de la bourgeoisie s'unissent aux ouvriers dans un esprit révolutionnaire.** »

Jean-Paul SARTRE

Jean-Paul SARTRE (1905-1980), Sorbonne, 20 mai 1968
Le Piéton de mai (1968), Jean Claude Kerbourc'h

Prestigieux invités à l'affiche de ce jour : Pierre Bourdieu (sociologue), Marguerite Duras (romancière), Max-Pol Fouchet (auteur tout terrain, surtout connu comme homme de radio et de télévision). Sartre la vedette bouscule et charme son public, tellement à l'aise dans ce grand spectacle populaire.

3060. **CE N'EST PAS UNE RÉVOLUTION, SIRE, C'EST UNE MUTATION.**

Slogan sur les murs de Nanterre, mai 1968

Cohn-Bendit, Dany le Rouge, l'«anarchiste allemand», l'«enragé de Nanterre», sait être aussi étonnamment lucide et raisonnable à 23 ans, quand il affirme le 20 mai : « Je ne crois pas que la révolution soit possible du jour au lendemain. Je crois que nous allons plutôt vers un changement perpétuel de la société, provoqué à chaque étape par des actions révolutionnaires [...] Au mieux, on peut espérer faire tomber le gouvernement. Mais il ne faut pas songer à faire éclater la société bourgeoise. »

3061. **« Après les événements que nous venons de vivre, nous sommes entrés dans la période du post-gaullisme et ce, dans de mauvaises conditions. »**

Gaston DEFFERRE

Gaston DEFFERRE (1910-1986), Assemblée nationale, 22 mai 1968
Mai 68 et ses suites législatives immédiates [en ligne], Assemblée nationale

Defferre, député-maire de Marseille, grand résistant, mais opposant socialiste à de Gaulle, s'adresse à Pompidou, Premier ministre : « Quelle que soit l'issue du scrutin et même si la censure n'est pas votée, vous sortirez diminué de cette épreuve. » La motion de censure déposée par l'opposition est rejetée. Quant à la prédiction, elle est à la fois fausse et vraie.

3062. **« Je vivais au jour le jour [...] Je n'avais aucune idée de l'issue. Je ne savais pas où était la limite, s'il y avait une limite. Je me sentais isolé, coupé. J'étais déraciné politiquement, incapable de mener le débat avec les militants gauchistes qui avaient, eux, leurs certitudes. Je suis parti parce que j'étais dépassé. C'était une fuite. »**

Daniel COHN-BENDIT

Daniel COHN-BENDIT (né en 1945), témoignage de 1986
Génération, tome I, *Les Années de rêve* (1987), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Il a fui, le 20 mai 1968 : Saint-Nazaire chez son frère, Berlin dans son pays, Amsterdam où on l'appelle. Au cours d'un meeting fou, il déclare : « Le drapeau tricolore est fait pour être déchiré, pour en faire un drapeau rouge. »

Pour insulte au drapeau national à l'étranger, il est interdit de séjour en France, le 22 mai.

3063. **NOUS SOMMES TOUS DES JUIFS ALLEMANDS.**

Slogan, 23 mai 1968

En réponse à l'interdiction de séjour de Cohn-Bendit. Et « ça repart ». Le 23, jeudi de l'Ascension, manifs et bagarres, notamment au Quartier latin.

3064. « **Faire confiance aux “leaders” de cette espèce serait creuser la tombe du mouvement ouvrier.** »

René ANDRIEU

René ANDRIEU (1920-1998), *L'Humanité*
Mort d'une révolution : la gauche de mai (1968), Jean Ferniot

Au lendemain de l'interdiction de séjour frappant Cohn-Bendit, comme depuis le début des événements qui leur échappent en grande partie, PC et CGT affichent une méfiance viscérale face à ce genre de perturbateurs. Georges Séguy a déjà dit à ses troupes « de ne pas s'exciter outre mesure sur l'importance de ce Mouvement du 22 mars et des personnages qui l'animent. » C'est soutenir indirectement le gouvernement.

3065. **LA V^E AU CLOU, LA V^E C'EST NOUS! OUVRIERS, PAYSANS, ÉTUDIANTS, TOUS UNIS.**

Slogans lors de la manifestation du 24 mai 1968

Le 24 mai, la manifestation prévue prend un tour imprévu. Malgré l'hostilité de la CGT, des ouvriers se sont joints aux étudiants et scandent en chœur : TRAHISON – NI MITTERRAND, NI DE GAULLE – LES USINES AUX TRAVAILLEURS. Et en faveur de Cohn-Bendit : LES FRONTIÈRES, ON S'EN FOUT, répétant le slogan : NOUS SOMMES TOUS DES JUIFS ALLEMANDS.

3066. « **J'entreprendrai [...] de faire changer, partout où il le faut, des structures étroites et périmées, et ouvrir plus largement la route au sang nouveau de la France.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, vendredi 24 mai 1968
Discours et messages : vers le terme, janvier 1966-avril 1969 (1970), Charles de Gaulle

Le président annonce un référendum sur la participation. Mais ce jour-là, le message ne passe pas : affirmer des principes vagues pour demander, au bout de dix ans, qu'on continue à lui faire confiance, c'était selon ses propres termes plus tard : « Mettre à côté de la plaque ».

Mendès France répond : « Un plébiscite, cela ne se discute pas, cela se combat. » Une nouvelle violence va se déchaîner dans la nuit.

3067. « **Je demande à Paris de vomir cette pègre qui la déshonore [...] pègre qui sort des bas-fonds de Paris et qui est véritablement enragée, dissimulée derrière les étudiants.** »

Christian FOUCHET

Christian FOUCHET (1911-1974), ministre de l'Intérieur, Déclaration aux journalistes, à l'aube du 25 mai 1968
Le Printemps des enragés (1968), Christian Charrière

Paris vit une nuit d'émeutes : des mouvements extrémistes et anarchistes sont rejoints par les bandes de « loubards » de la banlieue. Chaque groupe, lancé à travers la capitale, improvise sa manif et se demande quel symbole de la société il faut d'abord détruire. La Bourse brûle.

La police est tenue en échec au Quartier latin jusqu'à 5 heures. Dans la matinée du 25 mai, le Premier ministre Pompidou évoque « une tentative évidente de déclencher la guerre civile. »

3068. « **L'opinion avait cessé de rire, d'applaudir le désordre; elle commençait à avoir peur.** »

Édouard BALLADUR

Édouard BALLADUR (né en 1929), *L'Arbre de mai* (1979)

On peut dater cette peur du 25 mai.

Après la nuit d'émeute en divers quartiers de Paris, le préfet de police Grimaud fait cette analyse (dans son livre témoignage, *En mai, fais ce qu'il te plaît*) : « Du côté des manifestants, ce ne sont plus les étudiants exaltés du 10 mai qui voulaient « mourir sur les barricades » et libérer la Sorbonne de l'occupation policière, mais de petites troupes de guérilleros, très mobiles, très décidées, rompues au harcèlement des forces de l'ordre, à l'édification rapide d'obstacles, de barricades [...] On a l'impression que tout est en place pour des émeutes insurrectionnelles, si seulement l'occasion surgit qui permette d'entraîner la masse étudiante et, on l'espère toujours, les ouvriers. Ce style nouveau est le fait des mouvements extrémistes et anarchistes et, depuis quelques jours, s'y sont jointes les bandes de « loubards » de la banlieue. »

3069. « **Les révolutionnaires du Quartier latin ont compris. Pompidou, malin comme un maquignon auvergnat, déchire son bas de laine afin d'acheter sur pied la classe ouvrière. Et la CGT est à vendre.** »

Hervé HAMON et Patrick ROTMAN

Hervé HAMON (né en 1946), Patrick ROTMAN (né en 1949), *Génération*, tome I, *Les Années de rêve* (1987)

Samedi 25 mai 1968, 15 heures, salon d'honneur du ministère des Affaires sociales, rue de Grenelle : une négociation marathon commence sous la présidence du Premier ministre, entre les représentants des différents partenaires sociaux.

C'est l'« esprit de mai » et ses espoirs qu'on assassine. La grande braderie de printemps s'achève après 25 heures de négociations : 10 % d'augmentation de salaires.

3070. « **La situation où nous sommes est révolutionnaire, tout est possible.** »

André BARJONET

André BARJONET (1921-2005), Stade Charléty, 27 mai 1968
Mai 68: histoire des événements (1998), Laurent Joffrin

La crise, d'abord universitaire, puis sociale, devient politique. Le matin, ce syndicaliste a solennellement quitté d'importantes fonctions à la CGT et adhéré au PSU. La base a refusé les accords de Grenelle entre gouvernement, patronat et CGT. Des syndicalistes scandent: «Séguy, démission!» 300 000 manifestants manifestent, un seul est silencieux: Mendès France, qui a refusé la tribune offerte.

3071. « **En France, depuis le 3 mai 1968, il n'y a plus d'État et ce qui en tient lieu ne dispose même pas des apparences du pouvoir [...]
Il convient dès maintenant de constater la vacance du pouvoir et d'organiser la succession.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Conférence de presse, mardi 28 mai 1968
Vie politique sous la Cinquième République (1981), Jacques Chapsal

C'est l'événement du jour. Le leader de la gauche qui n'est ni gauchiste ni communiste a pris rendez-vous avec 500 journalistes, à 11 heures, salon de l'hôtel Intercontinental.

Il envisage un « gouvernement provisoire de gestion, une élection en juillet du président de la République, un renouvellement de l'Assemblée nationale en octobre. » Bref, un pouvoir de rechange.

3072. « **Depuis quelque chose comme trente ans que j'ai affaire à l'histoire, il m'est arrivé quelquefois de me demander si je ne devais pas la quitter.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970)
De Gaulle, 1958-1969 (1972), André Passeron

Folle journée du 29 mai 1968: le général a disparu.

Conseil des ministres de 10 heures décommandé à la dernière minute. De Gaulle a quitté l'Élysée, mais il n'est pas à Colombey: « Oui! le 29 mai, j'ai eu la tentation de me retirer. Et puis, en même temps, j'ai pensé que, si je partais, la subversion menaçante allait déferler et emporter la République. Alors, une fois de plus, je me suis résolu » (Entretien télévisé avec Michel Droit, 7 juin).

3073. « Une “dépression” ? une “pause” à Baden ? une “manœuvre” difficile à comprendre ? un “chef-d’œuvre tactique” ?

Qui, témoin, chroniqueur, analyste, partisan ou adversaire, peut dire le dernier mot sur cet étrange détour vers la Forêt-Noire ? »

Jean LACOUTURE

Jean LACOUTURE (1921-2015), *De Gaulle*, volume III. *Le souverain* (1986)

On l’a su plus tard, le président est allé voir le général Massu en Allemagne. Oui, mais pourquoi ?

Dans sa biographie sur de Gaulle, Jean Lacouture confronte les interprétations qui opposent deux écoles : celle du désarroi et celle de la tactique, pour conclure que le mystère demeure.

3074. « Je ne me retirerai pas [...]

Je ne changerai pas le Premier ministre, dont la valeur, la solidité, la capacité méritent l’hommage de tous. Il me proposera les changements qui lui paraîtront utiles dans la composition du gouvernement. Je dissous aujourd’hui l’Assemblée nationale. »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Discours radiodiffusé, jeudi 30 mai 1968, 16 h 30
Année politique (1969)

Le transistor est toujours le « cordon ombilical qui relie la France à sa révolution » (Danièle Heymann). De Gaulle ajoute que « partout et tout de suite, il faut que s’organise l’action civique ».

3075. « Mitterrand, c’est raté ! Les cocos, chez Mao !

Le Rouquin, à Pékin ! Giscard, avec nous ! De Gaulle n’est pas seul ! »

Cris scandés par la foule sur les Champs-Élysées, 30 mai 1968
L’Express, « Mai 68, les archives secrètes de la police », 19 mars 1998

Ils sont 300 000 ou 400 000 à répondre à l’appel du général, dans une solidarité populaire presque spontanée.

En fait, la manifestation était préparée, mais le succès est inespéré : ce ne sont pas seulement les anciens combattants et les bourgeois du XVI^e arrondissement qui défilent, on voit aussi beaucoup de jeunes et des gens modestes.

En tête du cortège, Malraux, Mauriac, diverses personnalités, et Debré le gaulliste de la première heure peut clamer : « De Gaulle n’est pas seul. »

3076. « **Le 30 mai, en l'espace de cinq minutes que dura l'allocution du général, la France changea de maître, de régime et de siècle. Avant 16 h 30, on était à Cuba. Après 16 h 35, c'était presque la Restauration.** »

Jean LACOUTURE

Jean LACOUTURE (1921-2015), *De Gaulle*, volume III. *Le souverain* (1986)

Le biographe exprime le ressaisissement du pouvoir, le revirement de l'opinion, l'incroyable rapidité du retour à l'ordre des choses. Jusqu'à la fin, Mai 68 sera le plus surprenant des happenings.

3077. « **Voici qu'à l'avant-veille de la Pentecôte, un bruit devenu vite tapage, puis clameur, retentit d'un bout à l'autre du pays: l'essence est revenue. La révolution est finie; les grèves vont cesser; le temps est doux; la mer, la campagne, la montagne nous appellent pour le long week-end [...]. C'est la démobilisation générale.** »

Pierre VIANSSON-PONTÉ

Pierre VIANSSON-PONTÉ (1920-1979), *Histoire de la République gaullienne*, II (1971)

Le travail reprend progressivement, après les fêtes de la Pentecôte. Le gouvernement Pompidou est remanié pour écarter momentanément les ministres trop exposés dans les événements (Éducation nationale, Jeunesse, Information, Intérieur, Affaires sociales). Et on prépare les élections.

3078. **ÉLECTIONS - TRAHISON. ÉLECTIONS - PIÈGE À CONS.**

Slogans des gauchistes, juin 1968

Les deux slogans resserviront, comme beaucoup de mots nés de Mai 68.

3079. « **Pour plus d'un jeune révolté des barricades, il y aura du désenchantement, sinon du désespoir, à voir "sa" révolution se coucher dans les draps anonymes du suffrage universel.** »

Claude IMBERT

Claude IMBERT (1929-2016), *L'Express*, juin 1968
L'Express, L'Aventure du vrai (1979), préface de Jean François Revel

Les élections des 23 et 30 juin 1968 donnent 293 sièges sur 487 à l'UDR (Union pour la défense de la République, c'est-à-dire la majorité gouvernementale): majorité absolue, triomphe du pouvoir. De Gaulle parle des « élections de la trouille ». Et Viansson-Ponté (*Le Monde*) du « groupe le plus nombreux qui ait jamais forcé la porte d'une Assemblée française ».

3080. « **En mai dernier, on a pris la parole
comme on a pris la Bastille en 1789.** »

Michel de CERTEAU

Michel de CERTEAU (1925-1986), « Pour une nouvelle culture : prendre la parole », *Études*, juin-juillet (1968)

La fête est finie. Les exégèses ne font que commencer. Une chose est sûre : tout le monde a eu droit à l'expression, presque tout le monde en a profité. Le meilleur a côtoyé le pire, éclairs de génie poétique et discours soporifiques. Foire aux idées, fraternité universelle, démocratie directe, société sans classe, spectacle permanent, happening. Était-ce si neuf ? En février 1848, Tocqueville, grand témoin de son temps, écrit à propos de la brève révolution d'alors : « J'avais sans cesse l'impression qu'ils étaient en train de représenter la Révolution française bien plutôt que de la continuer. » Et Proudhon : « La nation française est une nation de comédiens. »

3081. « **Après avoir fait tout ce qu'il a fait
au cours de six ans et demi de fonctions [...] il était bon qu'il fût,
sans aller jusqu'à l'épuisement, placé en réserve de la République.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Conférence de presse, 9 septembre 1968
L'Année politique, économique et sociale en France (1968)

Ainsi parle-t-il de Georges Pompidou. Tout le monde s'attendait à la reconduction du Premier ministre : l'homme de Matignon s'est finalement bien sorti des événements et des élections. Sa démission acceptée et son remplacement par Maurice Couve de Murville sont la surprise de la mi-juillet 1968.

3082. « **Les capitaux qui, le 30 mai, défilaient sur les Champs-Élysées,
sont partis à l'étranger.** »

Claude ESTIER

Claude ESTIER (1925-2016)
Dictionnaire des citations de l'histoire de France (1990), Michèle Ressi

L'économie a souffert. Fuite des capitaux et spéculation contre le franc : la presse suppute le taux de dévaluation. Elle n'aura pas lieu. De Gaulle, le 24 novembre, préfère demander encore un effort aux Français.

3083. « **Portons donc en terre les diables qui nous ont tourmentés
pendant l'année qui s'achève.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Allocution radiotélévisée, 31 décembre 1968
Les Discours de vœux des présidents de la République : la France au fond des yeux (1992), Françoise Finnis-Boursin

L'agitation recommence en janvier, étudiants et surtout lycéens manifesteront dans les mois, les années à venir. Mais les diables de Mai 68 appartiennent au passé.

3084. « **Ce n'est, je crois, un mystère pour personne que je serai candidat à une élection à la présidence de la République quand il y en aura une. Mais je ne suis pas du tout pressé.** »

Georges POMPIDOU

Georges POMPIDOU (1911-1974), Déclaration à la fin de son séjour à Rome, 17 janvier 1969
Année politique (1970)

Pompidou, qui a bien mérité de la France et a acquis une vraie popularité, remplacé par Couve de Murville Premier ministre, vise plus haut, et il n'y a qu'un poste : la présidence. Il y pense.

Quelques jours plus tard, à Genève : « J'ai un passé politique. J'aurai peut-être, si Dieu le veut, un destin national. »

3085. « **Dans l'accomplissement de la tâche nationale qui m'incombe, j'ai été, le 19 décembre 1965, réélu président de la République pour sept ans par le peuple français. J'ai le devoir et l'intention de remplir ce mandat jusqu'à son terme.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), Déclaration à l'issue du Conseil des ministres, 22 janvier 1969
Année politique (1970)

C'est dire qu'en apparence, le président n'est pas plus pressé de partir que son ex-Premier ministre n'est pressé d'arriver. Donc, tout est dans l'ordre des choses. Mais de Gaulle en décide soudain autrement. Il en appelle à la France, une fois de plus.

3086. « **De la réponse que fera le pays à ce que je lui demande va dépendre évidemment soit la continuation de mon mandat, soit aussitôt mon départ.** »

Général de GAULLE

Charles de GAULLE (1890-1970), entretien télévisé avec Michel Droit, 10 avril 1969
De Gaulle, volume III (1986), Jean Lacouture

Contre vents et marées, avis et prédictions, alors que l'Assemblée lui assurait une fin de septennat sans histoire, le général a voulu un référendum, annoncé en février : sur la réforme régionale et la réforme du Sénat.

C'est encore une question de confiance entre lui et le pays.

Il met tout son poids politique dans la balance, menaçant de partir en cas de non. Tous les partis de gauche font naturellement campagne pour le non, et Valéry Giscard d'Estaing aussi. Pompidou appelle au oui, mais sans vraie conviction.

Verdict du 27 avril : 48 % de oui et 52 % de non. Le lendemain, de Gaulle démissionne.

3087. « **Cas sans précédent de suicide en plein bonheur.** »

François MAURIAC

François MAURIAC (1885-1970), à propos du référendum d'avril 1969

De Gaulle, volume III (1986), Jean Lacouture

De Gaulle part en Irlande, pour ne pas être impliqué dans la campagne présidentielle – il votera par procuration. Il retourne ensuite à Colombey, s'enfermer dans sa propriété de la Boisserie pour un dernier face à face avec l'histoire: la rédaction quelque peu désenchantée, quoique sereine, de ses *Mémoires d'espoir*.

Les années Pompidou, Giscard d'Estaing et Mitterrand

*28 avril 1969 : Démission du général de Gaulle, après l'échec du référendum du 27 avril
17 mai 1995 : Fin du second septennat de François Mitterrand*

Le septennat de Georges Pompidou, commencé avec l'espoir de la « nouvelle société » chère à son Premier ministre Chaban-Delmas, bientôt troublé par l'agitation gauchiste et gêné par la crise économique, l'inflation et le chômage suivant le premier choc pétrolier, est prématurément interrompu par la mort du président (2 avril 1974).

La droite reste au pouvoir avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing et ses deux Premiers ministres successifs (Chirac, Barre), tandis que la gauche s'est structurée avec la création du Parti socialiste au Congrès d'Épinay (1971) et la signature du Programme commun avec les communistes et les radicaux de gauche (1972). Cette union de la gauche sera pourtant éphémère.

Le Marché commun des six États fondateurs s'élargit à la Grande-Bretagne et à d'autres pays, alors que la crise économique s'aggrave après le second choc pétrolier : renchérissement des prix du pétrole, augmentation du chômage et de l'inflation. Le féminisme remporte certaines victoires, notamment la loi autorisant l'IVG (janvier 1975). Giscard d'Estaing, qui voudrait gouverner au centre, parle de consensus et de décrispation, mais il est lâché par la droite.

Le 10 mai 1981, François Mitterrand l'emporte sur le président sortant. Il dissout l'Assemblée nationale et la gauche triomphe aux législatives de juin. Après une année de gestion économique-financière idéologique et de déclarations politiques successives, les socialistes comprennent que tout n'est pas possible : contraintes intérieures et surtout extérieures limitent l'action gouvernementale. Le plan de relance keynésien est abandonné au profit d'un plan de rigueur économique, et ce schéma se renouvellera, à l'avenir. Gauche et droite continuent de s'affronter sur des points chauds : nationalisations, liberté de l'enseignement, entre divers scandales et bavures.

Une désaffection pour la politique se fait jour, surtout chez les jeunes, tandis qu'émerge le parti des Verts (écologie) et qu'une extrême droite renaissante, animée par Jean-Marie Le Pen, trouble le jeu et les consciences.

Les élections législatives de 1986, gagnées par la droite, entraînent la première « cohabitation » et Jacques Chirac se retrouve Premier ministre. Preuve de la solidité des institutions, et de l'habileté de Mitterrand : Chirac sera finalement perdant dans ce duo-duel et Mitterrand l'emporte largement à l'élection présidentielle de mai 1988. Mitterrand fait alors couple avec son ancien rival à gauche, Michel Rocard qu'il prend pour Premier ministre.

Deux siècles après la Révolution française, les événements de 1989 bouleversent l'échiquier mondial et les équilibres de l'après-guerre : la chute du mur de Berlin préfigure la réunification de l'Allemagne (effective en octobre 1990), et la fin de l'URSS (décembre 1991) consacre la faillite du communisme.

En 1990, la France s'engage aux côtés des États-Unis dans la (première) guerre du Golfe contre l'Irak : conflit filmé par CNN, et vécu en direct, tel un feuilleton de télé-réalité (janvier 1991). En 1992, le référendum sur le traité de Maastricht divise les partis, mobilise l'opinion, et crée la nouvelle Union européenne qui aboutira à la monnaie unique, l'euro.

La fin du second septennat est crépusculaire : longue et douloureuse maladie du président, suicide de proches, climat propre aux « fins de règne » et nouvelle cohabitation (avec Édouard Balladur). C'est l'irrésistible retour au pouvoir de la droite qui se déchire pourtant - choc des egos et guerre des chefs toujours à suivre.

Personnage de Valéry Giscard d'Estaing

3088. « **La France souhaite être gouvernée au centre.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Discours de Charenton, 8 octobre 1972

Idée-force, idée simple, mais paradoxe apparent, dans un pays fortement bipolarisé, gauche contre droite et vice versa. Giscard d'Estaing, seul président centriste, déclinera ce thème tout au long du septennat : La France souhaite, veut, doit être, sera... gouvernée au centre.

Il oppose le schéma politique national à la société réelle, telle qu'il la sent. « Je crois que les Français verront leurs problèmes tout autrement le jour où ils verront la France, la société française, comme constituée par un grand groupe central avec des ailes, au lieu d'avoir l'idée qu'elle est constituée par deux grands blocs antagonistes, se divisant d'ailleurs, et se partageant la France en deux [...] Et quand je dis que la France souhaite être gouvernée au centre, je veux dire par là que la France souhaite être gouvernée selon le centre, c'est-à-dire selon les conceptions de ce grand groupe central » (interview du 14 octobre 1976 sur l'avenir de la société française, « L'Événement », ORTF).

Inlassablement, il redira ce que doit être sa politique : « J'entends me tenir à la ligne du juste milieu. Celle de la synthèse des propositions, de la rencontre des hommes, de la mobilisation des forces pour aider la France, et non pour déchirer la France. Ce n'est pas une ligne neutre. C'est une ligne de paix et d'entente, à suivre avec beaucoup de soin dans ces temps de tempêtes » (Déclaration à la Foire de Lyon, 23 mars 1980).

3089. « **Je ne veux pas être le diviseur des Français.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), interview à *La Croix*, 25 novembre 1979

Même logique, et autre leitmotiv, exprimé en termes simples, argumentés, et statistiques, par un président déjà en situation, depuis cinq ans :

« Nous nous connaissons bien les uns et les autres. Quand je vais en province, je sens que nous faisons tous partie de ce même peuple, que nous avons la même façon de vivre, quels que soient nos antagonismes et nos disputes.

Seulement, ce que nous ne savons pas, c'est que d'ici moins de vingt ans, il y aura dans le monde un Français sur 100... Est-ce qu'on parlera notre langue ? Est-ce que notre culture sera connue dans le monde, pourra se défendre ? Est-ce que nos moyens d'expression, notre littérature, notre cinéma, notre télévision auront une clientèle avec ce 1 % ? Est-ce que nous pourrons dans le grand débat international, faire entendre notre voix avec ce 1 % ? C'est un vrai problème ; un problème de survie pour la France.

Ce qui est clair, c'est que toute l'énergie que nous dépensons à nous disputer, à nous diviser, à nous insulter, est une énergie perdue pour la survie de la France. Donc, je veux à la fois une politique cohérente et ferme, mais je ne veux pas être le diviseur des Français. »

Le président prêche la « décrispation », multiplie les contacts avec les dirigeants syndicaux et politiques, les apparitions à la télévision en renouvelant le style « causeries au coin du feu », les déplacements en province, et ne manque pas une occasion de se présenter comme l'homme en charge de la France, au-dessus des partis. En avril 1979 : « Le président de la République ne se mêle pas au tohu-bohu des discussions politiques. »

3090. « **Pour définir mon attitude, je dirai que je suis un traditionaliste réformateur.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), *Deux Français sur trois* (1984)

Exercice toujours délicat de l'autoportrait – ici, trois ans après la fin du septennat. Il explique, clairement, cette dichotomie qui ne vaut pas contradiction, mais complémentarité: « Traditionaliste, parce que je crois qu'il existe des valeurs que notre histoire et notre civilisation ont accumulées et formées et qui constituent le « fonds » culturel et social de la France; réformateur, parce que je sais que la vie est un renouvellement, une poussée biologique continue que nous avons la responsabilité d'accompagner et, lorsque les obstacles la contrarient, de faciliter et de diriger. »

Au-delà des réformes purement formelles et médiatiques, même les observateurs les plus critiques doivent reconnaître les vraies réformes de société dans les deux premières années du septennat: dépénalisation de l'avortement et loi sur l'IVG, majorité civique à 18 ans, divorce par consentement mutuel: « Je suis un libéral inguérissable », dit-il en remettant le prix Tocqueville à un sociologue américain, le 5 décembre 1980. Phrase répétée au cours de l'émission télévisée « Le Grand Débat » de TF1 sur le bilan du septennat et son programme pour l'élection présidentielle, le 10 mars 1981. Reste que le mot peut s'entendre au sens politique (tolérance) et/ou économique (non-intervention de l'État).

3091. « **Trop sûr de soi, trop haut de ton, trop intelligent, trop riche, trop cérébral, trop loin d'électeurs qui souhaitent d'abord que le président soit proche de leurs problèmes, tous ces “trop” devaient nuire à Giscard dans l'esprit d'un peuple qui désire que Poulidor ait sa chance et qu'agace, après l'avoir séduit en 1974, une supériorité trop constamment affichée sans qu'elle se soit traduite, dans leur vie quotidienne, par de mirobolants résultats.** »

Henri AMOUROUX

Henri AMOUROUX (1920-2007), *Ce que vivent les roses* (1983)

Deux ans après l'échec de la non-réélection, l'historien et journaliste tire la leçon de ce septennat, avec une référence au plus populaire des cyclistes de ce temps, « Poupou », l'éternel second, beaucoup plus applaudi sur la grande boucle que le vainqueur du Tour de France (Jacques Anquetil, puis Eddy Merckx).

De Gaulle aurait dit jadis: « Giscard, ce qui lui manque, c'est le peuple! » *Le Monde* a titré sur ce « fils du château parvenu au palais », et selon Serge July, patron de *Libération*: « Giscard est un politicien de laboratoire. »

Ses efforts médiatiques ne changeront pas vraiment cette image: le président invitant les éboueurs au petit-déjeuner à Noël ou se faisant inviter à dîner une fois par mois chez des Français moyens pour y manger des œufs brouillés comme tout le monde – ce furent un peu ses « bains de foule », selon Françoise Giroud, qui fut secrétaire d'État sous son septennat (à la Culture et à la Condition féminine).

3092. **« Il avait une très haute conception de la fonction présidentielle et l'assuma avec la plus grande conscience. Il était par-dessus tout soucieux de l'unité des Français et de leur bonheur [...] Il veilla à ce que notre pays s'adaptât au nouvel état du monde et demeurât dans le peloton de tête des nations. Justice à cet égard lui sera rendue. »**

Raymond BARRE

Raymond BARRE (1924-2007), *Questions de confiance*. Entretiens avec Jean-Marie Colombani (1988)

Témoignage de son Premier ministre, et parole de l'« un des meilleurs économistes de France », selon Giscard.

À la décharge du président, Barre plaide la conjoncture défavorable, une crise qui met fin aux Trente glorieuses : « Il souffrait de ne pouvoir faire le bonheur des Français, alors que l'économie française était soumise à de grands bouleversements : disparition du système monétaire international, premier puis deuxième choc pétrolier. »

3093. **« Ne nous laissons pas accabler par les rhumatismes de l'histoire. »**

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), vœux télévisés du 31 décembre 1976

De tous les présidents de la Cinquième République, le seul à avoir explicitement considéré le passé comme un poids dont il faut se libérer. Pour preuve, en 1975, il supprime la commémoration du 8 mai 1945 (rétablie par son successeur, Mitterrand, dès 1981).

Giscard d'Estaing, président le plus jeune (élu à 48 ans), se veut moderne et sensible au désir de changement dans le pays. Il pense qu'une nation ne peut se tourner vers l'avenir si elle ressasse constamment son histoire : « Conduisons-nous comme un peuple jeune et fier, ne nous laissons pas accabler par les rhumatismes de l'histoire. »

Les autres présidents assignent à l'histoire, « passion française », une fonction pédagogique, voire thérapeutique, depuis de Gaulle qui évoquait la grandeur passée alors que le pays devait faire le deuil de son empire colonial, jusqu'à Nicolas Sarkozy, pour qui l'évocation des heures glorieuses doit conjurer le spectre du « déclinisme ».

3094. « **Le drame de Giscard est qu'il ne sait pas que l'histoire est tragique.** »

Raymond ARON

Raymond ARON (1905-1983)
Le Pharaon (1983), Jean Bothorel

Le 26 juin 1979, Aron s'est rendu à l'Élysée avec Sartre, son ami ennemi de toujours, et quelques camarades, pour sensibiliser le président à la situation d'extrême péril des « boat people » vietnamiens : réfugiés fuyant le régime communiste d'Hanoï par la mer, victimes des gardes-côtes, des pirates, ou tombant des embarcations surchargées. Au total, quelque 200 000 morts, hommes, femmes et enfants, en quatre ans.

C'est à l'occasion de ce rendez-vous que Raymond Aron, journaliste engagé, fait cette remarque. Et le président promet d'accorder les visas aux réfugiés du bateau français Île de Lumière, affrété par Bernard Kouchner et Médecins sans Frontière.

Conception trop sereine du monde ? Volonté ou plutôt illusion de pouvoir toujours tout arranger ? Ou trait de caractère positif, tranchant sur une opinion globalement pessimiste ? « Il n'y aurait pas tant de malaise, s'il n'y avait pas autant d'amateurs de malaise » (*Libération*, 10 décembre 1990).

Rappelons le message d'adieu au pays, le 19 mai 1981 : « Je vous demande de vous souvenir de ceci : pendant ces sept ans, j'avais un rêve. »

Ce « mot de la fin » de président partant laisse à penser que sa devise pouvait être : « Gouverner, c'est rêver. » Mais la part du rêve ne fait-elle pas partie du jeu politique ?

3095. « **Aucun roi de France n'aurait été réélu au bout de sept ans.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), à ses fidèles, confidence citée dans *Le Nouvel Observateur* (1984)

Inconsolable de ce septennat non renouvelé, il en parle et se confie à la télévision : « On ne guérit pas les plaies en les léchant avec une langue de bois » (« Face à la 3 », 7 novembre 1984). En 1995, il obtient le prix de l'humour politique pour cette phrase adressée à Benazir Bhutto (Premier ministre du Pakistan) : « Votre peuple a eu l'intelligence de vous élire deux fois. » Mais elle sera victime d'un attentat suicide, dans un pays où le terrorisme fait loi.

Toujours jeune, encore très actif, le retraité de 55 ans dirige le parti (centriste) de l'UDF, est élu député, se consacre à son Auvergne natale, mais reste plus que jamais militant de la cause européenne – seul point commun qui le rapproche de son successeur.

Personnage de François Mitterrand

3096. « **L'homme de droite honnête parle de la liberté comme d'un axiome de droit public, et non comme d'une réalité vivante et quotidienne. Il fait un beau discours, rentre chez lui et dort en paix. On devine qu'il sera très surpris le jour où la liberté, passant sous sa fenêtre, chantera le "Ça ira".** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *La Paille et le Grain* (1975)

À mi-parcours de sa vie politique, ayant échoué de peu à la présidentielle de 1974 contre Giscard d'Estaing, Mitterrand, Premier secrétaire du Parti socialiste, prépare déjà la revanche, lentement et sûrement.

Il écrit cette chronique, mélange de portraits et de réflexions politiques, il parle aussi des choses de la vie qu'il aime. Et contre la droite, contre « le centre, variété molle de la droite », Mitterrand, lui-même venu de la droite française, se pose en homme de gauche, en se référant à 1789, et à la Révolution chantante.

3097. « **L'Europe abstraite, forme géométrique dessinée sur un papier blanc, c'est la caricature qu'en donnent ses détracteurs. La véritable Europe a besoin des patries comme un corps vivant de chair et de sang. Ses fondateurs l'ont souhaitée ainsi. Ses fidèles ne l'aimeraient pas autrement.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *Le Coup d'État permanent* (1964)

Dans ce pamphlet contre de Gaulle et « sa » Cinquième République, Mitterrand se révèle européen convaincu, ardent et militant pour cette cause d'avenir : « Une France nationaliste oblige ses partenaires ou bien à l'imiter et donc à s'isoler, ou bien à s'abolir dans un atlantisme qui, sous le couvert du "plus grand occident", étouffera ce que la civilisation de l'Europe contient d'irremplaçable. »

Devenu président, il se battra jusqu'à l'extrême limite de ses forces pour la construction européenne, et la création d'une monnaie unique.

Chez Mitterrand l'europeen, on trouve cette sensualité qu'il exprime, encore plus naturellement, quand il parle de son pays.

3098. « **J'aime la France d'une façon charnelle. Lorsqu'on me disait :
"Est-ce que vous avez une certaine idée de la France?"
Je disais : "Non, ce n'est pas abstrait chez moi, je vis la France
dans mes veines, je la sens avec mon odorat." »**

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), émission « Bouillon de culture », France 2, 14 avril 1995

Un mois avant le terme de son second septennat, le président s'oppose encore à de Gaulle et à la première phrase des *Mémoires* : « Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. »

Notons au passage que la phrase attribuée à Mitterrand, souvent citée, mais jamais « sourcée » – « J'ai de la France, moi aussi, une certaine idée » – semble non seulement apocryphe, mais aussi un contresens.

Grand intellectuel, auteur d'essais bien écrits de sa plume, Mitterrand est également un sensuel, jouisseur de toutes les choses de la vie, plaisirs de la table, beauté des paysages, balades landaises avec son labrador noir, longues marches dans Paris, tour émerveillé du monde, convivialité entre amis, conquêtes féminines... L'amour charnel pour la France se retrouve chez nos rois, à commencer par Henri IV. Mais d'autres l'ont exprimée.

Quant aux idées politiques, Mitterrand est l'un des rares Français qui ne se sont jamais dits gaullistes. Homme de gauche, il s'est choisi une filiation socialiste, mais pas marxiste : « Je préfère qu'on me situe dans la ligne de pensée de Jaurès et de Léon Blum », dira-t-il à Jean Lacouture en septembre 1987 (cité par Jean Daniel, *Les Religions d'un président*).

3099. « **Quand la France rencontre une grande idée,
elles font ensemble le tour du monde.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *Ici et maintenant* (1980)

Document pour l'histoire, un an avant la présidentielle, ce livre dépeint l'État-Giscard, et la France malade, dans un monde esclave du couple dollar-pétrole.

Reste à se battre, « ici et maintenant », pour vivre autrement et maîtriser le progrès. Du dialogue avec le journaliste Guy Claisse naît ce texte mitterrandien.

« Être d'accord avec soi-même, je ne connais pas meilleur bulletin de santé. » Avare de confidences personnelles, l'homme se résume dans cette affirmation tranquille.

Devenu leader de la gauche, il peaufine son image et sa « grande idée » : rester dans l'histoire comme l'homme du « socialisme à la française », voulu exemplaire pour le monde. Il emploie ce terme dans son premier entretien télévisé présidentiel, le 9 décembre 1981, précisant que ce n'est pas le marxisme – qui a échoué un peu partout dans le monde – mais pas non plus la social-démocratie – qui a vécu son âge d'or en 1970-1980 et se réconciliera avec l'économie de marché, pour se compromettre avec elle dans les crises à venir.

3100. « **Laissez la tyrannie régner sur un mètre carré, elle gagnera bientôt la surface de la Terre.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *L'Abeille et l'Architecte* (1978)

L'homme d'action se double toujours d'un observateur du temps qui passe, des êtres rencontrés, des éblouissements de la vie, des lectures quotidiennes, des voyages intérieurs ou des pèlerinages réels. Après *La Paille et le Grain*, le titre de cet essai nourri de ses méditations se réfère à la phrase de Marx : « Ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans sa ruche. » Et Mitterrand construit ainsi la présidence à venir.

Droits de l'homme et libertés fondamentales: thème sensible au cœur comme à la raison du futur président. Le combat contre la peine de mort, et son abolition feront date au début du premier septennat; et au début du second, il donnera un éclat particulier aux fêtes du bicentenaire de la Révolution française.

Du trinôme révolutionnaire, il retient la valeur numéro un : « Ma liberté ne vaut que si j'assume celle des autres. La liberté de nos adversaires n'est-elle pas aussi la nôtre ? » (*L'Abeille et l'Architecte*). Au-delà de cette pensée quasi voltairienne, il y a beaucoup à dire et à réfléchir sur le phénomène, fascinant et dangereux, du pouvoir. Qu'il ne va cesser d'interroger, tout en s'interrogeant. Mitterrand reste le plus intellectuel de nos présidents.

3101. « **Régime oblige: le pouvoir absolu a des raisons que la République ne connaît pas.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *Le Coup d'État permanent* (1964)

Il s'est forgé une stature politique en s'opposant au plus grand adversaire de son temps: de Gaulle, revenu au pouvoir en 1958. Par ce pamphlet, son meilleur livre selon lui, il prend date avec l'Histoire, imaginant son propre destin à travers une opposition irréductible au gaullisme. Il était déjà contre la création du RPF, un parti trop attaché à la défense du grand homme, contre sa politique européenne, contre sa position vis-à-vis des colonies, de l'Algérie...

Ce qu'il attaque ici, c'est la pratique de la Cinquième République par le pouvoir gaulliste: intervention directe du président dans les affaires de justice, centralisme excessif, bureaucratie, affairisme, décisions liberticides à l'égard de la presse, création de cours de justice *ad hoc*, lois d'exception, abus de la garde à vue, juges aux ordres, instauration progressive d'un régime policier, mépris du Parlement, ministres traités comme des exécutants et Premier ministre totalement soumis. Il appelle «le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus». Le pamphlet est volontairement polémique et partisan – loi du genre.

Cela dit, la «raison d'État» s'impose à tous les États – encore faut-il la définir, donc la limiter à des domaines bien précis, des circonstances particulières.

Et tous les pouvoirs ont un jour la tentation d'abuser du pouvoir. Mitterrand président deviendra le roi d'une petite cour, un monarque absolu, et pourquoi pas Dieu en personne, vu par les humoristes... Le prévoyait-il, à la veille d'accéder au pouvoir suprême? En tout cas, il ne cessait de s'interroger.

3102. « **Qu'appellez-vous pouvoir? Un logement dans un palais?
Le grand cordon de la Légion d'honneur? Le droit de grâce régalien?
La curiosité des foules? La maîtrise des décrets?
Les hommes qui se courbent? Les hommes qui se couchent?
La télévision à la botte? La chasse au lièvre, au tigre, au pauvre?
[...] Le doigt sur le bouton de la guerre atomique?
Un Président qui règne, qui gouverne, qui juge, qui légifère,
qui commente lui-même les nouvelles qu'il inspire,
monarque souverain d'un pouvoir absolu?
J'ai prononcé le mot qu'il fallait taire, l'absolu. »**

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *Ici et maintenant* (1980)

Trois ans après la rupture de l'Union de la gauche, dans la perspective d'une troisième élection présidentielle (ayant perdu contre de Gaulle en 1965 et contre Giscard en 1974), il fournit ses clés pour (se) comprendre, savoir où il en est et où il veut aller. « Je fais partie, dit-il, du paysage de la France. » Il n'a pas l'intention d'en sortir.

Un an plus tard, il aura enfin ce pouvoir « absolu », lui imprimant une marque personnelle qui l'oppose au giscardisme, plus qu'au gaullisme.

Remarquons au passage le style Mitterrand, le dernier de nos présidents qui appartient à cette tradition littéraire.

3103. « **Détenir à la fois les clefs du pouvoir présidentiel et donc du long terme sans pour autant avoir la responsabilité de la gestion gouvernementale directe, tout en ayant un pied dans l'opposition par l'intermédiaire du PS, c'est vraisemblablement pour lui la forme la plus achevée du bonheur politique, celle qui, de toute évidence, convient le mieux à son mode de pensée. »**

Serge JULY

Serge JULY (né en 1942), SOFRES, Opinion publique 1986, *Revue française de science politique*, volume XXXVI, n° 2 (1986)

Par ces lignes, le patron de *Libération* décrit en 1985 cet équilibre instable que serait la cohabitation, héritage de la Constitution voulue par de Gaulle.

Après les législatives ratées pour la gauche, voici une épreuve dont Mitterrand se tire mieux que son partenaire et Premier ministre, Jacques Chirac (mars 1986 à mai 1988). Au lieu de démissionner, comme ses proches le lui conseillent, il assume la situation. Le compromis, l'arrangement sont dans sa nature.

La seconde fois, avec Édouard Balladur (mars 1993 à mai 1995), ce sera la « cohabitation de velours », plus consensuelle, vu la courtoisie du Premier ministre, qui y perd quand même ses chances à la présidentielle, d'où la victoire de Chirac.

3104. « **Je dissimule, je biaise, j'adoucis, j'accommode tout autant qu'il est possible.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996)
Les Années Mitterrand (1986), Serge July

Autoportrait du président, lors de l'affaire du *Rainbow Warrior* en 1985: un piège pour la DGSE (nos « services secrets ») qui a coulé le bateau, tuant un photographe portugais qui travaillait pour Greenpeace – organisation écologiste militant contre les essais nucléaires français en Nouvelle-Zélande.

Mais cette stratégie dépasse l'événement.

Qualité ou défaut, le trait de caractère a frappé tous les observateurs. Pour July, homme de gauche et directeur de *Libération*, « il fallait un homme à l'âme particulièrement enchevêtrée, un chef d'État suffisamment baroque pour accueillir les tempêtes qu'il allait provoquer et en faire les leviers d'une politique apaisante ».

Dissimuler, accommoder... La plus rude des coexistences au sommet de l'exécutif, sera le duel opposant Mitterrand et Rocard (Premier ministre), avec la haine, ou pire encore, le mépris entre ces deux hommes qui incarnent deux gauches, deux générations, deux sensibilités, deux intelligences.

Cet opportunisme mitterrandien n'exclut pas des convictions fortes et des positions rigides, sur quelques thèmes: l'Europe, la peine de mort, la politique culturelle, et certaines valeurs de la gauche.

3105. « **Outre son talent littéraire incontestable, ce qui m'a toujours frappé chez François Mitterrand, c'est l'extraordinaire patience qui lui a permis de rester vingt-trois ans dans l'opposition à attendre son heure, la capacité qu'il a de rebondir dans les situations les plus compliquées, son goût subtil pour les jeux les plus raffinés de la politique. Je l'ai qualifié, quand il était chef de l'opposition, de "Prince de l'Équivoque", propos qui n'était point dépourvu d'une part d'admiration.** »

Raymond BARRE

Raymond BARRE (1924-2007), *Questions de confiance*. Entretiens avec Jean-Marie Colombani (1988)

« Laisser du temps au temps », précepte mitterrandien, d'ailleurs emprunté à Cervantès (« *Dar tiempo al tiempo* »).

La longue marche vers le pouvoir d'un grand professionnel de la politique a pu surprendre cet universitaire qui ne sera jamais rompu à ces jeux.

3106. **«Cet homme est un mystère, habité par mille personnages, du tacticien sceptique au socialiste saisi par la ferveur. On a beaucoup dit que François Mitterrand était insaisissable; il n'est simple ni à déchiffrer ni à défricher. À la fois personnage authentique et artiste en représentation.»**

Franz-Olivier GIESBERT

Franz-Olivier GIESBERT (né en 1949), *François Mitterrand ou la Tentation de l'histoire* (1977)

Son biographe fait le portrait d'une personnalité affirmée (à 60 ans), mais pas encore président.

Sphinx, Florentin, Machiavel et autres Prince de l'équivoque ou de l'esquive, ces surnoms reviennent sans fin sous la plume des observateurs. Ils qualifient ses volte-face idéologiques de «convictions moirées». Le président au pouvoir ne fait rien pour lever le voile, cultivant un certain silence, usant d'un sens inné du secret, et n'abusant pas du petit écran qui finit par être fatal à son prédécesseur.

Autre biographe, Catherine Nay : *Le Noir et le Rouge* (1984) et *Les Sept Mitterrand ou les métamorphoses d'un septennat* (1988). Elle reconnaît la profondeur des engagements partisans, l'obstination des choix. Pourtant, nul plus que ce président n'a su se plier aux circonstances et rebrousser chemin selon les données de la conjoncture ou les fatalités du mauvais sort. Ce diable d'homme a savamment joué sept rôles, désormais sept masques plaqués sur un visage dont on chercherait en vain l'ultime vérité. Personnage éminemment romanesque, il aura dérouté, irrité, mais fasciné tous ceux qui l'ont approché.

3107. **«Vous êtes purs, parce que vous n'avez pas eu l'occasion de ne pas l'être.»**

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), au Congrès des Jeunesses Socialistes (JS), Pau, 1975

Étrange aveu, face aux jeunes socialistes qui vont devoir l'aider dans la course au pouvoir !

Premier secrétaire du PS, il vient de perdre la présidentielle face au centriste Giscard d'Estaing et il opère une «refondation» : il dissout les JS et les ES (Étudiants socialistes), le Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) devenant une simple courroie de transmission du PS.

À 59 ans, Mitterrand a déjà un long parcours politique. Pour avoir été député, sénateur, et onze fois ministre sous la Quatrième République, que de compromis, que d'accommodements, que d'opportunisme !

Ce qui lui sera surtout reproché, c'est une jeunesse liée à l'extrême droite : en 1934, à 18 ans, il adhère au mouvement de jeunes des Croix-de-Feu, et devient volontaire national, dans la droite nationaliste du colonel de La Rocque. Il manifeste contre «l'invasion métèque» en février 1935. Il se lie avec des membres de La Cagoule. Il écrit dans le quotidien *L'Écho de Paris* d'Henry de Kérillis, proche du Parti social français. Enfin, au printemps 1943, il est décoré de l'ordre de la Francisque. Après quoi, il deviendra un authentique résistant.

Mais le mot «pureté» sied mal à Mitterrand. Il gardera toujours des amitiés douteuses (Bousquet), des liaisons dangereuses (avec les puissances d'argent), des pratiques plus que contestables (écoutes téléphoniques, financement occulte du PS, réseaux maintenus en «Françafrique»...), et une double vie privée, tenue secrète, mais financée sur fonds publics. Est-ce pour cela qu'il admirait des «purs» comme Jaurès, Blum, Mendès France ?

3108. « **Si la jeunesse n'a pas toujours raison,
la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Discours à l'Assemblée nationale, 8 mai 1968

Mitterrand, qui s'est trompé avant-guerre et a vécu plus ou moins mal la Guerre mondiale de 1939-1945, a également affronté la guérilla civile de Mai 68. Marqué par les manifestations et les slogans hostiles à Mitterrand comme à de Gaulle, étant moins âgé, il a peut-être mieux compris, et surtout davantage réfléchi que le président alors au pouvoir.

La jeunesse du pays sera majoritairement avec lui en 1981, et elle le soutient quand l'opinion se détourne de lui: « Tonton, laisse pas béton »...

En 1988, la campagne présidentielle d'un président vieilli affichera le slogan et l'image gagnante « Génération Mitterrand ». Sans la jeunesse, pas de victoire possible. Ne serait-ce que pour cette raison, il faut ménager cette force vive de la nation.

François Hollande, dit « François II », le prochain président socialiste, fera de la jeunesse une priorité de son programme. Et le soir de son élection, le 6 mai 2012, il proclamera haut et fort: « Je suis le président de la jeunesse de France... de la justice en France. »

Chronique (1969-1995)

3109. « **Après la décision du général de Gaulle de renoncer à son mandat, et dans l'incertitude que connaît actuellement le pays, j'ai résolu de me présenter aux suffrages des Français. En le faisant, j'ai le sentiment d'obéir à mon devoir, la volonté de maintenir une continuité et une stabilité nécessaire, l'espoir de préparer l'avenir.** »

Georges POMPIDOU

Georges POMPIDOU (1911-1974), premier candidat à se déclarer, 29 avril 1969

Raymond Aron écrira (*Le Figaro*, 6 mai): « Les événements de Mai [68] ont entamé le prestige du général de Gaulle et forgé la popularité de Georges Pompidou [...] À partir de juin 1968, les Français connaissaient désormais une réponse probable à la question: "Après de Gaulle, qui?" »

Poher, président du Sénat, assure l'intérim ès qualités, « tout gonflé de modestie » (vu par Pierre Viansson-Ponté dans *Le Monde*, lors de son élection).

3110. « **Pendant que M. Poher consulte, que M. Mollet complotte et que M. Mitterrand suppute, le maire de Marseille se démasque inopinément et bondit dans l'arène.** »

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG (né en 1943), *La Guerre de succession* (1969)

Gaston Defferre, maire de Marseille, pose sa candidature à la présidence de la République, dès le 29 avril. Il donne même le nom de son futur Premier ministre, Mendès France, offrant en quelque sorte un « ticket socialiste » sur le mode des élections américaines, avec président et vice-président.

Autant la majorité est unie autour de Pompidou, autant la gauche est éclatée. Au soir du premier tour, le 1^{er} juin, Pompidou arrive en tête, devant Poher, Duclos, Defferre, Rocard, Ducatel, Krivine.

Les deux principaux candidats aux prochaines élections (Giscard et Mitterrand) doivent attendre leur heure, pour concourir.

3111. «**C'est bonnet blanc et blanc bonnet.**»

Jacques DUCLOS

Jacques DUCLOS (1896-1975), candidat communiste à la présidence, juin 1969
Histoire des présidentielles (2008), Olivier Duhamel

Le Secrétaire général du Parti communiste a obtenu un bon score, plus de 21 % des voix. Il parle ici du choix entre Poher et Pompidou, les deux candidats de droite restant en lice pour le second tour de la présidentielle. Le 2 juin, le PC refuse de choisir «entre Charybde et Scylla» (autrement dit, Pompidou et Poher). L'abstention massive au second tour (31 %) aura une explication simple pour le PC: les électeurs n'ont pas voulu «avoir à choisir entre la peste et le choléra», pour reprendre un mot de Thorez (en 1934). Troisième façon d'exprimer un choix impossible, ou sans signification.

Et Pompidou l'emporte confortablement, avec 58 % des suffrages exprimés. D'Irlande où il s'est volontairement exilé durant ces élections, le général de Gaulle lui envoie ce télégramme: «Pour toutes raisons nationales et personnelles, je vous adresse mes bien cordiales félicitations.»

3112. «**La gauche française, c'est Caroline chérie à perpétuité. Chaste et pourtant flétrie, toujours vierge quoique quotidiennement violée, elle ne cesse de perdre son pucelage et de garder ses illusions.**»

Gabriel MATZNEFF

Gabriel MATZNEFF (né en 1936), *La Caracole* (1969)

Au vu des résultats, il est cependant difficile à la gauche d'espérer un changement rapide de majorité politique.

L'écrivain, notoirement de droite et «sexuellement complexe» (impliqué dans une enquête pour pédophilie en 2020), prétend ici écrire son premier livre engagé, mais avec toute liberté de caracoler, tantôt à droite, tantôt à gauche. Quant à la référence littéraire, elle concerne un best-seller de Cécil Saint-Laurent (alias Jacques Laurent, pour les œuvres plus sérieuses). Caroline de Bièvre, aristocrate de 16 ans, fête son anniversaire le jour de la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789. Ses aventures ont déjà inspiré le cinéma. La dernière version de Caroline Chérie date de 1968, mais la plus célèbre remonte à 1951, avec Martine Carol, promue au rang de blonde star, avant d'être détrônée par Brigitte Bardot.

3113. «**La guerre des Républiques est terminée.**»

Jacques CHABAN-DELMAS

Jacques CHABAN-DELMAS (1915-2000), présentant son gouvernement le 23 juin 1969
La Guerre de succession (1969), Roger-Gérard Schwartzberg

L'UDR soutient ce «baron» du gaullisme qui fut en même temps un des piliers de la Quatrième République. On lui passe même quelques gestes d'ouverture en direction d'anciens adversaires du Général.

Mais la guerre n'est pas finie, entre les partis! Et les tentatives de séduction du très séduisant Premier ministre vont échouer. Les centristes d'opposition continueront de dénoncer la dictature de l'«État UDR», tandis que la gauche socialiste et communiste fourbit les armes de l'union qui fera un jour sa force.

3114. « Je suis aujourd'hui un Français parmi d'autres. »

Georges POMPIDOU

Georges POMPIDOU (1911-1974), première conférence de presse du président de la République à l'Élysée, 10 juillet 1969
La Vie politique sous la V^e République (1981), Jacques Chapsal

D'entrée de jeu, il se démarque de son illustre prédécesseur.

Face à une centaine de journalistes (au lieu des quelques centaines qu'invitait de Gaulle), il paraît seul avec son Premier ministre et le porte-parole du gouvernement (au lieu du gouvernement au grand complet). Il n'en affirme pas moins « la primauté du chef de l'État, qui lui vient de son mandat national et qu'il est de son devoir de maintenir, à la fois arbitre et premier responsable national ».

La presse lui accorde la mention bien, la crise de régime n'aura pas lieu, les institutions tiennent le coup. Leur solidité va même se révéler à toute épreuve, au fil des présidences et des majorités.

3115. « C'est un petit pas pour l'homme, mais un grand bond pour l'humanité. »

Neil ARMSTRONG

Neil ARMSTRONG (1930-2012), premiers mots en direct de la Lune, 21 juillet 1969

L'astronaute américain pose une plaque en forme de message : « Ici, des hommes de la planète Terre ont mis pour la première fois le pied sur la Lune en juillet 1969 après J.-C., nous sommes venus pacifiquement au nom de toute l'Humanité. »

L'humanité oublie d'être blasée et assiste en temps réel à ce rêve aussi vieux qu'elle, devenu réalité.

La conquête spatiale, prodige de technologie, est aussi, ou d'abord, un enjeu politique, dans la « guerre froide » entre les États-Unis d'Amérique (incarnation du capitalisme) et l'Union soviétique (chantre du communisme). L'URSS a tiré la première, en lançant *Sputnik 1* en 1957, puis l'Amérique s'est rattrapée l'année suivante, avec *Explorer 1*.

En 1961, le premier homme dans l'espace est russe, Youri Gagarine. Mais avec *Apollo 11* qui décolle de Cap Kennedy en Floride, c'est un Américain qui marche enfin sur le sol lunaire.

Les explorations lunaires sont abandonnées au cours des années 1970, par les Américains comme par les Soviétiques. Mais la conquête de l'espace continue et la France y a sa place. En 1961, de Gaulle a créé le Centre national d'études spatiales, et le CNES est devenu un acteur majeur de l'Europe spatiale : après l'échec d'*Europa*, trop lourd, trop coûteux, trop ambitieux, *Ariane 1* est le premier modèle d'une famille de lanceurs qui place l'Europe en tête du marché mondial, au XXI^e siècle. Une incontestable réussite, en termes d'emplois, de progrès économique et de recherche scientifique.

3116. « **Il y a peu de moments dans l'existence d'un peuple où il puisse autrement qu'en rêve se dire: Quelle est la société dans laquelle je veux vivre? J'ai le sentiment que nous abordons un de ces moments. Nous pouvons donc entreprendre de construire une nouvelle société.** »

Jacques CHABAN-DELMAS

Jacques CHABAN-DELMAS (1915-2000), Discours à l'Assemblée nationale, 16 septembre 1969

Aucun discours parlementaire de Premier ministre n'eut plus de retentissement, sous la Cinquième République. La dénonciation du « conservatisme » et des « blocages » de la société française annonce un programme ambitieux de réformes – maître mot des quatre prochains présidents, mais malheureusement pas de Pompidou, aux priorités plus concrètes que sociétales!

Chaban-Delmas, dans *L'Ardeur* (1975), donne de sa « nouvelle société » deux définitions: « L'une politique, c'est une société qui tend vers plus de justice et de liberté [...] L'autre sociologique, c'est une société où chacun considère chacun comme un partenaire ».

3117. « **Tandis que vous parliez, je vous regardais et je ne doutais pas de votre sincérité. Et puis, je regardais votre majorité et je doutais de votre réussite.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Assemblée nationale, 16 septembre 1969

La Présidence de Georges Pompidou: essai sur le régime présidentiel français (1979), Françoise Decaumont

L'opposition ne fait pas mauvais accueil au programme du Premier ministre, sur le principe, mais elle doute de sa réalisation: « On ne bâtit pas une nouvelle société sur des vœux pieux. »

Les difficultés viendront surtout du scepticisme du président de la République, qui a des convictions économiques plus que sociologiques.

3118. « **Nous avons un objectif qui doit dominer tous les autres: faire de la France une grande nation industrielle [...] le reste sera donné de surcroît.** »

Georges POMPIDOU

Georges POMPIDOU (1911-1974)

L'Audace économique: propositions pour un capitalisme éclairé (2001), Stéphane Jacquemet

L'« impératif industriel » est l'idée-force, voire l'idée fixe de Pompidou. Cela passe par la modernisation du pays. Airbus, TGV, entre autres grands projets et réussites incontestées; mais aussi priorité donnée à l'automobile dans les villes qui doivent s'adapter (tunnels, voies express, destruction des vieux quartiers); et encore développement d'une agriculture intensive et de l'industrie agro-alimentaire, avec mécanisation poussée, utilisation d'engrais et de pesticides.

La planification est le moyen qui s'impose plus que jamais: le VI^e Plan sera tout entier orienté dans cette direction.

3119. « **Ne faisons pas plus de bêtises que nos voisins européens.** »

Maxime de bon sens économique des années 1968-1972

Un manager dans la France des Trente Glorieuses (2009), Claude-Alain Sarre

Nos voisins ? Ce sont les autres pays de la CEE avec lesquels les échanges sont progressivement libérés. Les bêtises ? Ce sont surtout celles pouvant provoquer l'inflation.

Dans la période 1965-1968, la France fut parmi les bons élèves de la classe européenne, avec un taux annuel moyen de 3,3 %. Dans la période 1968-1972, son 5,5 % demeure inférieur au taux des autres. C'est après 1973 que l'« inflation à deux chiffres » deviendra véritablement maladie de l'économie, et certaines années, notre pays sera tristement en tête parmi tous ses voisins européens.

3120. « **La France bougonne, grommelle, conteste, se bat et se survit. En 1970, les rêves se tarissent et s'opposent. À l'époque de la voiture et du Frigidaire, de la vente à crédit et des loisirs collectifs, là où des observateurs pondérés attendaient une génération raisonnable, la France découvre le romantisme de l'illégalité.** »

Michel-Antoine BURNIER et Bernard KOUCHNER

Michel-Antoine BURNIER (1942-2013) et Bernard KOUCHNER (né en 1939), *La France sauvage* (1970)

Kouchner, médecin, militant, journaliste, entré en politique à 14 ans, au côté du FLN et contre l'OAS dans la guerre d'Algérie, va se faire connaître comme « *french doctor* », fondateur de Médecins sans Frontières (puis Médecins du Monde). Partagé entre engagement politique et mission humanitaire, se revendiquant à la fois « communiste et Rastignac », revenu du Biafra en guerre et de Cuba sous le signe de Castro, le jeune trentenaire témoigne ici sur l'état de son pays, avec Burnier, son ami, son frère de combat, bientôt son biographe.

La France vit un étrange paradoxe : jamais gouvernement ne fut plus soucieux d'établir le dialogue et jamais société n'a paru plus cloisonnée, « bloquée », selon le diagnostic du sociologue Michel Crozier.

Chaban-Delmas dira souvent qu'il est à la tête du meilleur des gouvernements réformistes, mais dans la pire des situations émeutières, plus grave que le folklore bon enfant qui colorait la plupart des manifestations de Mai 68.

3121. « **Composée exclusivement de gauchistes, une société est conduite à l'hystérie. Privée de gauchistes, une société est conduite à l'asphyxie.** »

Jean DANIEL

Jean DANIEL (1920-2020), *Le Nouvel Observateur*

Génération, tome I, *Les Années de rêve* (1987), Hervé Hamon et Patrick Rotman

Une partie de la jeunesse n'a pas fini sa révolte des « Années de rêve », et le début des années 1970 va être agité de mouvements violents : on parlera des « Années de poudre ». Edgar Faure, ministre de l'Éducation nationale, a créé en janvier 1969 un abcès de fixation du gauchisme, exprès loin du Quartier latin : c'est la Faculté de Vincennes. L'esprit de Mai y souffle et la fine fleur de la contestation s'y retrouve. La presse discute à l'infini sur ce Centre universitaire expérimental, mais surtout folklorique et bientôt dévoyé. D'autres événements vont faire la une des journaux.

3122. « **Tout est à tous.** »

Titre de *La Cause du peuple*, 9 mai 1970
Génération, tome II, *Les Années de poudre* (1988), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Au lendemain de l'expédition du commando de la Gauche prolétarienne (GP) chez Fauchon, le 8 mai.

Une vingtaine de « partisans » ont envahi à 13 h 30 cette épicerie de luxe, place de la Madeleine, temple de la société de consommation. Immobilisé les vendeurs. Entassé caviar, truffes, foie gras, marrons glacés, alcools de luxe. Pour distribuer le tout aux habitants d'un bidonville près de Saint-Denis, puis à Ivry dans un foyer de travailleurs africains.

Des tracts expliquent cette action: « Nous ne sommes pas des voleurs, nous sommes des maoïstes. » Le 27 avril dernier, Sartre a accepté de prendre avec enthousiasme la direction de *La Cause du peuple*, journal gauchiste né le 1^{er} novembre 1968, dans l'esprit et l'élan de Mai.

3123. « **Il est nécessaire que les casseurs soient les payeurs.** »

Jacques CHABAN-DELMAS

Jacques CHABAN-DELMAS (1915-2000), défendant la loi du 4 juin 1970,
dans un entretien télévisé avec Pierre Desgraupes, le 7 avril
La Vie politique sous la V^e République (1981), Jacques Chapsal

Le Premier ministre annonce la loi anticasseur, discutée à l'Assemblée, adoptée deux mois après. Elle institue le délit de participation à une manifestation interdite et crée une responsabilité collective.

« Les casseurs seront les payeurs », le slogan sera bientôt repris par les écologistes et deviendra en bonne logique: « Les pollueurs seront les payeurs. » La formule semble aller de soi, dans l'opinion publique, très sensible au drame des marées noires qui vont se succéder et souiller les côtes bretonnes: premier naufrage en date, de sinistre mémoire, le *Torrey Canyon* en 1967.

Mais dans le contexte social présent, la loi anticasseur déclenche une levée de boucliers, à gauche.

3124. « **La vraie justice serait d'exiger que paient ceux qui cassent les hommes.** »

Père CARDONNEL

Père CARDONNEL (1921-2009), Déclaration au procès de Le Dantec et Le Bris, fin mai 1970
Génération, tome II, *Les Années de poudre* (1988), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Ce dominicain témoigne en faveur des deux jeunes gens arrêtés en tant que directeurs successifs de *La Cause du peuple*, journal dont un des derniers numéros a écrit, à la rubrique sociale: « Les patrons, ça se séquestre ».

Le procès s'est ouvert le 27 mai 1970. Motifs d'inculpation: appel au meurtre, au vol, à l'incendie. Le Dantec est condamné à un an de prison, Le Bris à huit mois, et le Conseil des ministres dissout la Gauche prolétarienne (GP).

Sartre riposte dans *Le Monde*: « Mai 68 n'a pas été une flambée sans lendemain; ce fut une insurrection trahie, mais non vaincue. »

3125. « Il y a plus inconnu que le Soldat inconnu : sa femme ! »

Banderole déroulée par le MLF sur la dalle du Soldat inconnu, place de l'Étoile, 26 août 1970
La Mémoire des femmes : anthologie (2002), Paulette Bascou-Bance

Autre banderole : « Un homme sur deux est une femme. » Elles sont une dizaine à manifester dans Paris déserté. Elles déposent une gerbe à la femme inconnue du célèbre Soldat inconnu. Et sont arrêtées.

Dès le lendemain, la presse déclare la naissance du MLF, Mouvement de libération des femmes. C'est sa première sortie médiatique – bien modeste. Le même jour à New York, 50 000 femmes célèbrent leur conquête du droit de vote, il y a cinquante ans. Et *France-Soir* ironise : « Quand les Américaines brûlent leurs dessous sur la place publique, la France du bœuf miroton hausse les épaules. Il n'y a pas eu d'autodafé de soutiens-gorge hier à l'Étoile. Seulement une bousculade. »

Le MLF, héritier spirituel de Mai 68, du Women's Lib américain et de divers courants plus ou moins réformistes ou radicaux, va tenir sa première AG en octobre 1970. Au-delà d'un certain folklore, entre « provoc » et happening, les années 1970-1980 verront aboutir l'essentiel des revendications des femmes, et la vie quotidienne en sera changée, profondément. Le plus important est sans doute la loi Veil du 18 janvier 1975, passionnément discutée, et qui dépénalisera l'avortement, rebaptisé IVG (interruption volontaire de grossesse).

3126. « Tout le monde sait que ce n'est pas Alain Geismar qui est jugé. Ce n'est même pas un homme, c'est une idée, un espoir. Veut-on condamner un homme ou se venger de Mai 68 ? »

M^e Henri LECLERC

M^e Henri LECLERC (né en 1934), plaidoirie, Tribunal correctionnel, 22 octobre 1970

Alain Geismar, leader de la Gauche prolétarienne (GP, dissoute le 27 mai) a été arrêté le 25 juin. Il va être condamné à dix-huit mois de prison ferme. Pierre Vianson-Ponté écrit en décembre, dans *Le Monde* : « Tout indique que dans notre société, et pas seulement en France, et pas seulement dans le domaine politique, la contestation cherche à prendre la relève de l'opposition. »

On se rappelle toujours Mai 68, mais le début des années soixante-dix sera plus violemment contestataire en France, sur divers fronts.

3127. « Le général de Gaulle est mort. La France est veuve. »

Georges POMPIDOU

Georges POMPIDOU (1911-1974), Déclaration du président de la République, Allocution radiotélévisée, 10 novembre 1970

Cette mort remonte au soir du 9 novembre, alors que le général, avant le dîner, faisait une patience (jeu de cartes), dans sa résidence personnelle de la Boisserie, à Colombey-les-Deux-Églises. Il est pris d'un malaise, c'est une rupture d'anévrisme. Il meurt 20 minutes après, à 79 ans.

« En 1940, le général de Gaulle a sauvé l'honneur, il nous a conduits à la libération et à la victoire. En 1958, il nous a gagné la guerre civile. Il a donné à la France ses institutions, sa place dans le monde. En cette heure de deuil pour la patrie, inclinons-nous devant la douleur de Mme de Gaulle, de ses enfants et petits-enfants. Mesurons les devoirs que nous impose la reconnaissance. Promettons à la France de n'être pas indignes des leçons qui nous ont été dispensées, et que, dans l'âme nationale, de Gaulle vive éternellement », déclare le président Pompidou.

Colombey-les-Deux-Églises, village de Haute-Marne, va devenir un lieu de pèlerinage national.

3128. « **Bal tragique à Colombey: un mort.** »

Hara-Kiri, Hebdo satirique, titre pleine page du lundi 16 novembre 1970, n° 94

Le 1^{er} novembre, l'incendie d'un dancing a fait 146 morts et les journaux ont titré sur ce bal tragique. Le titre est détourné, dans l'esprit « bête et méchant » du journal. L'équipe a planché sur le problème, mais pour une fois, aucun dessin ne pouvait rivaliser avec ces simples mots : « Bal tragique à Colombey : un mort ».

Interdiction à l'affichage le jour même. Hari-Kiri est mort, vive *Charlie Hebdo*, qui paraît dès la semaine suivante, dans le même esprit, avec les mêmes journalistes : Cavanna, Reiser, Wolinski et C^{ie}.

3129. « **La Révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur.** »

Ariane MNOUCHKINE et SAINT-JUST

Sous-titre de *1789*, spectacle d'Ariane MNOUCHKINE (née en 1939), au Théâtre du Soleil, première représentation, samedi 26 décembre 1970, à la Cartoucherie de Vincennes.

Citation empruntée à Louis Antoine de SAINT-JUST (1767-1794), compagnon de Robespierre jusqu'au bout de la Terreur

1789, spectacle créé au Piccolo Teatro de Milan le 11 novembre 1970, peut enfin trouver place dans un lieu aménagé en plein bois de Vincennes, pour la compagnie de Mnouchkine.

Vaste hangar désaffecté, tréteaux dressés, bancs de bois, et voici ressuscité le spectacle de foire, comme au temps du théâtre vraiment populaire.

Les comédiens habitent l'espace, tour à tour héros de l'histoire, bateleurs bonimenteurs, ou spectateurs témoins mêlés au public. L'action se déplace sans arrêt, l'attention est sollicitée de toute part, à tous niveaux, ça chante, ça rit, ça crie, ça danse, ça vit. Le spectacle relève de tous les genres, comme dans la commedia dell'arte. On croit au miracle de l'improvisation, mais rien n'est plus réglé que cette création collective qui se veut également expression politique.

La magie se renouvelle chaque soir, les représentations s'achèvent le 14 juillet 1971. Il y a une suite, *1793*, mais *1789* reste un spectacle mythique, événement culturel et modèle unique en son genre. La troupe existe toujours, quarante ans après, œuvrant dans le même esprit communautaire.

3130. **FINI DE SURVIVRE, MAINTENANT VIVRE. NOUS ABOLIRONS LA TRISTESSE. RALBOL.**

Slogans des lycéens, janvier-février-mars 1971

Génération, tome II, *Les Années de poudre* (1988), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Ils font leur Mai 68 en cet hiver 1971.

Manifs, *sittings*, fermeture de l'ENS (École normale supérieure). Épisode le plus marquant : l'affaire Gilles Guiot, élève à Chaptal, arrêté le 10 février, accusé semble-t-il injustement d'avoir agressé un policier. Sa détention est vécue par ses camarades comme une déclaration de guerre par la génération des adultes au pouvoir.

3131. « **À “laissez-les vivre”, nous répondons “laissez-nous vivre”, laissez-nous décider par nous-mêmes.** »

MLF, Déclaration au meeting public de la Mutualité, 5 mars 1971
Génération, tome II, *Les Années de poudre* (1988), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Un commando MLF (armé de saucissons, « armes de 7^e catégorie ») interrompt le meeting organisé par le professeur Lejeune et l'association « Laissez-les vivre », faisant campagne contre le droit à l'avortement.

Les revendications explosent: « Nous voulons des enfants, mais nous voulons les enfants que nous désirons. » Depuis 1967, la loi Neuwirth autorise la contraception. Mais la « pilule » ne règle pas tout, bien des femmes ne la prennent pas, faute de savoir.

3132. « **Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses [...] Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté.** »

Manifeste de 343 femmes, publié par *Le Nouvel Observateur*, 5 avril 1971

Les signataires réclament l'avortement libre, et mettent le gouvernement au défi de leur appliquer les sanctions prévues par le Code pénal. Ce sont entre autres les comédiennes Catherine Deneuve, Ariane Mnouchkine, Jeanne Moreau, Delphine Seyrig; les auteurs Simone de Beauvoir, Marguerite Duras, Françoise Sagan; l'avocate Gisèle Halimi, politiquement très engagée, y compris dans le féminisme de gauche, la « cause des femmes ».

Le Figaro et *Le Monde* répercutent l'appel et y voient une date dans l'histoire des mœurs. Il faudra encore attendre trois ans, avant la loi Veil.

3133. « **Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut être adhérent au Parti socialiste.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Première déclaration du Premier secrétaire du PS, Congrès d'Épinay, 13 juin 1971

Et première question: « Réforme ou révolution? J'ai envie de dire oui, révolution. Violente ou pacifique, la révolution c'est d'abord une rupture. »

Au terme d'une OPA magistrale, Mitterrand a investi la « vieille maison » chère à Léon Blum en 1920, et l'a rebaptisée Parti socialiste: « L'enfant de Jarnac a réussi un beau coup. Le vendredi 11 juin, il n'avait pas de carte du Parti et siégeait encore au banc des non-inscrits à l'Assemblée nationale. Le mercredi suivant, il est élu Premier secrétaire du PS et emménage avec son équipe dans les bureaux de la cité Malesherbes! » (Franz-Olivier Giesbert, biographe de Mitterrand). La vie politique va en être changée.

Prochaine étape: l'union avec le PC, force dominante de la gauche.

3134. «**Messieurs les censeurs, bonsoir!**»

Maurice CLAVEL

Maurice CLAVEL (1920-1979), émission « À armes égales », ORTF, lundi 13 décembre 1971

Sur ces mots, Clavel quitte le studio 101 après la projection du film en début d'émission. Il a donné la raison de son départ: « Le film que vous venez de voir a été censuré par la télévision française [...] Je ne saurais prendre part à un débat qui commence sous le régime de la censure. » Le débat – « Les mœurs: la société française est-elle coupable? » – n'aura pas lieu.

Cette sortie fut un grand moment de direct, sur le petit écran. La presse a multiplié les gros titres et les commentaires sur un sujet toujours sensible, la censure. Internet en témoigne quarante ans après, avec la vidéo de l'INA (Institut national de l'audiovisuel), doublée par Dailymotion et YouTube.

Et Maurice Clavel, journaliste très engagé (à gauche) dans *Combat* et au *Nouvel Observateur*, romancier au Seuil et chez Grasset, auteur de théâtre, scénariste et dialoguiste de film, reste finalement pour ces quatre mots.

3135. «**Un ouvrier a eu le cœur traversé par une balle [...] René-Pierre Overney voulait à sa manière changer la vie. Pour lui, c'est fait.**»

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *L'Unité*, 3 mars 1972

Réaction du PS, en la personne de son Premier secrétaire, à l'assassinat d'Overney par un vigile gardant l'entrée de l'usine Renault en grève, le 25 février 1972.

La victime faisait partie d'un commando de maoïstes venu aux portes de Billancourt. Ce fait divers divise la classe politique et touche naturellement l'opinion publique. « Par-delà l'homme au revolver que l'on a pu voir brandir son arme dans les documents présentés non sans courage à la télévision, qui a tué Pierre Overney? » s'interroge Pierre Vianson-Ponté dans *Le Monde*. Il examine objectivement les thèses en présence: les gauchistes accusent la direction de la Régie, tandis que *La Nation*, journal gaulliste, incrimine Jean-Paul Sartre et Maurice Clavel, cependant que le PC critique aussi bien le meurtrier que sa victime, agents d'« une vaste entreprise de provocation politique au service du pouvoir ».

3136. «**Si les jeunes ne croient à rien, c'est qu'on ne leur offre rien à quoi ils puissent croire. Quand on n'est pas digne d'avoir des opposants, on a des révoltés: ce sont les enfants du mensonge.**»

Jean-François REVEL

Jean-François REVEL (1924-2006), *L'Express*, début mars 1972

Et dans *Le Figaro*, le politologue Raymond Aron dit comprendre le gauchisme qui ébranle la bonne conscience des privilégiés. Le journal publie un sondage de la Sofres: 53 % des jeunes éprouvent de la sympathie pour ceux qui ont « choisi de contester la société actuelle », 69 % estiment qu'on va « vers des crises profondes ».

3137. « **En politique intérieure, les dates historiques sont rares et les superlatifs trompeurs.**

Mais on ne risque rien à affirmer que celle du 27 juin 1972 est la plus importante pour la gauche depuis la scission au congrès socialiste de Tours, le 30 décembre 1920. »

Jacques FAUVET

Jacques FAUVET (1914-2002), *Le Monde*, 29 juin 1972, suite à la signature du Programme commun de la gauche entre PS et PCF

Les radicaux de gauche ratifieront le 12 juillet. C'est une machine de guerre électorale, mais aussi la promesse, en cas de victoire, d'un gouvernement avec les communistes, exclus depuis un quart de siècle.

L'enjeu est clairement analysé par le patron du journal qui fait référence intellectuelle: « On pourra débattre longuement de l'ambiguïté ou même de l'irréalisme de tel ou tel chapitre, notamment économique, du programme commun, douter de la sincérité ou de la persévérance de l'un ou l'autre des deux partis [...] Aujourd'hui, le fait capital n'est pas que le contrat ait tel ou tel contenu, c'est qu'il existe et qu'il ranime la vie politique, renouvelle et renchérit l'enjeu des prochaines élections législatives et de la future élection présidentielle [...]

Face à des adversaires rassemblés autour d'un programme plus complet et plus positif que celui du Front populaire, la majorité devra faire preuve d'imagination et d'initiative, d'unité aussi. En est-elle encore capable après quatorze ans d'exercice du pouvoir et à l'approche de consultations qui la paralysent et la divisent, mais dont l'enjeu la dépasse de beaucoup? N'est-ce pas, en effet, toute une conception de la société et de l'économie qui est en cause? »

3138. « **Vivre mieux, changer la vie.** »

Programme commun de gouvernement, signé le 27 juin 1972, publié dans *L'Unité*, 30 juin 1972

Tel est le titre du premier chapitre, qui donne le ton.

Les trois autres donnent les grandes lignes: « Démocratiser l'économie », « Démocratiser les institutions », « Contribuer à la paix ».

On trouve des formules magiques: augmenter les salaires et diminuer la durée de travail. Des objectifs économiques et sociaux précis. Et des zones d'ombre, sur les moyens financiers, la politique européenne. Toute divergence entre PC et PS n'a pu être magiquement effacée, en un an.

Mais le changement reste le mot absolument magique. Il resservira sur tous les fronts politiques, et portera chance au socialiste François Hollande, quarante ans après.

3139. « **Oui, le Parti communiste français change et ne cesse de changer pour être toujours mieux lui-même.** »

Georges MARCHAIS

Georges MARCHAIS (1920-1997), au XX^e Congrès du Parti (décembre 1972)
La Vie politique en France depuis 1940 (1979), Jacques Chapsal, Alain Lancelot

Réponse du nouveau Secrétaire général à une « bonne question ». Opportunisme pratique et raideur idéologique sont conciliables pour le PC. Et Marchais deviendra une sorte de magicien du verbe, parlant beaucoup et faisant taire contradicteurs et journalistes avec une faconde médiatique. Son règne coïncide avec la dernière belle époque du communisme mondial, et du PCF national.

Dans le même style, en 1980 : « Nous autres communistes, nous avons une position claire : nous n'avons jamais changé, nous ne changerons jamais, nous sommes pour le changement. »

Le Programme commun fait se lever les grandes espérances d'un nouveau Front populaire, comme en 1936. *L'Année politique* (1972) conclut : « L'union de la gauche existe et, en cette fin d'année, elle a le vent en poupe. »

3140. « **L'information vient du peuple et retourne au peuple.** »

Sous-titre de *Libération* (1973)

Beau programme pour un nouveau journal ! *Libération* première formule est présenté « comme une embuscade dans la jungle de l'information », annoncé le 4 janvier 1973, et le numéro zéro sort le 5 février. Ce sera un échec dont *Le Monde* (sous la plume de Viansson-Ponté) fait le constat en décembre : « Publier un quotidien sans aucun moyen, sans aucune publicité, sans souci d'équilibre financier, c'est déjà une gageure ; mais sans lecteur... c'est tenter l'impossible. » Le nouveau *Libé*, tirant professionnellement leçon de cette expérience, renaîtra vite et bien de ses cendres.

3141. « **Le changement, c'est nous ! le mouvement, c'est nous ! Et nous le prouvons, non en paroles, mais en actes.** »

Pierre MESSMER

Pierre MESSMER (1916-2007), Premier ministre, Discours de Provins, 7 janvier 1973
La Vie politique sous la V^e République (1981), Jacques Chapsal

Le successeur de Chaban-Delmas à Matignon conclut ainsi ce manifeste de la majorité, en vue des élections législatives des 4 et 11 mars.

Le président Pompidou interviendra en personne le samedi 10 mars, veille du second tour, pour opposer les deux sociétés possibles : « Celle qui ignore ou supprime les libertés individuelles, la liberté politique, le droit de propriété et qui soumet la vie de chacun à l'autorité d'un parti et d'une administration totalitaire [...] et une société libre, avec ses imperfections et ses injustices, qui respecte les droits de l'individu. »

Au soir du 11 mars, la majorité demeure nettement majoritaire. La gauche parlementaire obtient 45 % des voix, le PC devançant le PS. L'extrême droite est inexistante (0,5 %), l'extrême gauche réduite à presque rien (1,3 %).

C'est aussi la fin du gauchisme violent et de la contestation radicale, représentés par la Ligue communiste (interdite le 28 juin 1973), *La Cause du Peuple* (dernier numéro le 13 septembre), et *Libération* (première manière, en attendant le nouveau « *Libé* »).

3142. « Je ne cherche pas, je trouve. »

Pablo PICASSO

Pablo PICASSO (1881-1973)

Le Sens ou La Mort : essai sur Le Miroir des limbes d'André Malraux (2010), Claude Pillet

Le 8 avril 1973 meurt à Mougins le plus grand peintre du siècle, âgé de 91 ans et travaillant jusqu'au bout – il fut aussi dessinateur, graveur, sculpteur, céramiste. Un mythe toujours vivant.

En 1907, ses *Demoiselles d'Avignon*, rupture avec l'art figuratif et attentat contre la vraisemblance, provoquèrent stupeur et scandale. Malraux voit dans l'ensemble de son œuvre « la plus grande entreprise de destruction et de création de formes de notre temps. »

Les années 1970 et 1980 marquent l'explosion du marché de l'art, avec une inflation record des prix de vente : *Yo Picasso (Moi Picasso, autoportrait)* voit son prix décupler de 1981 à 1989 (310 millions de francs). En 2010, *Nu au plateau de sculpteur* (portrait de sa maîtresse et muse Marie-Thérèse Walter en 1932) bat le record de l'œuvre d'art la plus chère jamais vendue aux enchères : adjugée pour 106,4 millions de dollars chez Christie's à New York.

La folie des prix continue sur le marché de l'art et Picasso « garde la cote » : printemps 2021, ses *Femmes d'Alger (1955)* ont battu un nouveau record aux enchères chez Christie's à New York : 161,5 millions de dollars.

3143. « Les gens qui viennent à la porte de ce ministère avec une sébile dans une main et un cocktail Molotov dans l'autre devront choisir. »

Maurice DRUON

Maurice DRUON (1918-2009), Déclaration à l'AFP, 3 mai 1973

À sa mort, le 14 avril 2009, toute la presse, de gauche à droite, a repris cette citation – avec quelques lignes du *Chant des partisans*, dont il est aussi l'auteur (avec Joseph Kessel).

Gaulliste et résistant, il devient écrivain à succès après la guerre : prix Goncourt pour *Les Grandes Familles* (1948), connu surtout pour la saga des *Rois maudits*, roman historique en sept tomes (publiés entre 1955 et 1977), adapté à la télévision par Marcel Bluwal.

Nommé ministre des Affaires culturelles le 5 avril 1973, il fait l'inventaire des lieux, explique ce que sera sa politique, et menace clairement les directeurs de théâtre « subversifs » du secteur public : « Que l'on ne compte pas sur moi pour subventionner, avec l'argent du contribuable, les expressions dites artistiques qui n'ont d'autre but que de détruire les assises de notre société. »

D'où indignation, pétitions, et manifestation monstre du 13 mai, pour marquer l'enterrement de la liberté d'expression. Tout le secteur culturel (très majoritairement de gauche) est solidaire contre le ministre. Les créateurs protestent, parlent d'ordre moral et de remise en question de la liberté de création.

3144. **« La dissolution de la Ligue [communiste] en 1973 clôt une époque. Celle de l'action directe dans la rue. Le mouvement étudiant et lycéen s'épuisait. La montée de l'union de la gauche, la renaissance du Parti socialiste, l'apparition d'une solution électorale transformaient les conditions de notre intervention politique. »**

Alain KRIVINE

Alain KRIVINE (né en 1941), témoignage de 1987
Génération, tome II, *Les Années de poudre* (1988), Hervé Hamon et Patrick Rotman

En un an, la Ligue communiste a été dissoute, *La Cause du Peuple*, *Libération* première manière ont disparu, et les gauchistes perdent du terrain aux élections du 4 mars.

Mais la lutte continue : un long parcours marginal et parfois chaotique.

Né d'une famille juive ukrainienne, engagé aux Jeunesses communistes à 15 ans, Krivine soutient le FLN dans la guerre d'Algérie, adhère au trotskisme et se fait exclure du Parti communiste. Il crée la Ligue communiste (anti-stalinienne) et se présente à la présidentielle de 1969, arrivant dernier au premier tour, avec 1,1 % des voix, contre 21,27 % à Jacques Duclos, patron du PC.

La dissolution de la Ligue communiste (LC) le condamne à l'action clandestine au sein d'un Front communiste révolutionnaire, mais il crée une nouvelle Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui refuse l'action violente. Il n'obtiendra que 0,4 % des voix aux présidentielles de 1974. En 1981, il n'a pas les 500 signatures pour se présenter. Par la suite, il se rallie à une liste dissidente du PC. Quand la Ligue ouvrière d'Arlette Laguillier s'affirme, il va soutenir le nouveau leader de la LCR, le charismatique Olivier Besancenot, bientôt promu à la tête du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Valse des sigles, suite d'élections, Krivine est toujours là (même s'il a pris sa « retraite » du bureau politique) jusqu'à la dissolution de la LCR, en 2009.

3145. **« C'est possible: on fabrique, on vend, on se paie! »**

Banderole déployée devant l'usine Lip de Besançon, août 1973
De Mai 68 à Lip: un Dominicain au cœur des luttes (2008), Jean Raguénès

L'affaire Lip commence le 17 avril : grève contre la menace de dépôt de bilan.

Lip, marque populaire, est à la pointe du progrès, produisant des montres électriques, et les premières montres à quartz. Mais la production asiatique exerce déjà une rude concurrence, en ce secteur.

Le 18 juin, les salariés abandonnés par les patrons occupent l'usine. Le stock de montres est placé en lieu sûr : c'est le « trésor de guerre », estimé à plusieurs dizaines de millions (de francs). Les machines sont entretenues par les salariés, qui continuent la production. Un ouvrier syndicaliste CFDT (Charles Piaget) prend la tête de l'affaire, un élan de solidarité gagne la France, cependant que la presse titre sur cette usine qui prétend se passer de PDG et même de directeurs : « C'est Piaget qui mène la danse » (*Paris Match*), « Plus jamais comme avant » (*Le Nouvel Observateur*), « On est avec eux » (*Tribune socialiste*), « Un rêve devenu réalité » (*Libération*), « Un prototype périlleux » (*Le Figaro*).

Le président Pompidou dira en août à son entourage : « Lip, ça n'intéresse que les intellectuels de gauche ». Et Messmer, chef du gouvernement, en janvier 1974 et après neuf mois de conflit : « Lip, c'est fini. »

Mais Lip va revivre, et d'abord susciter au PSU de Michel Rocard et à la CFDT d'Edmond Maire un espoir d'autogestion ouvrière. L'entreprise se révèle non viable en coopérative de production, dans les années 1980. Reprise en 1990 par Jean-Claude Sensemat (un homme d'affaires partant pour l'aventure), Lip France redevient prospère, dans les années 2000.

3146. **PAYSANS, OUVRIERS, TOUS UNIS, NOUS GARDERONS LE LARZAC.**

Slogan de la manifestation du Larzac, 24 et 25 août 1973

L'Histoire au jour le jour, 1944-1985 (1985), Daniel Junqua, Marc Lazar, Bernard Féron

Autre affaire et mouvement frère de Lip, d'où manifestation commune et slogan qui unit « Paysans, ouvriers... »

Le plus grand causse du sud du Massif Central abrite un camp militaire de 3 000 hectares. Le ministre de la Défense, Michel Debré, a décidé de l'agrandir jusqu'à 13 700 hectares : protestations des agriculteurs menacés d'expropriation et des défenseurs de l'environnement. Certains voient dans ce rassemblement un gentil feu de camp d'amateurs de roquefort authentique. Pour d'autres, cette rencontre entre les ouvriers-producteurs de Lip et les paysans-travailleurs du Larzac marque l'ébauche d'une nouvelle culture politique, et la naissance de l'altermondialisme à la française.

Les militants s'organisent en collectif, la résistance non violente multiplie les actions de « désobéissance civile », quelque 150 Comités Larzac multiplient les défilés, meetings, grèves de la faim et mobilisent des dizaines de milliers de sympathisants, derrière des slogans à la Mai 68 : FAITES LABOUR, PAS LA GUERRE – DES MOUTONS, PAS DES CANONS – DEBRÉ OU DE FORCE, NOUS GARDERONS LE LARZAC – LE BLÉ FAIT VIVRE, LES ARMES FONT MOURIR – OUVRIERS ET PAYSANS, MÊME COMBAT.

José Bové prend goût à l'écologie avec cette forme de révolte médiatique, et Sartre solidaire, deux ans avant sa mort, exprime son soutien : « Je vous salue paysans du Larzac et je salue votre lutte pour la justice, la liberté et pour la paix, la plus belle lutte de notre vingtième siècle » (lettre du 28 octobre 1978).

L'histoire finit bien : François Mitterrand, élu président de la République le 10 mai 1981, renoncera au projet d'extension du camp militaire du Larzac.

3147. **« De deux choses l'une, ou bien le gouvernement est en possession d'un rapport secret révélant l'existence de gisements d'ampleur fayçalienne à La Garenne-Colombes, ou bien il se conduit de façon irresponsable. »**

Jean-François REVEL

Jean-François REVEL (1924-2006), *L'Express*, 26 novembre 1973

16 octobre 1973 : dix jours après le déclenchement de la guerre de Kippour (jour de la fête religieuse juive où les Arabes ont attaqué les Israéliens), les producteurs de pétrole du Golfe réunis au sein de l'OPEP décrètent unilatéralement une hausse des prix et lancent un embargo contre les États-Unis et les Pays-Bas. Faute d'avoir pu faire céder Israël avec leurs chars, les pays arabes jettent dans la bataille leur arme absolue : le pétrole.

En trois mois, le prix du baril va passer de 2,90 \$ à 11,60 \$. La disette pétrolière émeut nos voisins, l'opinion se mobilise, on prend même des mesures de rationnement. En France, rien.

C'est pourtant le premier « choc pétrolier » du siècle, qui annonce en France la fin des « Trente glorieuses » – période de prospérité économique d'après guerre.

3148. « **Nombre de grands hommes ont gouverné en souffrant de maux graves: Richelieu a gouverné la France pendant quinze ans au fond de son lit.** »

Alexandre SANGUINETTI

Alexandre SANGUINETTI (1913-1980), Déclaration du leader de l'UDR, 30 mars 1974

C'est un fait, la liste est longue de ces malades au pouvoir, et Louis XIII, qui régnait quand gouvernait Richelieu, fut un grand tuberculeux, comme beaucoup de nos rois de France, dont la consanguinité aggravait encore la situation. Il y aura bientôt le cancer de Mitterrand, l'AVC de Chirac... Le calvaire de Pompidou reste un cas exemplaire.

Au début du printemps 1974, l'état de santé du président est une donnée politique, alimentée par les rumeurs des dîners en ville et les propos confidentiels des gens bien informés. Un fait a frappé l'opinion: le 30 mai 1973, pour descendre d'un avion à Reikjavik, le président dut s'agripper à la passerelle. Choc de l'image à la télévision... Et les photos qui suivent se ressemblent, celles d'un homme malade, au visage bouffi (par la cortisone). Les communiqués médicaux parlent d'hémorroïdes ou de grippe pour expliquer les «arrêts de travail», alors qu'il s'agit du mal de Waldenström, forme rare de leucémie, suivie d'une septicémie. La France est pourtant surprise par la nouvelle attendue.

Le mardi 2 avril 1974, à 22 heures, la télévision annonce aux Français: «M. le président de la République est mort.» Poher, président du Sénat, devient ès qualités, et pour la seconde fois, président de la République par intérim.

3149. « **On ne tire pas sur une ambulance.** »

Françoise GIROUD

Françoise GIROUD (1916-2003), *L'Express*, 24 avril 1974

Le trait d'une charité sans pitié vise Chaban-Delmas dont la cote ne cesse de baisser dans les sondages, début mai 1974.

Jeudi 4 avril, avant même la fin du discours d'hommage d'Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, au président défunt, Chaban-Delmas avait annoncé par un communiqué: «Ayant été trois ans Premier ministre sous la haute autorité de Georges Pompidou et dans la ligne tracée par le général de Gaulle, j'ai décidé d'être candidat à la présidence de la République. Je compte sur l'appui des formations politiques de la majorité présidentielle.»

Candidature lancée trop tôt? Pas assez solide face à Mitterrand à gauche? Concurrencée par d'autres candidats à droite?

Et Françoise Giroud de commenter: «Alors que MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand provoquent des mouvements intenses d'admiration ou d'hostilité, parfois d'admiration et d'hostilité mêlées, on a envie de demander, sans acrimonie, à M. Chaban-Delmas: "Et vous, qu'est-ce que vous faites au juste dans cette affaire?" Il encombre. Comment le battant a-t-il viré à l'ancien combattant?»

3150. « **Je voudrais regarder la France au fond des yeux, lui dire mon message et écouter le sien.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Proclamation de Chamalières (Puy-de-Dôme), 8 avril 1974

Dans un délai calculé, en des termes pesés, de sa mairie de Chamalières, commune du Puy-de-Dôme, le candidat s'exprime : « Je m'adresse à vous aujourd'hui, dans cette mairie de la province d'Auvergne [...] La France a besoin d'une majorité élargie [...] Je m'efforcerai de mener une campagne exemplaire. »

Giscard d'Estaing avait pris ses distances avec de Gaulle: soutien critique, symbolisé par le « oui, mais »... avant de voter « non », au référendum de 1969, qui entraîna le départ du général. Revenu au gouvernement comme ministre des Finances de Chaban-Delmas, puis de Messmer, il a le soutien des Républicains indépendants (RI), et d'une partie de l'UDR - Chirac en tête, ministre de l'Intérieur qui joue contre son camp, et enlève toute chance à Chaban-Delmas.

3151. « **Nos lecteurs sont invités à coller ici la photographie du dernier membre de la majorité qui aura déposé sa candidature dans les minutes comprises entre l'achat du Figaro et sa lecture.** »

Jacques FAIZANT

Jacques FAIZANT (1918-2006), *Le Figaro*, 10 avril 1974

Bien vu et bien dit, par le meilleur éditorialiste et humoriste de droite. En plus de Chaban-Delmas et Giscard ont été candidats ou tentés de l'être pour la seule majorité: Edgar Faure, Pierre Messmer, Jacques Chirac, Jean Royer, Christian Fouchet. En 1962, de Gaulle l'a prédit: « En pensant à ce qui arrivera quand de Gaulle aura disparu, je vous dis ceci: ce qui est à redouter, à mon sens, ce n'est pas le vide politique, c'est plutôt le trop-plein! » Anticipée, la campagne est courte. Bousculade à droite, si on ajoute en plus le nouveau Front national de Jean-Marie Le Pen, et le royaliste Bertrand Renouvin.

À l'extrême gauche, Alain Krivine et Arlette Laguiller, première femme candidate à la présidence, ne menacent pas vraiment Mitterrand, candidat de l'Union de la gauche. Quelques autres candidats ne font que passer, mais René Dumont reste comme le premier écologiste à se présenter.

3152. « **Vous n'avez pas le monopole du cœur.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), à François Mitterrand, ORTF, 10 mai 1974
Convaincre: dialogue sur l'éloquence (1997), Jean-Denis Bredin, Thierry Lévy

Les deux candidats restant en lice s'opposent dans un débat télévisé entre les deux tours des élections présidentielles. C'est une première, et ça va devenir un classique du genre.

Le ministre libéral et le député socialiste sont au coude à coude dans l'opinion publique: Ifop et Sofres donnent Giscard gagnant à 51 % et Publilmétrie, exactement l'inverse. C'est dire l'importance du débat: un mot, un geste, un regard, un silence peut tout changer... Dans ce duel médiatique, Giscard se montre plus à l'aise que son aîné en politique et à l'état civil (58 ans). Autre petite phrase meurtrière, conforme à la stratégie de Giscard (48 ans): « Monsieur Mitterrand, vous êtes un homme du passé. »

La politique est un spectacle (ici, en direct devant 25 millions de téléspectateurs!) et deviendra théâtre, (à la Madeleine), Jacques Veber et Jean-François Balmer rejouant au mot près les duels de 1974 et 1981.

3153. « **Vous serez surpris par l'ampleur et la rapidité du changement.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), ORTF, 10 mai 1974

Le débat télévisé se termine sur cette promesse de Giscard d'Estaing, qui incarne aussi le « changement sans le risque », chose rassurante pour son électorat, droite et centre. La campagne se clôt sur cette question de Mitterrand, dont le doute habilement exprimé peut toucher au-delà de la gauche : « Pas une idée neuve depuis quinze ans, pourquoi demain en auraient-ils ? »

Résultat du scrutin, au soir du 19 mai : Giscard d'Estaing obtient 50,81 % des suffrages exprimés et Mitterrand, 49,19 %. Soit une différence de 425 000 voix sur plus de 26 millions. Jamais la France ne fut si nettement partagée entre droite et gauche.

Et Mitterrand n'a plus qu'à préparer sa revanche, sept ans après !

3154. « **De ce jour date une ère nouvelle de la politique française, celle du rajeunissement et celle du changement de la France.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Premier discours présidentiel, 27 mai 1974

Nouveau style : le président en personne présente le gouvernement à la télévision. Une page d'histoire semble tournée : il n'y a que 5 UDR sur 16 ministres – et aucun « baron » du gaullisme – dans le gouvernement formé par Jacques Chirac – choisi pour neutraliser les gaullistes, et pour sa jeunesse (42 ans).

Dans ce discours d'investiture, le président revient sur l'idée forte de son septennat : « J'entends encore l'immense rumeur du peuple français qui nous a demandé le changement. Nous ferons ce changement avec lui, pour lui, tel qu'il est dans son nombre et sa diversité. »

Le changement est visible, dans le style du pouvoir et la décrispation de l'homme, que l'on appelle volontiers VGE. C'en est fini du cérémonial monarchique hérité du gaullisme. Il descend à pied les Champs-Élysées, le jour de son intronisation, et on le verra sortir de l'Élysée, ou entrer à grandes foulées. Il troque la jaquette pour le veston, et porte aussi le pull-over. Il change le tempo de *La Marseillaise*, au défilé du 14 Juillet à la Bastille, et joue de l'accordéon à la télévision. Il invite même les éboueurs à sa table au petit-déjeuner, il s'invite à dîner chez les Français ordinaires – il en fait peut-être un peu trop, et ça finira par agacer.

3155. « **[La femme sera] vraiment l'égale de l'homme le jour où à un poste important on désignera une femme incompétente.** »

Françoise GIROUD

Françoise GIROUD (1916-2003), citée dans *Le Monde*, 11 mars 1983

Autre innovation intéressante : un poste de secrétaire d'État à la Condition féminine, créé en juillet 1974, pour la directrice de *L'Express*, l'une des plus intelligentes militantes du féminisme. Petit événement politique, sociologique, médiatique. Bien joué ! Les socialistes reprendront cette idée, avec un ministère des Droits de la femme.

3156. **« La France doit devenir un immense chantier de réformes. »**

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Conseil des ministres, 25 septembre 1974

On lance d'innombrables projets dans les premiers mois du septennat, certains aboutiront : abaissement à 18 ans de l'âge de la majorité (électorale et civile), statut de la ville de Paris (qui retrouve un maire élu et unique), éclatement de l'ORTF, simplification des procédures de divorce. Mais c'est la loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) qui va déchaîner des passions.

3157. **« On ne pense jamais aux hommes lorsqu'on parle d'avortement. »**

Jean BRIANE

Jean BRIANE (né en 1930), député réformateur de l'Aveyron
L'Express, 25 novembre 1974

Le mot aurait mérité le prix de l'humour politique, le meilleur étant parfois involontaire. C'est l'une des interventions en commission des Affaires sociales, quand on y discute la loi Veil sur l'IVG, pendant trois jours.

Mme le ministre de la Santé aura tout entendu. Pour Pierre Baudis, député maire giscardien de Toulouse, il ne « fallait pas voter en raison du jugement de l'opinion publique, mais du Jugement dernier. » Pierre Buron, député UDR de la Mayenne, trouve « anormale et même horrible l'idée d'adapter la loi aux mœurs ». Claude Labbé, président du groupe UDR, reste prudent : « Notre position n'est pas changée, c'est-à-dire que nous n'avons pas de position... »

Et Claude Weber, député communiste, plutôt que de continuer à parler de ce problème irritant, va s'en aller vider les poubelles devant le Palais-Bourbon. Loi enfin adoptée en commission, avec 63 amendements. Mais les ténors hostiles à l'avortement se réservent pour le débat à l'Assemblée nationale.

3158. **« Lorsque les médecins, dans leurs cabinets, enfreignent la loi et le font connaître publiquement [...] lorsque des services sociaux d'organismes publics fournissent à des femmes en détresse les renseignements susceptibles de faciliter l'interruption de grossesse, lorsque, aux mêmes fins, sont organisés ouvertement et même par charters des voyages à l'étranger, alors je dis que nous sommes dans une situation de désordre et d'anarchie qui ne peut plus continuer. »**

Simone VEIL

Simone VEIL (1927-2017), ministre de la Santé, Assemblée nationale, 26 novembre 1974

Débat sur l'IVG, « un des problèmes les plus difficiles de notre temps ». Amendements au projet de loi repoussés, loi finalement votée le 17 janvier 1975.

Née Simone Jacob, juive arrêtée à 16 ans (en 1944), déportée, elle est l'une des trois survivantes de sa famille. Magistrate, elle vient d'entrer en politique, et le baptême du feu est rude. Elle ne cédera rien, mais sous les insultes, on la verra pleurer à la tribune.

3159. **« Je vous revois, Madame, faisant front contre l'adversité avec ce courage et cette résolution qui sont votre marque propre. Les attaques sont violentes. À certains moments, le découragement s'empare de vous. Mais vous vous reprenez toujours. Vous êtes une espèce d'Antigone qui aurait triomphé de Créon. »**

Jean d'ORMESSON

Jean d'ORMESSON (1925-2017), Discours pour l'entrée de Simone Veil à l'Académie française, 18 mars 2010

Il rappelle le combat pour l'IVG, en l'accueillant dans cette assemblée presque exclusivement masculine, lui qui s'est battu pour Marguerite Yourcenar, première femme académicienne. Il a évoqué la guerre, l'horreur des camps de concentration et d'extermination. Puis l'épreuve de la ministre, à la tribune de l'Assemblée.

« Une minorité de l'opinion s'est déchaînée – et se déchaîne encore – contre vous. L'extrême droite antisémite restait violente et active. Mais d'autres accusations vous touchaient peut-être plus cruellement. “Comment vous, vous disait-on, avec votre passé, avec ce que vous avez connu, pouvez-vous assumer ce rôle ?” Le mot de génocide était parfois prononcé. L'agitation des esprits était à son comble.

À l'époque, la télévision ne retransmettait pas les débats parlementaires. Au moment où s'ouvre, sous la présidence d'Edgar Faure, la discussion du projet à l'Assemblée nationale, une grève éclate à l'ORTF. En dépit à la fois de la coutume et de la grève, des techniciens grévistes s'installent dans les tribunes et diffusent le débat en direct. Ce sont pour vous de grands moments d'émotion et d'épuisement. Beaucoup d'entre nous, aujourd'hui et ici, se souviennent encore de ce spectacle où la grandeur se mêlait à la sauvagerie.

Votre projet finit par être adopté à l'Assemblée nationale par une majorité plus large que prévu : 284 voix contre 189. La totalité des voix de gauche et – c'était une chance pour le gouvernement – une courte majorité des voix de droite. »

3160. **« Radio et télévision ne sont pas la voix de la France. Leurs journalistes sont des journalistes comme les autres. »**

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Déclaration du 8 janvier 1975

Le président veut rompre avec un symbole gaulliste. La loi du 7 août 1974 a fait éclater l'ORTF (Office de radiodiffusion – télévision française) en trois chaînes de télévision, une société de radiodiffusion, un service technique de diffusion et une société de production.

Mais la libéralisation de l'audiovisuel ne suit pas automatiquement la réforme.

Le monopole d'État sur les ondes demeure, et le pouvoir poursuit deux buts : l'affaiblissement des syndicats et le contrôle de l'information. Quelque 250 journalistes licenciés, des centaines d'autres mis « au placard », nombreuses pressions sur l'information durant tout le septennat.

La gauche au pouvoir en 1981 mettra fin en 1982 au monopole de la programmation, proclamant la liberté de la communication audiovisuelle : c'est la naissance des radios libres, mais côté télévision, le pouvoir socialiste va s'empresse d'offrir cette nouvelle liberté à de grands groupes industriels.

3161. « **Les bonnes lois ne doivent rien à l'humeur; elles sont le fruit de l'observation attentive, de la discussion sérieuse, de la méditation renouvelée. Les bonnes lois ne se font pas à la hâte; elles supposent le concours du temps.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Sénat, 27 mai 1975

À l'occasion du centenaire du Sénat, le président fait l'éloge du rôle de sage tenu par cette « Seconde Chambre [...] chambre de réflexion, garante de la qualité de l'ouvrage législatif ». Au-delà de cette déclaration de circonstance, il est juste de dire et de répéter l'inutilité d'ajouter des lois aux lois, pour plaire à l'opinion émue par tel ou tel fait divers, ou rendre service à des amis, copains ou coquins. Les lois de circonstance sont rarement de « bonnes lois », et la frénésie législative n'est même pas suivie de décret d'application.

3162. « **Valéry Giscard d'Estaing a pour rôle historique d'assurer la domination des couches sociales qui l'ont placé là où il est. Il n'y peut rien et moi non plus.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *L'Abeille et l'Architecte* (1978)

Dans cette chronique politique, ces mots sont datés du 20 avril 1975. Le député socialiste de la Nièvre observe son précédent et futur adversaire aux présidentielles. À chacun sa voie, son destin, et la référence marxiste à la lutte des classes garde une part de vérité, même pour les non marxistes.

Il faut cependant reconnaître un certain mérite à VGE d'avoir fait voter, dans les deux premières années de son septennat, des lois allant à l'encontre de son électorat – donc des classes sociales qui l'ont mis au pouvoir – et valant réformes de société, même vu de gauche: majorité civique à 18 ans, remboursement de la contraception par la Sécurité sociale, légalisation de l'avortement, divorce par consentement mutuel.

3163. « **Je gouverne et gouvernerai la France au centre [...] et sachez que la main tient la barre.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), réunion de presse, 4 décembre 1975

La Vie politique sous la V^e République (1987), Jacques Chapsal

Sous le gouvernement Chirac, et pendant que s'affirme la gauche unitaire, les distorsions s'aggravent, entre le président et sa majorité naturelle.

L'UDR qui domine à l'Assemblée a perdu l'Élysée, mais garde Matignon, et le président n'a qu'un seul noyau pur et dur, inconditionnel, le RI, parti des Républicains indépendants: soit 60 députés. Reste le centre, flou, mouvant, divisé: la renaissance du radicalisme qui fit les bonnes (et moins bonnes) années de la Troisième République n'aura pas lieu.

3164. « **Toute la droite est enfin au centre, merci mon Dieu!** »

Georges WOLINSKI

Georges WOLINSKI (1934-2015), *Giscard n'est pas drôle* (1976)

Vœu non exaucé : gouverner devient de plus en plus difficile pour le président.

Dans le même esprit pas bête et pas méchant, l'humoriste de gauche qui s'exprime ailleurs et autrement que dans le journal *Hara-Kiri*, écrit : « Il faut abattre le libéralisme, car il donne des armes à ceux qui veulent lui substituer l'autoritarisme. » Et sur le même ton pseudo-giscardien : « Les Français vont être si surpris de voir qu'ils sont si nombreux à voter pour la gauche que la prochaine fois ils voteront à droite afin de barrer la route à leurs propres suffrages. »

Cependant que VGE le centriste peine à maintenir sa ligne droite...

3165. « **Gouverner, c'est réformer.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Conseil des ministres, janvier 1976

Dit la première fois dans une déclaration à la presse, le 19 avril 1974

Le gouvernement est remanié, pour la cinquième fois, et dans le sens d'une plus grande ouverture.

1975 fut l'année « des occasions perdues et des illusions entretenues », selon Françoise Giroud dans *La Comédie du pouvoir*. La secrétaire d'État à la Condition féminine n'est naturellement pas la seule à le penser. Malgré l'optimisme et la volonté présidentielle, le train de réformes s'essouffle.

3166. « **Le Verbe ne s'est pas fait chair.** »

Jacques LESOURNE

Jacques LESOURNE (1928-2020), *Soirs et lendemains de fête* (1984)

Ce « journal d'un homme tranquille » (par ailleurs polytechnicien et initiateur de la prospective économique) note la « disproportion entre des réalisations incontestables, mais modestes, et un discours ambitieux, englobant, s'appuyant sur des montagnes de rapports dont les propositions ne connaîtront pour la plupart aucun commencement d'exécution. »

Ainsi la réduction de la durée du mandat présidentiel (de sept à cinq ans) est reportée *sine die*, la réforme du scrutin pour atténuer la bipolarisation de la France a exactement l'effet inverse, la réforme de l'entreprise devant limiter les pouvoirs du patron est enterrée, l'imposition des plus-values du capital est à ce point édulcorée qu'on peut la dire avortée.

3167. « **Le coq gaulois faisait l'autruche.** »

Olivier CHEVRILLON

Olivier CHEVRILLON (1929-2013), *Le Point*, 14 avril 1980

L'insouciance du gouvernement français après le premier choc pétrolier de 1973, sa tendance à ne pas prendre à temps des mesures énergiques et à vouloir sauver à tout prix le pouvoir d'achat coûte cher à l'économie nationale: « De 1973 à 1976, le super-prix du pétrole fut presque entièrement payé par les seules entreprises. Leurs marges disparaissant, celles-ci tombaient d'inanition au beau milieu d'une bagarre sauvage pour les marchés mondiaux. Mais le gouvernement laissait aller la spirale suicidaire: gonflement des salaires nominaux, laminage des profits (donc des capacités de reconversion), déficit du commerce extérieur, effondrement certain, à terme, du niveau de vie. »

3168. « **La France a peur.** »

Roger GICQUEL

Roger GICQUEL (1933-2010), « Journal de 20 heures », TF1, 18 février 1976

Présentateur vedette du JT le plus regardé, il doit « incarner » l'information, pour mieux fidéliser le public. Gros plan sur Gicquel, et sur le visage d'un enfant, en photo d'arrière-plan. « La France a peur. Je crois qu'on peut le dire aussi nettement. La France connaît la panique depuis qu'hier soir, une vingtaine de minutes après la fin de ce journal, on a appris cette horreur: un enfant est mort. Un doux enfant au regard profond assassiné, étranglé par le monstre qui l'avait enlevé pour de l'argent.

La France a peur. Chaque mère, chaque père a la gorge nouée quand il pense à ce qui s'est passé à Troyes. Quand il pense à cet assassin de 23 ans... »

Gicquel précise que cette peur est un sentiment auquel il ne faut pas s'abandonner, mais la mise en scène reste bouleversante – elle est faite pour ça.

D'autres faits divers viennent régulièrement, voire obsessionnellement bousculer l'actualité politique, sociale, économique.

L'affaire Patrick Henry est plus qu'un fait divers judiciaire. Le procès sera celui de la peine de mort en France. Son avocat, Robert Badinter, fervent partisan de l'abolition, persuade les jurés de ne pas condamner le criminel à la peine capitale. En 1981, ministre de la Justice, il mettra la peine de mort hors la loi, contre l'opinion publique.

3169. « **Je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assurer efficacement mes fonctions de Premier ministre et, dans ces conditions, j'ai décidé d'y mettre fin.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Déclaration à l'hôtel Matignon, 25 août 1976
Bréviaire de la cohabitation (1986), Maurice Duverger

Il parle face à la presse, convoquée après la remise de sa lettre de démission au président. L'initiative vient du Premier ministre: c'est une première, sous la Cinquième République, et c'est fort inhabituel dans l'histoire des institutions.

Cette lettre est un acte d'accusation contre le laxisme du président, qui ne manquera pas d'accuser à son tour son ex-partenaire d'imprévision face à l'inflation et au chômage.

Rappelons que Chirac a soutenu Giscard d'Estaing contre Chaban-Delmas, à la présidentielle de 1974. Le divorce est donc consommé dans le couple Giscard-Chirac.

Il y a des raisons extrapolitiques, dans ce jeu pervers: « Chacun trompant l'autre et se trompant sur l'autre », écrira Catherine Nay (*La Double méprise*). Mais l'on peut s'en tenir à l'explication de Jacques Fauvet, prémonitoire: « Un Premier ministre qui est avant tout un homme d'action, mais a peu d'idées personnelles, et un président qui en a trop parfois, mais n'a guère de capacité d'action sur l'administration et sur la majorité » (*Le Monde*, 8 juin 1976).

3170. « **L'homme public le plus apte à résoudre le problème le plus important pour la France à l'heure actuelle, qui est celui de la lutte contre l'inflation.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Déclaration du 25 août 1976

Le président présente Raymond Barre, nouveau Premier ministre, breveté l'un des meilleurs, voire le « meilleur économiste français ».

Professeur d'économie à la Faculté de droit et de sciences économiques de Paris, nommé vice-président de la Commission européenne, responsable des Affaires économiques et financières, c'est un européen convaincu, et reconnu pour ses capacités: le premier « plan Barre » sert de base à une nouvelle Union économique et monétaire, tandis que « le Barre », manuel d'économie pour les étudiants, restera longtemps un petit classique du genre.

Barre vient à peine d'entrer en politique – le 12 janvier 1976, comme ministre du Commerce extérieur du gouvernement Chirac. Il prend donc la place.

Et Chirac, qui pense déjà à la présidence, s'en va refonder l'UDR en RPR (Rassemblement pour la République), en vue des batailles électorales à venir.

3171. « **La France vit au-dessus de ses moyens.** »

Raymond BARRE

Raymond BARRE (1924-2007), TF1, allocution du 22 septembre 1976
La Dérive de l'économie française : 1958-1981 (2003), Georges Dumas

Depuis le choc pétrolier de 1973, «le coq gaulois faisait l'autruche» (Olivier Chevrillon), négligeant les mesures qui s'imposent, la sauvegarde du pouvoir d'achat entraînant l'économie dans une spirale suicidaire : gonflement des salaires nominaux, laminage des profits (donc des capacités de reconversion), déficit du commerce extérieur, effondrement certain, à terme, du niveau de vie.

Le Premier ministre, toujours très professeur, expose le 5 octobre à l'Assemblée son plan d'assainissement économique et financier, nouveau plan Barre : « La lutte contre l'inflation est un préalable à toute ambition nationale. Aucun pays ne peut durablement s'accommoder de l'inflation sans risquer de succomber à de graves désordres économiques et sociaux et de perdre sa liberté d'action. »

Les réalités sont enfin prises à bras-le-corps, alors que le taux d'inflation menaçait d'atteindre 12-13 % dans l'année – il sera limité à 9,6 %. Mais les mesures d'austérité annoncées provoquent, inévitablement, l'hostilité des syndicats et de l'opposition.

3172. « **Nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de jugements sommaires comme celui-ci, trop souvent entendu : “C'est la faute au pétrole, c'est la faute à Voltaire!”** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Assemblée nationale, 5 octobre 1976

Premier secrétaire du Parti socialiste, il concède au Premier ministre : « Je vous donne raison sur un point : il faut combattre l'inflation », mais il conteste son analyse quant aux causes et aux remèdes. L'année suivante, il confirme dans *Politique 1* : « La crise, c'est le capitalisme, crise entretenue par lui et non déclenchée par le choc pétrolier en 1973. » La « stagflation » qui conjugue deux phénomènes jusqu'alors antinomiques, inflation et stagnation, désarme les médecins au chevet de l'économie malade et empoisonne les années 1974-1982.

3173. « **Le gouvernement ne détermine pas sa politique à la longueur des cortèges.** »

Raymond BARRE

Raymond BARRE (1924-2007), Assemblée nationale, 7 octobre 1976

Grèves et manifestations saluent le plan Barre. Le député communiste Robert Ballanger vient de dire à l'Assemblée : « Il est 17 heures : le dernier manifestant du cortège qui se déroule depuis ce matin entre la Nation et la place de la République vient d'arriver place de la République. »

Le Premier ministre leur oppose ce que la presse appellera souvent son « assurance tranquille » et sa « fermeté intransigeante ».

3174. « **Le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire,
c'est d'obliger à dire.** »

Roland BARTHES

Roland BARTHES (1915-1980), Leçon inaugurale au Collège de France, 7 janvier 1977

Sartre, fatigué (presque aveugle après une seconde attaque cérébrale), fait un peu silence, et Barthes prend un peu sa place, sans avoir la même audience auprès d'une jeunesse qui n'a plus si grand besoin de maîtres à penser.

À côté de son engagement politique, c'est un critique artistique et littéraire très inspiré par Marx et Freud, qui marque l'Université française et l'enseignement des lettres.

Dernière belle époque des grands intellectuels du XX^e siècle, dont le discours ne peut réellement toucher qu'une élite. Voir la suite de la citation: « Dès qu'elle est proférée, fût-ce dans l'intimité la plus profonde du sujet, la langue entre au service d'un pouvoir. En elle, immanquablement, deux rubriques se dessinent: l'autorité de l'assertion, la grégarité de la répétition. D'une part la langue est immédiatement assertive: la négation, le doute, la possibilité, la suspension de jugement requièrent des opérateurs particuliers qui sont eux-mêmes repris dans un jeu de masques langagiers; ce que les linguistes appellent la modalité n'est jamais que le supplément de la langue, ou ce par quoi, telle une supplique, j'essaye de fléchir son pouvoir implacable de constatation. D'autre part, les signes dont la langue est faite, les signes n'existent que pour autant qu'ils sont reconnus, c'est-à-dire pour autant qu'ils se répètent; le signe est suiviste, grégaire; en chaque signe dort ce monstre: un stéréotype: je ne puis jamais parler qu'en ramassant ce qui traîne dans la langue. Dès lors que j'énonce, ces deux rubriques se rejoignent en moi, je suis à la fois maître et esclave: je ne me contente pas de répéter ce qui a été dit, de me loger confortablement dans la servitude des signes: je dis, j'affirme, j'assène ce que je répète » (« Pouvoir et contre-pouvoir », leçon 1).

3175. « **L'État totalitaire, ce n'est pas la force déchaînée,
c'est la vérité enchaînée.** »

Bernard-Henri LÉVY

Bernard-Henri LÉVY (né en 1948), *La Barbarie à visage humain* (1977)

De « nouveaux philosophes » apparaissent, jonglant avec les mêmes concepts, puisant aux mêmes références, mais dans une forme plus directement polémique.

La même année, André Glucksmann publie *Les Maîtres penseurs*. Bernard Pivot, producteur et présentateur d'« Apostrophe » - émission littéraire d'Antenne 2 qui peut lancer en un soir un livre ou un auteur -, les invite sur son plateau, le 27 mai 1977. C'est donner une aura médiatique à la colère et à l'angoisse de ces jeunes gens d'après Mai 68.

BHL va susciter bien des jalousies, voire des haines, chez ses confrères. La philosophie n'adoucit pas les mœurs que la politique déchaîne.

3176. « **Chaque fois qu'il s'agira d'un choix fondamental pour la France, j'indiquerai quel est, selon moi, le bon choix.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), réunion de presse, 17 janvier 1977

La France vit à l'heure des élections à répétition, la politisation passionne chaque scrutin: cantonales en 1976, municipales en 1977, législatives en 1978. Sans parler des sénatoriales de 1977 et des européennes de 1979!

Horizon mars 1978, on peut craindre une majorité de gauche à l'Assemblée, avec un président de droite – ce qu'on appellera plus tard la cohabitation, bizarrerie institutionnelle à la française.

Mais Giscard se refuse à dramatiser comme le fit de Gaulle: quoiqu'il arrive, il restera en fonction. On imagine déjà Mitterrand Premier ministre de Giscard président. Cette perspective excite les esprits, affûte les plumes, réjouit les lecteurs: la « politique-fiction » est un genre littéraire.

3177. « **Lorsque j'engage un combat, il ne me vient pas à l'idée que je puisse le perdre.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019)
L'Express (13 février 1978)

On reconnaît l'homme d'action, une des principales qualités en politique. Pompidou, qui lui a donné sa première chance au gouvernement et appréciait son efficacité de « jeune loup », l'appelait « mon bulldozer ».

Le 25 mars 1977, à 45 ans, il vient de remporter sa première grande victoire à une élection: la mairie de Paris. Il la doit indirectement à Giscard, et sa réforme du statut de la capitale. Paris n'avait plus connu de maire depuis Étienne Arago en 1870.

3178. « **Une personnalité politique ambitieuse est portée, par le suffrage universel, à un niveau où elle peut menacer la plus haute autorité de l'État.** »

André MATHIOT

André MATHIOT (1909-1991), Chronique, 1977
La Vie politique sous la V^e République (1987), Jacques Chapsal

Fort bien vu par ce professeur de droit public. La mairie de Paris va servir de tremplin aux ambitions de Jacques Chirac. Contre Giscard président, il avait démissionné de son poste de Premier ministre, en août 1976, et fondé en décembre son propre parti, le RPR (Rassemblement pour la République). Une machine de guerre à son service. Il gagne donc cette mairie capitale, et c'est une victoire personnelle – il sera d'ailleurs réélu, en 1983 et 1989.

Dans ces municipales politisées à l'extrême, la droite chiraquienne triomphe à Paris, mais la gauche l'emporte, dans l'ensemble du pays: elle contrôle à présent 71 % des villes de plus de 30 000 habitants, au lieu de 44 %.

3179. « **L'homme le plus neuf du cabinet restreint sera donc Raymond Barre, ce robuste bison dont le petit galop pourrait encore changer au détriment de la gauche – qui sait! – le dénouement de la partie de chasse.** »

Olivier CHEVRILLON

Olivier CHEVRILLON (1929-2013), *Le Point*, 4 avril 1977

Après les municipales de mars 1977, perdues par la majorité, Barre succède à Barre, pour aller à la bataille des législatives de mars 1978, avec un gouvernement remanié dans un sens moins politique. Mais la gauche semble bien placée pour gagner les prochaines élections. Jusqu'au coup de théâtre qui se prépare en coulisses : la rupture de l'Union de la gauche.

3180. « **J'apprécie plus le pain, le pâté, le saucisson, que les limitations de vitesse.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *L'Auto-Journal*, 1^{er} Août 1977

Le nouveau maire de Paris sait se rendre sympathique, avec un contact populaire inné (ou bien acquis), et un appétit devenu légendaire. Il pense déjà à la plus haute des fonctions et s'y prépare... La mairie est un bon poste, il va pourtant rester trop longtemps en pays conquis. Élu et réélu, avec une aura et une vraie cote de popularité, il sera rattrapé par « les affaires » – faute d'avoir respecté les « limitations de vitesse », autrement dit, la loi.

En attendant, dans le même esprit, et plus que jamais en campagne, à la veille d'une élection présidentielle tant désirée, il s'amuse à répondre au journal *Libération* (de gauche) : « Bien sûr que je suis de gauche ! Je mange de la choucroute et je bois de la bière » (17 février 1995).

3181. « **Crise gouvernementale anticipée [...] Un des non-événements les plus extraordinaires de l'Histoire politique : une opposition qui devait remporter les élections s'est employée *in extremis* à les perdre.** »

Olivier DUHAMEL

Olivier DUHAMEL (né en 1950), *La Gauche et la V^e République* (1980)

PC, PS et MRG (Mouvement des radicaux de gauche) se sont réunis plusieurs fois au cours du printemps 1977 : la bible (le Programme commun de 1972) a vieilli, les divergences s'aggravent sur les nationalisations, la politique extérieure, la politique de défense.

La rupture se produit le 22 septembre 1977, au sommet (Marchais, Mitterrand, Fabre), dramatisée par le direct à la télévision. Mais la base ne veut pas y croire et s'accroche aux espérances inscrites dans le Programme commun.

3182. « **Dans le comportement révolutionnaire,
il y a une terreur que je refuse.** »

Serge JULY

Serge JULY (né en 1942), interview dans *Le Nouvel Observateur*, 31 octobre 1977

Une semaine plus tôt (dimanche 23 octobre), une centaine de lecteurs contestataires ont occupé les locaux de *Libération*, s'estimant trahis par la ligne éditoriale de leur journal.

Le patron a été injurié : « Mal baisé ! Flic ! » et menacé par des mots bombés sur les murs : « July, bientôt ton heure. »

Tout a commencé durant l'été, avec les manifestations antinucléaires et la « manif de Malville ». Pour le directeur de *Libération*, « un certain type de violence engage vers un modèle de société totalitaire ». La violence se reproduit dans le pays, et inquiète le journaliste, malgré tout responsable et directeur de conscience d'une opinion certes minoritaire, mais toujours prompt à s'engager.

Automne 1977 : la violence de la « Fraction armée rouge » explose en RFA.

La façon dont *Libération* présentera ces événements et les morts qui s'ensuivent consacre la rupture de son directeur, ex-gauchiste révolutionnaire, avec le gauchisme révolutionnaire.

Loin de regretter ses années d'engagement total (guerre d'Algérie, Mai 68, Gauche prolétarienne), July en a tiré une expérience humaine et politique sans laquelle il n'aurait pu faire « *Libé* » tel qu'il est. July qui voulait changer le monde a quand même changé le monde de la presse.

3183. « **Les Français ne vivront pas heureux
au paradis des idées fausses.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Discours de Verdun-sur-le-Doubs, 27 janvier 1978

On reparle d'une cohabitation Giscard-Mitterrand. Début février, selon la Sofres, 60 % des Français seraient pour ce ticket choc – ils seront presque toujours friands de ce mi-gauche mi-droite, redouté par les dirigeants qui en savent les limites.

Refusant de dramatiser, mais craignant le « front du refus » prêt à faire le mauvais choix, le président met en garde les Français : « Vous pouvez choisir l'application du Programme commun. C'est votre droit. Mais, si vous le choisissez, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la Constitution, les moyens de s'y opposer. »

3184. « Rien n'est perdu, rien n'a été gagné. »

Raymond BARRE

Raymond BARRE (1924-2007), entre les deux tours des élections législatives (12 et 19 mars 1978)
L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en France (1978)

Petite phrase passe-partout, prononcée dans nombre d'entre-deux-tours.

Le Premier ministre se dépense beaucoup. Le président se tait. La gauche se met d'accord sur le désistement automatique en faveur du candidat le mieux placé : « En six minutes, on a mis fin à six mois de querelle », écrit un peu vite *Politique-Hebdo*. Mais le replâtrage ne fait pas illusion.

Le 19 mars, la gauche reçoit 49,36 % des suffrages exprimés, la majorité 50,47 %. René Rémond, historien du présent, professeur et politologue très médiatique, rappelle cette vérité qui fait loi, une fois de plus : « Le pays se partage de longue date à peu près par moitié entre les deux grandes tendances qui se disputent son adhésion. L'écart entre elles a toujours été faible et il tend à se réduire encore : de ce fait, il appartient à quelques centaines de milliers d'électeurs de les départager et de faire pencher le fléau de la balance... La portée du déplacement d'une minorité est incalculable. »

Cela dit, la majorité sortante est confortée. Comme aux lendemains des élections de mars 1977, Giscard d'Estaing opère un vaste remaniement ministériel (30 avril 1978). C'est le gouvernement Barre III, qui gouvernera jusqu'à l'élection présidentielle de 1981.

L'échec de la gauche met un terme à l'aventure du Programme commun. Désormais, Parti socialiste et Parti communiste poursuivent des trajectoires distinctes. Et Marchais est furieux.

3185. « Taisez-vous, Elkabbach ! »

Georges MARCHAIS

Georges MARCHAIS (1920-1997), Premier secrétaire du PC, mars 1978

Petite phrase célèbre, des témoins assurent l'avoir entendue, mais aucune source n'en garde la trace, même pas l'INA dans ses archives pléthoriques ! Et le journaliste apostrophé avoue lui-même ne pas se la rappeler !

De 1977 à 1981, Jean-Pierre Elkabbach anime différentes émissions, dont « Cartes sur table » avec Alain Duhamel. Marchais est souvent invité. Un bon client, pour qui les journalistes sont les alliés du Capital, voire les complices. Ils veulent l'empêcher de parler – parler signifiant pour lui lire un texte préparé à l'avance, lancé face à la caméra, pour mieux convaincre le public, friand du numéro. Mais le discours répétitif relève un peu trop de la langue de bois. Elkabbach ou Duhamel tentent donc de l'interrompre.

Le 19 mars, on a enregistré : « Écoutez Elkabbach ! ... Si vous pensez que ma place n'est pas souhaitab', puisque la droite elle a gagné, moi j'laiss' la place à la droite ! ... C'est extrêmement désagréab' de discuter avec vous ! Les syndicats ont raison de dire qu' sur Antenne 2 l'information a du mal à s'exprimer ! »

Et le 23 mars, un Marchais tout aussi remonté : « Vous permettez... Vous ne m'empêcherez pas... Attendez, répondez pas à ma place... Maintenant je veux parler... » Finalement, ça pète avec Duhamel : « Non, vous ne m'aurez pas ! » Et il lit son texte.

Pour en revenir au « Taisez-vous, Elkabbach ! », l'interpellé l'attribue finalement à l'humoriste Pierre Douglas, populaire par son imitation de Marchais. En tout cas, cette citation apocryphe reflète parfaitement la réalité.

3186. « **Nous disons non à une France vassale dans un empire de marchands, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain [...]**
Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre, avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas! »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Appel de Cochin, 6 décembre 1978

Barre a succédé à Barre à la tête du gouvernement.

On prépare les premières élections européennes au suffrage universel, chaque grande formation aura sa liste. Chirac, victime d'un accident d'auto en Corrèze et soigné à Cochin, lance cet avertissement hors toute réalité, visant l'UDF et la politique du centre droit prônant une Europe fédérale.

Cette bombe est surtout une insulte à Barre, à Giscard, à Simone Veil, à des millions de Français.

Alain Peyrefitte, garde des Sceaux, dénonce les « propos outranciers » et les « personnalités occultes » (Pierre Juillet et Marie-France Garaud, conseillers bien connus de Chirac). Il est exclu du RPR et les ministres du Rassemblement se solidarisent avec lui. D'autres notables aussi.

L'effet sera désastreux pour Chirac, qui change de conseillers : Jean Tibéri et Alain Juppé feront partie de sa nouvelle équipe.

3187. « **Jamais, dans notre pays, le consensus sur l'Europe n'a été aussi grand. Personne ne propose de sortir du Marché commun. Personne, je dis bien personne, qu'il ait voté pour ou qu'il ait voté contre, ne propose aujourd'hui de modifier le traité de Rome. Tout cela est l'essentiel. Tout le reste est modalités et ne mérite pas de diviser profondément les Français.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Déclaration à Hoerdtsheim (Alsace), 15 mai 1979

Giscard l'europpéen est tout à fait à l'aise dans son rôle.

Résultats des élections européennes? D'abord une abstention élevée: 39 %. La France se situe exactement dans la moyenne des neuf pays, la Grande-Bretagne battant un record avec 69 %. Au total, cela fait quand même 111 millions de votants, qui donnent une légitimité à cette nouvelle Assemblée.

Sur 81 députés européens en France: liste Veil, 25; liste Mitterrand, 22; liste Marchais, 19; liste Chirac, 15. Les écologistes ont failli être représentés, frôlant le seuil des 5 %. Le 17 juillet, Simone Veil est élue première présidente de l'Assemblée européenne.

3188. « **Avec son pétrole, l'Iran peut mettre l'Occident à genoux!
Le fera-t-il un jour?
— Si Dieu le veut.** »

Ayatollah KHOMEINY

Ayatollah KHOMEINY (1902-1989), réponse à Bertrand Poirot-Delpech, datée d'« un dimanche de 1976 »
La Légende du siècle (1981), Bertrand Poirot-Delpech

La menace divine était claire. Après le premier choc pétrolier de l'automne 1973, le second survient en janvier 1979. L'Iran islamique, en plein chaos après le départ du Chah, cesse durant deux mois toute exportation d'or noir. Panique sur les marchés. En un an, le baril passera de 13 \$ à 24 \$. Il montera jusqu'à 34 \$ avec la guerre Irak-Iran, et les menaces sur l'approvisionnement par le détroit d'Ormuz.

La crise pétrolière aura révélé au monde occidental étonné la rupture durable de la phase de forte croissance des « Vingt glorieuses » (1954-1974). On a aussi parlé des Trente glorieuses (à partir de l'après-guerre). En France, cette crise s'accompagne d'une forte inflation jusqu'en 1986, la croissance ne repartant qu'en 1988.

3189. « **Le premier des droits de l'homme,
c'est le devoir pour certains d'aider les autres à vivre.** »

Jean-Paul SARTRE

Jean-Paul SARTRE (1905-1980), au président Giscard d'Estaing, 26 juin 1979
Génération, tome II, *Les Années de poudre* (1988), Hervé Hamon, Patrick Rotman

Un groupe d'intellectuels est reçu à l'Élysée. Ils sont venus dire la détresse des réfugiés vietnamiens. Depuis deux mois, à l'initiative de Bernard Kouchner et de Médecins du Monde, le bateau *Île de Lumière* recueille et soigne les damnés de la mer, ces « *boat people* » fuyant le régime communiste du Vietnam réunifié. Le président promet que la France fournira autant de visas qu'*Île de Lumière* abrite de réfugiés.

Cette croisade humanitaire est l'occasion d'un rapprochement (sans lendemain) entre Aron et Sartre, après des décennies de divorce intellectuel.

Accueil des réfugiés sans patrie, régularisation des étrangers sans papier, gestion de l'émigration clandestine: problèmes récurrents et toujours brûlants. Le clivage entre la gauche (généreuse ou laxiste) et la droite (plus réaliste) se double d'une autre division, entre partis au pouvoir et opposition.

La phrase de Sartre s'applique également aux laissés pour compte de la croissance et du progrès, innombrables victimes de toutes les crises: populations du tiers-monde, ou quart monde dans les pays les plus développés, y compris la France.

3190. « **L'économie ne se change pas par décret.** »

Michel ROCARD

Michel ROCARD (1930-2016), *Rendre ses chances à la gauche* (1979)

Avant de faire couple conflictuel, Premier ministre et président à partir de 1988, Rocard et Mitterrand s'affronteront devant l'opinion publique et dans leur propre parti: duel de deux hommes, de deux gauches.

Rocard condamne un certain « archaïsme » politique, veut « parler plus vrai, plus près des faits », plus loin du marxisme – contre les nationalisations à 100 % et pour l'économie de marché. Il incarne la « seconde gauche », ce courant minoritaire auquel Mitterrand et les éléphants du PS laisseront peu de chance.

3191. « **La gauche est une patrie; on en est ou on n'en est pas.** »

Jean DANIEL

Jean DANIEL (1920-2020), *L'Ère des ruptures* (1979)

Quittant *L'Express* quand *L'Express* change de ton et d'orientation, Jean Daniel s'en va créer *Le Nouvel Observateur* dont le premier numéro paraît dans les kiosques, le 19 novembre 1964. Refusant la dépolitisation, préparant l'après-gaullisme, cet hebdo est devenu un « must » et l'expression d'une gauche intellectuelle, intelligente, ouverte à de grandes signatures, résolument dans l'opposition jusqu'en 1981, arrivée de la gauche au pouvoir.

3192. « **Tu verras, Régis, un jour nous serons heureux d'avoir eu vingt ans dans les années soixante.** »

Pierre GOLDMAN

Pierre GOLDMAN (1944-1979), à Régis Debray
Église conciliaire et années soixante (2011), Louis Rade

Il écrit ces mots de sa prison de Fresnes, ayant été condamné à la réclusion à perpétuité en décembre 1974 pour le meurtre de deux pharmaciennes. Acquitté en 1976 pour cette charge, il sera assassiné en pleine rue de Paris, à bout portant, le 20 septembre 1979. L'ado perdu de Mai 68, engagé d'extrême gauche et selon ses propres termes « militant désespéré ou plutôt sans espoir », devenu un « droit commun » en décembre 1969, multipliait les attaques à mains armées. Il est le demi-frère du chanteur Jean-Jacques Goldman.

3193. « **Il faut laisser les choses basses mourir de leur propre poison.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), interrogé sur l'« affaire des diamants », Antenne 2, 27 novembre 1979

10 octobre dernier, *Le Canard enchaîné* publie que Bokassa, président déchu de la République centrafricaine, fit cadeau de diamants à Giscard d'Estaing, ministre des Finances, en 1973. Valeur, un million de francs, selon une note de Bokassa. « C'est grotesque », selon VGE. Les diamants, oubliés dans un tiroir, ont été estimés entre 4 000 et 7 000 francs. La note est un faux grossier.

Mais *Le Monde* reprend l'information et dénonce le silence de l'Élysée.

La semaine suivante, *Le Canard* publie une nouvelle note de Bokassa, sur des diamants remis à Giscard devenu président, et la presse internationale se déchaîne sur ce « Watergate parisien ».

VGE ne change pas de ligne de défense, autrement dit, il ne se défend même pas. *Le Point* publiera une contre-enquête infirmant la plupart des accusations. La DST révélera qu'on a aidé Bokassa dans cette manipulation.

Trop tard, le mépris silencieux de l'accusé l'a finalement rendu suspect : « J'imaginai que les Français écarteraient d'eux-mêmes l'hypothèse d'une telle médiocrité », écrira-t-il dans *Le Pouvoir et la vie*, tome II, *L'Affrontement* (1991).

3194. « **J'entends me tenir à la ligne du juste milieu. Celle de la synthèse des propositions, de la rencontre des hommes, de la mobilisation des forces pour aider la France, et non pour déchirer la France. Ce n'est pas une ligne neutre. C'est une ligne de paix et d'entente, à suivre avec beaucoup de soin dans ces temps de tempêtes.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), Déclaration à la Foire de Lyon, 23 mars 1980

Un an avant l'élection présidentielle, dans une interview à *L'Express* (10 mai 1980), le président de la République estime avoir réalisé les trois quarts de ce qu'il souhaitait faire, malgré les divisions de la droite, les deux chocs pétroliers, l'agitation des jeunes, l'opposition des syndicats.

Divers sondages le donnent largement vainqueur face à la gauche (Rocard et plus encore Mitterrand). Cela ne peut que l'encourager à persévérer dans sa « ligne du juste milieu » et son centrisme réformateur. Mais l'affaire des diamants écorne irrémédiablement son image.

VGE posera la question : « Pourquoi ai-je échoué ? En raison du chômage ? d'une lassitude des Français ? J'étais crédité de 60 % de bonnes opinions et puis tout à coup une tornade s'est levée. » C'est injuste, si l'on pense à la série d'affaires beaucoup plus graves qui vont successivement concerner chacun des trois présidents à venir. Le bilan économique joue aussi en sa défaveur, comme l'impopularité de Barre, son Premier ministre, prêchant toujours la rigueur.

3195. « **Comment ne pas rêver à une société idéale où des hommes égaux et justes dans une cité ordonnée par leurs soins se répartiraient les fruits de leur travail, toute forme de profit écartée, quand il n'y a autour de soi qu'exploitation de l'homme par l'homme.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *Ici et maintenant* (1980)

Dernier écrit avant son élection à la présidence de la République : il donne à rêver au « socialisme à la française », qui emprunte à l'utopie sociale et à la théorie marxiste, et qu'il voudrait exemplaire pour le monde, ici et maintenant.

Re-créateur du PS, Premier secrétaire à qui le parti doit une force électorale double de l'ancienne SFIO de Guy Mollet, homme de la mythique et défunte Union de la gauche, challenger courageux face à de Gaulle en 1965 et s'opposant au gaullisme toujours vivant, Mitterrand a acquis une stature d'homme d'État.

Il doit cependant compter avec Michel Rocard qui pose sa candidature à la présidence le 19 octobre 1980, et qui le dépasse largement dans les sondages.

3196. « Jusqu'à présent la France est coupée en deux, avec moi elle sera pliée en quatre! »

COLUCHE

COLUCHE (1944-1986), slogan du candidat à l'élection présidentielle de 1981
Dictionnaire des provocateurs (2010), Thierry Ardisson, Cyril Drouhet, Joseph Vebret

30 octobre 1980, il convoque la presse en son théâtre du Gymnase, pour une déclaration de candidature fidèle à son image: « J'appelle les fainéants, les crasseux, les drogués, les alcooliques, les pédés, les femmes, les parasites, les jeunes, les vieux, les artistes, les taulards, les gouines, les apprentis, les Noirs, les piétons, les Arabes, les Français, les chevelus, les fous, les travestis, les anciens communistes, les abstentionnistes convaincus, tous ceux qui ne comptent pas pour les hommes politiques à voter pour moi, à s'inscrire dans leurs mairies et à colporter la nouvelle. Tous ensemble pour leur foutre au cul avec Coluche. Le seul candidat qui n'a aucune raison de vous mentir! »

Pour le prix de l'humour politique, Coluche joue hors concours, et gagne à tout coup: « Je ferai remarquer aux hommes politiques qui me prennent pour un rigolo que ce n'est pas moi qui ai commencé. » Paraphrasant la blague communiste sur le communisme: « La dictature, c'est "ferme ta gueule" et la démocratie c'est "cause toujours". »

3197. « C'est l'histoire d'un mec. »

Antoine de CAUNES et COLUCHE

Titre du film (2007) d'Antoine de CAUNES (né en 1953), retraçant l'aventure politique du « mec ». C'est aussi le titre du premier sketch de COLUCHE (1944-1986)

Le comédien de café-théâtre s'est lancé dans une carrière solo au music-hall, dix ans plus tôt: « C'est l'histoire d'un mec » tournait en dérision la difficulté de raconter une histoire drôle. Le sommet de la popularité lui vient avec cette drôle d'histoire qu'il ne va pas vraiment maîtriser.

Soutenu par son imprésario, Paul Lederman, patronné par Cavanna et toute la bande d'*Hara-Kiri*, il sera le « candidat nul », avec pour tout programme « d'emmerder la droite jusqu'à la gauche ».

Et voilà que des intellectuels patentés, Pierre Bourdieu et Gilles Deleuze, le soutiennent! Brice Lalonde, l'écologiste, déclare que ce Michel Colucci est peut-être « l'un des meilleurs candidats de gauche ». *Le Nouvel Observateur* fait sa une sur le phénomène Coluche en novembre, la semaine où Mitterrand annonce sa candidature. Et le 14 décembre, un sondage publié dans le *Journal du Dimanche* le crédite de 16 % d'intentions de vote.

Panique chez les principaux candidats! Coluche prend son canular au sérieux et s'engage pour de vrai dans cette campagne. Plusieurs sondages le placent alors en position de troisième homme avec 10 à 12 % des voix, et il obtient 632 promesses de parrainage (il en faut 500 pour se présenter). Le public du Gymnase le rappelle chaque soir en scandant « Coluche président ».

L'histoire se complique alors. Il est censuré par les médias publics, radio et télé, et l'ordre vient de l'Élysée. Mitterrand lui envoie des émissaires pour qu'il retire sa candidature et rejoigne le PS. Des journaux soudain « bien informés » trouvent de menus délits dans une vie notoirement chaotique. Suivent les menaces: lettres anonymes, coups de téléphone, il n'est pas prudent de conduire en moto...

Coluche renonce le 16 mars 1981, sans plus d'explication: « Je préfère que ma candidature s'arrête parce qu'elle commence à me gonfler. » Bref! « C'est l'histoire d'un mec... »

3198. «**Nous voulions de la rigueur, nous n'avons eu que du laisser-aller. Nous voulions de la générosité, nous n'avons eu que de la condescendance. Nous voulions du désintéressement, nous n'avons eu que de la désinvolture [...] Vous nous avez trompés.**»

Marie-France GARAUD

Marie-France GARAUD (née en 1934), Lettre ouverte au président de la République, *Le Monde*, 16 décembre 1980

L'ex-conseillère de Chirac semble faire de la défaite de Giscard une affaire personnelle, alors qu'elle avait soutenu sa candidature en 1974.

Le président sortant ne sera pas ménagé à droite, ni par Jacques Chirac ni par Michel Debré. Même Georges Pompidou s'en mêle, *post mortem* (cité par Marie-France Garaud qui l'appelle à la barre des témoins à charge): « Ce qu'il y a de grave avec Giscard, c'est qu'il se croit plus intelligent que la France. » Et Marie-France Garaud va se porter candidate en indépendante, le 3 février 1981.

3199. «**Un septennat, hélas! deux septennats, holà!**»

Michel DEBRÉ

Michel DEBRÉ (1912-1996), Antenne 2, 10 janvier 1981
Journal de l'année 1981, Larousse

Paraphrasant Boileau enterrant le vieux Corneille au XVII^e siècle (« Après l'Agésilas, hélas, mais après l'Attila, hola! »), il annonce à quatre mois des présidentielles: « Si je me présente, c'est que j'estime le pouvoir insuffisant. »

Il avait déjà dit, en septembre dernier: « La France a perdu son temps depuis sept ans. » Debré, gaulliste, ne doit pas pardonner à Giscard son « oui, mais » à de Gaulle, et surtout le « non » au référendum de 1969.

Il va donc se porter candidat, mais sa campagne en faveur de la natalité est un échec médiatique, et dans l'entre-deux-tours, il soutiendra logiquement Giscard.

3200. «**Je ne serai pas un Président-candidat, mais un citoyen-candidat.**»

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), annonce officielle de sa candidature, 2 mars 1981

Il a retardé sa déclaration pour apparaître le plus longtemps possible comme l'homme en charge de la France. À présent, il se refuse à être l'homme d'un parti, sachant qu'il ne peut compter sur la majorité: « Je ne solliciterai l'investiture d'aucune formation. Je ne cherche pas à recruter des partisans; je cherche à réunir les Français ».

Constatant qu'il a en face de lui « neuf candidats anti-Giscard », il dénonce « les professionnels du scepticisme ». Les attaques venant de toutes parts, il doit se résoudre à défendre son bilan de président, alors qu'il souhaitait se présenter en candidat porteur d'un projet.

Plutôt porté à l'autosatisfaction sur sa personne et sur son action, Giscard d'Estaing reconnaîtra pourtant qu'il a fait une mauvaise campagne, plutôt bâclée. C'est Chirac qui va se révéler le meilleur dans le jeu de massacre, et séduire l'électorat de droite, qui découvre un homme neuf et battant.

3201. « **Si l'on peut rendre à ce pays la confiance et l'espoir, fût-ce au prix de la défaite du président de la République, c'est l'intérêt de la France qui m'importe et non pas l'intérêt de tel ou tel homme, y compris le mien. Voilà en réalité ce que je souhaite.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Déclaration du 6 mars 1981

Premier tour de piste, première aventure présidentielle, à 48 ans.

Chirac s'est déclaré le 3 février, à l'Hôtel de Ville, son fief de maire. Candidat du RPR, son parti est prêt au combat. Il mène une campagne de challenger contre Giscard, annonçant une « nouvelle voie » pour « arrêter le processus de dégradation » de la France. Son programme : baisser les impôts et libéraliser l'économie. Son modèle : Ronald Reagan, brillant vainqueur des présidentielles aux USA. Son slogan : « Chirac maintenant », copie conforme du « *Reagan now* ».

Il parcourt la province et décrit une France « affaiblie de l'intérieur, minée par le chômage et l'inflation », suite à l'« ultradirigisme sans direction, le pire de tout ». Il renvoie dos à dos le « socialo-communisme » de Mitterrand et le « risque sans changement » de Giscard. Début mars, il est « persuadé d'être présent au second tour ».

Éliminé le dimanche 26 avril, avec 18 % des voix (score très honorable), il déclare le lendemain : « À titre personnel, je ne puis que voter pour Valéry Giscard d'Estaing. » Les autres voteront « selon leur conscience », et une partie de ses troupes, comprenant le message, choisira Mitterrand.

3202. « **Tout chef politique doit avoir l'instinct du tueur !** »

Françoise GIROUD

Françoise GIROUD (1916-2003), *La Comédie du pouvoir* (1977)

Indiscutable leçon de ces jeux électoraux.

La journaliste de *L'Express* a observé les coulisses politiciennes, dans ses deux postes de secrétaire d'État (à la Condition féminine, puis à la Culture) dans les gouvernements Chirac, puis Barre. Mais Chirac le dit lui-même : « Le monde politique est une jungle », et « Il ne faut jamais blesser une bête, on la caresse ou on la tue. » L'homme est de la race des grands fauves.

Après un premier tour qui fait craindre l'élection de Mitterrand, l'appel de Debré à voter pour Valéry Giscard d'Estaing et la mise en garde de Chirac contre les risques courus par la France en cas d'élection de Mitterrand ne changeront pas le cours de l'histoire.

À droite, le mal est fait. Mais rien n'est gagné, à gauche.

3203. « **Comment se passionner pour une campagne où Marchais travaille pour Giscard et Chirac pour Mitterrand ?** »

Raymond ARON

Raymond ARON (1905-1983), sous-titre d'un article : « La campagne en clair-obscur », *L'Express*, 28 mars 1981

On parle de la « bande des quatre » : la rupture du couple Giscard-Chirac depuis 1976 et celle de l'Union de la gauche depuis 1977 poussaient fatalement à quatre grandes candidatures, au premier tour des présidentielles de mai 1981. Michel Rocard, plus populaire et plus moderne que Mitterrand, avait mal joué, et retiré sa candidature. Restent les autres candidats, confondant « la tribune et le tournoi » (André Laurens) et sautant sur l'occasion pour s'exprimer sur les ondes radio et télé avant le premier tour, à égalité avec les grands.

Au soir du premier tour, Giscard (28,32 % des voix) devance Mitterrand (25,85 %). Et Chirac (18 %) devance Marchais (15,35 %). Le suspense reste entier, si l'on décompte les voix et les reports supposés des six « petits candidats ».

Tout va donc se jouer dans le face-à-face de l'entre-deux-tours. Deux intelligences égales, deux styles opposés. Giscard est plus à l'aise à la télévision, mais Mitterrand a une revanche à prendre, et il a eu sept ans pour se préparer.

3204. « **Vous avez tendance à reprendre le refrain d'il y a sept ans, "l'homme du passé". C'est quand même ennuyeux que dans l'intervalle, vous soyez devenu l'homme du passif.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), débat télévisé de l'entre-deux-tours, 5 mai 1981

Il déstabilise l'adversaire avec cet argument, aussi évidemment que Giscard l'avait déstabilisé, en lui déniaient le « monopole du cœur ».

Mitterrand, profession avocat, avant d'avoir la vocation politique, se régale au jeu du chat et de la souris, usant de l'effet boomerang face à l'adversaire :

« Vous ne voulez pas parler du passé, je comprends bien, naturellement et vous avez tendance à reprendre le refrain d'il y a sept ans "l'homme du passé". C'est quand même ennuyeux que dans l'intervalle vous soyez devenu l'homme du passif. Cela gêne un peu votre démonstration d'aujourd'hui. Vous m'avez reproché d'avoir exercé un ministère de la parole, mais j'étais dans l'opposition et j'ai rempli mon rôle démocratiquement. Et ce n'est pas rien l'opposition dans une République. J'ajoute que j'ai utilisé ce temps pour faire avec d'autres un grand parti qui est devenu menaçant pour la majorité presque ancienne que vous représentez aujourd'hui. Si je pouvais faire demain pour la France, à la mesure de la France, ce que j'ai fait pour le socialisme, ce ne serait pas perdu. »

Le débat fut courtois, le résultat reste indécis, les derniers meetings de campagne se font plus violents, la presse est majoritairement favorable à Mitterrand, servi par l'impopularité du couple Giscard-Barre usé par le pouvoir.

3205. **« Être populaire quand on veut gouverner ?
Cela ne s'est jamais vu. »**

Raymond BARRE

Raymond BARRE (1924-2007), intervention du 11 mai 1981

Premier ministre depuis le 25 août 1976 et pendant deux jours encore, il aura su « durer et endurer » dans ce rôle ingrat, battant le record des remaniements: 15, en trois gouvernements (en quatre ans, huit mois, dix-neuf jours).

Sa politique de rigueur et son ton de professeur ont valu plus de bas que de hauts à sa popularité. Ce qui lui fait dire: « Je préfère être impopulaire qu'irresponsable. » Il finit avec une cote de confiance de 25 % (seule Édith Cresson, première femme Premier ministre de Mitterrand, fera pire, avec 22 %).

3206. **« Je vous demande de vous souvenir de ceci:
pendant ces sept ans, j'avais un rêve. »**

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), message télévisé au pays, 19 mai 1981

Son adversaire a donc gagné le 10 mai, avec 51,75 % des suffrages exprimés. Selon les commentateurs, Mitterrand doit sa victoire à la discipline communiste, à un transfert d'électeurs chiraquiens, au report d'une majorité d'écologistes. Ajoutons: à son entêtement et son talent personnel, et au slogan de Jacques Séguéla, « la force tranquille », puisque la publicité politique fait une entrée médiatique dans l'histoire.

Le ton du président sortant se veut apaisé, serein, mais ce jeune retraité (55 ans) demeure à la disposition du pays. « Et dans ces temps difficiles, où le mal rôde et frappe dans le monde, je souhaite que la Providence veille sur la France, pour son bonheur, pour son bien et pour sa grandeur. Au revoir ! »

Un fauteuil vide reste en gros plan, cependant qu'il s'éloigne de dos et sort du champ de la caméra. Une sortie de scène bien jouée, presque trop.

VGE a souffert de cet échec, il en a beaucoup parlé, pour finalement conclure: « Aucun roi de France n'aurait été réélu au bout de sept ans. »

3207. **« Un physicien affirmera que l'oxygène se raréfie
sur les hauteurs. Comparaison n'est pas raison. Le politique,
le vrai, celui pour qui l'Histoire exige de grands horizons,
ne respire qu'en altitude. »**

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *L'Abeille et l'Architecte* (1978)

Mitterrand président, âgé de 65 ans et malade (il le savait, on le saura plus tard) s'installe enfin à l'Élysée, le 21 mai 1981, après un long parcours politique et une succession de revers et de succès. Il entame un « règne » de quatorze ans, comparable par sa durée à celui d'Henri IV, Louis-Philippe ou encore de... Napoléon.

Ce même jour, l'homme des alliances à risque et des « convictions moirées » serre dans ses bras l'homme des principes purs et durs, Mendès France en larmes, et lui dit: « Sans vous, rien de tout cela n'eût été possible. »

3208. « **Il est dans la nature d'une grande nation de concevoir de grands desseins. Dans le monde d'aujourd'hui, quelle plus haute exigence pour notre pays que de réaliser la nouvelle alliance du socialisme et de la liberté, quelle plus belle ambition que l'offrir au monde de demain ?** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Discours d'investiture à l'Élysée, 21 mai 1981

Il faut rassurer ceux qui craignent les réformes prévues dans son programme électoral (nationalisations, impôt sur la fortune...). Il poursuit: « C'est convaincre qui m'importe et non vaincre. Il n'y a eu qu'un vainqueur le 10 mai 1981, c'est l'espoir. Puisse-t-il devenir la chose de France la mieux partagée! Pour cela, j'avancerai sans jamais me lasser sur le chemin du pluralisme, confrontation des différences dans le respect d'autrui. Président de tous les Français, je veux les rassembler pour les grandes causes qui nous attendent et créer en toutes circonstances les conditions d'une véritable communauté nationale. »

Ce souci de réunir tous les Français fait logiquement partie du discours (et du dessein politique) de chaque nouveau président élu. Mais Mitterrand se distingue, du fait qu'il incarne la gauche au pouvoir pour la première fois sous la Cinquième République: « Quand la France rencontre une grande idée, elles font ensemble le tour du monde », a-t-il écrit en 1980 (*Ici et maintenant*), prenant date pour cette élection. Et sa « grande idée » personnelle, c'est de rester dans l'histoire comme l'homme du « socialisme à la française ».

3209. « **Regarde: Quelque chose a changé.
L'air semble plus léger.
C'est indéfinissable.
Regarde: Sous ce ciel déchiré,
Tout s'est ensoleillé.
C'est indéfinissable.
Un homme, Une rose à la main,
A ouvert le chemin,
Vers un autre demain...** »

BARBARA

BARBARA (1930-1997), *Regarde*. Chanson dédiée à François Mitterrand et ovationnée en novembre 1981 à l'hippodrome de Pantin, emplacement actuel du Zénith de Paris

Beaucoup d'artistes ont accompagné le président en campagne, puis au lendemain de sa victoire, mais les mots, la musique, la voix, l'émotion de Barbara étonnent toujours et résonnent encore (sur YouTube, Dailymotion): « Regarde: C'est fanfare et musique, / Tintamarre et magique, / Féerie féérique. / Regarde: Moins chagrins, moins voués, / Tous, ils semblent danser, / Leur vie recommencée. / Regarde... »

François Mitterrand prend officiellement ses fonctions le 21 mai. Journée ponctuée de cérémonies et de manifestations publiques. Presque trop bien mis en scène, le président remonte la rue Soufflot au milieu de la foule et se retrouve seul, franchit la porte du Panthéon, déposer une rose sur les tombes de Jean Jaurès, Victor Schœlcher et Jean Moulin... La rose, symbole du PS, naturellement présente dans *Regarde*: « Et l'homme, Une rose à la main, / Étoile à son destin, / Continue son chemin. / Seul, Il est devenu des milliers, / Qui marchent, émerveillés, Dans la lumière éclatée... »

3210. « **Les institutions n'étaient pas faites à mon intention.
Mais elles sont bien faites pour moi.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *Le Monde*, 2 juillet 1981

De Gaulle a dit, évoquant dans une conférence de presse (1967) l'après de Gaulle : « Un jour viendra, sans doute, où notre Constitution avec tout ce qu'elle implique sera devenue comme notre seconde nature. »

Mitterrand l'antigaulliste a exprimé tout le mal qu'il pensait de cette Constitution, dans un pamphlet fameux dont le titre seul fait provocation : *Le Coup d'État permanent* (1964). Il assimilait le régime gaulliste à une dictature, et ne reniera jamais sa démonstration polémique.

Pourtant, à peine élu, son principal opposant donne raison au père de la Cinquième République, au moins en cela, déclarant dans le même élan : « J'exercerai dans leur plénitude les pouvoirs que me confère la Constitution. » Il dira et agira de même, lors de ce nouveau cas de figure politique : la cohabitation avec un gouvernement de droite (dès 1986).

En attendant, le camp socialiste ne doute même pas de sa victoire aux législatives – la vague rose s'annonce triomphale – et fait assaut de déclarations plus lyriques qu'institutionnelles.

3211. « **Le 10 mai, les Français ont franchi la frontière
qui sépare la nuit de la lumière.** »

Jack LANG

Jack LANG (né en 1939), ministre de la Culture, présentant son budget (en forte hausse) le 17 novembre 1981

Formule devenue célèbre, et quelque peu moquée, d'un personnage toujours aussi lyrique que médiatique.

Dans le même esprit, le même élan, Pierre Mauroy, fervent Premier ministre de Mitterrand : « C'est une aube nouvelle qui se lève. Avec nous, la vérité voit le jour. » Et Chevènement, très sérieux ministre de la Recherche et de l'Industrie, fait chorus : « Si nous n'étions pas arrivés, la France était condamnée à disparaître en 1990. »

En mai 2012, la joie du peuple de gauche sera évidente et légitime, mais un tel délire n'est plus de mise, dans la classe politique.

3212. « **On ne peut gouverner un peuple sans le faire rêver.** »

Jacques ATTALI

Jacques ATTALI (né en 1943), *La Vie éternelle* (1989)

Conseiller personnel du président Mitterrand depuis 1981, auteur de nombreux essais très intellectuels, cette phrase figure dans son premier roman.

Quant au rêve, c'est une idée récurrente en politique. Michel Rocard, Premier ministre de Mitterrand en 1988, l'évoquera dans son premier discours de politique générale : « Je rêve d'un pays où l'on se parle à nouveau. » François Hollande l'installera en bonne place, dans sa marche à la présidence : « Il est temps de reprendre le rêve français. »

Il semble que la gauche ait, sinon le monopole, du moins une vocation plus affirmée pour le rêve, laissant à la droite la voix (ou voie) plus ingrate du réalisme. Le très centriste Giscard d'Estaing avoua publiquement son rêve, plus personnel que national peut-être, et seulement le jour de son « Au revoir ! »

3213. **« Le 10 mai, François Mitterrand avait rendez-vous avec l'histoire. La gauche avait, de nouveau, rendez-vous avec la République. La France et la gauche marchent désormais d'un même pas. »**

Pierre MAUROY

Pierre MAUROY (1928-2013), Discours de politique générale, 8 juillet 1981

Mauroy n'est pas en reste, avec des accents quasiment gaulliens (voire hugoliens) pour célébrer le retour de la gauche au pouvoir – après le Front populaire de 1936, c'est un événement. Et un immense espoir.

Chef de gouvernement depuis le 22 mai, homme de terrain – et d'un bastion SFIO –, le maire de Lille est très populaire. Jean Boissonnat définit ainsi le « style Mauroy » (*La Croix*, 29 novembre 1981) : « Dans cette fonction du “verbe”, proprement politique, Pierre Mauroy a été incontestablement l'homme de la situation. De sa personne se dégagent chaleur et sympathie. Lui, au moins, ne nous fait pas le coup du “mépris”. Aucun de nous ne se sent inférieur à lui. De même que Raymond Barre n'a qu'un emploi sur la scène politique, celui du prof bougon qui connaît son affaire, Pierre Mauroy n'en a qu'un seul, lui aussi, celui de l'orateur de kermesse, populiste et généreux. »

3214. **FAIRE PAYER LES RICHES.**

Slogan de la nouvelle majorité, été 1981

Un pays comme le nôtre : textes politiques, 1986-1989 (1989), Michel Rocard

Après dissolution de l'Assemblée, les législatives des 14 et 21 juin 1981 consolident largement la victoire de la gauche : 285 députés socialistes, et 44 communistes. Face à 88 RPR et 62 UDF (et 12 non-inscrits).

Le gouvernement Mauroy inclut quatre ministres communistes qui resteront avec lui jusqu'en juillet 1984. Et la majorité, profitant d'un véritable « état de grâce », se lance dans une frénésie de réformes, certaines structurelles : nationalisations, décentralisation. Des mesures immédiates sont prises pour améliorer le sort des défavorisés : relèvement de 25 % des allocations familiales, majoration de 20 % du minimum vieillesse, relèvement du SMIC, mais aussi création d'un impôt sur les grandes fortunes. C'est l'« été fou ».

3215. **« Le gouvernement va trop vite. Il donne l'impression de vouloir résoudre tous les problèmes en même temps. Je ne comprends pas cette précipitation, puisqu'il dispose de cinq ans au moins. »**

André BERGERON

André BERGERON (1922-2014), *Le Monde*, 10 septembre 1981

Secrétaire général de Force ouvrière (FO) de 1963 à 1989, il bat le record de longévité, parmi les dirigeants syndicaux. Il se distingue aussi par son indépendance : bien que membre du PS, il n'est pas un partenaire commode pour Mitterrand, et il fait quasiment bande à part, face à la CGT et la CFDT.

Beaucoup d'observateurs politiques s'inquiètent, et Raymond Barre, devenu député du Rhône, donne de la voix et va beaucoup gagner en popularité : « En quatre mois, les décisions annoncées ou mises en œuvre menacent l'avenir et le sort des Français. La précipitation dont fait preuve le nouveau pouvoir est un aveu de faiblesse plus qu'une manifestation de confiance en soi [...] La coalition socialo-communiste donne l'impression que pour assurer son emprise, elle n'a pas le temps pour elle » (*Journal Rhône-Alpes*, 23 septembre). C'est une vérité que la majorité est malheureusement incapable d'entendre.

3216. « **Le débat qui va enfin s'instaurer sur l'impôt sur les grandes fortunes permettra de tracer à peu près à coup sûr la ligne de partage entre les partisans de l'équité et les défenseurs des possédants.** »

Laurent FABIUS

Laurent FABIUS (né en 1946), ministre du Budget, Assemblée nationale, 27 octobre 1981

À 35 ans, le brillant énarque reprend cette lutte menée en d'autres temps par Joseph Caillaux, Jean Jaurès et Léon Blum: « Est-il acceptable que 5 % des Français détiennent à eux seuls près de 40 % du patrimoine de notre pays, alors que les 50 % des moins riches de nos concitoyens n'en possèdent que quelques pour cent ? »

Que répond l'opposition ? Chirac, au nom du RPR, dit que l'impôt sera improductif et Alphantéry, UDF, l'accuse d'être inquisitorial. L'impôt sur les grandes fortunes (IGF) entre en vigueur en 1982. Supprimé par le gouvernement Chirac en 1987, il sera rétabli en 1989 sous le nom d'impôt sur la fortune (ISF).

Il demeure une exception française, à l'intérêt surtout symbolique. Mais en politique, les symboles ont une valeur réelle.

3217. « **La peine de mort est contraire à ce que l'humanité depuis deux mille ans a pensé de plus haut et rêvé de plus noble. Elle est contraire à la fois à l'esprit du christianisme et à l'esprit de la Révolution.** »

Robert BADINTER et Jean JAURÈS

Robert BADINTER (né en 1928), garde des Sceaux, citant mot pour mot Jean JAURÈS (1859-1914), et plaidant pour l'abolition, Assemblée nationale, 17 septembre 1981

La peine de mort n'était pratiquement plus appliquée en France, mais le symbole est très fort.

Allant à l'encontre de l'opinion publique, l'abolition est la 17^e des « 110 propositions pour la France » du candidat Mitterrand, et Badinter, l'avocat des grandes causes.

« Je regarde la marche de la France. La France est grande, non seulement par sa puissance, mais au-delà de sa puissance, par l'éclat des idées, des causes, de la générosité qui l'ont emporté aux moments privilégiés de son histoire [...] La France a été parmi les premiers pays du monde à abolir l'esclavage, ce crime qui déshonore encore l'humanité. Il se trouve que la France aura été, en dépit de tant d'efforts courageux, l'un des derniers pays, presque le dernier en Europe occidentale dont elle a été si souvent le foyer et le pôle, à abolir la peine de mort. Pourquoi ce retard ? »

L'Assemblée vote massivement l'abolition le 18 septembre: 363 pour, 127 contre, certains députés de l'opposition se joignant à la majorité. Au Sénat: 160 pour, 126 contre.

Le 9 octobre 1981, la peine de mort est abolie par la loi.

Et Jacques Chirac, président, donnera en 2007 valeur constitutionnelle à l'abolition de la peine de mort.

3218. « **La logique de ces nationalisations n'est pas nationale : elle est partisane et totalitaire.** »

Raymond BARRE

Raymond BARRE (1924-2007), Journal *Rhône-Alpes*, 23 septembre 1981

Les nationalisations font partie des « 110 propositions pour la France » et l'élan sera donné le 26 septembre, par une conférence de presse du président Mitterrand : « Les nationalisations sont pour nous une arme de défense de la production française. Cela correspond à une certaine vue de la société moderne et cela correspond aussi à un souci d'efficacité. »

Voilà relancé le débat qui a commencé sous le Front populaire, s'est poursuivi après la guerre et n'est pas près d'être clos : les nationalisations, comme les privatisations, c'est le type même de sujet sur lequel on peut dire tout et le contraire de tout – et l'on ne s'en prive pas.

3219. « **Vous avez juridiquement tort, parce que vous êtes politiquement minoritaire.** »

André LAIGNEL

André LAIGNEL (né en 1942), à Jean Foyer, Assemblée nationale, 13 octobre 1981
Crises et alternances, 1974-2000 (2002), Jean Jacques Becker, Pascal Ory

Foyer, grand juriste, vient simplement d'affirmer : « La seule nécessité qui exige la nationalisation est que celle-ci soit inscrite dans le Programme commun. »

La « petite phrase » de Laignel, restée célèbre, a fâcheusement poursuivi son auteur.

Il faut la replacer dans son contexte. Le débat fait rage entre la majorité et l'opposition. Cette dernière soutient que les nationalisations sont inconstitutionnelles et Foyer défend l'exception d'irrecevabilité. D'où la réplique de Laignel : « Les nationalisations sont-elles conformes à l'article 17 de la *Déclaration des droits de l'homme* ? M. Foyer répond par la négative. C'est sa responsabilité. Mais, à ce moment précis, son raisonnement bascule du juridique au politique. De ce fait, il a juridiquement tort, car il est politiquement minoritaire. » C'est un peu différent, et la science juridique est aussi subtile que complexe.

3220. « **Ça va se terminer mal, par un coup de poing sur la gueule. C'est comme ça qu'on traite ce genre d'affaire dans les cours de récréation.** »

Jacques TOUBON

Jacques TOUBON (né en 1941), Assemblée nationale, octobre 1981
Manager en toutes lettres (2011), François Aelion

Les nationalisations sont toujours en cause. Toubon, fidèle chiraquien, député de droite et licencié en droit, ne peut que regretter la manière dont le débat dégénère en foire d'empoigne, alors que Laignel se réjouit de voir la lutte des classes entrée au Palais-Bourbon.

Dans la seule séance du 23 octobre, on enregistre huit suspensions, près de vingt rappels au règlement, plusieurs demandes de sanctions, un nombre incalculable d'attaques personnelles.

La loi définitive sur les nationalisations sera promulguée le 13 février 1982. Mais le feuilleton sera bientôt relancé, avec des privatisations imposées par la raison économique.

3221. **« Il ne faut pas non plus se contenter de dire de façon évasive, comme Robespierre à la Convention, le 8 thermidor 1794: des têtes vont tomber; il faut dire lesquelles et le dire rapidement, c'est ce que nous attendons du gouvernement. »**

Paul QUILÈS

Paul QUILÈS (né en 1942), Congrès du PS à Valence, 23-25 octobre 1981

Le député de Paris a précisé juste avant: « Je pense à certains directeurs, à certains préfets, à certains dirigeants d'entreprise, à certains fonctionnaires. » Le Congrès applaudit.

Quilès donne le ton, après la victoire de mai-juin. « Il faut que le gouvernement frappe vite et fort », déclare le président de l'Assemblée nationale, Mermaz.

Faisons la part de la griserie des congrès, de l'outrance verbale face à la foule qu'il faut séduire et dompter. Mais ces excès de langage font grand tort à la réputation de « l'État-PS ». La droite et une partie de la presse donnent à Paul Quilès le surnom de « Robespaul ».

Fâcheusement marqué par ce genre de déclarations, l'orateur devenu candidat à Paris aux municipales de mars 1983 prendra pour slogan « Quilès la tendresse ».

3222. **« On a fait dire à Paul Quilès le contraire de ce qu'il avait dit, puisque ses propos visaient précisément à empêcher toute chasse aux sorcières. »**

Michel ROCARD

Michel ROCARD (1930-2016), tenant à rétablir la vérité sur une citation devenue fâcheusement célèbre, dans la revue *Histoire* (1993)

« Il ne faut pas non plus se contenter de dire de façon évasive, comme Robespierre à la Convention, le 8 thermidor 1794: des têtes vont tomber; il faut dire lesquelles et le dire rapidement, c'est ce que nous attendons du gouvernement. »

La phrase peut avoir un autre sens. Dans *Le Matin de Paris* (28 octobre 1981), Laurent Dispot déplore, au nom de l'orateur, le tour de « passe-passe sur la transmission de son discours [...] De critique de Robespierre, il est devenu Robespierre lui-même! » En réalité, Quilès voulait montrer qu'en politique il faut nommer ses adversaires, sous peine de coaliser contre soi tous ceux qui, à tort ou à raison, peuvent se sentir visés. Subtil, mais juste.

Rocard, douze ans plus tard, lui-même victime d'un raccourci mal venu (sur la « misère du monde ») juge que « la télévision a besoin d'images et elle déforme tous les débats d'idées, les transforme en déviances, en crise, pour les besoins du spectaculaire ». Il dénonce ce travers médiatique qui empire au fil des ans, et affirme qu'en 1981 déjà, Quilès, son camarade socialiste en fut victime. Certains hommes politiques de droite (Gérard Longuet, Patrick Devedjian) reconnaîtront leur erreur d'interprétation.

3223. « **Je ne conclurai pas que Dieu est socialiste, mais que le socialisme tel que nous pouvons le créer, l'inventer en France, est une formule dont d'autres peuples peuvent à leur manière un jour s'inspirer.** »

Louis MERMAZ

Louis MERMAZ (né en 1931), Club de la presse d'Europe I, 25 octobre 1981

Le président de l'Assemblée nationale parle au dernier soir du congrès de Valence. Mitterrand a dit dans le même esprit, au cours d'une conférence de presse, le 24 septembre 1981: « Notre politique va à contre-courant d'une politique répandue dans le monde occidental. Nos voisins finiront par regarder de notre côté en se disant: après tout, puisque toutes nos issues sont bouchées, celles qu'ouvrent la France ne sont peut-être pas si mauvaises. »

L'exemple du « socialisme à la française » (qui n'est ni marxisme, ni social-démocratie) ne sera suivi vraiment que par un pays, la Grèce.

3224. « **Si nous réussissons, il n'y aura pas de retour au passé, certaines forces d'opposition auront été détruites.** »

Louis MERMAZ

Louis MERMAZ (né en 1931), Club de la presse d'Europe I, 25 octobre 1981

Autre idée chère aux socialistes parvenus au pouvoir, l'irréversibilité du socialisme. À la fin de cette décennie, les événements qui vont bouleverser toute l'Europe de l'Est (communiste) prouvent que le sens de l'Histoire n'est pas un sens unique, comme on l'a cru trop longtemps. Peut-être aussi parce qu'il n'y a pas de réussite, au sens absolu du mot.

3225. « **Il y a deux styles possibles en France. Il y a celui qui consiste à ramener les déclarations près des réalités: c'est celui que je préconise. Et il y a l'autre style [...] Il consiste à parler à trois kilomètres des réalités.** »

Jacques DELORS

Jacques DELORS (né en 1925), ministre de l'Économie et des Finances, Grand jury RTL - *Le Monde*, 29 novembre 1981

Six mois après la victoire, le doute s'installe, même au cœur du PS.

Démocrate chrétien, Delors a eu diverses responsabilités dans des institutions économiques et financières importantes (Commissariat au Plan, Conseil de la Banque de France). Il a inspiré la « nouvelle société » de Chaban-Delmas, il a été conseiller pour la formation permanente et la promotion sociale. C'est dire son expérience.

Mal à l'aise dans ce gouvernement, il prêche une « pause des imaginations », alors que fusent propositions et idées de réformes. Le lendemain, le Premier ministre Pierre Mauroy confirme que les réformes se feront. Une politique résolument volontariste, mais irréaliste.

3226. « **La décentralisation sera au cœur de l'expérience du gouvernement de la gauche. La République se sera enfin libérée de la monarchie.** »

Pierre MAUROY

Pierre MAUROY (1928-2013), *Héritiers de l'avenir* (1977)

Autre grande idée de la gauche, et réforme de structure non remise en question plus tard. Selon Mitterrand: « C'est la centralisation qui a contribué à l'unité française; c'est la décentralisation qui empêchera que cette unité se défasse. »

Les lois Defferre (du nom du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation) seront prises de mars 1982 à juillet 1983.

La tutelle pesant sur les collectivités territoriales est remplacée par un contrôle *a posteriori* confié au juge administratif, la fonction exécutive revenant aux présidents de conseil général et régional.

Quant au transfert des compétences de l'État vers les collectivités territoriales, il s'applique à de nombreux domaines: urbanisme, action sociale, formation professionnelle, gestion des collèges et lycées. Mais les transferts financiers seront insuffisants pour faire face à un tel élargissement des pouvoirs. Et une réforme mal financée est difficile à bien appliquer.

3227. « **Au fond, le gouvernement "vend mal" sa politique.** »

Jean-Marie COLOMBANI

Jean-Marie COLOMBANI (né en 1948), *Le Monde*, 19 mars 1982

Rédacteur au service politique du journal, et récemment chargé du PS, il résume la pensée des socialistes, entre les 14 et 21 mars, en pleine période d'élections cantonales. Un scrutin exceptionnellement politisé à double titre: première consultation d'ampleur nationale depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, élections devenues importantes avec la décentralisation qui a renforcé les pouvoirs des élus locaux.

Et l'opposition l'emporte, à la stupeur des socialistes! D'où l'idée que si la politique est bonne, ce dont ils ne veulent pas encore douter, c'est que le message au pays passe mal.

Dans un rapport secret (mais que publiera *Le Quotidien de Paris*, le 4 octobre 1982), le député socialiste du Rhône, Jean Poperen, écrit: « Le principal support doit être les médias et, en premier lieu, la télévision: il est vain d'espérer entraîner un mouvement d'opinion si notre effort – expliquer, répéter – ne dispose pas de ce moyen essentiel. » La télévision devient déjà « le premier pouvoir », selon le mot de Giscard d'Estaing.

3228. « **La brillante paille des mots de François Mitterrand a occulté mercredi le grain des choses. Pour combien de temps? »**

Maurice ROY

Maurice ROY (1929-2012), *Le Point*, 14 juin 1982

Journaliste économique et financier, il commente la deuxième conférence de presse présidentielle du 9 juin, en faisant allusion à l'essai mitterrandien de 1975 – *La Paille et le Grain*. Les sondages sont toujours excellents pour le président, mais les indices économiques sont mauvais. Il met tout son talent à cacher la dure vérité économique: elle va éclater trois jours après, le 12 juin.

3229. « **À terme, une monnaie finit toujours par être le reflet de la productivité de l'économie qui l'émet.** »

Michel ROCARD

Michel ROCARD (1930-2016). interviewé dans *Le Nouvel Observateur*, 12 juin 1982

Ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire (et ex-inspecteur des finances), il annonce que « paraît venue l'heure de la rigueur socialiste, c'est-à-dire de l'équilibre entre la lucidité économique et la lucidité sociale. » Ce texte sort le jour même de la dévaluation du franc !

Dès le début de l'année, Giscard d'Estaing, président battu, redevenu modeste conseiller général du canton de Chamalières (Puy-de-Dôme), et comme Rocard ex-inspecteur des finances, prédit l'inévitable : « Nous entrons dans la période heureuse du déficit. Le déficit commence par l'euphorie et finit toujours par la facture. »

La raison est simple : la France s'est offert un socialisme social et une relance économique très au-dessus de ses moyens financiers.

Entre 1980 et 1982, le déficit budgétaire passe de 30 à 99 milliards de francs. En un an, les salaires ont progressé de 18 % (moins de 5 % en Allemagne) et les réserves de la Banque de France ont diminué de 75 %. La reprise internationale n'est pas au rendez-vous.

La dévaluation, mesure grave, s'imposait. Et ce n'est que la première.

3230. « **Une semaine après les fastes du sommet de Versailles, cette dévaluation improvisée a un goût amer pour le prestige de la France.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020)

Dictionnaire des citations de l'histoire de France (1990), Michèle Ressi

Le huitième sommet des grands pays industrialisés (Groupe des 8, plus souvent nommé G8) s'est tenu à Versailles (5-6 juin).

Après l'illusion lyrique, l'état de grâce, le budget fou et l'imagination au pouvoir, voici venue la saison des comptes, de la gestion des réformes.

Juin 1982 marque un vrai tournant de l'ère socialiste. En attendant la rigueur décrétée au printemps prochain.

3231. FAITES DE LA MUSIQUE, FÊTE DE LA MUSIQUE.

Slogan et mot d'ordre festif, né le 21 juin 1982

Maurice Fleuret, directeur de la Musique et de la Danse en octobre 1981, est chargé par Jack Lang, bouillonnant ministre de la Culture, de réfléchir sur la pratique musicale et son évolution.

L'enquête sur les pratiques culturelles des Français (1982) révèle que cinq millions de personnes, dont un jeune sur deux, jouent d'un instrument de musique. Voilà un bon thème: «la musique partout et le concert nulle part». Et quelle belle idée, de faire descendre les gens dans la rue! En quelques semaines, Jack Lang lance l'opération et fixe la date du 21 juin, jour du solstice d'été, nuit païenne se référant à la tradition des fêtes de la Saint-Jean.

Mobilisation des musiciens professionnels et amateurs, attention nouvelle portée à tous les genres musicaux, manifestation populaire et largement spontanée, c'est conforme à la politique culturelle qui s'ouvre aux pratiques amateurs ainsi qu'au rock, au jazz, à la chanson et aux musiques traditionnelles, aux côtés des musiques dites sérieuses ou savantes.

Gratuité des concerts, soutien de la SACEM, relais des médias, appui des collectivités territoriales, adhésion de plus en plus large de la population: la Fête de la musique devient l'une des grandes manifestations culturelles françaises.

Elle va «s'exporter» en 1985, promue Année européenne de la musique. En moins de quinze ans, elle sera reprise dans plus de cent pays et 340 villes, sur les cinq continents.

3232. « Premièrement, peut-on rire de tout? À la première question, je répondrai oui sans hésiter [...] Deuxièmement, peut-on rire avec tout le monde? C'est dur. »

Pierre DESPROGES

Pierre DESPROGES (1939-1988), réquisitoire contre Jean-Marie Le Pen, 28 septembre 1982
Les Réquisitoires du Tribunal des Flagrants Délires, tome I, Seuil-France-Inter (2003)

Cette émission quotidienne s'inscrit dans la tradition des tribunaux comiques. Le juge, Claude Villers, présente le prévenu (c'est-à-dire l'invité) et l'interroge. L'avocat, Luis Rego, le défend à sa manière. Entre les deux, le procureur, Pierre Desproges, se lance dans un réquisitoire qui tourne souvent au morceau de bravoure. Face à Le Pen présent sur le plateau (et filmé), Desproges s'est surpassé: « Françaises, Français, Belges, Belges, Extrémistes, Extrémistes, Mon président français de souche, Mon émigré préféré, Mesdames et Messieurs les jurés, Mademoiselle Le Pen, Mademoiselle Le Pen, Madame Le Pen, Public chéri, mon amour... »

Il aligne tous les clichés les plus bêtes et méchants qu'il a pu entendre ou imaginer contre les arabes et les juifs. Tous les réseaux sociaux s'en font aujourd'hui encore l'écho, images et sons. Le plus étonnant, c'est qu'à cette date, Le Pen est au tout début de sa carrière: très jeune député (élu à 27 ans), décoré de la Croix de la valeur militaire, il préside le Front national depuis 1972, mais le score aux élections est quasi nul (jusqu'en 1983), les dérapages verbaux sont rares et peu remarqués. Et pourtant, Desproges a flairé le péril frontiste!

On résume sa pensée par une citation inexacte: « On peut rire de tout, mais pas avec tout le monde » ou « ... pas avec n'importe qui ». En tout cas, c'est bien au Le Pen des décennies à venir qu'il pensait.

3233. « **Je suis un con. J'ai voté Mitterrand.** »

Pancartes dans les défilés

Contre moi de la tyrannie : souvenirs 1913-1990 (1992), Heinz Weil

Automne 1982: cadres et membres des professions libérales manifestent, déçus du socialisme qu'ils ont contribué à porter au pouvoir, par « ras-le-bol » de Giscard, de Barre, des impôts et des tracasseries administratives. Ils sont les premières victimes de la fiscalité alourdie et les perdants (en pouvoir d'achat) au milieu des années 1980.

3234. « **Un ministre, ça ferme sa gueule. Si ça veut l'ouvrir, ça démissionne.** »

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (né en 1939), ministre de la Recherche et de l'Industrie, qui démissionne le 22 mars 1983

Le mois dernier, en Conseil des ministres, le président Mitterrand a dénoncé la « bureaucratie tatillonne » du ministère conduit par Chevènement. Par ailleurs, il désapprouve la « parenthèse libérale » qui s'annonce.

Chevènement, dirigeant du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste), incarne l'aile gauche du PS. Il a favorisé le rapprochement avec le PC, concrétisé par la signature du Programme commun de gouvernement en 1972. Son discours trop radical et l'arrivée de Rocard, auquel il s'oppose, ont entraîné sa mise à l'écart. Mais il a soutenu Mitterrand contre Rocard, et rédigé le programme socialiste en vue de la présidentielle. D'où sa présence au gouvernement, dès le 22 mai. Minoritaire, face au changement de politique, il va renoncer à son poste et retrouver sa liberté de parole. Il récidivera plus tard, deux fois. Au total, trois démissions, c'est beaucoup, pour un ministre. C'est même un record (de France).

3235. « **L'inflation, impôt pour les pauvres, prime pour les riches, est l'oxygène du système. Regardez-le qui s'époumone.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), *L'Abeille et l'Architecte* (1978)

Après la folle générosité des lois sociales, le franc est attaqué de toutes parts.

La première mini-dévaluation de 3 % n'a pas suffi (4 octobre 1981), ni la nouvelle dévaluation de 5,75 %, (12 juin 1982), même assortie d'un plan de rigueur. C'est l'échec du Programme commun, vaincu par la force des choses économiques.

Et la situation internationale est grave: fuite massive des capitaux, nouvelle dévaluation inéluctable, tous les indicateurs financiers au rouge (déficit du budget, de la balance commerciale, de la balance des paiements).

Il faut agir dans l'urgence, mais sans quel sens ? Rompre avec la Communauté économique européenne (CEE), quitter le Système monétaire européen (SME), isoler l'espace économique français en développant une politique protectionniste, selon Chevènement partisan déterminé de la rupture; ou prendre le « tournant de la rigueur » pour sauver le franc et la France, comme souhaité par le Premier ministre, Mauroy, le ministre de l'Économie et des Finances, Delors, et le ministre du Budget, Fabius. Ce sera le choix du président de la République.

Delors est chargé de mettre en place cette orientation (qu'il préconise depuis plus d'un an et qui sera poursuivie par Bérégovoy, dans le gouvernement Fabius). Encore faut-il la présenter aux Français: épreuve médiatique pour cet homme qui a de fortes convictions, mais peu de talent pour la communication.

3236. « **Nous ne pouvons pas continuer à consommer plus que nous produisons, à acheter plus que nous ne vendons à l'étranger. Depuis trois, quatre ans, la France est dans cette situation. Il faut que cela change, et vite. Il y va de notre indépendance nationale, de la préservation de notre niveau de vie et de la réussite de l'effort que nous faisons pour moderniser notre appareil de production, afin de demeurer dans le peloton de tête des nations.** »

Jacques DELORS

Jacques DELORS (né en 1925), « Journal de 20 heures », Antenne 2 (archives de l'INA), 25 mars 1983

Rarement ministre a semblé plus mal à l'aise, récitant ses notes, y jetant parfois un regard, regardant peu le journaliste qui l'interroge (bien gentiment), et chargé de faire passer le message « langue de bois » : insister sur la continuité de la politique économique menée par le gouvernement, sans préciser les conséquences à long terme, sans même reconnaître de changement de cap, alors que le plan de rigueur est en rupture absolue avec le discours socialiste tenu depuis dix ans.

3237. « **Dans le plan de rigueur, il y a trop de mou dans ce qui est dur et trop de dur dans ce qui est mou.** »

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (né en 1939), critiquant le plan de rigueur du printemps 1983
L'Événement du jeudi, n^{os} 282 à 285 (1990)

Il y a augmentation des prélèvements obligatoires (forfait hospitalier, impôt sur le revenu des personnes physiques, impôt forcé sur les contribuables les plus imposés), afin de ponctionner en deux ans près de 68 milliards de francs sur les consommateurs. À cela s'ajoutent une diminution des dépenses budgétaires et un contrôle renforcé des changes pour limiter la fuite des capitaux.

Ce tournant signifie le ralliement à l'économie de marché : inflexion très nette du socialisme français, marquée par un réalisme bizarrement nommé la « culture de gouvernement ».

Dans le débat idéologique, les réformistes s'opposent aux révolutionnaires. Chevènement qui refuse tout compromis avec le capitalisme et les institutions bourgeoises, partisan d'une rupture immédiate au niveau politique et économique, ne peut se rallier à cette conception libérale. Alors que les réformistes qui l'emportent sont favorables à l'exercice démocratique du pouvoir, pour pratiquer des réformes réalistes conduisant à un changement progressif.

3238. « **Au cours de son histoire, la France s'est souvent trompée en matière universitaire car les hommes font les lois, mais ils ne savent pas nécessairement les lois qu'ils font.** »

Raymond BARRE et Jules FERRY

Raymond BARRE (1924-2007), citant Jules FERRY (1832-1893), Assemblée nationale, 24 mai 1983

Parole d'universitaire, dans le long débat engagé depuis déjà deux ans sur la réforme de l'enseignement supérieur, dite loi Savary, du nom du ministre de l'Éducation nationale.

Savary a pour mission d'unifier l'enseignement secondaire et d'en finir avec la distinction entre école privée (dite libre) et école publique. Ce qu'il ne sait pas, c'est qu'un an plus tard, il va déclencher la guerre scolaire et provoquer la chute du gouvernement Mauroy. En France, les lois sur l'enseignement sont du genre « explosives ».

3239. « **Comme l'écrivait Jean Monnet, le choix est simple : modernisation ou décadence.** »

Pierre MAUROY

Pierre MAUROY (1928-2013), Premier ministre, déclaration à l'Assemblée nationale et au Sénat
Notes et études documentaires, n^{os} 4871 à 4873 (1988), Documentation française

La mystique du Plan n'est plus ce qu'elle était après guerre. Pourtant, un retour aux sources est tenté en 1983, avec le IX^e Plan, et Jean Monnet, père de la planification à la française, est souvent cité.

Mais l'économie française échappe de plus en plus à la rigidité d'une planification. Le secrétaire d'État chargé du Plan, Jean-Michel Charpin, prend acte : « Il n'était pas possible de retrouver l'extraordinaire simplicité du Plan Monnet. » Ce sera donc un échec.

3240. « **La Constitution assure au Parti socialiste le bénéfice du temps. François Mitterrand a raison de dire que, à la différence de Léon Blum, il peut réparer lui-même les dégâts qu'il a commis.** »

Raymond ARON

Raymond ARON (1905-1983), *L'Express*, 5 août 1983

Le gouvernement du Front populaire de Léon Blum a duré moins de deux ans. Alors que Mitterrand a au moins un septennat devant lui, et se résout enfin à « donner du temps au temps », selon une expression qui lui est chère.

Le gouvernement Mauroy, remanié en mars, bloque les prix – ce qui satisfait les consommateurs – et les salaires – ce qui mécontente les travailleurs. Le budget de l'État voit ses dépenses comprimées. Le plus grave était le déficit du commerce extérieur, contrainte fondamentale de toute économie moderne ouverte sur le monde : problème toujours non résolu, dépendant de la compétitivité des produits français sur le marché international.

3241. « **Les pacifistes sont à l'Ouest, et les missiles sont à l'Est.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), 20 janvier 1983 au Bundestag à Bonn (RFA)

La Vie politique sous la V^e République (1987), Jacques Chapsal

Conscient du déséquilibre des forces en Europe et de la supériorité de l'URSS, le président français tient à rappeler cette vérité.

Depuis les années 1970, les Soviétiques installent dans les pays satellites d'Europe centrale des missiles nucléaires à moyenne portée (les SS-20), pointés sur les centres stratégiques de l'Europe occidentale. Pour répliquer à cette menace, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN proposent d'installer en Allemagne fédérale des missiles d'une puissance égale (les Pershing), orientés vers l'URSS et l'Europe communiste. Mais les mouvements pacifistes et gauchistes se mobilisent contre le projet américain, avec le slogan : « Plutôt rouges [communistes] que morts ! » Les jeunes Allemands sont les plus nombreux à manifester, contre le parapluie américain et pour le désarmement.

Devant les députés allemands, Mitterrand se montre ferme et son intervention est un soutien inespéré à l'OTAN. Il aidera au retournement de l'opinion publique occidentale. Dans les manifestations à venir, « Faites l'amour et pas la guerre » est contré par un nouveau slogan : « Il vaut mieux un Pershing dans son jardin qu'un Russe dans son lit ».

Les Soviétiques vont finalement reculer et démanteler leurs SS-20. La guerre froide est bien finie. En attendant la grande détente, une nouvelle entente se dessine, à la fin des années 1980.

3242. « **La liberté de la droite, c'est en réalité celle du renard dans le poulailler.** »

Pierre MAUROY

Pierre MAUROY (1928-2013), Congrès du PS à Bourg-en-Bresse, 29-30 octobre 1983

Le temps est passé du Congrès de Valence, le temps est venu de la rigueur. Il faut galvaniser les troupes sur un sujet porteur : la liberté de la presse. Le groupe Hersant est visé. Dès fin novembre, le Conseil des ministres adopte un projet de « loi antitrust pour assurer le pluralisme et la transparence de la presse ».

L'opposition flaire une loi scélérate et liberticide. Débats passionnés à l'Assemblée, et Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication, traite les députés d'opposition de « représentants du peuple entre guillemets » (24 janvier 1984). D'où scandale.

Il y aura 2 491 amendements de l'opposition en première lecture, un véritable contre-projet du Sénat en mai 1984. Bref, « touche pas à ma presse ». Le gouvernement tombera avant – sur la réforme de l'école.

3243. « **Les termes modernisation, entreprise, innovation et la suite seraient de droite ? Mais c'est un postulat absurde !** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), interview, *Libération*, 10 mai 1984

La Vie politique sous la V^e République (1987), Jacques Chapsal

En visite aux USA, le président fut frappé par le succès de l'expérience Reagan, notamment dans la *Silicon Valley*. Sa troisième grande conférence de presse du septennat, le 4 avril, tournait déjà autour du mythe industriel. Il y a vraiment là une révision réaliste des choix économiques de la gauche.

3244. « **La victoire du Front national est une percée politique comme il n'y en a jamais eu. Tout commence aujourd'hui. Le destin de l'Europe et même du monde est en train de changer.** »

Jean-Marie LE PEN

Jean-Marie LE PEN (né en 1928), au lendemain de la victoire de son parti aux élections européennes du 17 juin 1984
La Vie politique sous la V^e République (1987), Jacques Chapsal

Avec 10,95 % des suffrages exprimés (2,2 millions de voix), il se trouve presque à égalité avec le PC. Et Le Pen devient président du groupe des droites européennes au Parlement européen.

Cette résurgence (chronique) de l'extrême droite sur l'échiquier politique en France se mesure à moyen terme: 0,74 % des suffrages aux présidentielles de 1974, 14,41 % à celles de 1988. Et 11,73 % aux européennes de 1989. Pour 43 % des Français, la montée du FN est l'événement politique le plus important des années 1980 (sondage *Paris Match* - BVA, septembre 1989).

La présence de Le Pen au second tour des présidentielles, après élimination du candidat socialiste Lionel Jospin en 2002, c'est un séisme politique que l'on peut qualifier d'accidentel. L'arrivée de sa fille, Marine, peut être considérée comme un événement plus inquiétant pour les adversaires du Front, et plus prometteur pour l'extrême droite. Aux présidentielles de 2012, le « troisième homme », c'est elle.

3245. « **La France est une jeune garce que vous avez séduite, mais qui ne veut plus coucher avec vous. Il faut vous résigner. Pensez donc à un divorce à l'amiable.** »

Edgar FAURE

Edgar FAURE (1908-1988), au président François Mitterrand
Les Religions d'un président (1988), Jean Daniel

Le Monde titre sur le « grave échec de la gauche française aux élections européennes ». Érosion certaine pour le PS, débâcle pour le PC, total: 42 % des suffrages exprimés pour la gauche, contre 58 % pour les listes de droite (et d'extrême droite) au scrutin du 17 juin 1984.

3246. « **Vous avez pris le risque de rallumer la guerre scolaire qui s'était éteinte en France depuis des décennies [...]**
Vous allez maintenant tordre le cou à la liberté des familles de choisir l'école de leurs enfants. »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Assemblée nationale, 24 mai 1984

Après trois ans de consultations et très conscient des difficultés, Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, a déposé un projet de loi pour créer un « grand service unifié et laïc de l'enseignement public » – c'est la 90^e des « 110 propositions » pour la France en 1981.

L'amendement Laignel, qui radicalise la réforme, fait exploser le cardinal Lustiger dans *Le Monde*: « Il y a eu manquement à la parole donnée. » Démenti de Matignon et de l'Élysée. Mais l'opinion publique est mobilisée.

La manifestation du 24 juin 1984 à Paris groupe (selon ses adversaires ou ses partisans) un à deux millions de personnes qui défilent inlassablement, dans une parfaite organisation, au nom de la défense de l'école libre pour les uns, ou de la laïcité pour les autres. Le combat pour la liberté de l'école devient combat pour l'ensemble des libertés d'opinion.

Le 14 juillet, le président de la République annonce que la loi Savary est abandonnée.

Savary, désavoué, démissionne, quelques heures avant la démission du gouvernement Mauroy. Laurent Fabius le remplace, le 17 juillet.

3247. « **Lui, c'est lui, et moi, c'est moi. »**

Laurent FABIUS

Laurent FABIUS (né en 1946), émission « L'Heure de vérité », Antenne 2, 5 septembre 1984

Nouveau Premier ministre, homme du président se situant par rapport à lui, et se démarquant complètement de Mauroy l'homme du Parti, il affiche avant tout un socialisme moins traditionnel.

L'« effet Fabius » joue: jeune (38 ans), surdoué (ENS, agrégation, ENA), de bonne famille, parfois surnommé « Giscard de gauche », ambitieux mais prudent.

Un nouvel état de grâce va durer un an, la cote du Premier ministre dépassant de beaucoup celle du président – phénomène assez rare.

3248. « **On ne peut pas préparer la France à affronter la fin du XX^e siècle avec un esprit d'intolérance et des idées d'avant-guerre.** »

Laurent FABIUS

Laurent FABIUS (né en 1946), émission « L'Heure de vérité », Antenne 2, 5 septembre 1984

Incarnant la nouvelle génération du PS, il saura évoluer avec le temps, « rouge vif en 1981, rose en 1983, modéré en 1985 » (Philippe Bauchard).

Moderniser et rassembler seront les deux impératifs du nouveau gouvernement – d'où les communistes sont exclus.

Le langage aussi est nouveau, plus simple, plus direct. Le 17 octobre, sur TF1, il inaugure ses causeries mensuelles : « Parlons France. » Un quart d'heure pour entretenir les Français de leur vie quotidienne, de leurs vrais problèmes, et dix-huit mois (avant les législatives de 1986) pour gérer la crise. Rigueur maintenue, entreprise réhabilitée, inflation réduite – avec l'aide de la conjoncture internationale.

Le problème le plus grave, du moins celui qui touche le plus les Français, c'est le chômage, avec cette « crête des 2 millions » largement dépassée. Les jeunes sont particulièrement frappés par ce drame.

3249. « **L'extrême droite, ce sont de fausses réponses à de vraies questions.** »

Laurent FABIUS

Laurent FABIUS (né en 1946), émission « L'Heure de vérité », Antenne 2, 5 septembre 1984
« L'Union européenne en quête de sécurité intérieure et extérieure » (6 mars 2009),
Alain Lamassoure, député européen, colloque IHEDN

En 1984, Jean-Marie Le Pen fait une entrée fracassante au Parlement européen, en ayant fait campagne contre l'immigration, et Fabius réagit pour dire que oui, on peut parler d'immigration (sujet trop longtemps tabou en France), mais que la xénophobie n'est pas la solution.

Cette phrase, souvent reprise, avec quelques variantes, s'applique également à d'autres « vraies questions ».

Et l'ascension du leader de l'extrême droite gêne plus la droite que la gauche, même si certains commentateurs pensent le contraire.

3250. « **La télévision est le premier pouvoir en France, et non le quatrième.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), émission « Face à la 3 », France 3, 7 novembre 1984

VGE sait depuis toujours le pouvoir de l'image. La preuve, le (premier) long métrage du jeune Raymond Depardon fut une commande de son équipe de communication, un documentaire sur les coulisses de sa campagne présidentielle: « 1974, une partie de campagne » – interdit de projection, autrement dit censuré jusqu'en 2002.

Dix ans après, la télévision a plus encore ce pouvoir que lui disputeront Internet et les réseaux sociaux au siècle suivant. Elle a médiatisé (à l'excès?) le personnage de Marchais et sa « grande gueule », et Le Pen doit beaucoup à la publicité que les médias ont faite et feront à tous ses dérapages. Seul point commun entre ces deux hommes, situés aux deux extrêmes de l'échiquier politique: le côté populaire et populiste, qu'on trouve aussi chez Bernard Tapie, star des plateaux et des micros.

Quant au très centriste Giscard d'Estaing, la télévision lui a bien servi, avant de nuire à son image trop soigneusement décontractée.

Les humoristes politiques, devenus omniprésents, de plus en plus nombreux et populaires sur les petits écrans, renforcent le potentiel (surtout destructeur) de la télévision. Il est toujours plus payant de dézinguer que d'encenser. Le Luron, après avoir bien ridiculisé Giscard, va s'attaquer à son successeur.

3251. « **L'emmerdant, c'est la rose.** »

Thierry LE LURON

Thierry LE LURON (1952-1986), en direct sur le plateau de « Champs-Élysées », 10 novembre 1984, chanson

Parodie de la chanson de Gilbert Bécaud: « L'important, c'est la rose » – la rose dressée dans un poing serré demeure l'emblème du PS, mais on est loin du symbole chanté par Barbara, en 1981.

Connu d'abord pour ses imitations de Giscard d'Estaing, président de la République, mis en sketches avec la complicité de Bernard Mabile, Le Luron se lance cette fois en solo dans un pastiche joliment chanté, mais cruellement « réécrit », lors de l'émission de variétés présentée par Michel Drucker. Il fait reprendre le refrain par le public, et dédie sa chanson au président Mitterrand: devant des millions de téléspectateurs, et le présentateur-producteur qui a tremblé pour son avenir sur la chaîne publique. Mais cela faisait partie du jeu, et Drucker aime rappeler ses heures héroïques, qui repassent en bouclent dans les *best of* et autres bêtisiers!

3252. « **Je ne suis pas homme à laisser la clef sous le paillason.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Déclaration du 28 avril 1985

Dans le même ordre d'idée: « Je ne resterai pas inerte », ou encore: « Je ne renonce à aucun de mes droits, ni aujourd'hui, ni demain. »

Une victoire de la droite se profile à l'horizon des législatives 1986 et le président ne perd pas une occasion de faire savoir à la France qu'il restera à l'Élysée, même si Matignon tombe aux mains de la droite.

3253. **TOUCHE PAS À MON POTE.**

Slogan de SOS Racisme
SOS banlieues (1993), Éric Raoult

Une petite main sur un badge : grand effet médiatique, notamment sur la jeunesse. Le 15 juin 1985, un concert (Jean-Jacques Goldman, Coluche, Guy Bedos, les groupes Téléphone et Indochine) rassemble une foule de 400 000 personnes, place de la Concorde. En décembre 1985, les « Voyageurs de l'égalité » font une marche à travers la France : ils arrivent 50 000 à Paris.

Harlem Désir, de père martiniquais, militant associatif, préside SOS Racisme depuis un an, et à la tête du mouvement, il battra des records de popularité à son « Heure de vérité » (mi-août 1987).

Il quitte SOS Racisme en 1992, pour s'engager politiquement, et rejoindre très vite le PS. Mais son image reste associée à SOS Racisme, et son action saluée par Pierre Bergé, qui en fut le sponsor : « Harlem Désir est un des moments de la conscience humaine. Il est aussi un des moments de l'honneur de la France. »

3254. « **Sublime, forcément sublime.** »

Marguerite DURAS

Marguerite DURAS (1914-1996), tribune dans *Libération*, 17 juillet 1985

Serge July, patron de *Libé*, a envoyé Marguerite Duras sur le lieu du drame qui bouleverse la France, depuis le 16 octobre 1984. À Lépanges-sur-Vologne, on a retrouvé dans la Vologne le corps du petit Grégory assassiné. Duras demande à rencontrer la mère, qui refuse. Christine Villemin subit un harcèlement médiatique qui se nourrit du mystère et des rebondissements de l'affaire.

Duras, auteur obsessionnellement fascinée par les faits divers, adopte une méthode « d'imprégnation du réel ». Sans preuves, au mépris de la présomption d'innocence, elle se fait médium pour accéder à la vérité : « Dès que je vois la maison, je crie que le crime a existé. Je le crois. Au-delà de toute raison [...] On l'a tué dans la douceur ou dans un amour devenu fou. » Et le « sublime, forcément sublime » devient « coupable, forcément coupable. »

Fort embarrassé, July rédige un avertissement sur « la transgression de l'écriture », rappelant la liberté inhérente à l'écriture de l'artiste. Mais vu la notoriété de l'artiste, et la médiatisation de l'affaire, une polémique s'ensuit.

Selon Laure Adler, sa biographe, « Marguerite Duras se défendra toujours de ce “sublime, forcément sublime” ; elle dira l'avoir barré avant de remettre son texte au journal et reprochera à Serge July de l'avoir rétabli sans l'avoir consultée. Mais, pour le reste, elle confirmera ce qu'elle a alors, sous le coup de l'émotion, écrit, relu sous forme manuscrite, puis corrigé sur les épreuves d'imprimerie. »

En 2006, Denis Robert, qui suivait en 1985 l'affaire Grégory pour *Libération*, donne une version contraire : le texte est en réalité une « version allégée » d'une première tribune, refusée par la rédaction du journal, et dans laquelle Duras « développait l'idée qu'une mère qui donne la vie a le droit de la retirer ».

3255. « **La thèse de l'ignorance scandalisée
tient lieu de ligne de défense officielle.** »

Serge JULY

Serge JULY (né en 1942), directeur de *Libération*
La Vie politique sous la V^e République (1987), Jacques Chapsal

Avatar de la raison d'État dans la sphère des services secrets, l'« affaire Greenpeace » fait la une de tous les journaux, dans l'été 1985. Elle n'est connue que le 8 août, et ne sera jamais tout à fait claire.

Le 10 juillet, le *Rainbow Warrior*, navire du mouvement international écologiste Greenpeace prêt à repartir en campagne contre les expériences nucléaires françaises dans le Pacifique, est coulé dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande. Un photographe portugais, appartenant à l'expédition et venu rechercher des documents sur le bateau que l'on croyait vide, est tué. C'est la DGSE qui a « fait le coup » : grosse bavure qui va prendre une ampleur internationale, avec répercussions politiques internes. La tactique du gouvernement, c'est d'en dire le moins possible. Et ça se sait de plus en plus. Le bouc émissaire sera finalement Charles Hernu, ministre de la Défense qui a couvert les militaires.

3256. « **On ne coupe pas les jarrets à une équipe qui gagne.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Déclaration au Grand-Quevilly, 17 janvier 1986

Vaste rassemblement populaire dans la circonscription électorale du Premier ministre : Mitterrand soutient son « dauphin », Laurent Fabius dont la cote de popularité n'est plus ce qu'elle était. Après l'affaire Greenpeace, faux pas de l'été, un débat télévisé avec Chirac (27 octobre précédent) a compromis son image médiatique – et on sait l'importance de ce genre de « détail ». Mais la conjoncture économique et sociale explique aussi l'impopularité croissante de la gauche au pouvoir : « l'équipe qui gagne », c'est une façon de parler démentie par les faits.

3257. « **J'ai été avocat pendant 28 ans et garde des Sceaux
pendant 28 jours. Si je suis le seul ministre de la Justice à ne pas
avoir commis d'erreur, c'est parce que je n'ai pas eu le temps.** »

Michel CRÉPEAU

Michel CRÉPEAU (1930-1999), succédant à Robert Badinter, le 19 février 1986
Palmarès du prix Press Club, humour et politique, 1998

Badinter, lui aussi avocat, est très connu par les affaires qu'il a plaidées, la plus illustre étant l'abolition de la peine de mort, dès le début du septennat de Mitterrand. Il est nommé président du Conseil constitutionnel, et Crépeau qui prend sa place au gouvernement fait cette déclaration : « On ne remplace pas Robert Badinter, on lui succède. » Il ne restera toutefois qu'un peu moins d'un mois, d'où ce mot : « J'ai été avocat pendant 28 ans... »

Pour cet aveu de modestie rare en politique et prononcé deux ans après, il sera nommé plus tard pour le prix de l'humour politique – rendez-vous pour les amateurs de bons mots, et source sérieuse.

3258. **AU SECOURS, LA DROITE REVIENT !**

Slogan socialiste, campagne pour les élections législatives de mars 1986
Des poings et des roses: le siècle des socialistes (2005), Alain Bergounioux

Ce slogan publicitaire destiné à diaboliser la droite est partout affiché: la publicité politique explose et fait imploser les budgets électoraux des candidats.

Progression du chômage et des inégalités sociales expliquent le retournement de l'opinion. L'impopularité de la gauche atteint des sommets.

Depuis des mois, la victoire de la droite sur la gauche semble assurée. La veille du scrutin, *Le Figaro* titre même sur cette victoire en donnant des chiffres (soufflés par les sondages tenus secrets de la dernière semaine): maladresse tactique, qui aurait pu démobiliser les électeurs de droite!

3259. « **Nouvelle station dans le chemin de croix du PC.** » « **Glorieuse défaite du PS.** » « **Amère victoire de la coalition RPR-UDF.** »

Titres des journaux et commentaires politiques, au lendemain du 16 mars 1986

Cette mini-revue de presse résume le résultat des législatives. Le PC obtient moins de 10 % des suffrages, le PS est le parti le plus important, avec près du tiers, mais la gauche n'est plus majoritaire. Quant à la droite, si elle retrouve la majorité, en voix comme en sièges, c'est avec un FN qui frôle les 10 %, à côté des 44,7 % de la coalition RPR-UDF. On répète le mot de Fabius, il y a deux ans: « L'extrême droite, ce sont de fausses réponses à de vraies questions. » Ou autrement dit: « Le Pen apporte les plus mauvaises solutions à de bonnes questions. »

Yann Piat, née à Saïgon en 1949, durant la guerre d'Indochine, filleule de Jean-Marie Le Pen, élue députée FN en 1986 et (unique) réélue en 1988, va prendre ses distances avec son parrain et rejoindre l'UDF, affirmant en 1989 que les solutions de Le Pen sont « utopiques ou indignes ». Députée UDF du Var, elle sera assassinée, le 25 février 1994. Piste mafieuse ou politique, l'« affaire Yann Piat » reste une énigme.

3260. « **Vous y perdrez votre âme, donc votre gloire.** »

Jacques ATTALI

Jacques ATTALI (né en 1943), à Mitterrand, après les législatives perdues de mars 1986
Les Sept Mitterrand (1988), Catherine Nay

Conseiller personnel du président de la République, Attali l'incite à démissionner, au lendemain des législatives gagnées par la droite: « Ils vont défaire tout ce que vous aurez construit. Votre maintien à l'Élysée sera interprété comme une caution donnée à l'adversaire. » Mais Mitterrand reste à l'Élysée, comme annoncé à plusieurs reprises.

Pour Premier ministre, il peut choisir Simone Veil l'europléenne, moins engagée dans les luttes franco-françaises; Giscard d'Estaing l'apôtre de l'union et prêt à symboliser « 2 Français sur 3 »; Chaban-Delmas, ex-prophète d'une « nouvelle société » pouvant être enfin synonyme de réconciliation. En prenant son adversaire le plus direct, Jacques Chirac, président du RPR, le président opte pour une cohabitation de combat.

3261. « **La cohabitation, c'est le jardin des supplices pour le futur Premier ministre, le jardin des malices pour le président, le jardin des délices pour les nostalgiques de la Quatrième République.** »

François d'AUBERT

François d'AUBERT (né en 1943), député UDF de la nouvelle majorité
Dictionnaire des citations de l'histoire de France (1990), Michèle Ressi

Les heurs et malheurs de Chirac Premier ministre commencent donc le 20 mars 1986. Édouard Balladur, élu député, proche de Chirac qu'il a poussé à cohabiter, avant d'éprouver lui-même les « supplices » d'une autre cohabitation, avait écrit dès 1983 : « Les responsables politiques auront le choix entre deux attitudes : ou bien rechercher l'affrontement, la majorité nouvelle tentant de paralyser le président, le président refusant de tenir compte dans la composition du gouvernement de l'existence d'une majorité nouvelle ; ou bien tenter la cohabitation, ce qui suppose que chacun accepte d'être quelque peu empêché dans la liberté de ses mouvements et de ses choix. »

3262. « **Nous allons terroriser les terroristes.** »

Charles PASQUA

Charles PASQUA (1927-2015), ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac, mars 1986
Citations historiques expliquées : des origines à nos jours (2011), Jean-Paul Roig

Climat de terreur à Paris : les attentats se multiplient, et Pasqua répète cette formule qui plaît à l'opinion publique, et à la presse. Au JT d'Antenne 2, le 12 avril, il en donnera une version *light* ou *soft* : « L'insécurité doit changer de camp et entre nous et les terroristes, la guerre est engagée. »

Entre le terrorisme anarchiste des années 1892-1894 en France, le terrorisme politique du FLN et de l'OAS, en Algérie comme en métropole, et le terrorisme islamiste qui culminera, le 11 septembre 2001, aux États-Unis, la violence prend toutes les formes : attentats, assassinats, enlèvements.

Il y a des pays plus ou moins exposés, mais aucun n'est épargné. Il y a des époques plus ou moins violentes, mais au-delà des chiffres, la médiatisation augmente naturellement le « climat d'insécurité ».

3263. « **Comment fonctionneront les pouvoirs publics ?
À cette question, je ne connais qu'une réponse : la Constitution,
rien que la Constitution, toute la Constitution.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Message du président de la République,
lu le 8 avril 1986, devant chacune des deux Assemblées par leur président

« La Constitution attribue au chef de l'État des pouvoirs que ne peut en rien affecter une consultation électorale où sa fonction n'est pas en cause [...] Le gouvernement, de son côté, a pour charge de déterminer et de conduire la politique de la nation ». Pour conclure : « Cela étant clairement établi, président et gouvernement ont à rechercher, en toutes circonstances, les moyens qui leur permettront de servir au mieux et d'un commun accord les grands intérêts du pays. »

Les textes constitutionnels et les déclarations d'intention sont une chose, les réalités en sont une autre. Le suspense sur le devenir de la cohabitation tint la France en haleine.

3264. « **Une idée nouvelle se dégage : avec moi les Français ont aujourd'hui l'impression d'avoir gagné un arbitre.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Déclaration à Solutré, 18 mai 1986

Au bout de ces deux premiers mois de cohabitation, le stratège politique s'est trouvé un rôle à sa mesure et tient à le faire savoir au pays.

Politique étrangère et Défense nationale mises à part – où la collaboration s'impose entre les deux têtes de l'exécutif –, le gouvernement gouverne comme le veut la Constitution, et le président arbitre : « J'ai pour devoir d'intervenir chaque fois qu'une décision pourrait nuire à l'intérêt des Français, pourrait apparaître injuste, ou exclure du mouvement général une partie des Français. »

L'année suivante, alors que le président reçoit au fort de Brégançon, le 1^{er} janvier, une délégation de cheminots grévistes et leur serre la main, Balladur, membre du gouvernement comme ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, ne peut s'empêcher de remarquer, avec toute la diplomatie qui le caractérise : « J'aimerais bien que dans sa fonction d'arbitre, il arrive au président de donner raison au gouvernement. »

3265. « **La majorité parlementaire actuelle veut vendre aux intérêts étrangers une partie du patrimoine national. C'est son opinion, ce n'est pas la mienne.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), interview sur TF1, 14 juillet 1986

À l'occasion du traditionnel rendez-vous qui suit le défilé de la Fête nationale, le président explique ainsi son refus de signer l'ordonnance portant privatisation de 65 banques et entreprises industrielles. Les nationalisations, qui lui tenaient fort à cœur, parmi ses « 110 propositions pour la France », avaient suscité des débats épiques, à l'Assemblée. Cette fois, les privatisations seront actées par une loi du 6 août 1986, mais le feuilleton ne fait que recommencer.

Pendant ces deux années de cohabitation, jamais le président ne recourra aux mesures exceptionnelles d'appel au peuple : référendum, dissolution de l'Assemblée, démission. Mais il rendra souvent l'opinion publique témoin de ses désaccords avec le gouvernement : refus de signer les ordonnances, commentaires en marge des décisions prises en Conseil des ministres.

3266. « **Avant la fin de l'année, la France aura un autre système de valeurs que celui sur lequel elle vivait précédemment.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), conférence de presse, 21 juillet 1986

Il dresse un premier bilan des réformes en cours. En homme pressé, le Premier ministre a d'abord érigé le libéralisme en dogme, avec une priorité de l'économique sur le social : privatisations, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, diminution annoncée de la pression fiscale, libération accélérée des prix et des changes. Les questions de sécurité – auxquelles est très sensible l'opinion, traumatisée par la recrudescence du terrorisme sur le territoire – et le statut des médias, notamment la privatisation de TF1, sont aussi des points chauds.

3267. « **Contrairement à ce qui se passe dans les westerns, c'est le premier qui dégaine qui est mort.** »

Édouard BALLADUR

Édouard BALLADUR (né en 1929), parlant de la cohabitation Mitterrand-Chirac en 1986
Manager en toutes lettres (2011), François Aelion.

Cité aussi dans *Le Nouvel Observateur*, 7 janvier 1999, à propos d'une cohabitation inverse, entre Chirac (président) et Jospin (Premier ministre)

Contrairement à ce qui se passe dans les westerns, attaquer serait une stratégie suicidaire. Le Premier ministre, gouvernant, est logiquement le plus exposé aux critiques et aux sondages.

Mais les Français sont très satisfaits de la cohabitation, rêvant même (par sondages) d'un gouvernement idéal, dirigé par Michel Rocard et composé pour moitié de leaders PS et de RPR-UDF. C'est de la pure politique fiction.

Pour l'heure, et dans la réalité, les deux cohabitants au sommet, Mitterrand et Chirac, doivent éviter de s'affronter ouvertement. Vu les tempéraments, les situations et les âges respectifs, le « supplice » vaut surtout pour Chirac.

3268. « **Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité:
l'Acte unique soumis à la ratification du Parlement constitue
une révision du traité de Rome et ne doit ni soulever
un enthousiasme démesuré ni nourrir des craintes injustifiées.** »

Jean de LIPKOWSKI

Jean de LIPKOWSKI (1920-1997), Assemblée nationale, 20 novembre 1986

Gaulliste de gauche et européen de conviction, il prendra souvent des positions non conformes à celles du groupe RPR. Et le feuilleton européen va rebondir et occuper les décennies à venir.

L'Acte unique européen (AUE) révisé le tout premier traité de Rome (25 mars 1957), pour relancer l'intégration et préparer au marché intérieur. Il modifie les règles de fonctionnement des institutions européennes et élargit les compétences communautaires, dans le domaine de la recherche et du développement, de l'environnement et de la politique étrangère commune.

L'AUE, signé à Luxembourg le 17 février 1986 par neuf États membres et le 28 février 1986 par le Danemark, l'Italie et la Grèce, est la première modification importante du traité instituant la Communauté économique européenne (CEE). Il entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1987.

La libre circulation des marchandises, des services, des hommes et des capitaux dans l'ensemble de la Communauté sera effective au 31 décembre 1992. Le Marché commun devient alors un marché unique : une étape sur la voie de l'intégration politique et de l'union économique et monétaire, inscrite dans le traité de Maastricht sur l'Union européenne.

3269. **DEVAQUET AU PIQUET.
TOUCHE PAS À MA FAC.
TOUCHE PAS À MON BAC.**

Slogans des manifestations, fin novembre et début décembre 1986
La Vie politique sous la V^e République (1987), Jacques Chapsal

La loi Devaquet devant réformer l'Université provoque la première grande crise du gouvernement Chirac. Les intentions du ministre – autonomie, sélection, orientation – sont particulièrement mal comprises. Étudiants et lycéens se mobilisent contre l'inégalité des diplômes (née de l'autonomie des universités), contre la sélection par l'argent (due à l'augmentation des droits d'inscription) et contre le principe même de toute sélection (mot tabou).

Le mouvement semble surgir de la base, se répand et s'organise avec la rapidité de l'éclair. Des AG se réunissent, des coordinations le plus souvent apolitiques se forment et échappent au syndicat UNEF-ID.

Le gouvernement tergiverse. On évoque Mai 68. Les défilés deviennent impressionnants : le 4 décembre, 500 000 étudiants marchent dans Paris. Les affrontements avec les CRS se durcissent. Et le folklore devient tragédie, avec la mort d'un étudiant, Malik Oussekin.

Le projet Devaquet est retiré le 8 décembre. Le conflit laisse des traces. Les gouvernements successifs se montreront prudents devant toute volonté de réforme de l'enseignement supérieur. Mais le CIP (Contrat d'insertion professionnelle) d'Édouard Balladur mettra à nouveau les étudiants dans la rue, en 1994.

3270. « **Mieux vaut perdre des élections que perdre son âme.** »

Michel NOIR

Michel NOIR (né en 1944), *Le Monde*, 18 mai 1987

Face à la montée du Front national, Chirac a un gros problème et deux conseillers de poids, Édouard Balladur et Charles Pasqua.

Le premier, prudent, prône le silence : « Chaque fois que l'on parle de Le Pen, on lui donne de l'importance. » Le second est convaincu que la droite a vocation à s'ouvrir jusqu'au FN. Devenu Premier ministre, Chirac ne tolère plus aucune infraction à ce code de bonne conduite.

Et voilà que son ministre du Commerce extérieur, Michel Noir, fait sensation avec cette affirmation stratégique, partout reprise et promue au rang de citation politique !

Un conseil de cabinet est convoqué pour sermonner l'impertinent. Et les ministres sont priés d'éviter toute polémique, s'ils veulent rester en fonction.

Tout en rappelant sa « position constante de refus de l'idéologie du Front national », Chirac souligne que ses électeurs « ne doivent pas être rejetés ».

Cela vaut pour toutes les élections à venir, dans un pays démocratique, toujours plus ou moins en campagne électorale.

3271. «Où est le Zola qui décrira la curée à laquelle se livre sous nos yeux le RPR?»

Pierre JOXE

Pierre JOXE (né en 1934), Journées parlementaires du PS, septembre 1987
Les Sept Mitterrand (1988), Catherine Nay

Ancien ministre de l'Intérieur, président du groupe socialiste à l'Assemblée, et l'un des plus proches fidèles de Mitterrand, il fait allusion au roman de Zola, *La Curée* (1872), et s'indigne des privatisations menées par Balladur, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation.

C'est la suite du feuilleton des nationalisations: la droite revient sur les mesures prises par la gauche en 1982, et même sur celles de 1945-1946.

Faisant écho au président de la République, Joxe reproche au gouvernement de brader le patrimoine national et de réserver aux copains et aux coquins une part des actions vendues par l'État – le «noyau dur». La technicité des débats dépasse l'entendement économique du Français moyen, mais les commentateurs se passionnent.

3272. «La démocratie s'arrête là où commence la raison d'État.»

Charles PASQUA

Charles PASQUA (1927-2015), ministre de l'Intérieur, déclaration à la télévision en 1987
Au fil des pensées (s.d.), Gilles le Cordier Pellerin

Il justifie les lois Pasqua. Les militants gaullistes ont applaudi à l'arrestation du groupe terroriste Action directe, comme au contrôle renforcé sur le séjour des étrangers, mais la gauche dénonce une politique sécuritaire liberticide.

Trois ans après, Pierre Mauroy s'en indigne encore: «À l'Assemblée nationale, j'avais exprimé notre colère après la mort de Malik Ousseine, victime de l'enchaînement incontrôlé d'une répression aveugle. C'était l'époque où un ministre de l'Intérieur se permettait d'affirmer: "La démocratie s'arrête là où commence la raison d'État." Et il fallut toute l'autorité du Président François Mitterrand pour que la cause des libertés ne reculât point» (Congrès de Rennes, mars 1990).

La phrase de Pasqua, souvent citée, fait toujours débat. Et c'est bon signe!

Dans un régime autoritaire, de gauche ou de droite, la question ne se pose même pas: la raison d'État a tous les droits et les individus ont le devoir de se taire. Richelieu inventa le concept, pour renforcer la monarchie. Mais le pouvoir absolu en usa et en abusa, jusqu'à la Révolution qui mit fin à l'Ancien Régime.

En démocratie, le peuple est souverain et les droits de l'homme, reconnus par la loi, sont sacrés, individuels, inaliénables.

Plus ou moins avouée, la raison d'État demeure comme un motif d'intérêt public, pour justifier certaines actions. Mais il lui arrive de couvrir une injustice, ménager des intérêts privés, épargner des puissants.

Sous la Cinquième République, de trop nombreuses «affaires» ne sont pas jugées. Des contre-pouvoirs existent: l'opinion publique, la presse qui veut la clarté, les intellectuels qui dénoncent les abus du pouvoir.

Sous la Troisième République, l'affaire Dreyfus en est le pire et le meilleur exemple: un individu accusé à tort et sacrifié à la raison d'État, avant que la vérité n'éclate.

3273. « **Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Le Monde*, 22 février 1988

Formule empruntée à Henri Queuille, du parti radical-socialiste, 21 fois ministre sous la Troisième et la Quatrième République, « petit père Queuille » par ailleurs très populaire.

Pasqua, la même année, reprend presque la même formule, dans un discours: « Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. »

Ce cynisme déclaré permet à certains hommes politiques de dire à peu près n'importe quoi, encouragés par des auditeurs-télespectateurs-électeurs-citoyens qui ont une attention d'enfant de 5 ans, et une mémoire de poisson rouge, estimée à 5 minutes. Disons, quelques jours. Mais sur Internet, la mémoire des blogs et blogueurs confine à l'éternité, ce qui pourrait inciter l'*Homo politicus* à plus de prudence.

Chirac, Premier ministre en cohabitation de combat avec Mitterrand, sera également candidat contre lui à la prochaine présidentielle. Situation délicate, mal gérée, de sorte que les sondages d'opinion vont conforter la position du président, qui repart en campagne.

3274. **TONTON, LAISSE PAS BÉTON.**

RENAUD

RENAUD (né en 1952), slogan lancé par le chanteur, présidentielles du printemps 1988

Pour une histoire culturelle (1997), Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli

En verlan, « béton » signifie tomber.

Et dans une société surmédiatisée, l'engagement des artistes compte (on parlera plus tard des *people*). Les plus connus sont donc très courtisés, dans cette campagne présidentielle.

Ne citons pas les prises de position majuscules et définitives, cruellement recensées par Catherine Nay (*Les Sept Mitterrand*). La plus pudique étant le titre de *Globe*, le plus branché des mensuels: « Ne nous quitte pas. »

Après avoir longtemps hésité à se représenter (problèmes de santé demeurés secret d'État), Mitterrand se déclare enfin candidat, le 22 mars.

Au soir du premier tour, il arrive en tête avec 34 % des voix, devant Chirac, près de 20 %. Suivent Raymond Barre (UDF), 16,54 %; Jean-Marie Le Pen (FN), 11,46 %; André Lajoinie (PC), 6,76 %; Antoine Waechter (Verts), 3,78 %; Pierre Juquin (PSU et LCR, gauche), 1,67 %; Arlette Laguiller (Lutte ouvrière), 1,99 %; Pierre Bousset (Parti des travailleurs), 0,31 %.

3275. « **Ce soir, je ne suis pas le Premier ministre et vous n'êtes pas le président de la République, nous sommes deux candidats [...]**
Vous me permettez donc de vous appeler Monsieur Mitterrand.
— Mais vous avez tout à fait raison, Monsieur le Premier ministre. »

Jacques CHIRAC et François MITTERRAND

Jacques CHIRAC (1932-2019) et François MITTERRAND (1916-1996), débat télévisé de l'entre-deux-tours, 28 avril 1988

Mitterrand a changé d'adversaire. Après deux débats contre Giscard d'Estaing, il s'oppose cette fois-ci à Chirac, Premier ministre sortant. Cette situation originale aboutit au passage le plus marquant de leur duel. Et Mitterrand est réélu le 8 mai, avec 54 % des suffrages exprimés au second tour. La défaite est dure pour Chirac. Sa femme dit : « Les Français n'aiment pas mon mari. » Il a pu penser : la cohabitation m'a tué. Mais un homme politique n'est jamais mort. Et il a compris la leçon, on ne l'y reprendra plus.

Le président réélu dissout l'Assemblée nationale. La gauche retrouve la majorité, de justesse. La dynamique présidentielle n'a pas joué aussi fort qu'en 1981. Mitterrand va quand même profiter de cette nouvelle alternance qui lui épargne les « délices » de la cohabitation.

3276. « **L'alternance est l'oxygène de la démocratie.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), « Nos années 80 », *Paris Match*, 30 novembre 1989

Il fait le bilan des années 1980 : « Je vous en parle en connaissance de cause, puisque j'ai eu à gérer trois alternances en sept ans : 1981, 1986, 1988. Tout compte fait, cela s'est plutôt bien passé. »

Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il vit la pire « coexistence » de sa carrière politique, avec son ennemi intime, Rocard, Premier ministre : « Je vais le nommer puisque les Français semblent en vouloir. Mais vous verrez, au bout de dix-huit mois, on verra au travers » (cité dans *L'Enfer de Matignon*, par Raphaëlle Bacqué).

3277. « **Je rêve d'un pays où l'on se parle à nouveau.** »

Michel ROCARD

Michel ROCARD (1930-2016), Premier ministre, Assemblée nationale, 29 juin 1988

Dans sa déclaration de politique générale, le nouveau chef de gouvernement prend acte de l'évolution de la société française. Il ne s'agit plus comme en Mai 68 et dans le Programme commun de 1972 de « changer la vie », mais de changer la vie quotidienne : « Je rêve de villes où les tensions sont moindres. Je rêve d'une politique où l'on soit attentif à ce qui est dit, plutôt qu'à qui le dit. Je rêve tout simplement d'un pays ambitieux dont tous les habitants redécouvrent le sens du dialogue – pourquoi pas de la fête ? – et de la liberté. »

L'homme de la « deuxième gauche » a beaucoup rêvé, mais les hommes et les circonstances ont freiné ses ambitions et contrarié ses intuitions.

Malgré tout, en trois ans, Rocard accomplit d'abord un « miracle » : il ramène la paix en Nouvelle-Calédonie plongée dans la guerre civile, lui accordant le droit à l'autodétermination. Il crée le RMI (Revenu minimum d'insertion et ancêtre du RSA, Revenu de solidarité active), allocation de survie destinée aux victimes de la crise rampante des années 1980, qui fait l'unanimité à l'Assemblée – fait rarissime. Et la CSG (Contribution sociale généralisée), prélèvement provisoire sur l'ensemble des revenus, censé diminuer le déficit de la Sécurité sociale – la CSG existe toujours, le déficit aussi.

3278. « **En 1994 [on pourra] se baigner de nouveau dans la Seine.
Et je serai le premier à le faire.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), lors du lâcher de 5 000 brochets dans la Seine, 28 novembre 1988
Le Nouvel Observateur

Parole du maire de Paris. Chirac sera le prochain président de la République, avec une conscience écologique de plus en plus affirmée. Sa Fondation, créée après sa retraite politique en 2008, prouve la sincérité de cet engagement.

Il n'est toujours pas possible de se baigner dans la Seine, en 2012. Mais la pollution diminue même à Paris, et les poissons reviennent, et les pêcheurs. Il n'est donc pas interdit de rêver à des baigneurs, dans un avenir raisonnable.

3279. « **La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), campagne pour les élections européennes de juin 1989
Mitterrand : une histoire de Français (1998), Jean Lacouture

Prononcés en janvier 1989, ces mots seront souvent repris, pour devenir citation. À l'époque, l'incertitude porte essentiellement sur le devenir de l'Europe de l'Est, communiste pour quelques mois encore.

L'Europe est plus que jamais l'avenir, même si la réalité européenne est toujours en crise. Institutions bloquées, méfiance face à cette forme de globalisation qui entraîne délocalisations, insécurité sociale, suspicions nationales. L'Union européenne reste malgré tout un gage de paix avec la réconciliation devenue amitié franco-allemande, et l'euro, monnaie unique pratiquement acceptée de tous.

La fin du communisme et la critique du capitalisme laissent ouvert un vaste chantier, avec la question de l'identité européenne et des frontières (avec ou sans la Turquie). La foi européenne n'est plus ce qu'elle était, mais peu de causes mobilisent durablement les foules.

3280. « **C'est une vieille, très vieille République
qui boitille encore sous nos yeux, une République monarchique
qui s'illusionne elle-même en ses anciens atours,
avec ses escortes de motards, ses huissiers à chaîne,
ses complaisances de cour, et ses arrogances technocrates.** »

Claude IMBERT

Claude IMBERT (1929-2016), *L'Événement du jeudi*, 2 février 1989

Le directeur du *Point* s'exprime dans un article titré : « Faut-il croire au déclin de la politique ? » La dépolitisation – qu'on s'en réjouisse ou le déplore – semblait une des évolutions inéluctables de la société française. Les années 2000 vont démentir cette prédiction. Il suffit d'un rien – un événement inattendu, un personnage nouveau, une cause à défendre... – pour que le Français se passionne à nouveau pour la Politique.

3281. «**Notre pays, c'est la planète.**»

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996) et 24 chefs d'État et de gouvernement, signant la Déclaration de La Haye, 3 avril 1989

Mitterrand, incontestablement « européen », est-il écologiste ? Il semble qu'on n'ait plus le choix. Défi plus ambitieux que le pari européen, et plus complexe, à la fois vital (à quelle échéance ?) et planétaire.

La formule se trouve déjà dans le *Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement* (1987).

Deux ans après, l'Appel de La Haye pose les bases d'une écologie globale : « Créer une autorité mondiale dotée de pouvoirs de décision et d'exécution pour sauver l'atmosphère, c'est à cela qu'ont appelé 24 pays prêts à déléguer une parcelle de leur souveraineté nationale pour le bien commun de l'humanité tout entière. »

Vingt ans après, en 2009, la Conférence de Copenhague sur le climat réunira les représentants de 170 nations : autrement dit, la planète, au secours de la planète.

Entre-temps, l'écologie a perdu son statut de science pour initiés ou babas cools post-soixante-huitards. L'opinion publique est alertée, parfois à l'excès.

L'écologie politique a ses partis (Verts et autres) et tous les partis politiques parlent écologie : réchauffement de la planète, épuisement des ressources naturelles, pollution de l'atmosphère, de la terre et de l'eau, déforestation, disparition de nombreuses espèces végétales et animales... Aussi vrai que « l'homme est le premier animal qui détruit son environnement », tous les hommes sont ou seront finalement concernés.

3282. «**Qui sème la division récolte le socialisme.**»

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), campagne pour les élections européennes du 15 juin 1989

Il a personnellement pâti de cette division en mai 1981, lors des présidentielles. Mais le slogan peut se retourner et s'appliquer à la gauche. La désunion fait fatalement la force de l'adversaire.

Giscard, partisan de la construction européenne depuis ses débuts en politique, applique dans cet engagement sa logique centriste et son idée d'une « troisième voie » : entre une Europe supranationale et une Europe des États, il milite pour les États-Unis d'Europe.

Tête de liste de la droite unie (UDF et RPR), il devient député européen, et l'emporte sur la gauche unie, avec Laurent Fabius qui rejoint le Parti socialiste européen. Le Pen (FN) arrive en troisième position, suivi des Verts avec Antoine Waechter, de Simone Veil, tête de liste du Centre pour l'Europe, et de Philippe Herzog (PCF) rejoignant la Coalition des gauches.

La dispersion des neuf autres candidats ne leur permet pas d'avoir un siège au Parlement européen.

3283. « Je ne vais pas laisser Dieu à la porte de l'école. »

FATIMA

FATIMA (13 ans), 8 novembre 1989

Dictionnaire des citations de l'histoire de France (1990), Michèle Ressi

C'est l'affaire du Foulard (ou voile islamique) – la première qui fait la une de la presse – avec le mot d'une des trois collégiennes de Creil, mises en vedette et refusant de quitter ce « fichu foulard ».

Le foulard coranique, manifestation d'intégrisme, est devenu en France fait de société et affaire d'État, divisant les partis et mobilisant les médias. Il relance le problème de la laïcité au sein de l'école publique et alimente les querelles autour de l'immigration. La loi du 15 mars 2004, appelée parfois loi sur le voile islamique, en application du principe de laïcité, régit « le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics ». D'où l'interdiction de tout signe religieux « ostensible », ce qui inclut le voile islamique, mais aussi la kippa et le port de grandes croix.

Vingt ans après, le port de la burka (voile intégral) dans la rue et autres lieux publics relance le débat, avec la confusion entre religion musulmane et islamisme, dans le contexte d'une identité nationale sur laquelle les Français sont appelés à se prononcer. Dieu sait pourquoi !

3284. « Je n'ai pas peur de la réunification. L'Histoire avance, je la prends comme elle est. »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Conférence de presse conjointe avec le chancelier Helmut Kohl, Bonn, 3 novembre 1989

Novembre 1989 : le mur de Berlin s'effondre (1999), Daniel Vernet

C'est une semaine avant l'ouverture du mur de Berlin, et sa chute.

Rappelons la vision prophétique du général de Gaulle (conférence de presse, 23 juin 1963) : « Il n'est pas invraisemblable qu'un jour vienne où une sorte de compréhension s'établisse par-dessus les idéologies, toutes plus ou moins périmées, de manière à ce que d'abord la détente, et puis l'entente, et puis qui sait, la coopération s'établisse, pour commencer, d'un bout à l'autre de l'Europe. » Dans les années 1960, la vision d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural » était utopique.

Un quart de siècle plus tard, que de nouveau, à l'Est de cette Europe ! Avant d'implorer, l'URSS de Gorbatchev pratique *glasnost* et *perestroïka*, multipliant les signaux de détente. Les régimes communistes s'effondrent dans les pays satellites. Devant cette rupture du vieil équilibre, le président Mitterrand qualifie le proche avenir de passionnant et dangereux, un nouvel ordre mondial impliquant risques et chances à la fois, aux plans économique et politique.

3285. « L'histoire va plus vite que nous ne le croyons et elle ne cessera jamais de nous rire au nez. »

Jean-Denis BREDIN

Jean-Denis BREDIN (1929-2021), émission « Les Années Express », TF1, 10 novembre 1989

Conclusion de l'émission fêtant la publication du numéro 2001 de l'hebdomadaire créé en mai 1953 et survolant l'histoire contemporaine.

Bredin, qui travaille comme avocat d'affaires avec Badinter, s'est également consacré aux « grandes causes historiques », comme l'affaire Dreyfus, le procès de Mendès France (en 1941), le procès de Riom (en 1942).

3286. **« Nous ne pouvons pas héberger en France toute la misère du monde. »**

Michel ROCARD

Michel ROCARD (1930-2016), émission « 7 sur 7 », TF1, 3 décembre 1989

Cette phrase le poursuit depuis ce jour, injustement. Vérité d'évidence, dite dans un contexte précis, chiffres à l'appui : le Premier ministre dénonce un détournement du droit d'asile, passant de 18 000 demandes en 1980 à 60 000 en 1989 (doublement en 1988). Il expliquera plus tard : la France, toujours terre d'asile pour les réfugiés politiques, ne peut plus être comme jadis une terre d'immigration pour la main-d'œuvre étrangère.

La phrase est reprise sous diverses formes, dans d'autres contextes et par d'autres acteurs politiques, cependant que les socialistes accusent l'un des leurs d'abandonner les valeurs de la gauche.

Rocard va donc préciser, dans la même émission de TF1, le 4 juillet 1993 : « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais elle doit en prendre fidèlement sa part. »

Suite à d'autres dérives et détournements, regrettant le « destin imprévisible » de sa phrase, il en donne une version provisoirement définitive, le 26 septembre 2009, pour le 70^e anniversaire de la CIMADE (Comité intermouvements auprès des évacués) : « La France et l'Europe peuvent et doivent accueillir toute la part qui leur revient de la misère du monde. »

3287. **« Je préfère mes filles à mes nièces, mes nièces à mes cousines, mes cousines à mes voisines, mes voisines à des inconnus et des inconnus à mes ennemis. »**

Jean-Marie LE PEN

Jean-Marie LE PEN (né en 1928), émission « Le Divan » d'Henry Chapier, France 3, 9 décembre 1989

Une phrase leitmotiv, partout répétée, et surtout revendiquée par son auteur. Qui persiste, signe et « récidive » avec sa fille, Marine, laquelle apprend le métier auprès de lui, et prendra naturellement sa place à la tête du FN, essayant de se démarquer des postures extrême-droitières de son père. Avant que sa petite fille Marion Le Pen entre à son tour dans la carrière, candidate aux législatives de juin 2012, à Carpentras (Vaucluse).

La phrase de Le Pen apparaît dans l'ordre naturel des choses de la vie, mais Michel Sparagano, professeur de philosophie, met en garde contre ce raisonnement simpliste : « Bien sûr, nous avons tous des cousines qui nous font préférer nos voisines et mêmes des voisines qui nous feraient préférer n'importe quel inconnu, mais la remarque est anecdotique. Ce qui ne l'est pas, en revanche, c'est qu'à force de préférer ses filles, ses nièces ou ses cousines, on finit par se marier entre cousins. On sait bien que l'extrême droite va parfois faire les poubelles de l'Action française, mais il ne faut pas oublier que l'endogamie de l'aristocratie de l'Ancien Régime a fourni plus de crétins congénitaux que tous nos villages alpins réunis ! Le programme du Front national, par sa méfiance de l'inconnu, ignore cette règle que tout anthropologue connaît : c'est par l'exogamie que les espèces progressent [...] L'extrême droite sait-elle ce que nos mathématiques doivent aux Arabes, notre médecine aux Juifs, notre philosophie aux Grecs, nos arts à la Renaissance italienne, etc. ? » Pour conclure que la xénophobie est une impasse biologique, historique et philosophique.

3288. « **Si l'on veut effectivement changer en profondeur la société, il faut savoir, selon la belle expression de François Mitterrand, "donner du temps au temps". "Savoir au juste la quantité d'avenir qu'on peut introduire dans le présent, c'est là tout le secret d'un grand gouvernement", écrivait voici un siècle Victor Hugo.** »

Michel ROCARD

Michel ROCARD (1930-2016), Premier ministre, Discours à la Convention nationale des clubs « Forum et convaincre », 27 janvier 1990

Dans un discours dont le fond et la forme tranchent sur les discours politiques trop souvent limités à la « petite phrase », Rocard cite deux autorités morales.

3289. « **Rappelez-vous ce mot de Napoléon I^{er} : "Tout État fait la politique de sa géographie."** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), émission « 7 sur 7 », TF1, 25 mars 1990

Mitterrand est connu pour sa culture générale, rien d'étonnant à voir une citation et une référence historiques, dans ce discours politique contemporain. « Notre géographie comporte le voisinage de l'Allemagne qui est un voisin très puissant, très multiple, très nombreux. Et puis, il y a les autres voisinages, l'Europe tout simplement, et si l'on veut dominer le problème allemand, il faut désormais dépasser le problème du couple franco-allemand. »

Le président rappelle ensuite sa proposition de confédération européenne.

3290. « **La logique de la guerre risque de nous éloigner chaque jour des objectifs fixés par les Nations Unies.** »

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (né en 1939), ministre de la Défense, lettre de démission, 16 janvier 1991
La Diagonale du Golfe (1991), Serge July

Ce même jour, et conformément à diverses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (août 1990), l'Assemblée nationale et le Sénat approuvent la déclaration du Premier ministre Michel Rocard, prévoyant le recours à la force pour libérer le Koweït, annexé par l'Irak de Saddam Hussein.

Le 17 janvier, l'aviation française participe aux premiers bombardements.

« Un ministre, ça ferme sa gueule. Si ça veut l'ouvrir, ça démissionne. » Acte II. Chevènement démissionne donc le 29 janvier, remplacé par Pierre Joxe. Sa démission vaut ici protestation contre l'engagement de l'armée française dans la guerre en Irak.

En 1983, ministre de la Recherche et de la Technologie, sa première démission valait protestation contre la « parenthèse libérale » du gouvernement de Pierre Mauroy.

Il y aura un acte III, le 29 août 2000, à propos de la « guerre » en Corse, et de la violence des nationalistes que le gouvernement de Lionel Jospin renonce à désarmer, Chevènement étant alors ministre de l'Intérieur.

3291. **« Ce que l'on expérimente au Proche-Orient, ce ne sont pas simplement de nouveaux types d'armes, de nouveaux médias, mais une nouvelle forme de guerre. »**

Serge JULY

Serge JULY (né en 1942), *Libération*, 21 janvier 1991

C'est donc la guerre du Golfe (août 1990-février 1991). La France, en la personne du président Mitterrand, y va sans entrain, mais elle suit les États-Unis. Est-ce pour faire accepter cette guerre à l'opinion que naît le concept de « guerre propre », associé à celui de « guerre éclair » ? Pari réussi !

Le téléspectateur-citoyen, fasciné durant quelques jours, surtout le soir, assiste en temps réel à l'action titrée « Tempête du désert ». Il vit l'histoire en direct, une forme de télé réalité totalement scénarisée, avec des moyens audiovisuels parfaitement maîtrisés par CNN (Cable News Network), seule chaîne occidentale autorisée à rester à Bagdad et diffusant en continu, 24 heures sur 24. Comme tout se passe en direct, il se croit parfaitement informé. Des experts défilent pour lui expliquer cette guerre d'un genre nouveau, il y a même des journalistes en battle-dress ! Il apprend le mot SCUD – missile balistique de fabrication russe, dont l'Irak use contre Israël à partir du 18 janvier – et assiste aux ripostes ciblées des Alliés contre les zones sensibles de l'ennemi, avec des missiles sol-air Patriot.

Les images nocturnes des tirs de DCA feront le tour du monde, et la fortune de CNN – chaîne bientôt imitée pour ce concept d'information continue. Le 28 février, le président américain George Bush ordonne le cessez-le-feu. Mission accomplie : le Koweït est libéré, l'armée irakienne est défaite.

3292. **« Certes, en annexant le Koweït et en refusant de l'évacuer, l'Irak commettait un délit qui devait être sanctionné, mais qu'un ensemble de nations s'arroge à la fois le privilège de dire le droit, de le faire respecter par une avalanche de bombes, de décider arbitrairement de poursuivre indéfiniment des sanctions imposées par la force et de juger de l'ampleur du châtement "mérité" par l'auteur du délit, voilà qui traduit une conception excessive de ce soi-disant droit d'ingérence. »**

Pierre-Marie GALLOIS

Pierre-Marie GALLOIS (1911-2010), *Le Sang du pétrole : guerres d'Irak 1990-2003* (2003)

Le général Gallois résume d'une phrase l'opération militaire de la guerre du Golfe, et le problème qu'elle pose. Reste la grande question : faut-il ou pas intervenir, et quand, et comment ?

Droit ou devoir d'ingérence, cette terminologie franco-française utilisée dans la période interventionniste des années 1990 est vue avec méfiance sur la scène internationale. Il existe naturellement un devoir d'ingérence, pour motifs humanitaires ou sécuritaires, à quoi s'ajoutent souvent des raisons économiques et géopolitiques. Mais tout en défendant le droit d'assistance à la tribune de l'ONU, le président Mitterrand a justement répondu à Kouchner (secrétaire d'État, chargé de l'action humanitaire) : « Le droit d'ingérence n'existe pas. »

La pratique existe depuis des millénaires ! C'est un droit d'assistance humanitaire, c'est-à-dire de libre accès aux victimes d'un conflit armé pour leur porter secours. L'assistance suppose le consentement, et s'oppose à l'ingérence par la force, violant la souveraineté d'un État, ce que rien n'autorise. Dans la guerre du Golfe de 2003, le successeur de Mitterrand, Chirac, et son ministre des Affaires étrangères, Villepin, se désolidariseront des États-Unis et leurs alliés.

3293. « Si ça vous amuse... »

François MITTERRAND et Michel ROCARD

François MITTERRAND (1916-1996), accueillant avec un mépris agacé les propositions du Premier ministre, jusqu'au jour où il lui demande sa démission, 15 mai 1991. C'est aussi le titre des *Mémoires* de Michel ROCARD (1930-2016)

Comme si, vingt ans après, il s'amusait lui-même du cynisme destructeur dont il fut victime !

Ces relations conflictuelles ont naturellement gêné l'action du Premier ministre, au bilan certes positif, mais incomplet. Rocard incarne la « deuxième gauche, décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une première gauche, jacobine, centralisatrice et étatique » (les mots de Rocard en 1977, au congrès de Nantes du Parti socialiste).

C'est un rendez-vous raté avec l'histoire, pour la gauche et le socialisme, pour Rocard et pour la France. Malgré sa popularité, les jeux politiques l'empêcheront de se présenter aux prochaines présidentielles, comme si l'ombre de Mitterrand planait toujours. Thomas Legrand lui rend hommage, dans sa chronique sur France Inter (1^{er} novembre 2010), saluant « son parcours, des constances, des évolutions, mais une cohérence [...] la volonté de promouvoir un pragmatisme jamais dénué d'une once d'utopie, un combat pour une société du contrat et de la négociation plutôt qu'une société de l'affrontement et du rapport de force [...] cette mouvance souvent caricaturée à gauche, souvent taxée de centriste (suprême insulte). Une gauche qui place l'éthique et la transparence dans la façon de gouverner au même rang que le programme politique lui-même. »

3294. « La Bourse, j'en ai rien à cirer. »

Édith CRESSON

Édith CRESSON (née en 1934), Premier ministre, *Journal du Dimanche*, 19 mai 1991

Socialiste et mitterrandienne depuis toujours, plusieurs fois ministre depuis dix ans, opposée en tout au gouvernement de Rocard dont elle a d'ailleurs démissionné, elle le remplace à Matignon, le 15 mai 1991, et les cours flanchent.

Le soir même de ce mot malheureux, publié dans le *Journal du Dimanche*, elle corrige le tir à la télévision, invitée de l'émission « Sept sur Sept » : « C'est une boutade. La Bourse est un des paramètres de l'économie. Ce n'est pas le seul. » La petite phrase va devenir célèbre – au point d'inspirer le titre d'une émission culte sur France Inter : « Rien à cirer ».

Napoléon a déjà tiré à vue contre l'institution, en 1813 : « Si la Bourse est mauvaise, fermez-la. » Lors d'une conférence de presse, le général de Gaulle s'en prit à son tour aux mouvements d'humeur de la Bourse : « En 62, elle était exagérément bonne. En 66, elle est exagérément mauvaise. Mais vous savez, la politique de la France ne se fait pas à la corbeille » (28 octobre 1966).

Le mot de Cresson n'était pas destiné à la presse, elle répondait à son chef de cabinet, en présence d'une journaliste. Et son franc-parler aurait pu séduire.

Mais elle multiplie les propos maladroits sur les Anglais (« des homosexuels ») et les Japonais (« des fourmis »). L'état de grâce va être court. La presse ne la ménage pas, les « éléphants du PS » lui savonnent la planche, on discute sa légitimité, sa nomination ne serait que « le fait du Prince ». Sexisme, sans doute, mais l'impréparation est totale, à la tête de ce gouvernement. La première nomination d'une femme au poste de Premier ministre en France se termine vite et mal. Elle devra démissionner au bout de dix mois, remplacée par Pierre Bérégovoy, le technicien.

3295. « **Le bruit et l'odeur.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Orléans, 19 juin 1991

Le Monde, 21 juin 1991

Maire de Paris et président du RPR (Rassemblement pour la République), Chirac participe à un dîner-débat du parti, devant 1 300 militants et sympathisants.

Ces quelques mots devenus citation, et « tube » rock du groupe Zebda, contredisent l'idée généreuse du « contact humain, véhicule essentiel de la démocratie ».

Replaçons-les dans leur contexte : « Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes et ça fait une différence. Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous, ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs... Comment voulez-vous que le travailleur français qui travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ 15 000 francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM, entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses, et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler! (*applaudissements*) [...] Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien le travailleur français sur le palier devient fou [...] Il faut que ceux qui nous gouvernent prennent conscience qu'il y a un problème de l'immigration, et que si l'on ne le traite pas – et, les socialistes étant ce qu'ils sont, ils ne le traiteront que sous la pression de l'opinion publique – les choses empireront au profit de ceux qui sont les plus extrémistes. »

On croit déjà entendre Sarkozy, enfant de la chiraquie depuis 1976, et qui le restera, même après avoir renié le père.

3296. « **Je suis responsable, mais pas coupable.** »

Georgina DUFOIX

Georgina DUFOIX (née en 1942), résumant sa position de ministre des Affaires sociales dans l'affaire du sang contaminé, TF1, 4 novembre 1991

Plus de 6 000 hémophiles ont été contaminés par le virus du sida, entre 1982 et 1985.

Le scandale éclate en avril 1991 : un article dans *L'Événement du jeudi* incrimine le CNTS (Centre national de transfusion sanguine) qui savait le danger, dès 1984.

Le dernier procès des trois anciens ministres impliqués date de 1999. Affaire complexe et tragique. L'opinion publique, sensible aux problèmes de santé, est choquée par ce long feuilleton.

La « petite phrase » résumant le système de défense de la ministre a suscité beaucoup de réactions : incompréhension, indignation, injures et diffamation. Pourtant, en droit, il peut y avoir responsabilité sans culpabilité, droit civil et droit pénal ne devant pas être confondus.

3297. « France, réveille-toi! »

Philippe SÉGUIN

Philippe SÉGUIN (1943-2010), première tribune contre le traité européen de Maastricht, *Le Figaro*, 27 novembre 1991

Maire d'Épinal et député des Vosges, le plus talentueux marginal de la politique française lance ici son appel contre Maastricht: « Sans doute, un cri de révolte est-il voué à demeurer sans écho... » Il va bientôt jouer de son éloquence à l'Assemblée, pour stigmatiser « ce lâche consentement qui laisse aller le monde comme il va, dans cette passivité médiocre, dans cet aveu d'impuissance avant-coureur du renoncement. »

Et l'Europe, enjeu majeur, va devenir l'un des thèmes les plus conflictuels entre et dans les partis, chose tout à fait logique, dans une démocratie: « Gloire aux pays où l'on parle... », disait Clemenceau, tribun qui sert d'ailleurs de référence à Séguin.

Entre europhiles et europhobes, on trouve les eurosceptiques et les euroréalistes. Et surtout, les fédéralistes contre les souverainistes – dont Séguin.

Les 12 représentants européens des Affaires étrangères se retrouvent à Maastricht, aux Pays-Bas, pour signer un traité d'union économique, monétaire et politique.

Le traité de Maastricht du 7 février 1992 est l'acte le plus important de la construction européenne, après le traité de Rome de 1957. La CEE (Communauté économique européenne, ou Marché commun) laisse place à l'Union européenne.

Lire un traité de ce genre est chose ardue. Les Français ont quelque excuse à se sentir un peu perdus. Le débat ne fait que commencer.

3298. « L'Europe, ça m'en touche une, sans faire bouger l'autre. »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Dans la peau de Jacques Chirac* (2006), Karl Zéro et Michel Royer
Quand les politiques se lâchent! : bons mots, lapsus et vachardises (2011), Olivier Clodong

C'est l'humour chiraquien et une expression qui, en privé, lui est familière. Appliqué à l'Europe, cela témoigne d'un engagement européen tardif.

Né gaulliste, Chirac se montra d'abord sceptique à l'égard de la construction européenne, trop fédéraliste. Mais comme ministre de l'Agriculture (1972-1974), il soutient la PAC, politique agricole commune très profitable aux agriculteurs français. Son appel à soutenir le traité de Maastricht en 1992 marque le ralliement d'une majorité de la droite française au projet européen – Séguin et Pasqua faisant bande à part.

Chirac, présentement maire de Paris, donne sa version de l'Europe en termes déjà présidentiels, et toujours gaulliens: « L'Europe est d'abord une communauté de valeurs et de principes avant d'être une communauté d'intérêts. C'est l'Europe des hommes, plus qu'une Europe des marchés. C'est une Europe de la liberté et du droit. » Il précise encore: « L'Europe ne se substitue pas à nos nations. C'est une fédération d'États-nations. Elle rassemble nos nations pour leur donner plus de force. Elle n'est pas synonyme d'abandon, de renoncement, de dilution de notre identité mais au contraire de prospérité, de justice et de rayonnement accru pour l'Europe dans le monde. »

Oui, mais... on peut dire le contraire, avec la même conviction. Et Séguin revient à la charge.

3299. **« On est souverain ou on ne l'est pas, mais on ne l'est jamais à moitié. La souveraineté est, par essence, un absolu qui exclut toute idée de subordination et de compromission [...] Un peuple souverain n'a de comptes à rendre à personne et n'a, vis-à-vis des autres, que les devoirs et les obligations qu'il choisit librement de s'imposer à lui-même. »**

Philippe SÉGUIN

Philippe SÉGUIN (1943-2010), Discours à l'Assemblée nationale, 5 mai 1992

Voilà pour contrer les optimistes soutenant que Maastricht ne privera pas la France de sa souveraineté, mais l'obligera seulement à en « partager » l'exercice avec ses voisins. Séguin est ici parfaitement fidèle à la tradition gaulliste. Et contre ceux prétendant que la France pourra toujours quitter l'Union, si une majorité étrangère tente de lui imposer sa loi, il a lu le texte de Maastricht mieux que personne : « Vérification faite, le traité ne prévoit ni sécession ni retrait. C'est même la première fois qu'un traité est ainsi marqué par le sceau de l'irréversibilité. » En vertu de quoi, Séguin demande un référendum, pour que le peuple s'exprime – réflexe très gaullien.

Pourtant acquis au traité, le centriste Jean Lecanuet reconnaît dans les couloirs qu'il n'a entendu un si beau morceau d'éloquence parlementaire que deux fois : Michel Debré contre la Communauté européenne de défense (1954) et Robert Badinter contre la peine de mort (1981).

Mais Séguin ne se borne pas aux arguments constitutionnels, si forts soient-ils.

3300. **« Dès lors que, dans un territoire donné, il n'existe qu'une seule monnaie, les écarts de niveau de vie entre les régions qui le composent deviennent vite insupportables. Et en cas de crise économique, c'est le chômage qui s'impose comme seule variable d'ajustement. »**

Philippe SÉGUIN

Philippe SÉGUIN (1943-2010), Discours à l'Assemblée nationale, 5 mai 1992

Voilà le péché originel de cette Europe nouvelle, qui instaure prématurément la création d'une monnaie unique (le futur euro), pièce maîtresse de la construction. Et l'argument économique, pessimiste en 1992, est devenu prémonitoire, avec la crise survenue en 2008, où nombre de pays européens s'enlisent.

Il ébranle quelques consciences, mais la réforme de la Constitution indispensable pour que le traité s'applique va passer : par 398 voix contre 77 et 99 abstentions – plus du double de ce qu'espérait Séguin !

Et le président de la République accède à sa demande : les Français seront appelés à se prononcer sur le traité, par référendum.

Même battu par l'arithmétique, Séguin a gagné la bataille de l'opinion : ce sera lui, le leader du non, quand la campagne référendaire s'ouvrira, cet été.

3301. **« Messieurs, ou vous changez d'attitude,
ou vous abandonnez la politique.
Il n'y a pas de place pour un tel discours, de tels comportements,
dans une vraie démocratie qui respecte l'intelligence
et le bon sens des citoyens. »**

Jacques DELORS

Jacques DELORS (né en 1925), à Quimper, 29 août 1992

Président de la Commission européenne (et socialiste), il stigmatise les partisans du non, traités d'« apprentis sorciers ». C'est évidemment le plus ardent défenseur du Traité sur l'Union européenne.

Mitterrand, très européen, a pris un risque : un référendum n'est jamais gagné d'avance. Le oui donnerait plus de poids au traité, mais qu'arrivera-t-il, si le non l'emporte ? Les sondages sont inquiétants, alors qu'on parlait de 70 % en faveur du traité...

La campagne bat son plein. Fait inattendu pour un sujet aussi ardu, le débat passionne les Français. Ils sont quand même un peu perdus, tout texte juridique étant quasiment illisible, pour les non-initiés. Un argument simple peut les toucher...

3302. **« Le traité de Maastricht
fait la quasi-unanimité de l'ensemble de la classe politique.
Les hommes politiques que nous avons élus
sont tout de même mieux avertis que le commun des mortels. »**

Élisabeth BADINTER

Élisabeth BADINTER (née en 1944), *Vu de Gauche*, septembre 1992
Le Bêtisier de Maastricht (1997), Jean-Pierre Chevènement

C'est un argument. Mais Chevènement est résolument souverainiste, donc opposé à cette Union européenne trop fédéraliste, où la France risque de perdre son indépendance monétaire, financière, commerciale, juridique. Il milite donc pour le non, comme Séguin et Pasqua.

Cinq ans après le référendum, il s'est ingénié à collectionner les « perles » de campagne, chez les partisans du oui dans tous ses excès. Travail de mémoire, à la fois partial et sérieux, il fournit une mine de citations. Il pointe l'exaltation, la démesure des propos, la naïveté de cette propagande, durant l'été 1992. La plupart des médias et des politiques parlent dans le même sens, fait assez rare dans notre histoire !

3303. « **Maastricht constitue les trois clefs de l'avenir:
la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité;
la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance
et plus de sécurité; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie
et plus de démocratie.** »

Michel ROCARD

Michel ROCARD (né en 1930), *Ouest-France*, 27 août 1992
Le Bêtisier de Maastricht (1997), Jean-Pierre Chevènement

Michel Rocard, ex-Premier ministre de Mitterrand (de mai 1988 à mai 1991), sera député européen pendant quinze ans. Défenseur de l'Union, il persiste et il signe en 2012, expliquant toujours notre « besoin d'Europe », et militant pour le renforcement de cette construction économique et politique, qui nous protège.

Même langage de Martine Aubry: « L'Europe, ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale et moins d'exclusion » (Béthune, 12 septembre 1992). Députée du Nord, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle dans le gouvernement d'Édith Cresson, aussi fervente européenne que son père, Jacques Delors.

3304. « **La France est une locomotive.
Elle n'a pas le droit d'être dans le wagon de queue [...]
Le train de l'espoir ne passe pas deux fois.** »

Jack LANG

Jack LANG (né en 1939), RTL, 23 août 1992
Le Bêtisier de Maastricht (1997), Jean-Pierre Chevènement

Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture, toujours lyrique, il plaide aussi au nom des pays non directement concernés: « Interrogez les peuples de Bosnie, de l'ex-Yougoslavie, de Pologne et des autres pays. Ils nous disent: "Chers amis français, entendez-nous. Apportez-nous votre soutien et votre oui. Ce sera un oui à la française, à l'amitié, à la paix, à l'union. Votre oui à l'union fera tache d'huile dans nos pays où nous souffrons tant". Les gens qui sont aujourd'hui sous les bombes seraient désespérés si les Français tournaient le dos à l'unité européenne » (France-Inter, 18 septembre 1992).

Argument prémonitoire: l'Europe qui s'ouvrira bientôt vers l'Est aidera ces peuples, devenus plus résolument européens que les autres.

Le débat intéresse les Français. Abstention plus faible qu'aux deux référendums précédents, mais le oui l'emporte de peu, ce 20 septembre: 51,05 % des suffrages exprimés, soit quelque 500 000 voix.

Seuls les Danois ont voté non. Après certains aménagements au traité, le oui l'emporte: 56,8 %, au second référendum du 18 mai 1993.

Le traité de Maastricht, ou Traité sur l'Union européenne (TUE), entre en vigueur le 1^{er} novembre 1993. L'union monétaire deviendra effective pour 11 pays de l'Union, le 1^{er} janvier 1999.

3305. « **Dans un monde où la déloyauté est la règle, vous me permettrez d'afficher, de manière peut-être provocante, ma loyauté envers Jacques Chirac.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), juin 1992
« Le vrai Sarkozy », *Marianne*, 14 au 20 avril 2007

Sarkozy se pose en fils spirituel du futur président. Jusqu'ici, l'entente est parfaite.

Jacques Chirac, Premier ministre de Giscard d'Estaing, rencontre Nicolas Sarkozy aux Assises de l'UDR à Nice, en juin 1975. « C'est toi Sarkozy ? Tu as cinq minutes ! » Le voilà propulsé, à 20 ans, devant 6 000 militants. Baptême du feu, vingt minutes à la tribune : « Être jeune gaulliste, c'est être révolutionnaire... » Ouations. Gratitude envers Chirac qui lui a offert son premier discours, et la certitude qu'il est fait pour « ça ».

Très actif au RPR (Rassemblement pour la République), créé en 1976 par Chirac pour rénover le gaullisme et préparer sa course à l'Élysée, le militant se rapproche du « premier cercle de la chiraquie ».

Il fait presque partie de la famille, Bernadette Chirac et Claude (leur fille) ont une réelle amitié pour lui. Et Chirac le nomme secrétaire général chargé des fédérations au RPR : premier poste d'envergure nationale, pour l'ambitieux. Qui proclame sa loyauté.

3306. « **Toutes les explications du monde ne justifieront pas qu'on ait pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme et, finalement, sa vie.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Discours aux funérailles de Pierre Bérégovoy, 4 mai 1993

Le président défend la mémoire de son ex-Premier ministre et ami, qui s'est tiré une balle dans la tête le 1^{er} mai, après un acharnement médiatique injuste.

La presse (*Canard enchaîné* en tête) reprochait à cet homme honnête, luttant contre la corruption et les corrompus, un prêt sans intérêt, pour une somme relativement modeste (un million de francs). Cet ancien militant, fidèle à ses convictions comme à ses amis, mais attaqué, puis lâché par les siens et notoirement déprimé, se reprochait surtout la défaite de la gauche, aux législatives de mars 1993.

La véhémence de Mitterrand a une autre raison : il est lui-même très attaqué sur son passé d'ex-vichyste, devenu résistant. La politique est un métier dur, qui peut devenir cruel. Son successeur vivra cette tragédie, le temps venu.

Moins d'un an plus tard, le suicide de François de Grosrouvre dans son bureau à l'Élysée affectera son vieil ami Mitterrand, et suscitera des rumeurs quasi inévitables.

3307. « **Dans une campagne, il faut aller chercher les électeurs avec les dents.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019)
Le Dauphin et le régent (1994), Catherine Nay

Métaphore carnassière, sinon cannibale, qui sera reprise par Sarkozy. Chirac le battant annonce sa candidature à la présidentielle, le 4 novembre 1994 (*La Voix du Nord*).

Aux législatives de 1993, la droite a laminé la gauche, remportant 80 % des sièges : le septennat de Mitterrand se termine dans un climat délétère, entre les affaires, les révélations, les désillusions. Chirac ne veut plus jouer le Premier ministre, pour mieux préparer la présidentielle. Balladur, l'« ami de trente ans », y va, et vit une « cohabitation de velours » avec le président. Il devient le favori des sondages (65 % d'opinions positives). Pour ne pas faire éclater le parti, il n'annoncera sa candidature que le 18 janvier 1995, soutenu par Pasqua et par Sarkozy - qui lui doit son premier poste ministériel, au Budget. Chirac a vu venir la trahison, devance Balladur... et part en campagne. Il va cibler les jeunes, avec un programme basé sur l'égalité des chances, la justice, la fraternité.

Dans ce duel à droite, Chirac, « dauphin » agité, bonapartiste de rupture, s'oppose à Balladur, le « régent » tranquille, l'orléaniste libéral. Toutes les élections présidentielles tournent au psychodrame, avec l'affrontement des personnages et des courants.

3308. « **L'électroencéphalogramme de la Chiraquie est plat. Ce n'est plus l'Hôtel de Ville, c'est l'antichambre de la morgue. Chirac est mort, il ne manque plus que les trois dernières pelletées de terre.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), 1994
« Le vrai Sarkozy », *Marianne*, 14 au 20 avril 2007

Guerre fratricide déclarée, au sein de la droite. Après vingt ans d'amitié (politique et personnelle), Sarkozy s'est rallié à Balladur, sans état d'âme. Il sera son porte-parole, pour la présidentielle de 1995. Cela vaut trahison pour Chirac et les chiraquiens, de plus en plus rares à jouer la carte de la loyauté, la fidélité, face au clan des balladuriens.

3309. « **Il ne faut pas blesser une bête : on la caresse ou on la tue.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019)
Mémoires, tome I, Chaque pas doit être un but (2009), Jacques Chirac

La haine va répondre au mépris. Chirac a lui-même beaucoup tué. Dans les couloirs de l'Assemblée, à la veille de la prochaine présidentielle (2002), Balladur prévient Jospin : « Chirac a tué Chaban-Delmas, il a ensuite tué Giscard, puis il a tué Barre, et enfin il m'a tué. Méfiez-vous. » Il a blessé aussi. Son biographe, Franz-Olivier Giesbert, écrit qu'il ne garde rien, « même pas ses amis ».

Normal : « Le monde politique est une jungle », selon Chirac. Chirac et Sarkozy sont deux « fauves », pas de la même taille, pas de la même génération. Mais leur rivalité va marquer la vie politique française. Chirac ne pardonnera jamais.

3310. « **Je crois aux forces de l'esprit et je ne vous quitterai pas.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996) à la télévision, 31 décembre 1994

Le président adresse pour la dernière fois ses vœux à la nation, au terme de son second septennat. « L'an prochain, ce sera mon successeur qui vous exprimera ses vœux. Là où je serai, je l'écouterai, le cœur plein de reconnaissance pour le peuple français qui m'aura si longtemps confié son destin, et plein d'espoir en vous. Je crois aux forces de l'esprit et je ne vous quitterai pas. »

Sa maladie (cancer), de notoriété publique, dramatise naturellement ce rendez-vous annuel et convenu d'un président avec un peuple.

3311. « **Il faut vaincre ses préjugés. Ce que je vous demande là est presque impossible, car il faut vaincre notre histoire. Et pourtant, si on ne la vainc pas, il faut savoir qu'une règle s'imposera. Mesdames et messieurs, le nationalisme, c'est la guerre! La guerre n'est pas seulement le passé, elle peut être notre avenir; et c'est vous, mesdames et messieurs les députés, qui êtes désormais les garants de notre paix, de notre sécurité et de notre avenir.** »

François MITTERRAND

François MITTERRAND (1916-1996), Discours prononcé devant le Parlement européen, 17 janvier 1995

L'un des derniers messages de Mitterrand l'europeen, au bout de quelque soixante ans de vie politique. Il a connu la montée des périls dans les années 1930, il a vécu la guerre. Et il met ses dernières forces dans ce plaidoyer pour un monde de paix.

Quels que soient les reproches faits à la construction européenne, qui se renouvellent, s'accumulent et se contredisent en fonction de la conjoncture économique et politique, des convictions plus ou moins partisans, et des incertitudes sur la forme et le devenir de l'Europe, il ne faut jamais oublier d'où vient l'Europe, son histoire tragique et les siècles de guerres fratricides, entre ses peuples voisins.

3312. « **Bien sûr que je suis de gauche! Je mange de la choucroute et je bois de la bière.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Libération*, 17 février 1995

Bien sûr que Chirac est en campagne! Et *Libé* est un journal de gauche. Et le candidat de la droite, qui n'est pas seul sur ce terrain, doit impérativement séduire à gauche. Mais l'homme est vraiment lui-même, et plus vrai que nature. Sa capacité d'ingestion (et de digestion) étonne: «un ogre», selon son biographe, Franz-Olivier Giesbert.

3313. « **Une fracture sociale se creuse.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Discours fondateur de sa campagne présidentielle, 17 février 1995

C'est un orateur né, mais il a besoin de conseillers. Au plus bas dans les sondages, le maire de Paris prépare son retour sur la scène nationale. Henri Guaino, gaulliste social, lui souffle l'idée de fracture sociale, empruntée à Marcel Gauchet, historien et philosophe de la lutte des classes, et reprise également par Emmanuel Todd.

Encore faut-il mettre l'idée en situation, trouver les mots, et le ton. Chirac y parvient, déjouant tous les pronostics de ses adversaires, et des observateurs.

Ce discours-programme crée un véritable espoir, chez les jeunes et dans les classes populaires: « La France fut longtemps considérée comme un modèle de mobilité sociale. Certes, tout n'y était pas parfait. Mais elle connaissait un mouvement continu qui allait dans le bon sens. Or, la sécurité économique et la certitude du lendemain sont désormais des privilèges. La jeunesse française exprime son désarroi. Une fracture sociale se creuse dont l'ensemble de la nation supporte la charge. La "machine France" ne fonctionne plus. Elle ne fonctionne plus pour tous les Français. »

3314. « **Tout le monde a menti dans ce procès, mais moi j'ai menti de bonne foi.** »

Bernard TAPIE

Bernard TAPIE (né en 1943), lors du procès OM-Valenciennes, mars 1995
Le Spectacle du monde, n^{os} 394 à 397 (1995)

Diversions dans la campagne présidentielle, épilogue du feuilleton médiatico-juridico-sportif qui passionne le public, avec deux stars à l'affiche: le foot et « Nanard », empêtré dans une sale affaire, au Tribunal de Valenciennes.

Le mot, qui vaut aveu, définit ce personnage atypique, cynique, talentueux dans son genre, popu et bling-bling à la fois, ogre hyperactif, qui touche à tous les métiers, est présent dans tous les milieux: chanson, télévision, sport, économie et politique. De 1988 à 1992, le voilà député des Bouches-du-Rhône, député européen, ministre de la Ville, conseiller régional. Parallèlement, il a dirigé avec brio l'Olympique de Marseille jusqu'en 1993, date où commencent les ennuis judiciaires.

Accusé d'abus de biens sociaux et de fraude fiscale, le présent procès l'implique dans une tentative de corruption, lors du match OM-VA (Olympique de Marseille contre Valenciennes). Voulant protéger ses joueurs qui vont affronter le Milan AC dans la Coupe des clubs champions, le patron de l'OM a payé des joueurs de Valenciennes pour qu'ils « lèvent le pied ». L'OM a gagné sur les deux tableaux en 1993 (Coupe d'Europe et Coupe de France), mais des joueurs ont parlé. Tapie a démenti, avant de céder: « J'ai menti, mais... »

Condamné à deux ans de prison, dont un an ferme, pour corruption active et subornation de témoin, il fait appel. Condamnation définitive en 1996. Et résurrection médiatique et financière, sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Les années Chirac, Sarkozy et Hollande

Depuis le 17 mai 1995 : Début du septennat de Jacques Chirac

Raconter l'histoire la plus contemporaine, en donnant à voir et entendre l'actualité de cette période, est possible. En faire la synthèse est difficile, et plus encore le bilan. Quelques idées force se dégagent cependant.

L'histoire s'accélère, et s'universalise. Au troisième millénaire, les réponses aux vrais problèmes de l'avenir relèvent d'une concertation et d'une solidarité entre États ou blocs.

Avec les attentats du 11 septembre 2001 (3 000 morts à New York, médiatisation instantanée), le terrorisme islamiste provoque un choc mondial. Dix ans après, les révolutions du « printemps arabe » suscitent l'espoir, mais l'islamisme violent reste une menace.

L'écologie est un thème planétaire auquel l'opinion publique devient sensible : réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles, pollution de l'atmosphère, de la terre et de l'eau, déforestation, disparition de nombreuses espèces végétales et animales.

Autres enjeux, autres défis : mondialisation économique et altermondialisme, révolution de la communication par Internet et développement des réseaux sociaux. Cependant que l'avenir de l'Europe et la forme à lui donner fait toujours débat.

En France, l'alternance démocratique prouve la souplesse et la solidité des institutions de la Cinquième République, avec un bipartisme tenace : le pays est majoritairement centriste, mais la gauche et la droite s'affrontent en deux grands partis de gouvernement, nouant des alliances éphémères avec les partis minoritaires. Quant au FN, le scrutin majoritaire ne lui permet pas d'être représenté à l'Assemblée.

Autre constat, les Français renâclent devant les réformes plus que jamais nécessaires, dans un monde en pleine évolution, et les responsables politiques se trouvent confrontés aux mêmes problèmes : chômage, crise, sentiment d'insécurité, malaise des banlieues, résurgence des extrêmes... et désamour pour l'Europe.

Dans ce contexte, les trois présidences se suivent et ne se ressemblent pas.

Mai 1995 : Jacques Chirac, maire de Paris, accède au pouvoir après une longue carrière politique, et des « affaires » qui finissent par le rattraper. La droite, qui accumule les erreurs, est sanctionnée aux législatives anticipées (1997) et condamnée à une cohabitation record (cinq ans) avec un Premier ministre socialiste, Lionel Jospin. Victime de l'éparpillement des voix de gauche, son élimination surprise au premier tour des présidentielles est un choc citoyen : d'où création de l'UMP (le grand parti de droite) et réélection de Chirac face à Le Pen, avec 82% des voix, en mai 2002.

Le second mandat est difficile, le Non (à 55%) au référendum européen est un nouveau séisme politique et un défi aux grands partis, mais la réforme du quinquennat accélère le rythme de la vie politique. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, jeune loup visiblement impatient, provoque le vieux fauve : nouvel épisode de la guerre des droites.

Mai 2007 : Sarkozy affronte Ségolène Royal, candidate de la gauche pas vraiment soutenue par son parti et accumulant les maladresses à vouloir trop plaire. Le duel « Sarko contre Ségo » passionne le pays : deux acteurs politiques plus jeunes, très médiatiques. Et la droite garde le pouvoir, sans surprise.

Le nouveau président occupe la scène, le petit écran, les médias, et « fait le buzz » sur la Toile par tous les moyens. Il expose sa vie privée, casse les codes, brouille tous les repères. Omniprésent et hyperactif, l'hyperprésident a choisi un Premier ministre relativement effacé, François Fillon. L'antisarkozysme va se révéler aussi violent que les propos et les provocations présidentielles.

Une crise économique aussi grave que celle des années 1930 frappe le monde à partir de 2008. Les conséquences en sont moins dramatiques, mais la France, vieux pays attaché à ses traditions et à l'État providence, peine à réagir, et le slogan du « travailler plus pour gagner plus » n'est plus crédible. C'est l'autre handicap majeur pour Nicolas Sarkozy. Et la droite perd toutes les élections, y compris au Sénat.

Au printemps 2011, l'« affaire DSK » bouleverse l'échiquier politique. Dominique Strauss-Kahn, président du FMI et candidat naturel du PS, est au cœur d'un scandale sexuel qui fait la une des journaux du monde entier, brisant sa carrière et obligeant la gauche à changer de stratégie. Les « primaires socialistes » désignent Hollande, qui devance Martine Aubry.

Mai 2012 : François Hollande est élu contre Sarkozy, au terme d'une campagne présidentielle survoltée. Grands discours lyriques et petites phrases assassines, de l'extrême gauche à l'extrême droite, en passant par les centristes, Bayrou en tête d'affiche et Mélenchon en tribun du peuple de gauche.

Le président socialiste qui se veut « normal » a choisi un Premier ministre à son image, mais la situation anormalement grave exige des mesures impopulaires et leur cote de popularité chute. Quant à la droite, minoritaire à tous les échelons de la vie publique, elle perd son âme dans un duel interne au parti UMP, et peine à jouer son rôle d'opposition.

La passion pour la politique, histoire au jour le jour, est ravivée à chaque grande élection, présidentielle en tête, et à la moindre occasion offerte par l'actualité.

Fascination pour les personnages politiques, mémoire collective des événements marquants et fierté d'un passé très riche, attachement à la démocratie et aux valeurs républicaines héritées de la Révolution, aux fêtes nationales et aux commémorations, l'Histoire (la grande ou la petite) reste une passion française toujours vivante.

Personnage de Jacques Chirac

3315. « **Chaque pas doit être un but.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Mémoires*, tome I (2009)

Avant que la mémoire ne lui fasse défaut et qu'il se retire de la scène publique, l'homme se souvient d'une vie vouée à la politique, en deux tomes sous-titrés: I – *Chaque pas doit être un but*, II – *Le Temps présidentiel*.

Chirac a déjà écrit sur ce thème, et beaucoup parlé. Il a aussi son biographe, journaliste politique et observateur attentif: «On a tout dit sur Chirac. À juste titre. Un coup travailliste, le lendemain bonapartiste avant de tourner libéral, puis social-moderé, il aura fait tout le spectre politique, et dans les deux sens. On a souvent mis cette propension herculéenne à virer de bord sur le compte d'une rouerie qui pourtant n'est pas son fort. Non, c'est l'instinct, plutôt que le cynisme, qui l'emmène d'un bout à l'autre du champ politique, au gré du vent qu'il vient de humer. Cet homme donne le tournis» (Franz-Olivier Giesbert, *La Tragédie du président: scènes de la vie politique, 1986-2006*).

Parti de l'ENA et de la Cour des comptes, ce marathonien accomplit un long parcours: allant du conseil municipal de Sainte-Ferréole (Corrèze) à la mairie de Paris, il fut entre-temps député, plusieurs fois ministre, deux fois Premier ministre, pour arriver au but suprême: président de la République.

3316. « **Les feux rouges, je les ai grillés toute ma vie, tu crois peut-être qu'on en arrive là en auto-stop?** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Dans la peau de Jacques Chirac* (2006), Karl Zéro et Michel Royer

Le film retrace sa carrière, depuis son entrée au gouvernement Pompidou, sous de Gaulle, en 1967. Le chef de l'État, dont la voix est imitée par Didier Gustin pour les apartés, fait le bilan de ses années de pouvoir.

Ce « documarrant », faux documentaire et autobiographie non autorisée, a remporté le César du meilleur documentaire, gage d'un certain sérieux. Et à travers l'humour chiraquien, quelques vérités passent.

« Comme on dit en Corrèze, qui s'est frotté à l'ail ne peut sentir la giroflée. » Fatalement, il y a les mauvaises rencontres, et les « affaires » accumulées – cité dans neuf affaires judiciaires, il sera protégé par son immunité présidentielle. Mais Alain Juppé (« le meilleur d'entre nous », dit-il) paiera pour cette République qui n'est pas « irréprochable ». Charles Pasqua (conseiller, ministre de l'Intérieur), impliqué dans neuf affaires politico-financières, sera condamné trois fois... Ces écarts de conduite sont l'une des zones d'ombre de la chiraquie.

Le film de Karl Zéro est présenté comme « un hommage à notre plus grand acteur français ». À travers quarante années d'archives audiovisuelles retraçant la « geste chiraquienne », le président témoigne de cette quête éperdue du pouvoir. Avec ce personnage ambitieux et roublard, coléreux et comique, la réalité dépasse la fiction et le sens du dialogue offre des citations à foison.

3317. « **Un chef, c'est fait pour cheffer.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Le Figaro Magazine*, 20 juin 1992

L'autorité est une vertu première, il le fera savoir, et de quelle manière ! Le mot le plus dur vise le ministre le plus populaire du gouvernement Raffarin, Nicolas Sarkozy, qu'il a été obligé d'accepter au poste le plus important – ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, en mars 2004.

Devant les velléités d'indépendance, et la trop visible impatience de l'ambitieux à lui succéder, le président déclare, lors de la traditionnelle interview du 14 juillet, qu'il ne peut y avoir de différend entre eux, pour une raison simple : « Je décide et il exécute. » Interrogé sur la candidature de Sarkozy à la présidence de l'UMP : « Il démissionnera immédiatement, ou je le démissionnerai ».

Bernadette Chirac confirme : « Je suis mariée à un homme qui n'est pas corrézien pour rien. Il a un sens de l'autorité bien affirmé [...] Sa femme doit l'accompagner, le suivre, et ne pas prendre position à tout bout de champ » (*Paris Match*, juillet 2005).

Malgré son autorité de chef proclamée, Chirac complète son autoportrait en montrant, non sans modestie, qu'il sait déléguer : « Si on a pris le soin de bien s'entourer, le collaborateur responsable prend 99 fois sur 100 la décision que vous auriez souhaitée, voire, de temps à autre, une décision meilleure » (*Les Mille Sources*).

3318. « **L'espérance est un combat qui exige du cœur et de l'imagination.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Une nouvelle France* (1992)

C'est un battant, il l'a maintes fois prouvé, en quarante ans de vie politique.

Pompidou, Premier ministre sous de Gaulle, jauge en 1967 le plus actif des « jeunes loups » gaullistes, qui entre dans la carrière comme secrétaire d'État à l'Emploi : « À mon cabinet, on l'appelle le bulldozer. L'expérience prouve qu'il obtient tout ce qu'il demande. Il ne s'arrête pas tant qu'il ne l'a pas obtenu. On n'a encore jamais trouvé quelqu'un qui lui résiste. »

Chirac confesse, en candidat à la présidentielle : « Le pessimisme ouvre la voie à tous les renoncements » (*La France pour tous*, 1994). Et de manière plus personnelle, même si le Président s'adresse ici à une France encline au déclinisme : « C'est le déclin lorsque l'homme dit : Que va-t-il se passer ?, au lieu de dire : Que vais-je faire ? »

Pour lui qui a raté deux fois la présidentielle, avant d'être élu et réélu, « les seules batailles perdues d'avance sont celles que l'on ne livre pas ». Mais en 1995, distancé dans les sondages par Balladur, trahi par Sarkozy, traité de « loser » par la classe politique et ridiculisé par sa marionnette d'antihéros aux « Guignols de l'info » sur Canal Plus, pour espérer encore, il faut beaucoup de cœur et d'imagination. Il faut aussi quelques alliés inconditionnels, dont Juppé, sa fille Claude Chirac, qui s'occupe de la communication, et un slogan porteur et populaire : la fracture sociale.

Sa femme en témoigne, deux ans avant la fin d'un quinquennat plus que difficile : « Mon mari, je ne l'ai jamais vu déprimé, parce que c'est un guerrier. Il se battra jusqu'au bout » (*Paris Match*, juillet 2005).

3319. **« Nous sommes la première génération consciente des menaces qui pèsent sur la planète. La première. Et nous sommes aussi probablement la dernière génération en mesure d'empêcher l'irréversible. »**

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), président de la République, Discours au Sommet de la Terre à Johannesburg, 2 septembre 2002

De tous les combats menés, peut-être celui qui lui tient finalement le plus à cœur. Loin des joutes politiciennes et des tracasseries quotidiennes, la vision politique profite d'un espace-temps élargi, et la solidarité s'impose : entre les générations, pour préserver les ressources et laisser une planète viable à nos enfants ; entre les peuples, afin de partager les richesses et d'empêcher que se creuse le fossé entre le Nord et le Sud.

Au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro (1992), plus de 180 États se sont engagés sur le chemin d'une écologie solidaire et d'une économie plus raisonnable. À Johannesburg, le Sommet mondial du développement durable (autre titre) confirme : « La maison brûle, mais nous regardons ailleurs », dit Jacques Chirac. La Semaine du Développement durable naît sous son quinquennat en 2003, et se renouvelle chaque année en France. Enfin, il réunit la Conférence de Paris, les 2 et 3 février 2007 : ministres, scientifiques, chefs d'entreprises, ONG, personnalités venant de plus de 60 pays, dans un esprit de citoyenneté écologique mondiale, décident d'agir ensemble pour l'environnement.

Sarkozy président suivra, avec le « Grenelle Environnement », dès mai 2007.

Mais rien ne va assez vite, et Jacques Chirac, retraité politique, crée en 2008 une Fondation à son nom : dernier acte citoyen, volonté testamentaire. « Les responsabilités d'un homme d'État ne s'achèvent pas avec ses mandats publics. Par-delà l'engagement politique demeurent l'engagement de l'homme, le sens de ses combats, ce en quoi il croit. »

3320. **« Que voulez-vous, je suis Français, et j'adore aller expliquer aux autres ce que je suis infoutu de faire chez moi. »**

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Dans la peau de Jacques Chirac* (2006), Karl Zéro et Michel Royer

Ce côté donneur de leçon remonte au siècle des Lumières et à la Révolution. Mais peu d'hommes publics confessent que c'est parfois un travers ridicule. Chirac note d'ailleurs : « En matière de politique internationale, on ne retient mes propos que si je dis une connerie. »

L'écologie, dossier idéal ! Le Président plaide la cause, en annonçant « sa » Conférence de Paris et l'ONU : « Chacun sait qu'une activité humaine non maîtrisée est en train de provoquer une sorte de lent suicide collectif. Seul le rassemblement des nations autour d'engagements consentis en commun permettra de prévenir un désastre. Créons l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement, conscience écologique du monde, lieu privilégié de notre action commune pour les générations futures. La France accueillera l'année prochaine, dans une conférence internationale, tous ceux qui veulent faire progresser ce projet capital pour l'avenir de la planète » (déclaration du 19 septembre 2006).

Mais ce que retiendra l'histoire, c'est surtout l'opposition de la France à la (seconde) guerre du Golfe, voulue par Georges Bush (junior) contre l'Irak. Dans ce dossier plaidé à l'ONU le 14 février 2003, la voix de la France est celle de Dominique de Villepin, éloquent ministre des Affaires étrangères : « Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui... » À l'occasion de cette crise, notre pays retrouve, pour un temps, son rôle de grande puissance, conforme à son histoire et son génie. Chirac, le gaulliste, a dû adorer cet épisode d'un quinquennat souvent difficile.

3321. « Si vous saviez le plaisir que j'ai pu éprouver à passer pour un blaireau, surtout au milieu de corniauds. »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Dans la peau de Jacques Chirac* (2006), Karl Zéro et Michel Royer

Trait de caractère original : aucun président de la République n'a pu tenir ce genre de propos, à l'humour assumé, rigolard et franchouillard.

« Moi, vous savez, je n'aime que deux choses : la trompette de cavalerie et les romans policiers. » Il cultive ce personnage populaire, ça l'amuse et ça plaît, c'est bon pour sa cote de popularité... Mais Chirac est plus cultivé qu'il ne veut paraître, contrairement à tous ceux qui pratiquent la méthode inverse.

On apprend sa passion pour les arts premiers : spécialiste reconnu des civilisations dites (jadis) primitives, il voulait leur consacrer un musée, quand il était maire de Paris. Le Musée du quai Branly ouvre finalement, en 2006.

C'est aussi un fan de sumo, sport traditionnel japonais, au rituel vieux de quinze siècles. En janvier 2004, Nicolas Sarkozy revient d'un voyage officiel en Asie. Devant les journalistes qui l'accompagnent, le ministre attaque le président : « Comment peut-on être fasciné par ces combats de types obèses au chignon gominé ? Ce n'est vraiment pas un sport d'intellectuel, le sumo ! » Déchaînement de la presse nipponne, incident diplomatique avec le Japon : Sarkozy doit présenter ses excuses à l'ambassadeur. Chirac a certainement apprécié.

Humour, encore et toujours : « Les prévisions sont difficiles, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir » (*Le Figaro Magazine*, février 1993). Phrase empruntée à l'humoriste Pierre Dac, une bonne source.

Et plus sérieusement : « Je simplifie, mais il faut toujours simplifier les choses pour mieux les comprendre » (Jacques Chirac, *Portrait total*).

3322. « Buwons à nos femmes, à nos chevaux, et à ceux qui les montent. »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), cité dans *Marianne* n° 184 (mars 2012)

Politiquement incorrect, assez macho et un peu cavalier - la source est d'ailleurs dans la tradition de la cavalerie. Mais il n'y a que Chirac pour oser, et afficher cette image publique, voire présidentielle.

Un florilège fait la joie des bêtisiers politiques et des collectionneurs de perles. C'est du Chirac nature, caricature prise sur le vif. Un humoriste en scène pourrait les tester :

« Portez des couleurs plus vives, faites-vous sponsoriser par les grands couturiers, soyez bronzés, n'ayez pas l'air de cadavres. » Conseil du président aux ambassadeurs, août 1996. Le candidat s'est lâché plus librement encore :

« J'apprécie plus le pain, le pâté, le saucisson que les limitations de vitesse » (*L'Auto-Journal*, 1^{er} août 1977).

« Bien sûr que je suis de gauche ! Je mange de la choucroute et je bois de la bière » (*Libération*, 17 Février 1995). Et la même année, toujours en campagne pour la présidentielle : « J'aime le bon vin, je n'abuse pas. Mais la bière a un avantage, c'est que cela désaltère, vous comprenez, désaltérer, cela coupe la soif et il n'y a pas trop d'alcool dedans, beaucoup moins que dans le vin. Alors on peut boire davantage. » Quand on sait que Sarkozy ne boit jamais d'alcool, et colore de jus de fruit rouge le verre d'eau avec lequel il doit trinquer, pour la photo...

La popularité de Chirac connaît des hauts et des bas, mais sa liberté de ton et son côté bon vivant le rendent malgré tout sympathique. Karl Zéro, qui voulait démolir le personnage (*Dans la peau de Jacques Chirac*) en est finalement convenu. Et la marionnette des Guignols de l'info, si caricaturale soit-elle, profitera au candidat ! Face à elle, celle de Balladur, si hautaine, devient affreusement antipathique.

3323. « **Le contact humain est le véhicule essentiel de la démocratie.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Conférence de presse à Rio de Janeiro, 29 juin 1999

Jean Lacouture, biographe du général de Gaulle, évoquait le plus illustre et le premier de nos présidents de la Cinquième République : « Il devient, d'un bain de foule à l'autre, bras levés, la vigie nationale, aussi apte d'ailleurs à embrasser les enfants des écoles qu'à toiser, du haut de son donjon personnel, le peuple français – qu'il aime, de haut. »

Pompidou et Giscard d'Estaing, Mitterrand et Sarkozy seront plus ou moins contraints au bain de foule, obligés de serrer des mains, d'aller, physiquement, au contact du peuple qui les a élus. Seul Chirac y prend véritablement plaisir. Même en vacances, même à la retraite, il en a besoin. Et ça ne se passe pas en voiture, la protection policière n'est pas omniprésente.

Les moments les plus spectaculaires, c'est lors de ses voyages présidentiels, en province ou en Afrique. Le Salon de l'agriculture est une autre étape très attendue. Il y bat des records de durée, il arpente les allées, partage le boire et le manger à tous les stands prévus ou pas, et ce Corrèzien de Paris sait comme personne « caresser le cul des vaches ».

Cette démocratie directe et populaire a dû affoler le service d'ordre. C'est miracle s'il n'y a pas plus d'accident. Mais Chirac est courageux et rien ne l'arrête.

3324. « **Telle est la vraie nature de Jacques Chirac : c'est un ogre.
Il engloutit tout avec la même gloutonnerie.
Les hommes, les femmes, les idées, les kilomètres, les amours,
les défaites ou les plats canailles.** »

Franz-Olivier GIESBERT

Franz-Olivier GIESBERT (né en 1949), *La Tragédie du président, Scènes de la vie politique, 1986-2006* (2006)

Cette biographie sans complaisance, datée de la fin du règne, dramatise la situation et le personnage, vu comme « un grand brûlé de la politique ». C'est une version plus sombre, avec cette chute : « Tout, dans sa vie, est rythmé par le même cycle : ingestion, digestion, rejet. Il ne garde rien. Même pas ses amis. »

La raison est simple, elle tient en deux mots de Chirac : « Le monde politique est une jungle », et « Il ne faut jamais blesser une bête, on la caresse ou on la tue. » Et l'homme est de la race des grands fauves.

Comique ou dramatique, l'ogre Chirac fascine. Par son énergie, sa vitalité. Il a toujours séduit, malgré (ou par) ses défauts très humains. Malgré les affaires qui le poursuivent et le rattrapent, malgré les bourdes tactiques et les erreurs stratégiques, malgré ses contradictions et ses revirements, ses conneries avouées ou pas, et cette capacité à éliminer ses ennemis politiques.

Oui, malgré tout, l'homme reste sympathique, avec une fin de règne difficile, et une fin de vie pathétique. Les Français apprennent le nom d'un mal étrange, l'anosognosie, le malade souffrant d'abord de pertes de mémoire, avant d'oublier qu'il oublie, et de ne plus être conscient de son état.

Mais cet homme aura bien et beaucoup vécu, la politique restant la plus constante de ses passions, avec la France.

Personnage de Nicolas Sarkozy

3325. « **Nerveux, impétueux, ne doutant de rien et surtout pas de lui-même...** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Mémoires*, tome II, *Le Temps présidentiel* (2011)

Dans ce testament politique, l'ancien président juge celui en qui il plaçait tant d'espoir, et qui lui succède à la tête de l'État, en 2007.

Leur antagonisme est un fait politique, de notoriété publique. Thème théâtral, digne de Shakespeare ou Hugo, il inspire journalistes et biographes.

Dans *La Tragédie du Président* (2006), Franz-Olivier Giesbert décrit une scène du retour au pouvoir de Sarkozy, ministre de l'Intérieur en 2002, à défaut de Premier ministre, poste confié à Raffarin. « Je n'ai pas confiance. Il est fou », dit Chirac à Jérôme Monod, son conseiller, qui réplique : « Non, il n'est pas fou, juste maniaco-dépressif. »

Après l'échec de la majorité aux régionales en 2004, Sarkozy souhaite remplacer Raffarin. Chirac lui préfère Villepin, car « si Matignon et l'Élysée ne s'entendent pas, c'est l'implosion [...] C'est ce qui se passerait inévitablement avec Sarkozy », affirme-t-il dans ses *Mémoires*.

Hubert Coudurier, journaliste tout média, enquête à son tour sur les coulisses du pouvoir, la fin du chiraquisme et l'irrésistible ascension de Sarkozy, dans une chronique bien titrée : *Amours, Ruptures et Trahisons* (2008). « Pauvre homme, je n'allais pas lui dire qu'il n'a fait que des conneries », dit Sarkozy, ministre, en 2005. Et Chirac avouera : « Il m'a pourri mon quinquennat. »

« Le monde politique est une jungle », affirme Chirac, et Sarkozy, enfant terrible de la chiraquie, a retenu la leçon du maître.

3326. « **D'aussi loin que je me souviens, j'ai toujours voulu agir. Transformer le quotidien, rendre l'impossible envisageable.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), *Témoignage* (2006)

Autoportrait, un an avant l'élection présidentielle... autant dire avant-propos de campagne. Et profession de foi – pourquoi ne serait-elle pas sincère ? Au passage, notons la parenté avec « Soyez réaliste, demandez l'impossible », ce slogan d'un Mai 68 qu'il n'aime guère.

« La politique a cet intérêt unique et tellement exigeant de se faire avec les Français, pas contre eux, ni sans eux. J'aime l'idée d'une action commune, vers un même objectif, pour donner un espoir à des millions de gens [...] J'aime construire, agir, résoudre les problèmes. Je crois que tout se mérite et qu'au final, l'effort est toujours payant. Voilà mes valeurs. Voilà pourquoi je fais de la politique. »

Avocat, maire de Neuilly à 28 ans, plusieurs fois ministre, et président de l'UMP, Sarkozy est élu président contre Ségolène Royal, le 6 mai 2007. À 52 ans, il réalise l'ambition de sa vie. On pourra critiquer l'avalanche de réformes annoncées par cet hyperprésident, volontariste et présent sur tous les fronts. C'est peu dire qu'il annonçait la couleur, dans ce *Témoignage* : « Aller au bout de soi-même, c'est toujours ce que j'ai voulu. »

3327. « **Quand on a le sentiment que le temps est compté, on agit plus et plus vite.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), interview dans *Le Monde*, 17 juillet 2004

C'est le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie qui s'exprime. Mais le ministre de l'Intérieur agissait de même, et plus rien ne pourra freiner l'hyperactivité du président, perpétuellement en projet, en parole, en mouvement. « Impétueux », le mot de Chirac pour le définir, est repris par Catherine Nay pour titrer sa biographie de Sarkozy, en 2012.

L'impétueux assume, et comment ! « On dit "omniprésident", oh ! Je préfère qu'on me dise ça, plutôt que "roi fainéant"... Ça au moins, à force d'écrire que j'en fais trop, on se pose pas la question de savoir ce que je fais. C'est arrivé dans l'histoire de notre pays. » Lors de ses vœux parlementaires du 7 janvier 2009, nul n'ignore que le « roi fainéant » vise Chirac – autre hyperactif, mais plus maîtrisé, plus âgé aussi.

En mai 2008, Sarkozy osera l'insolence, devant les députés de la majorité : « Chirac a mis vingt et un ans à se faire élire. Moi, je l'ai été du premier coup... Il a fait une réforme et demie, son premier septennat s'est arrêté en décembre 1995 sur un recul sur la réforme des régimes spéciaux. »

Il est vrai que l'homme pressé a rongé son frein plus de dix ans : quand il n'était que ministre, et surtout durant sa traversée du désert. Les chiraquiens lui ont fait payer sa trahison, le choix de Balladur contre Chirac, dans la présidentielle de 1995. Une erreur politique, mais... « celui qui ne prend aucun risque, en réalité, les prend tous » (*Témoignage*).

3328. « **La crise morale française porte un nom : c'est la crise du travail.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), *Le Monde*, 23 janvier 2007

Parole de campagne (alors qu'il est ministre de l'Intérieur). Rappelons qu'il fut aussi ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Le travail est une valeur essentielle à la vie (et d'abord à la sienne) comme au pays.

Il va décliner ce thème sur tous les tons : « Il faut tout faire pour que le travail rapporte davantage que l'assistance », « Je veux permettre à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de pouvoir le faire », « On ne dira jamais assez le mal que les 35 heures ont fait à notre pays. Comment peut-on avoir cette idée folle de croire que c'est en travaillant moins que l'on va produire plus de richesses et créer des emplois ! »

Cette fois-ci, « haro sur les socialistes ». C'est de bonne guerre.

Malheureusement, le « travailler plus pour gagner plus » se heurte à la crise mondiale de 2008, qui affole les statistiques du chômage. C'est l'une des raisons de la cote d'impopularité du président, survenue très vite.

3329. « L'autre jour, je m'amusais, on s'amuse comme on peut, à regarder le programme du concours d'attaché d'administration. Un sadique ou un imbécile, choisissez, avait mis dans le programme d'interroger les concurrents sur *La Princesse de Clèves*. Je ne sais pas si cela vous est souvent arrivé de demander à la guichetière ce qu'elle pensait de *La Princesse de Clèves*... Imaginez un peu le spectacle! »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Meeting de Lyon, 23 février 2006

Le futur candidat à la présidentielle, par ailleurs chef de l'UMP, amuse ses troupes, avec *La Princesse*. Il va recommencer, avec des variantes. Succès facile... Avant, *La Princesse* n'était que l'héroïne quelque peu oubliée du premier roman moderne, dans la littérature française. Depuis, elle fait « le buzz » sur les médias.

Et la relation à la culture du Président s'est quelque peu modifiée. Il lit de grands écrivains, voit des films d'auteur. Sa troisième femme, Carla Bruni-Sarkozy, l'influence dans ce sens. Il change, du moins en apparence...

3330. « J'ai changé [...] J'ai changé parce que l'élection présidentielle est une épreuve de vérité à laquelle nul ne peut se soustraire. Parce que cette vérité je vous la dois [...] Je la dois aux Français. »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), au Congrès de l'UMP, 14 janvier 2007

La thématique du « changement » scande ses propos, dès qu'il entre en campagne: « J'ai changé parce qu'à l'instant même où vous m'avez désigné, j'ai cessé d'être l'homme d'un seul parti, fût-il le premier de France... » Et l'éternel battant fend déjà l'armure: « J'ai changé parce que les épreuves de la vie m'ont changé. On ne peut pas partager la souffrance de celui qui connaît un échec professionnel ou une déchirure personnelle, si on n'a pas souffert soi-même. J'ai connu l'échec, et j'ai dû le surmonter. »

À peine est-il élu, la cote de popularité du « président bling-bling » s'effondre: il doit faire savoir qu'il a changé à nouveau. L'exercice du pouvoir l'a rendu meilleur, il a pris la pleine mesure de sa fonction. Son entourage passe le message.

En décembre 2008, après sa présidence de l'Union européenne et le déclenchement d'une crise mondiale, il confie aux députés européens: « J'ai essayé de bouger l'Europe, mais l'Europe m'a changé. Lorsqu'on a la chance pendant six mois de connaître et d'avoir à trancher des problèmes de 27 pays, on gagne en tolérance, on gagne en ouverture d'esprit. »

Le président des riches et du bouclier fiscal se posera en « candidat du peuple contre l'entre-soi des élites » politiques, économiques, administratives et syndicales (Annecy, 16 février 2012). Cependant que l'homme agité se calme, se concentre sur ses responsabilités, désapprend la haine, affiche plus discrètement son bonheur personnel, se veut à l'écoute des autres, s'intéresse à la culture, et la voix devient plus grave, le débit plus lent, les tempes grisonnent... « Le pouvoir l'a transformé », assure sa ministre de l'Écologie et désormais porte-parole de campagne, Nathalie Kosciusko-Morizet.

Posture ou réalité? On s'interroge, sur cet animal politique et médiatique d'un style nouveau. Qui a toujours réponse à tout.

3331. **« Mon élection aurait dû être le couronnement de ma vie, mais une partie de ma tête était ailleurs. Ma famille explosait. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), émission « Des paroles et des actes », France 2, 6 mars 2012

Il le suggérait cinq ans avant, candidat évoquant « la souffrance de celui qui connaît un échec professionnel ou une déchirure personnelle ».

Cette fois, le Président passe aux aveux. Revenant sur les incroyables erreurs qui suivirent son élection le 6 mai 2007, ces péchés originels du quinquennat, il les associe à son ex-femme, Cécilia. Sans pouvoir l'accuser publiquement.

Catherine Nay, éditorialiste à Europe 1 et talentueuse biographe, se chargera de démontrer que le président bling-bling fut surtout un homme malheureux, dans *L'Impétueux*, plaidoyer original et crédible, riche en révélations.

« Ce livre qui sort au bon moment, à moins de deux mois de la présidentielle, a évidemment un rôle politique. Il a notamment pour mission de remplacer les Mémoires que Nicolas Sarkozy nous promettait depuis des mois et dans lesquels, avait-il annoncé, il justifierait ses erreurs, parmi lesquelles la fête du Fouquet's ou ses vacances luxueuses sur le yacht de Vincent Bolloré » (*Le Nouvel Observateur*, 2 mars 2012).

« Je suis un homme comme les autres », a conclu modestement le président, face à David Pujadas et 5,6 millions de téléspectateurs sur France 2. Le public peut y être sensible.

Mais un homme politique peut-il mêler vie publique et vie privée, comme aucun de ses prédécesseurs ne l'aurait imaginé ? Cette faiblesse humaine du président est-elle un atout pour le candidat ? « Si victoire il y a, cette fois-ci, j'ai une famille solide », promet-il. Donc, il a changé, la vie l'a changé.

Autre question, où est le vrai, où est le faux, dans cette comédie du pouvoir, observée à la loupe grossissante des médias plutôt hostiles ?

3332. **« À chaque faux pas, à chaque dérapage clinquant, à chaque revirement politique, le président a promis que, cette fois, il avait retenu la leçon et qu'il allait modifier son comportement. »**

Arnaud LEPARMENTIER et Vanessa SCHNEIDER

Arnaud LEPARMENTIER (né en 1967) et Vanessa SCHNEIDER (née en 1969), *Le Monde*, 18 février 2012

Au terme du quinquennat, la presse est sévère – hormis *Le Figaro*, inconditionnellement sarkozyste. *Le Monde* a une tradition de gauche, mais il reflète une opinion générale, confirmée par les sondages d'opinion (18 février 2012) : « Ce fut un immense malentendu. L'élection d'un homme qui allait briser les codes et incarner la rupture. Les Français ont élu Nicolas Sarkozy en 2007, ne sachant s'il était le néoconservateur libéral des années 2000 ou l'homme qui parlait depuis quelques mois dans ses discours à la France qui souffre, se référant à Blum et à Jaurès. Ils ont découvert un président bling-bling, qui avait passé la soirée de son élection au Fouquet's et embarquait ensuite pour une croisière sur le yacht de son ami milliardaire... Double méprise, politique et personnelle. Double tromperie, sur laquelle il a fallu se justifier sans cesse. »

L'opposition fait chorus : « Entre le "j'ai changé" de 2007 et le "j'ai appris" de 2012, l'illusion Sarkozy s'est dissipée : les Français ne sont plus dupes des discours démagogiques du président des promesses non tenues », déclare Harlem Désir, n° 2 du PS (*20mn.fr*, 11 mars 2012).

Dans ce tourbillon médiatico-politique, les journalistes sont plus ou moins manipulés, manipulables aussi.

3333. « Fascination, défiance, répulsion... l'omniprésent président de la République nourrit depuis longtemps un lien puissant, passionné, quasi obsessionnel, au monde médiatique. Bête de scène, il est né et a grandi avec la télé, qu'il aime et qu'il regarde. Il en connaît les codes par cœur. »

Emmanuelle ANIZON

Emmanuelle ANIZON (née en 1968), *Télérama*, 12 mars 2012

Ce *show-man* virtuose, doué d'une vitalité à toute épreuve, avec le bagou et le charisme canaille d'un Bernard Tapie, fait comme lui exploser l'audimat et s'en vante. *Télérama* en témoigne: « "Comment ne pas parler de Sarko?" se demandaient les rédactions, prises en otage par les déplacements/événements quotidiens de l'infatigable ministre de l'Intérieur, devenu candidat en 2006. » Critique des innombrables discours, décodage des moindres faits et gestes, on sait tout, on dit tout. Et la pratique du *off* embrouille plus qu'elle n'éclaire, avec les propos distillés, suivant une dérive systématique et un emballement qui masque les vrais problèmes, à coup de petites phrases blessantes et de vraies fausses confidences. Cela fait partie d'un « plan de com », pour créer du buzz, et capter l'attention des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs en « enfumant » la presse.

3334. « Si Sarkozy existe en tant que phénomène social et historique, malgré sa vacuité, sa violence et sa vulgarité, nous devons admettre que l'homme n'est pas parvenu à atteindre le sommet de l'État malgré ses déficiences intellectuelles et morales, mais grâce à elles. »

Emmanuel TODD

Emmanuel TODD (né en 1951), *Après la démocratie* (2008)

Historien et politologue, il se montre également polémiste, pour faire de Sarkozy le reflet de notre société en crise: une clé du personnage et de sa trajectoire politique, parallèlement à l'émergence d'une Ségolène Royal, à gauche.

Le réquisitoire de cet intellectuel de gauche contre Sarkozy est sans appel: « C'est sa négativité qui a séduit. Respect des forts, mépris des faibles, amour de l'argent, désir d'inégalité, besoin d'agression, désignation de boucs émissaires dans les banlieues, dans les pays musulmans ou en Afrique noire, vertige narcissique, mise en scène publique de la vie affective et, implicitement, sexuelle: toutes ces dérives travaillent l'ensemble de la société française; elles ne représentent pas la totalité de la vie sociale, mais sa face noire, elles manifestent son état de crise et d'angoisse [...] Au fond, nous devrions être reconnaissants à Nicolas Sarkozy de son honnêteté et de son naturel, si bien adaptés à la vie politique de notre époque. Parce qu'il a réussi à se faire élire en incarnant et en flattant ce qu'il y a de pire autour de nous, en nous, il oblige à regarder la réalité en face. Notre société est en crise, menacée de tourner mal, dans le sens de l'appauvrissement, de l'inégalité, de la violence, d'une véritable régression culturelle. »

Si le livre tente d'allier la rigueur scientifique à une veine pamphlétaire visant les élites économiques et politiques françaises, la cible numéro un, c'est Sarkozy.

L'antisarkozysme primaire, secondaire ou à quelque degré qu'il se situe, plombera la campagne de 2012. Le rejet du président tient lieu de projet, dans les discours de certains adversaires. C'est un peu court!

Ses prédécesseurs ont vécu cela, il le sait: « Ceux qui ne peuvent supporter d'être haïs ne doivent pas faire de la politique. Il n'y a pas de destin sans haine. » Cette citation figure sur son site présidentiel, en 2012.

Chronique (à partir de mai 1995)

3335. « **Ce soir, je pense à mes parents, je pense aux patriotes simples et droits dont nous sommes tous issus. J'aurais accompli mon devoir si je suis digne de leur mémoire.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), au soir de l'élection présidentielle, 7 mai 1995
Site de l'Association Jacques-Chirac

Hommage rendu à ses aïeux, agriculteurs corréziens, à ses grands-parents, instituteurs, à son père devenu cadre dans l'industrie aéronautique française.

« Chaque pas doit être un but », et après deux échecs, Chirac réalise son rêve d'accéder au poste suprême, avec 52,6 % des voix. Il bat Lionel Jospin, le socialiste qui ne succédera donc pas à Mitterrand.

À 62 ans, cette victoire constitue le sommet de sa carrière politique. Ce doit être le plus beau jour de sa vie – et ça ne va même pas durer deux ans.

3336. « **Je suis droit dans mes bottes et je crois en la France.** »

Alain JUPPÉ

Alain JUPPÉ (né en 1945), Premier ministre, TF1, 6 juillet 1995

Un mois après son entrée en fonction, le plus fidèle ami de Chirac doit répondre sur le loyer de son appartement parisien, trop bas pour être honnête, et la baisse de loyer demandée pour l'appartement de son fils Laurent.

Affaire dérisoire, mais symbolique. Juppé devient vite impopulaire : sa « cote d'avenir » passe de 63 % en juin à 37 % en novembre (baromètre TNS Sofres pour *Le Figaro Magazine*). Sa défense paraît rigide, illustrée par l'expression qui le poursuivra (empruntée à la cavalerie militaire) : « Je suis droit dans mes bottes. » Autrement dit, je ne plie pas, j'ai ma conscience pour moi.

En désaccord avec son ministre de l'Économie et des Finances, Alain Madelin, il doit faire face à sa démission, le 26 août 1995, et le remplace par Jean Arthuis. Mais il reste Premier ministre, droit dans ses bottes.

En 1996, André Santini, député de droite et grand faiseur de petites phrases, reçoit le prix d'excellence décerné par le très sérieux Club de l'humour politique, pour avoir déclaré : « Alain Juppé voulait un gouvernement ramassé, il n'est pas loin de l'avoir. »

3337. « **Aucune civilisation n'a duré,
quand elle acceptait la fracture sociale des exclus.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), interview au JT de France 2, 5 septembre 1995

Le Président élu creuse le sillon de la fameuse « fracture sociale », toujours inspiré par son conseiller de campagne, Henri Guaino, gaulliste social.

Proche de Philippe Séguin, Guaino fut directeur de sa campagne lors du référendum de Maastricht (1992), chargé de mission durant sa présidence à l'Assemblée nationale (1993), puis conseiller de Pasqua (1994).

Principal conseiller de Chirac en campagne, il est promu conseiller au Plan, après l'élection. « Démissionné » par Lionel Jospin (prochain Premier ministre) mécontent de son rapport sur le chômage, il reste présent dans les coulisses politiques. Entré dans l'équipe de campagne de Sarkozy en février 2007, Henri Guaino deviendra conseiller spécial de l'Élysée, dès le mois de mai.

3338. « **Je me demande si l'on n'en a pas trop fait pour les obsèques
de François Mitterrand. Je ne me souviens pas qu'on en ait fait
autant pour Giscard.** »

André SANTINI

André SANTINI (né en 1940), accessit du prix de l'humour politique, décerné par le Club en 1996
(Source sérieuse : une citation désavouée par son auteur sera dite « apocryphe », le cas est rare,
et la presse ne manque pas d'égayer ses pages avec la collection de perles annuelles.)
Quand les politiques se lâchent ! : bons mots, lapsus et vachardises (2011), Olivier Clodong

L'ex-président, atteint d'un cancer depuis 1981, meurt à 79 ans, le 8 janvier 1996 : au jour et à l'heure où il l'a décidé. Cet « homme double » (ô combien !) aura droit à deux cérémonies le 11 janvier, avec deux familles, deux clans politiques.

Paris : cérémonie officielle à Notre-Dame, devant plus de 60 chefs d'État ou de gouvernement et une foule de personnalités, célébrée par le cardinal Lustiger, qui cite François Mitterrand : « Jamais peut-être le rapport à la mort n'a été si pauvre qu'en ces temps de sécheresse spirituelle où les hommes, pressés d'exister, paraissent éluder le mystère. Ils ignorent qu'ils tarissent ainsi le goût de vivre d'une source essentielle. »

Jarnac : cérémonie privée qui réunit famille officielle et famille officieuse, dans la petite église voisine du cimetière où l'homme est inhumé, dans le caveau familial.

André Santini, récidiviste de l'humour politique, vise naturellement l'autre président, survivant à son échec en 1981 et grand blessé de la politique.

Pour le retraité de 55 ans, il y a quand même un après la présidence de la République : il s'implique au niveau régional, milite pour une Europe plus forte et fédérale, et assure son immortalité avec un siège à l'Académie française.

3339. « **Les vaches folles rendent les bouchers anxieux.
— Un malheur n'arrive jamais seul!** »

Roland TOPOR

Roland TOPOR (1938-1997), *Jachère Party* (1996)

Humour décalé, humour noir, absurde, et tout terrain: théâtre, cinéma, dessin, peinture, roman, poésie, radio... et pataphysique.

Depuis la fin de l'année 1995, des bovins de plus en plus nombreux meurent en Angleterre de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), dégénérescence du système nerveux. Les scientifiques s'interrogent et l'opinion s'inquiète. La presse veut la clarté sur ce dossier, et met en garde contre la consommation de viande de bœuf. Le *Mirror* du 20 mars 1996 dévoile le lien potentiel entre l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) et la MCJ, transmissible à l'homme. La crise de la « vache folle » est lancée.

L'angoisse alimentaire est un sujet hypersensible, en France. Au printemps, l'ESB fait la une des journaux télévisés, les gros titres des magazines: « Alimentation: tous les dangers cachés » (*L'Événement*, avril 1996); « Alerte à la bouffe folle » (*Le Nouvel Observateur*, avril 1996); « Peut-on encore manger de la viande? » (*60 Millions de consommateurs*, mai 1996); « Jusqu'où ira le poison anglais? » (*La Vie*, juin 1996).

Le monde agricole s'affole devant la chute des ventes... Et Chirac sème un grain de bon sens présidentiel: « On ferait mieux de parler moins de la vache folle et plus de la presse folle. »

Les farines animales données aux bovins naturellement végétariens, incriminées, sont désormais interdites. L'épidémie est finie, même s'il reste toujours des cas isolés.

À quelque chose malheur est bon. Outre une attention plus grande portée à la condition animale, l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire et alimentaire) sera créée en 1999, avec un double rôle: expertise scientifique et conseil aux politiques. Prochaine affaire à traiter: la grippe (ou peste) aviaire en 2009.

3340. « **On attend tout de l'école,
ce qui est le plus sûr moyen de ne rien obtenir d'elle.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Une nouvelle France* (1992)

L'enseignement est un dossier récurrent, dans la politique, mais souvent piégé, voire explosif. Ainsi, lors de la première cohabitation avec le président Mitterrand, Chirac en a fait les frais, avec Alain Devaquet, son ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, et contraint à démissionner le 8 décembre 1986 - projet abandonné.

Le président annonce une réforme, le 14 juillet 1996: « Pour la première fois, on sort de l'immobilisme... » Réforme mineure (dans l'enseignement supérieur), et tout va toujours trop lentement, pour ce président pressé.

3341. « **Mes chers compatriotes,
après consultation du Premier ministre, du président du Sénat
et du président de l'Assemblée nationale,
j'ai décidé de dissoudre l'Assemblée nationale.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Allocution télévisée en direct de l'Élysée, 21 avril 1997

Nul ne peut vraiment expliquer cette erreur tactique, ou stratégique.

Villepin a conseillé, Chirac a décidé, avec des accents gaulliens: « J'ai acquis la conviction qu'il faut redonner la parole à notre peuple, afin qu'il se prononce clairement sur l'ampleur et le rythme des changements à conduire pendant les cinq prochaines années. »

C'est jouer à quitte ou double. La manœuvre échoue.

Ces législatives anticipées (d'un an) donnent le pouvoir à l'opposition, le 1^{er} juin. Les socialistes se sont alliés à la Gauche plurielle (Parti communiste, Verts, Parti radical de gauche, Mouvement citoyen).

Et cette nouvelle union de la gauche va donner au pays le spectacle, toujours apprécié, d'une troisième cohabitation. Juppé laisse place à Jospin, nommé le 2 juin par Chirac.

La droite, de son côté, n'apprécie pas du tout ce faux pas présidentiel.

3342. « **On était dans un appartement avec une fuite de gaz.
Chirac a craqué une allumette pour y voir clair.** »

Patrick DEVEDJIAN

Patrick DEVEDJIAN (1944-2020), commentant la dissolution et le résultat des élections, en 1997
Le Santini (2011), André Santini

Député de droite des Hauts-de-Seine, et réélu, il vit en pénitence au RPR, ayant choisi le clan Balladur contre Chirac, à la présidentielle de 1995. En attendant mieux, il se console avec le prix de l'humour politique, en 1998.

Retour en grâce en 2002, et tous les espoirs permis avec la victoire de Sarkozy en 2007. Sa déception sera d'autant plus grande, de ne pas être reconnu comme un sarkozyste méritant. « Il y avait tellement de gens à mon enterrement que j'ai décidé de ne pas m'y rendre. » Le voilà encore remarqué, pour ce mot!

Malgré l'hostilité du clan Sarkozy qui fait barrage, il sera réélu président du conseil général des Hauts-de-Seine. Preuve de sa popularité, sur le terrain, et de la complexité du jeu politique.

3343. « **La nation est non seulement la réalité vivante à laquelle nous sommes tous attachés, mais surtout le lieu où bat le cœur de la démocratie, l'ensemble où se nouent les solidarités les plus profondes. La France, ce n'est pas seulement le bonheur des paysages, une langue enrichie des œuvres de l'esprit; c'est d'abord une histoire.** »

Lionel JOSPIN

Lionel JOSPIN (né en 1937), Premier ministre, Déclaration de politique générale, 19 juin 1997

Cette cohabitation va durer cinq ans – record sous la V^e République. Le pouvoir du chef de l'État s'en trouve limité, mais sur la scène internationale, avec les deux têtes de l'exécutif présentes aux grands rendez-vous, la France parle d'une seule voix, la sienne.

Pour commencer à écrire la suite de l'histoire de la France, Jospin forme un gouvernement d'union, centré sur quelques proches: Martine Aubry, Claude Allègre, Dominique Strauss-Kahn. Principale promesse de campagne: les 35 heures (payées 39), pour favoriser le partage du travail. C'est la mesure la plus populaire, la plus contestée aussi. Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, reste à jamais la « Dame des 35 heures », même si Strauss-Kahn fut le premier à préconiser la réduction du temps de travail (RTT).

Ancien professeur, Jospin affirme que « l'école est le berceau de la République », et Allègre s'attelle à la réforme.

3344. « **Il faut dégraisser le mammoth.** »

Claude ALLÈGRE

Claude ALLÈGRE (né en 1937), ministre de l'Éducation nationale, 24 juin 1997

C'est un chercheur reconnu, médaillé et primé par ses confrères, même si ses prises de position écologiques sur le climat seront « politiquement incorrectes ».

Il prévoit une réforme des lycées, pour « l'égalité dans la diversité » des filières. Il veut changer les horaires, développer des « activités culturelles et citoyennes ». Projets mal reçus, mais c'est surtout son langage qui choque le milieu enseignant.

L'image fait mouche et le mammoth devient l'emblème de la contestation. On réfute ses chiffres (sur l'absentéisme des professeurs, sur la durée de leurs congés), et ses jugements tranchés sur diverses matières (les maths dévaluées par les machines à calculer, l'anglais qui ne doit plus être une langue étrangère pour les Français).

Le mammoth qui fait image est quand même la plus grosse erreur de langage. Le ministre revient sur sa petite phrase, précisant qu'elle visait l'administration centrale, et non les professeurs. Il va d'ailleurs ajouter 70 000 emplois au million existant. Mais en mars 2000, Lionel Jospin devra sacrifier son ami Allègre, et rappeler à l'Éducation nationale le très consensuel et populaire Jack Lang.

3345. « **Elle est née sous Mac Mahon et partie sous Mac Intosh.** »

Laurent RUQUIER

Laurent RUQUIER (né en 1963), à la mort de Jeanne Calment (122 ans), le 4 août 1997

C'était la doyenne des Français, et de l'humanité, née le 21 février 1875, à Arles (Bouches-du-Rhône), au tout début de la Troisième République, présidée par Mac-Mahon – élu par la majorité royaliste en 1872, et démissionnaire en 1879. Quant aux premiers ordinateurs Macintosh (ou « Mac », vendus par Apple), ils s'installent sur le marché mondial de l'informatique, dans les années 1980.

Jeanne Calment a vécu une longue page de l'histoire de France, deux guerres mondiales et les révolutions techniques qui ont changé notre quotidien : électricité, téléphone, automobile, avion, ordinateur, et radio, cinéma, télévision, informatique.

Les progrès de la médecine et de l'hygiène ont allongé l'espérance de vie de trente ans en un siècle – aujourd'hui 85 ans, pour une femme française.

Jeanne Calment reste un cas unique. Elle roule à bicyclette à 100 ans, et vit seule, autonome, à 110 ans, âge auquel son cerveau « a » 80 ans. Elle entre dans le livre des records, et devient vedette quand elle « enterre » le Japonais Shigechiyo Izumi (120 ans). Chaque année à son anniversaire, dans sa maison de retraite d'Arles, la tête toujours solide, mais l'oreille de plus en plus dure, elle répète ne rien regretter, « rien », et qu'elle recommencerait pareil, « oui, pareil, tout pareil », si c'était à refaire.

Elle dit aussi : « Je n'ai jamais eu qu'une seule ride et je suis assise dessus » (citation non « sourcée », qui a dû lui être soufflée). Elle jouait le jeu, amusée, voire flattée de cette agitation médiatique, avec la fierté des grands vieillards qui font la nique à la mort.

Les dernières années, sourde, aveugle, impotente, édentée, elle tenait toujours à la vie et mâchouillait avec plaisir au repas. Elle avait simplement renoncé, non sans regret, à sa cigarette et son verre de porto quotidien, ses deux « secrets de longévité ».

3346. « **Les droits de l'homme ne valent que parce qu'ils sont universels.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Discours pour le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, 23 avril 1998

Cependant que le Premier ministre gouverne, aux prises avec les réalités quotidiennes, le président de la République prend ses distances vis-à-vis des réformes de la gauche au pouvoir, ne ménageant pas ses critiques sur la politique intérieure, lors de ses interventions télévisées ou de ses déplacements en province.

Mais pour exister vraiment, en cette période de cohabitation, il va prendre de la hauteur. L'occasion est belle. La France est universellement reconnue comme la « patrie des droits de l'homme ». Ils sont nés au siècle des Lumières, la Révolution les a inscrits dans le marbre de l'éternité, avec la Déclaration de 1789.

Quant à l'homme noir, il a dû attendre : aboli par un décret de 1794, l'esclavage est rétabli sous le Consulat de Bonaparte, et définitivement aboli par la Deuxième République, en 1848. En 2001, la loi Taubira reconnaîtra l'esclavage et la traite, en tant que crimes contre l'humanité.

3347. « **La droite a touché le fond de la piscine: maintenant, elle creuse.** »

André SANTINI

André SANTINI (né en 1940), cité dans *Libération*, 2 mai 1998
Être riche, un tabou français (2007), Éric Brunet

Maire d'Issy-les-Moulineaux et député des Hauts-de-Seine, plusieurs fois ministre, et présentement vice-président de l'UDF, l'homme est apprécié de la presse et primé, pour ses bons mots, visant ses camarades de droite, autant que le camp adverse.

Après la dissolution malheureuse de 1997, réélu député, il observe, et son humour cingle « la droite la plus bête du monde » – mot du socialiste Guy Mollet.

Au micro de RMC, il confirme que pour aller plus bas, cela va être difficile. Selon lui, la droite « est dans la situation des sables mouvants. Plus on gigote, plus on s'enfonce. » On lui demande si l'UDF est morte, il reconnaît qu'elle ne bouge plus beaucoup, et imagine un scénario catastrophe, aux élections européennes de juin 1999: sans changement du mode de scrutin, l'UDF arriverait « copieusement après le Front national... Cela va être un effet d'affiche formidable, pour stimuler ses copains ».

3348. « **Les crises sont des choses qui arrivent régulièrement. Le grand avantage, c'est qu'en général, on en sort renforcé.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), interview télévisée, 3 mai 1998

Toujours positiver, telle est sa nature. Mais il fête le troisième anniversaire de son élection dans un mauvais climat.

Outre la cohabitation qui plombe son septennat, l'horizon du président de la République s'assombrit, avec la révélation des « affaires » qui touchent de près l'ancien maire de Paris, et son parti, le RPR. Le Conseil constitutionnel le déclare intouchable pendant la durée de son mandat, alors que divers juges souhaitent l'entendre.

Les proches de Chirac pensent comme Santini, et cherchent désespérément la relève. Selon l'un de ses anciens ministres: « On peut dire ce qu'on veut. En un an, le seul successeur de Juppé qui se soit imposé à droite, c'est... Alain Juppé. Il y a bien Strauss-Kahn, mais il est déjà pris. » Oui, la droite en est là, à soupirer d'admiration pour le ministre de l'Économie du gouvernement Jospin! « Il est fort. Il a mis le clignotant à gauche, mais il roule à droite », commente un collaborateur de Chirac (*Libération*, 7 mai 1998).

Et nul ne parle de Sarkozy! Chirac ne lui pardonne pas la trahison d'avant les présidentielles, et toujours optimiste, il parie que le temps jouera pour lui.

3349. **LA FRANCE BLACK BLANC BEUR.**

Slogan du 12 juillet 1998

Qu'est-ce que la France ? (2007), Alain Finkielkraut

Victoire! Et divine diversion! Ce soir-là, ivre de joie, la France fête sa première Coupe du monde, gagnée avec son équipe « black-blanc-beur », avec Zinédine Zidane en tête d'affiche, Zizou de légende, comme le sport en crée toujours. Rappelons Michel Platini, au premier sacre européen, en 1984.

Que reste-t-il de ce moment de fraternité, les Champs-Élysées envahis par une foule bigarrée, cette France idéalement métissée? « Ça n'a duré qu'un été », selon Ludovic Lestrelin, maître de conférences en STAPS (Sciences et techniques des activités physiques et sportives). « Un bel élan unanime a salué la victoire d'un État-nation, d'un modèle d'intégration, pas seulement d'une équipe. Ce sentiment venait d'ailleurs de toutes parts, du mouvement sportif, des politiques », rappelle-t-il. Les grands rendez-vous sportifs, tels les JO et les Coupes du monde, génèrent des mouvements collectifs très forts, mais éphémères. Et de tous les sports, le foot est celui dont la magie opère le plus spectaculairement.

3350. « **Les anniversaires ne valent que s'ils constituent des ponts jetés vers l'avenir.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Discours pour le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, 7 décembre 1998

Encore une occasion de prendre la parole, pour le chef de l'État plus que jamais embourbé dans les « affaires » du temps présent, et les ennuis de la cohabitation. Ce qu'il vit comme président, il l'a vu en chef du gouvernement, du temps de Mitterrand. Mais dans ce discours officiel, Chirac ne pense au passé que pour mieux se projeter dans l'avenir. Cette conception des anniversaires et des commémorations, dont la France use et abuse parfois avec nostalgie ou culpabilité, est une autre façon d'appréhender l'histoire, cette « passion française ».

3351. « **Je n'ai jamais siégé dans l'Hémicycle après minuit. Car, après minuit, on vote des conneries. À minuit, un radical dort ou baise.** »

Michel CRÉPEAU

Michel CRÉPEAU (1930-1999), député radical à l'Assemblée Nationale
Le Canard enchaîné, 24 décembre 1997

Le 23 mars 1999, il est foudroyé par un arrêt cardiaque à l'Assemblée nationale, alors qu'il débattait avec Strauss-Kahn de l'épargne populaire. Cardiologue de formation, le député Philippe Douste-Blazy parvient à le ranimer, mais il mourra une semaine plus tard, à 68 ans.

Éphémère ministre de la Justice, et deux ans à l'Environnement, il est resté assez longtemps maire de La Rochelle (1971 à 1999) pour mériter le titre de « premier maire écologiste de France », décerné par René Dumont, premier écologiste politiquement engagé. Se disant lui-même « les pieds sur terre et le cœur dans les étoiles », il a mis en place le recyclage des déchets, les vélos gratuits en libre-service, les voitures électriques en location, bien avant Paris et Lyon.

« J'accepte de disparaître dès lors qu'il me sera permis d'éprouver, au jour de ma mort, le sentiment d'avoir accompli ma part d'humanité. C'est à travers elle que je survivrai. » Ces mots, datés de 1979, figurent sur sa tombe et sur une stèle à l'entrée du port de La Rochelle. C'est aussi cela, un homme politique qui fait croire à la politique.

3352. « **La France est-elle soluble dans l'Europe ?** »

Daniel COHN-BENDIT et Henri GUAINO

Daniel COHN-BENDIT (né en 1945) et Henri GUAINO (né en 1957), titre de leur essai, publié en 1999

La France se moque bien de cette question, et de l'Europe! À preuve, l'abstention, le parti gagnant aux élections européennes du 13 juin 1999: 53 %! À part ça, la gauche et la droite, avec des scores comparables, obtiennent le même nombre de députés au Parlement européen.

Intégrées à l'Union européenne en 1995, Suède, Finlande et Autriche participent pour la première fois à ce scrutin commun à tous les membres. Au total, 15 pays votent en même temps à la mi-juin.

Henri Guaino, eurosceptique et dans le camp des souverainistes, avait dit non au traité de Maastricht, lors du référendum de 1995. Haut fonctionnaire, chargé de mission de Philippe Séguin, gaulliste social, il est classé à droite. Il s'oppose à Cohn-Bendit, ancien révolutionnaire de Mai 68, devenu écologiste convaincu, et fervent défenseur d'une Europe fédérale. Député européen depuis 1994, il alterne le Vert allemand et le Vert français, grâce à sa double nationalité.

« La France est-elle soluble dans l'Europe ? » Cela reste un enjeu politique majeur, les partis se divisent, le débat est sans fin. Et ce livre est l'occasion de citer l'homme qui ne signe jamais les discours « gagnants » écrits pour Chirac, Sarkozy et tant d'autres.

3353. « **Si l'éclipse du 11 août 1999 avait été de gauche, elle aurait été organisée par Jack Lang.** »

André SANTINI

André SANTINI (né en 1940)
Le Santini (2011), André Santini

L'occasion est unique, et le député UDF des Hauts-de-Seine ne va pas rater le député PS de Blois, obsessionnellement médiatique, qui ne se console pas d'être (momentanément) sans poste ministériel, et regrettera toujours ses belles années à la Culture, sous le règne de son ami Mitterrand.

L'éclipse du 11 août fut un événement national, à la une des médias. Cette année, la France, lunettes sur le nez pour ne pas se brûler les yeux, se trouve bien placée dans le monde pour assister au phénomène, et les Français se sont massivement rendus au spectacle. La Fête de la musique, lancée par Jack Lang ministre de la Culture, le 21 juin (1982), jour (et nuit) du solstice d'été, n'avait pas réuni autant de public.

3354. « **La culture n'est pas une marchandise. Les peuples veulent échanger leurs biens, mais ils veulent garder leur âme.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Discours du 29 novembre 1999 à Paris

Le temps semble révolu, où la culture avait une vraie place dans la politique, l'État menant une vraie politique culturelle, en marge des industries culturelles. À la veille des premières élections présidentielles où il se présentait contre Giscard d'Estaing (à droite) et face à Mitterrand (à gauche), Chirac avait affirmé: « L'État est un rempart nécessaire pour éviter une culture uniformisée et soumise aux réalités économiques » (7 avril 1981). La culture sera quasiment absente des programmes, aux élections à venir en France. C'est à peine si cela étonne!

3355. **QUE LES POLLUEURS SOIENT LES PAYEURS.**

Slogan écologiste devenu principe juridique, lors des marées noires

12 décembre 1999, en pleine tempête sur le Finistère, l'*Erika*, pétrolier battant pavillon maltais, coule. 31 000 tonnes de fuel dérivent et vont polluer 400 kilomètres de côtes, tuant plus de 150 000 oiseaux... Dominique Voynet, ministre de l'Environnement et militante écologiste, minimise la tragédie : « Ce n'est pas la catastrophe écologique du siècle [...] Au Venezuela, il y a au moins 25 000 morts. » Certes, à l'autre bout du monde, les inondations furent meurtrières, mais les marées noires n'en sont pas moins des scandales écologiques, et l'homme en est responsable.

Première marée noire en 1967: le *Torrey Canyon*, pétrolier du Koweït, 120 000 tonnes de brut qui vont souiller les côtes de Cornouailles et de Bretagne. La consommation de pétrole a explosé depuis 1950, et cette catastrophe contribue à l'éclosion d'une écologie politique. L'Europe découvre un risque jusqu'alors négligé, les pays menacés prennent des mesures de prévention. Mais la série noire continue. *Amoco Cadiz*, *Erika*, *Exxon Valdez*, en un demi-siècle, les marées noires se succèdent, au rythme des dégazages, naufrages de navires ou explosions de plateformes pétrolières: désastres aux coûts exorbitants.

Après sept ans d'enquête, le procès de l'*Erika* commence, le 12 février 2007: quatre mois d'audience, quinze inculpés, quarante-neuf témoins et experts, une cinquantaine d'avocats. Le tribunal correctionnel de Paris rend son jugement le 16 janvier 2008: 300 pages retracent l'historique et les fautes commises, le groupe Total étant reconnu coupable de pollution maritime et condamné à verser 192 millions d'euros. L'armateur, le gestionnaire et l'organisme de certification du navire sont déclarés coupables de faute caractérisée. Le principe du pollueur payeur est clairement validé et, pour la première fois, le droit reconnaît le préjudice écologique en tant que tel. Le 25 septembre 2012, la Cour de cassation confirme toutes les condamnations déjà prononcées depuis treize ans, et ajoute à la responsabilité pénale une responsabilité civile pour le groupe Total. Pour Corinne Lepage, avocate de dix communes du littoral, « c'est un très grand jour pour tous les défenseurs de l'environnement. »

3356. « **Le bug de l'an 2000.** »

Non-événement vedette, à la une des médias depuis des mois - et le jour venu, rien

Le serpent de mer ou le monstre du Loch Ness n'est ni plus ni moins virtuel!

Dans une société massivement informatisée, on craignait le pire, au 1^{er} janvier 2000: la pagaille dans le ciel aéronautique et sur le réseau ferré, voire des accidents d'avions et de trains en série. Moins grave, ascenseurs en panne, ordinateurs bloqués, distributeurs de billets refusant de livrer les derniers francs papiers... Même pas.

Alors, on parle de la plus grosse arnaque de ce nouveau millénaire.

En réalité, le bug, ou plutôt des milliards de bugs pouvaient survenir dans les logiciels manipulant des dates, et provoquer des dysfonctionnements après le 31 décembre 1999, avec la donnée « année » codée sur deux caractères (les deux derniers chiffres de l'année), pour gagner de la place. Ainsi, le 01/01/00 pouvait nous faire revenir au 1^{er} janvier 1900!

Bob Berner, co-inventeur de l'ASCII (American Standard Code for Information Interchange) avait prévenu la communauté internationale dès 1971! Cinq ans avant la date fatidique, Internet aidant, les entreprises de génie logiciel se sont mobilisées, à l'échelle mondiale. Coût total des travaux de contrôle et de maintenance préventive estimé à 500 milliards de francs, pour la France!

Notons que le 1^{er} janvier 2000 ne marque pas le début du troisième millénaire, fêté en France et dans le monde à cette date. Pour que s'achève la 2000^e année, il faut attendre le 1^{er} janvier 2001.

3357. « **Le monde n'est pas une marchandise.** »

José BOVÉ

José BOVÉ (né en 1953), titre de son livre (2000)

Syndicaliste agricole, déjà connu pour s'être opposé à l'extension du camp militaire dans le causse du Larzac, durant les années 1970, il devient célèbre, le 12 août 1999, en démontant le McDonald's de Millau. Action symbolique pour dénoncer la « malbouffe », fruit contre nature d'une agriculture productiviste et d'une mondialisation indifférente aux spécificités culturelles.

Ce livre raconte le combat des agriculteurs contre la surproduction et le règne d'une alimentation sans goût. Ils veulent produire mieux, lutter contre la désertification des campagnes et préserver les ressources naturelles.

Contestataire médiatique, moustache au vent, pipe à la bouche et grande gueule, il viole régulièrement la loi pour arracher les plants de culture OGM et passe quelques jours en prison.

Présent aux « Sommets de la terre » organisés périodiquement, et dans les zones sensibles d'une planète malade ou folle, entré dans l'arène politique comme député européen en 1999, il sera candidat à la présidentielle en 2007. Toute tribune est bonne pour lutter contre les ravages du capitalisme, et plaider la cause de l'écologie et de l'altermondialisme. Deux idées-forces, pour attaquer d'un bon pas le troisième millénaire.

Slogan du nouveau mouvement altermondialiste, mais aussi titre de film documentaire, de chanson, de livre : « Un autre monde est possible. »

3358. « **L'écologie politique est la seule idée nouvelle depuis 1945.** »

Yves FRÉMION

Yves FRÉMION (né en 1947), *Libération*, 2 juin 2007

Écrivain, journaliste, critique de BD et député européen vert, son *Histoire de la révolution écologiste* détaille les fondements de l'écologie politique, ses acteurs et son positionnement sur l'échiquier des partis.

L'écologie scientifique est née en 1866, avec le zoologiste allemand Ernst Haeckel. L'écologie politique émerge en France, après Mai 68 : la science aboutit enfin à une conscience, en attendant une organisation et une cohérence. On prêche une révolution de la société autour de thématiques récurrentes : protection de l'environnement et sauvegarde de la nature ; solidarité sociale ; citoyenneté et démocratie ; révision des rapports Nord-Sud. Un combat pour l'environnement est toujours un combat social et citoyen – et inversement.

L'écologie a bouleversé le paysage politique en France, ainsi que dans la plupart des pays du monde, et s'est installée comme un grand courant de pensée qui traverse les partis et les frontières. Mais elle peine à entrer dans le jeu politico-politicien, et à se concrétiser en bulletin de vote.

Les déboires des Verts français, leurs maladroites et leur désunion, jusqu'à la veille des présidentielles de 2012, tranchent avec la discipline des Verts allemands. Daniel Cohn-Bendit en témoigne souvent, député vert européen jouant de sa double nationalité, de son franc-parler, et de sa popularité.

3359. « **Laurent Fabius a été rappelé pour rassurer les classes moyennes, et Lang pour s'occuper des classes surchargées.** »

Laurent RUQUIER

Laurent RUQUIER (né en 1963), *Vu à la radio* (2001)

Chroniqueur, animateur et humoriste tout média, Ruquier nous ramène à une actualité politique, pour résumer le grand remaniement ministériel du 28 mars 2000.

Le Figaro titre : « Au secours, Mitterrand revient ! », et *Le Courrier de l'Ouest* : « Les éléphants du PS sont de retour ». Et Jospin doit se séparer du noyau dur de son premier gouvernement, constitué de ses proches : Claude Allègre, contesté par les syndicats enseignants, et Dominique Strauss-Kahn, impliqué dans l'affaire de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France).

Le Premier ministre fait donc entrer le très consensuel Jack Lang à l'Éducation nationale, rue de Grenelle, et son rival historique au sein du PS, Laurent Fabius, le « poulain » de Mitterrand, quitte le perchoir de l'Assemblée nationale pour s'installer à Bercy, au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Jusqu'en 2001, le gouvernement socialiste bénéficie d'une embellie économique, liée à une forte croissance mondiale, dopée par l'envol des nouvelles technologies. L'introduction réussie de l'euro sera son autre chance, au 1^{er} janvier 2002.

3360. « **Internet n'est pas seulement une révolution industrielle. C'est aussi une révolution politique: elle touche au pouvoir; elle bouleverse les rapports de force. Par là, elle est profondément déstabilisatrice.** »

Jean-Marie MESSIER

Jean-Marie MESSIER (né en 1956), *J6m.com*, *Faut-il avoir peur de la nouvelle économie ?* (2000)

Année 2000, apogée de la « bulle Internet » et sommet de la carrière de Messier, patron à 40 ans de Vivendi, la plus grosse entreprise privée française (200 milliards de francs de chiffre d'affaires, 220 000 salariés), qu'il a encore étendue au multimédia et aux télécommunications.

Débordant d'enthousiasme pour Internet, ce surdoué en affaires voit dans le développement de la nouvelle économie un nouvel avenir au capitalisme, tandis que les secteurs de l'informatique et des télécommunications s'emballent, avec la révolution des technologies. La métaphore des « autoroutes de l'information » fait florès.

Deux ans plus tard, la bulle a crevé, ce qui est le sort de toutes les bulles spéculatives, ruinant un grand nombre de start-up, entraînant la chute du NASDAQ (New York) et du Cac 40 (Paris). Celui qui se croyait le maître du monde a vu s'effondrer en bourse le titre de Vivendi Universal, doit démissionner et renoncer à des indemnités conventionnelles de 20 millions de dollars.

Depuis, Messier refait fortune outre-Atlantique, à un moindre degré, cependant que le Web 2.0 offre un second souffle aux jeunes créateurs d'entreprises : voir Facebook et Twitter. Parmi les réussites françaises : Rue du Commerce (créé en 1999), Free (1999), Meetic (2001). Et les rescapés de la bulle sont de solides géants : Google, Yahoo, eBay, Amazon. Le cabinet américain McKinsey & Company a publié un rapport : « Impact d'Internet sur l'économie française », sous-titré « Comment Internet transforme notre pays ». Entre 1995 et 2009, Internet a permis la création de 1 500 000 emplois, soit 4 % de la population active. Il a créé directement un quart de ces emplois, et dope la plupart des autres secteurs. Entre 2004 et 2009, la France lui doit un quart de sa croissance et, en 2015, sa part dans le PIB devrait passer de 3,3 % à 5,5 %.

3361. « **La télé réalité est à la vie réelle ce que la poupée gonflable est à l'amour: un simulacre inventé par des marchands à l'usage des esseulés.** »

Philippe BOUVARD

Philippe BOUVARD (né en 1929), *Mille et une pensées* (2005)

Aux antipodes de la spiritualité, bien insérée dans la nouvelle économie de la télévision privée, la « télé réalité » apparaît en France le 22 avril 2001: « Loft story », sur M6.

« Loft folie », fait de société, vu comme un phénomène sociologique par les sociologues, les branchés, les intellos, et pour les jeunes, une occasion de rire entre amis.

Même année, même chaîne, en septembre, « Pop-Stars » paraît, tandis que TF1 se rattrape, avec « Koh-Lanta » en été, « Star Academy » en automne.

Au rythme d'un feuilleton hebdomadaire, on suit la vie d'anonymes ou de célébrités. Très scénarisée, avec un casting dont dépend le succès, la télé réalité emprunte souvent à d'autres genres télévisuels, documentaire, jeu, variétés ou fiction.

Très regardée, cette télé réalité a rapporté beaucoup d'argent. Et quand un concept s'essouffle, elle se renouvelle avec plus ou moins de bonheur: « Bachelor le gentleman célibataire », « L'Île de la tentation », « Opération séduction aux Caraïbes », « Les Colocataires », « La Ferme Célébrités », « Mon incroyable fiancé », « L'Amour est dans le pré », « Maman cherche l'amour », « Secret Story », « X Factor », « Pékin Express »... Dernier filon exploité: le goût des Français pour la cuisine, avec « Top Chef » sur M6 et « Master Chef » sur TF1, toujours en concurrence.

Le record est battu en 2012 par « Koh-Lanta, La Revanche des héros », 11^e saison sur TF1.

3362. « **Pschitt.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), une onomatopée, dans la traditionnelle interview du 14 juillet 2001

Le mot le plus court de l'histoire (avec le « Merde » de Cambronne aux Anglais, peut-être apocryphe).

Face à la presse, le président s'explique sur les accusations portées contre lui quelques jours plus tôt, à propos de billets d'avion payés en liquide: « Ces polémiques sur les voyages présidentiels se dégonflent et font pschitt. »

Plus graves, les aveux posthumes de Jean-Claude Méry, homme-clé des finances secrètes au RPR, détaillant (sur cassette) un système de financement occulte et les valises de billets reçues pour financer les campagnes de Chirac. Toutes ces accusations divulguées par *Le Monde*, le 20 septembre 2000, il les qualifie d'« abracadabrantésque », mot créé par Rimbaud en 1871, dans son poème *Le Cœur supplicié*.

Toujours empêtré dans la cohabitation, voilà le président rattrapé par les « affaires ».

Dans tout autre pays démocratique, et d'abord aux États-Unis, ce genre d'esquive n'aurait pas suffi.

3363. **« Comme 1914 a marqué l'entrée dans le XX^e siècle, le 11 septembre 2001 marque l'entrée dans le XXI^e siècle. »**

Jean-François DENIAU

Jean-François DENIAU (1928-2007), ex-ministre des Affaires étrangères et ambassadeur, *Les Échos*, 22 octobre 2001

Le 11 septembre, quatre avions-suicides s'écrasent sur le World Trade Center à New York, sur le Pentagone à Washington, et en Pennsylvanie. Les images, retransmises en direct devant des centaines de millions de téléspectateurs, repassent en boucle, pendant des semaines. L'effondrement des Twin Towers, tours jumelles au cœur de la City, rappelle les pires films-catastrophes. Au total, 2 977 victimes et 19 terroristes.

Le soir même, le président Chirac s'exprime sur TF1: « C'est avec une immense émotion que la France vient d'apprendre ces attentats monstrueux – il n'y a pas d'autre mot – qui viennent de frapper les États-Unis d'Amérique... J'assure naturellement le président George Bush de mon soutien total. La France, vous le savez, a toujours condamné et condamne sans réserve le terrorisme, et considère qu'il faut lutter contre le terrorisme par tous les moyens. »

Le lendemain, Vladimir Poutine, président de la fédération de Russie, réagit de même, et c'est cela qui est remarquable: « Les États-Unis ont aujourd'hui fait face à une agression sans précédent de la part du terrorisme international [...] Il s'agit d'un défi effronté à l'humanité entière, du moins à l'humanité civilisée. Et ce qui s'est passé aujourd'hui est une preuve supplémentaire de la pertinence de la proposition russe de mettre en commun les efforts de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme, ce fléau du XXI^e siècle. »

3364. **« Dieu Tout-Puissant a frappé les États-Unis en leur point le plus vulnérable. Il a détruit leurs plus grands bâtiments. Louange à Dieu. Les États-Unis sont remplis de terreur du nord au sud et de l'est à l'ouest. Louange à Dieu. Il a permis à un groupe de musulmans à l'avant-garde de l'Islam de détruire les États-Unis. Je lui demande de leur accorder le paradis. »**

Oussama BEN LADEN

Oussama BEN LADEN (1957-2011), 7 octobre 2001

À travers plusieurs vidéos et d'autres documents authentifiés, Ben Laden revendique son rôle dans ces attentats et se réjouit du résultat.

Voilà le terrorisme placé au centre de la géopolitique internationale. Deux guerres vont suivre. D'abord en Afghanistan, pour traquer Ben Laden et son réseau Al-Qaïda. La France s'engage aux côtés des Américains, le 7 octobre 2001 – mais elle ne les suivra pas dans la nouvelle guerre du Golfe, ou guerre d'Irak, en 2003.

Au terme d'une cavale de dix ans, Ben Laden sera finalement retrouvé dans une luxueuse résidence au Pakistan, et tué par les forces spéciales de l'US Navy, le 2 mai 2011, à une heure du matin.

3365. « **Les lois, les fiscalités, les coutumes, les langues sont différentes. L'Euro, c'est désormais le plus petit dénominateur commun de l'Europe.** »

Jacques SÉGUÉLA

Jacques SÉGUÉLA (né en 1934), interview dans *Les Échos*, 17 octobre 2001

L'euro n'est que l'un des « trois piliers » de la nouvelle construction européenne, prévue par le traité de Maastricht en 1992.

La citoyenneté de l'Union (dite à tort « citoyenneté européenne ») renforce la protection des droits et des intérêts reconnus aux ressortissants de ses États membres, en même temps que la circulation dans un espace sans frontière.

La politique étrangère et la politique de sécurité communes renforcent l'identité de l'Union au niveau international, en attendant une défense commune.

Quant à la monnaie unique, créée pour favoriser les échanges commerciaux et la cohésion des politiques économiques, elle est inséparable des « critères de convergence » sur le taux d'inflation (pas plus de 1,5 % de la moyenne des trois pays les moins inflationnistes), le déficit budgétaire (inférieur à 3 % du PIB), l'endettement public (inférieur à 60 % du PIB).

Ce « plus petit dénominateur commun » posera de gros problèmes aux États touchés par la crise de 2008. C'est malgré tout le minimum vital pour une Europe économiquement viable et politiquement crédible, face aux États-Unis, à la Chine, au Brésil, à toutes les grandes puissances du monde à venir.

3366. « **L'euro, c'est l'Europe dans la poche du citoyen.** »

Anonyme

C'est la plus simple définition de cette monnaie qui commence à circuler le 1^{er} janvier 2002 – la devise était entrée en vigueur pour les transactions financières, dès le 1^{er} janvier 1999.

Une petite révolution dans la vie quotidienne, finalement bien acceptée, malgré une hausse des prix constatée au changement des étiquettes. Certains Français comptaient encore en « anciens francs », mais les calculettes largement répandues résolvent bien des casse-têtes.

« L'euro, c'est une grande réussite et c'est ce qui irrite », dira Valéry Giscard d'Estaing en 2011, à Strasbourg, très critiqué par les eurosceptiques et les europhobes pour son optimisme d'européen convaincu.

En tout cas, cette mutation réussie en 2002 est portée à l'actif du gouvernement socialiste de Lionel Jospin.

3367. « **La mondialisation est un nouveau visage de l'aventure humaine.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), *Libération*, 22 mars 2002

Pour sortir de la politique intérieure gérée par le Premier ministre, rien de mieux que de voir plus loin encore que l'Europe, et se préparer à l'élection présidentielle.

La mondialisation est un vrai thème, et Chirac, bien conseillé, sent toujours le courant porteur. En tout cas, le débat est ouvert.

On peut regretter que l'universalité commence par l'économie, et d'abord le commerce de biens matériels. Mais aucune idéologie commune n'a eu ce pouvoir – ni le communisme, ni le socialisme, ni le capitalisme. Aucune spiritualité, aucune religion.

Reste l'altermondialisation, ses valeurs écologiques, morales et humaines: «Un autre monde est possible», tel est le slogan du mouvement altermondialiste. C'est un courant de pensée important, au début de ce siècle, mais il reste minoritaire.

Quant à la «démondialisation», le mot entrera en scène, en 2011. Lancé par Arnaud Montebourg, candidat à la primaire socialiste, c'est le cheval de bataille de Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et Marine Le Pen (FN), aux élections présidentielles de 2012.

Sur fond de crise mondiale et durable, on accuse la mondialisation de tous les maux: délocalisation, désindustrialisation, précarisation des salariés, concurrencés par les bas coûts des pays en développement. La démondialisation à l'abri des frontières serait donc un remède, soit au niveau de l'Europe (dûment revue et corrigée), soit dans un cadre purement national, d'où un repli sur notre Hexagone (solution du FN).

Le concept reste cependant très critiqué, à droite comme à gauche: «ringard et irresponsable» pour Gérard Longuet, «réactionnaire» pour Pascal Lamy, «superficiel et simpliste», selon ATTAC. Rappelons que la mondialisation a sauvé de la faim et de la misère des centaines de millions de gens: «Tous les pays qui ont émergé ces dernières décennies ont fait jouer le levier de la mondialisation, de la Corée du Sud au Brésil en passant par la Chine [...] Et dans les pays émergents, même si les inégalités explosent, le pouvoir d'achat d'une large partie de la population augmente», constate Jean-Marc Vittori (*Les Échos*, 22 juin 2011).

3368. **NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS!**

Olivier BESANCENOT

Olivier BESANCENOT (né en 1974), slogan de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) pour l'élection présidentielle de 2002

Facteur de profession, 28 ans, voici le plus jeune candidat. Inconnu du grand public, il met toute son éloquence et son charisme à combattre le capitalisme, le libéralisme et la mondialisation. En 2009, la LCR deviendra le NPA (Nouveau parti anticapitaliste), et en 2012, Philippe Poutou, seul candidat ouvrier, remplacera Besancenot, devenant lui aussi un phénomène médiatique.

Les arguments de cette extrême gauche se retrouvent, immuables, quel que soit le contexte économique: autre répartition des richesses, augmentation générale des salaires et des minima sociaux, interdiction des licenciements pour les entreprises bénéficiaires, taxation des profits et des capitaux spéculatifs. L'ennemi est toujours le patron, le capital. En 2002, comme en 2007, Besancenot obtiendra un peu plus de 4 % des voix, au premier tour.

3369. « **Les valeurs du verbe “être” sont supérieures aux valeurs du verbe “avoir”.** »

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), *Penser le changement* (avec Luc Ferry, 2002)

Le candidat centriste se lance dans la campagne présidentielle, et on le retrouvera en 2007, comme en 2012, avec les mêmes arguments. Cet humaniste bénéficie d'un vrai courant de sympathie auprès du public.

Béarnais et fils d'agriculteur, professeur de lettres, il entre en politique à 30 ans : « Il n'y a qu'une seule question politique : comment voulez-vous élever vos enfants ? » Plusieurs fois ministre de l'Éducation nationale, on l'accusera une fois de vouloir « réformer à la hussarde », une autre fois de « gouverner avec un sondoscope en bandoulière ».

Principal paradoxe, ce rassembleur aux idées consensuelles se retrouve toujours dans un jeu de cavalier seul, opposé au système des partis, et du parti dominant : « Le pouvoir aujourd'hui, c'est un dinosaure : un tout petit cerveau pour un corps très grand, un tout petit cerveau qui prétend diriger tout le reste. »

Mais comment ne pas être sensible à cette parole : « Le peuple a besoin d'autre chose que de la simple satisfaction des nécessités matérielles. » Et cet ultime espoir : « En démocratie, c'est la force des arguments qui compte. »

3370. « **La fidélité à ses convictions est nécessaire à la démocratie.** »

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (né en 1939), député-maire de Belfort, *Libération*, 1^{er} avril 2002

« Le Che » fait bande à part, comme souvent, donc liste à part : même réflexe que celui du ministre, trois fois démissionnaire.

Socialiste, il annonce trois fois de suite sa candidature aux présidentielles, pour se retirer en 2007 et en 2012. Mais en 2002, il tient bon. Il profite de cette tribune pour exprimer sa différence. Il veut « refonder la France », la sauver de la mondialisation et donner vie à une autre Europe, « l'Europe des peuples, l'Europe des projets ». Il présente son projet républicain comme « la seule alternative au déclin programmé qu'est le programme commun de Jacques Chirac et Lionel Jospin. »

Chevènement a le soutien de grands résistants, tels Lucie et Raymond Aubrac, Pierre-Marie Gallois ; sa liberté de pensée et d'expression séduit également des intellectuels, type Jean-François Kahn, Régis Debray ou Max Gallo, son directeur de campagne. Il prend le rôle très disputé, toujours convoité, de « troisième homme » dans les sondages. Pour finir en sixième position sur 16 candidats (nombre record), avec 5,33 % des suffrages exprimés au premier tour, soit plus d'un million cinq cent mille voix.

Sa responsabilité dans l'échec de la gauche sera discutée, mais semble indiscutable, d'un point de vue statistique. Il y a plus anecdotique, et pourtant important : Papy Voise. Un simple fait divers devenu cas d'école.

3371. « **Un autre fait divers inquiétant à Orléans.
C'est un septuagénaire qui a été agressé par deux jeunes qui
voulaient lui prendre de l'argent. Ayant refusé de se faire racketter,
lui-même a été roué de coups, sa maison a été incendiée.** »

Claire CHAZAL

Claire CHAZAL (née en 1956), Journal de 20 heures, TF1, 19 avril 2002

Après la tuerie de Nanterre (folie meurtrière de Richard Dunn, 8 morts et 10 blessés par balle au conseil municipal, le 27 mars), voici un fait divers tristement banal, en date du 18 avril. Le lendemain, la première chaîne de France diffuse les images d'un vieillard au visage tuméfié. Paul Voise, de son lit d'hôpital, détaille l'agression. Deux voyous auraient tenté de le rançonner, avant de mettre le feu à son pavillon.

À deux jours des élections, la délinquance et l'insécurité sont au cœur de la campagne. L'émotion est d'autant plus vive. Des gens proposent de participer à la reconstruction du pavillon. C'est donc un bon sujet. Le lendemain, TF1 revient longuement sur « cette terrible histoire » et l'élan de solidarité des Français. Sorti de l'hôpital, voici Papy Voise, gouaille de vieux titi et bouille sympathique, entouré de voisines qui commentent : « Le monsieur, ça faisait la troisième fois qu'il était agressé [...] Ici dans le quartier, c'est de pire en pire. » Et France 2, qui a raté l'information la veille, se rattrape en forçant le trait, évoquant, dans une surenchère d'adjectifs, « la violence stupide et révoltante à Orléans... »

À la veille des élections, 30 % des gens ne savaient pas encore pour qui voter. Cette fois, l'émotion l'emporte sur la raison. En 24 heures chrono, la France est passée de l'inquiétude à la révolte. L'agression de Paul Voise n'est plus un simple fait divers, c'est une affaire, un emblème.

3372. « **L'emballement sur l'insécurité est le crime parfait :
il n'a pas d'auteur. Il n'a pas de coupable. Il n'a que des acteurs.
Et tous ont parfaitement bonne conscience.** »

Daniel SCHNEIDERMAN

Daniel SCHNEIDERMAN (né en 1958), *Le Cauchemar médiatique* (2003)

Le journaliste démonte la mécanique infernale, et l'éternel retour de la peur. « Tout commence par le lancement en fanfare, le 14 juillet 2001, par le futur candidat Chirac alors président de cohabitation, sur les principales chaînes, du thème de l'insécurité. » Parade idéale pour éviter de parler des « affaires » ! Selon les sondages répétés depuis dix-huit mois, l'insécurité devance le chômage, dans les préoccupations des Français. Le président a donc d'excellentes raisons. Il répond aux attentes des électeurs. Les maires de France consacrent leur congrès de novembre à la sécurité, ils ont d'excellentes raisons : leurs électeurs qui écoutent Chirac et voient les faits divers à la télé ne leur parlent que de cela. Lionel Jospin a d'excellentes raisons : ses électeurs, qui regardaient la télé, ne lui parlent que de l'insécurité. Et sur l'affaire Voise, les journalistes ont d'excellentes raisons : l'insécurité a été longtemps niée, donc négligée. Leurs patrons ont aussi de bonnes raisons : l'insécurité fait vendre.

« Le visage tuméfié du gentil vieillard tombait à pic. Comme si la fresque apocalyptique brossée, toute l'année précédente, sur les écrans de télévision, avait besoin de l'image de la victime absolue, faible d'entre les faibles, victime idéale. Des ruines du World Trade Center aux ruines du pavillon du quartier de l'Argonne, à Orléans, tout se passe comme si l'emballement des ruines avait galopé en ligne droite, et trouvé son apothéose », conclut Daniel Schneidermann. Devancé par Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen, le candidat socialiste sera éliminé au premier tour. Pour *Libération*, la débâcle socialiste est due notamment au climat d'inquiétude lié aux faits divers qui ont émaillé la campagne. « Cela a contribué à accréditer l'idée que l'insécurité est bien le premier mal de l'Hexagone. » Et le Front national en a logiquement profité. Robert Namias, directeur de l'information à TF1, admet dix ans après, au micro d'Europe 1 : « L'affaire Paul Voise était une faute ». Mais le mal était fait, irréversible.

3373. « J'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions, en me retirant de la vie politique. »

Lionel JOSPIN

Lionel JOSPIN (né en 1937), Déclaration du 21 avril 2002

La gauche est hors jeu et KO, la présidentielle va se jouer à droite toute. Lionel Jospin se présente à la télévision et devant ses troupes, visage défait, voix blanche.

« Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle vient de tomber comme un coup de tonnerre. Voir l'extrême droite représenter 20 % des voix dans notre pays et son principal candidat affronter celui de la droite au second tour est un signe très inquiétant pour la France et pour notre démocratie. Ce résultat, après cinq années de travail gouvernemental entièrement voué au service de notre pays, est profondément décevant pour moi et ceux qui m'ont accompagné dans cette action. Je reste fier du travail accompli. Au-delà de la démagogie de la droite et de la dispersion de la gauche qui ont rendu possible cette situation, j'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conséquences en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle. »

Ce 21 avril est l'une des dates chocs des années 1990-2010, avec le non à venir, au référendum sur l'Europe, et le ressenti émotionnel des attentats du 11 septembre.

3374. **Pas de quartier pour les fachos!
Et pas de fachos pour les quartiers!
La jeunesse emmerde le Front national.
Et F comme fasciste! Et N comme nazi!
À bas! À bas le Front national!**

Slogans des manifestations, du 21 avril au 5 mai 2002

Les slogans parlent d'eux-mêmes, les manifestations impressionnent.

Spontanées, dans la nuit du 21 au 22 avril, puis répétées les 22 et 23 avril, en signe de protestation contre la présence de l'extrême droite au second tour, elles se poursuivent durant tout l'entre-deux-tours, culminant au 1^{er} mai: de 1 300 000 manifestants (chiffres du ministère de l'Intérieur) à 2 000 000 (selon les organisateurs) dans une centaine de villes, 400 000 à Paris.

Dans la *Revue française de science politique* (2002), Anne Muxel analyse « la participation politique des jeunes: soubresauts, factures et ajustements » et ce cas d'école :

« L'entre-deux-tours a vu se conjuguer l'engagement d'une génération protestataire et une remobilisation électorale et civique, l'un et l'autre se renforçant mutuellement. Cette combinaison singulière, ainsi que la charge émotionnelle qui leur fut associée, donne à l'élection présidentielle 2002 une spécificité et une dimension politique qui ne seront pas sans faire date dans l'histoire électorale du pays. »

Jacques Chirac refuse de débattre à la télévision avec Jean-Marie Le Pen. Hormis le MNR, Mouvement national républicain de Bruno Mégret, qui appelle au soutien de Jean-Marie Le Pen, et Lutte ouvrière qui refuse de soutenir un candidat ou un autre, l'alliance de toute la classe politique permet à Chirac d'obtenir un résultat sans précédent: 82,21 % des voix.

Lundi 6 mai au matin, Jospin présente sa démission.

3375. « **Ma mission à moi était de conduire la gauche à la victoire présidentielle. Et là, on pourrait dire que l'équipage de la gauche a abandonné son capitaine.** »

Lionel JOSPIN

Lionel JOSPIN (né en 1937), à propos du 21 avril 2002

Lionel raconte Jospin (2010), Lionel Jospin

Le bilan du parti socialiste était honorable, mais son programme désespérément vide: aucune proposition propre à faire rêver les classes populaires déboussolées ou les jeunes avides d'idéal. La campagne, mal conduite, devint une foire d'empoigne entre les 16 candidats, huit à gauche, huit à droite, chacun s'efforçant d'engranger un maximum de voix en prévision des élections législatives de juin. Le 21 avril fut parfois analysé comme une nouvelle poussée d'extrême-droite, et surtout ressenti tel quel par la jeunesse qui manifestait en masse, vent debout. C'est davantage une démobilisation de la droite traditionnelle, et plus encore de la gauche socialiste.

Le PS va profiter des remords du corps électoral et d'un réflexe de vote utile pour s'affirmer comme la seule force autour de laquelle la gauche peut s'organiser.

3376. « **La route est droite, mais la pente est forte.** »

Jean-Pierre RAFFARIN

Jean-Pierre RAFFARIN (né en 1948), nouveau Premier ministre à l'Assemblée, 3 juillet 2002

La Route est droite, mais la pente est forte: un an déjà (2003), Marie-Noëlle Lienemann

Au lendemain des législatives gagnées dans la foulée de l'élection présidentielle, Jacques Chirac unifie la droite en créant un nouveau parti, l'Union pour un mouvement populaire (UMP), que Bayrou refuse de rejoindre. Les législatives de juin 2002 amorcent la rebipolarisation du paysage politique français: l'UMP obtient une majorité absolue de députés.

Chirac, président réélu par défaut, prend comme Premier ministre un giscardien, donc plutôt centriste, l'un des rares « chiraco-compatibles »: « La politique, ce n'est pas un sport, ce n'est pas une équipe contre une autre: on est tous l'équipe de France. » Malgré tout, Raffarin a le cœur à droite: « La France n'est encore, dans son chemin du paradis, qu'au purgatoire puisqu'il reste des socialistes. »

L'homme affiche sa modestie: « Les têtes qui gonflent sont celles qui éclatent. » Il se décrit lui-même: « J'ai mes rondeurs, mais j'ai mon énergie. » Il a un physique et une mentalité de sénateur – il est d'ailleurs sénateur de la Vienne, élu et réélu, et il retournera au Sénat, après trois années passées à Matignon, trois fois renouvelé pour trois gouvernements successifs: « Je suis le pilote de l'Airbus gouvernemental. »

Populaire au début, dans « la France d'en bas » comme dans « la France d'en haut », réformateur, il se montre ferme face aux grèves et aux manifestants – retraite, décentralisation, assurance-maladie. Face aux éternels chantiers, aux problèmes récurrents: « La route est droite, mais la pente est forte », autrement dit, on voit bien ce qu'il faut faire, mais ce ne sera pas facile. Sarkozy, ministre de l'Intérieur en 2002, va lui faire de l'ombre, et le gêner plus encore aux Finances, en 2004. Le non au référendum sera le coup de grâce, en 2005, pour ce député européen qui a dit aussi: « Mon oui est plus qu'un non au non. »

En trois ans, Raffarin s'est donc fait remarquer par toutes les formules dont il émaille ses discours. Citons encore: « Les jeunes sont destinés à devenir des adultes »; « Les veuves vivent plus longtemps que leur conjoint »; « Savoir se vaincre dans la victoire, c'est être deux fois vainqueur »; « À force de penser au pluriel la politique, certains ont oublié le singulier de la France »; « L'Europe à laquelle nous devons penser demain, ce n'est pas l'Europe d'hier. »

Dès 2003, le Premier ministre obtient le prix spécial du (nouveau) Press Club de France, humour et politique, pour un an de raffarinades.

3377. « **Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au nord comme au sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Sommet mondial de Johannesburg, Afrique du Sud, 2 septembre 2002

Plus de 100 chefs d'État (et quelque 60 000 participants) font le bilan du Sommet de la Terre, tenu à Rio de Janeiro en 1992, et du Protocole de Kyoto (Japon) en 1997, les États signataires s'engageant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, dioxyde de carbone en tête (le fameux CO²).

Centré sur le développement durable, le Sommet adopte un plan d'action écologiquement et généreusement ambitieux: lutte contre la paupérisation, contrôle de la globalisation, gestion des ressources naturelles, respect des droits de l'homme, etc.

« Au regard de l'histoire de la vie sur Terre, celle de l'humanité commence à peine. Et pourtant, la voici déjà, par la faute de l'homme, menaçante pour la nature et donc elle-même menacée. L'Homme, pointe avancée de l'évolution, peut-il devenir l'ennemi de la Vie ? Et c'est le risque qu'aujourd'hui nous courons par égoïsme ou par aveuglement. » Discours du président français, bien écrit par Jean-Paul Deléage, physicien, géopoliticien, maître de conférences universitaire, militant et historien de l'écologie.

3378. « **Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs et qui pourtant n'a jamais cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. Fidèle à ses valeurs, il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale. Il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur.** »

Dominique de VILLEPIN

Dominique de VILLEPIN (né en 1953), Discours au Conseil de Sécurité à l'ONU, 14 février 2003

La Chute de Bagdad: chronique d'une guerre controversée (2003), Alain Fillion

Paradoxe de cette citation: tout le monde se rappelle la situation, beaucoup approuvent ce beau et juste discours, mais personne ne peut se rappeler une phrase aussi alambiquée. En bref, la France refuse la guerre d'Irak et se désolidarise des États-Unis. Plus précisément, pour intervenir militairement contre Saddam Hussein suspecté de développer des « armes de destruction massive », mais président d'un État souverain, il faut l'accord du Conseil de sécurité, et la France mettra son veto.

Le ministre des Affaires étrangères est ovationné par une majorité des pays membres de l'ONU. Et Jacques Chirac, s'opposant ainsi à Georges W. Bush, acquiert une notoriété internationale, forme un « front commun » avec l'Allemagne et la Russie, contre l'invasion de l'Irak, et satisfait l'opinion publique française. Mais les relations de la France avec les États-Unis deviennent détestables.

3379. « **La moitié du nuage d'ozone qui sévit dans la région parisienne est d'importation anglaise et allemande.** »

Roselyne BACHELOT

Roselyne BACHELOT (née en 1946), ministre de l'Écologie et du Développement durable, *Le Parisien*, 20 septembre 2003

Citation nommée en 2004, pour le prix de l'humour politique, décerné annuellement par le Press Club. Le plus « drôle », c'est que c'est vrai.

Un mois après la canicule meurtrière d'août 2003, un rapport du ministère dresse le bilan : « Les durées de vie des composés impliqués dans la pollution photochimique obligent à considérer le problème sur une grande échelle de temps (plusieurs jours) et d'espace (sur des distances de plusieurs milliers de kilomètres).

La pollution par l'ozone peut ainsi affecter des territoires éloignés des sources: les émissions de polluants émis en Allemagne ou en Grande-Bretagne peuvent venir affecter la qualité de l'air en Alsace ou en Île-de-France; la réciproque est bien entendu vraie. Cet impact à longue distance dépend des conditions météorologiques et géographiques: alors qu'il n'y a pas d'obstacle naturel au transfert de pollution entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre, la barrière que constituent les Alpes isole l'Italie du Nord. »

A contrario et rétrospectivement, cela démontre le mensonge d'État selon lequel le nuage radioactif de Tchernobyl s'était prétendument arrêté à la frontière en avril-mai 1986, au prétexte que l'anticyclone des Açores protégeait la France.

3380. « **Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.** »

Patrick LE LAY

Patrick LE LAY (1942-2020), PDG de TF1, juillet 2004
Philosophie et modernité (2009), Alain Finkielkraut

Déclaration plus que malheureuse, alors qu'il est interviewé pour son livre *Les Dirigeants face au changement*. Il énonce quelques professions de foi qui vont choquer l'opinion: « Soyons réalistes: à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit... »

Aux antipodes du « mieux-disant culturel », on se retrouve dans la logique d'une télé réalité chère à TF1 comme à M6.

Le problème, c'est la concurrence entre les chaînes privées et publiques, toutes plus ou moins tributaires de leur budget publicitaire, ce qui brouille la différence. Rappelons que la télévision, sous le signe de Malraux et de ses successeurs au ministère de la Culture, avait pour mission de divertir, d'instruire et d'informer.

3381. « Quand on paye 15 euros des expertises au tarif d'une femme de ménage, on a des expertises de femme de ménage. »

Jean-Luc VIAUX

Jean-Luc VIAUX (né en 1949), procès d'Outreau, mai-juillet 2004
Outreau et après ? : La justice bousculée par la Commission d'enquête (2006), Florence Samson

Parole d'expert, au sortir d'une audience où il a été mis en cause pour ses expertises. Cette phrase, détachée de son contexte, exploitée par la presse, poursuivra Jean-Luc Viaux qui défendra ensuite son travail, tenant à rappeler que 4 personnes seront condamnées définitivement en juillet 2004, et 12 enfants reconnus victimes - dont ceux des condamnés. Il précisera qu'une expertise psychologique n'est pas une preuve : elle sert « à fournir une intelligibilité, pas à fabriquer une vérité judiciaire. » (*Libération*, 8 mars 2006). Et la cour d'appel de Rouen jugera que ni cette phrase, ni son travail lors de ce procès, n'étaient critiquables.

Dans cette longue mésaventure judiciaire, faut-il invoquer la grande misère de la justice en France, maintes fois dénoncée par les magistrats, ou reconnaître l'erreur toujours possible, dans les rapports des experts en psychiatrie, toxicologie, graphologie, balistique ? La pédophilie reste un sujet extrêmement sensible, et l'affaire d'Outreau (commune du Pas-de-Calais, lieu des faits présumés) aura défrayé la chronique durant six ans.

Tout commence en février 2001, avec l'arrestation et l'incarcération de 17 personnes accusées d'abus sexuel sur mineurs, dont certains parents. L'instruction, confiée au juge Fabrice Burgaud, dure deux ans. Deux procès en cour d'assises, première instance en 2004 à Saint-Omer, puis appel en 2005 à Paris, aboutissent à l'acquittement de 13 prévenus : ce sont les « acquittés d'Outreau ». En janvier 2006, une commission d'enquête les auditionne : vies brisées, familles éclatées, dysfonctionnements à tous les niveaux. On parle de « Tchernobyl judiciaire » ! La plus grave bavure judiciaire depuis un demi-siècle débouche sur une réforme de la justice, d'ailleurs jugée insuffisante.

3382. « Je décide, il exécute. »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019) parlant de son ministre des Finances, Nicolas Sarkozy, 14 juillet 2004
Un pouvoir nommé désir (2007), Catherine Nay

Cet été 2004, les deux hommes s'affrontent en Conseil de défense, sur les crédits militaires. Faute impardonnable aux yeux du président qui le tacle sèchement à la télévision, lors de la traditionnelle interview d'après défilé militaire.

Et pour contrer les trop visibles ambitions de Sarkozy, il fixe une règle *ad hoc*, l'interdiction du cumul d'un portefeuille ministériel et de la présidence de l'UMP - Union pour un mouvement populaire, ex-Union pour la majorité présidentielle, créée en 2002 pour soutenir la candidature de Chirac à sa réélection.

Sarkozy choisit l'UMP, le parti du président, conquis au nez des chiraquiens. Il a besoin de cette machine de guerre pour gagner la prochaine bataille présidentielle. C'est déjà une revanche sur son échec de 1995, et sur son élimination du pouvoir !

Il sera bientôt rappelé au sein du gouvernement, et le duel fratricide continuera jusqu'en 2007. Fin 2008, il reprendra la formule de Chirac, à peine modifiée : « Je décide et ils exécutent. » Cette fois, c'est l'omniprésident qui gouverne à la tête de l'État, et tous les ministres n'ont qu'à suivre.

3383. « **Un Premier ministre, on le lèche, on le lâche, on le lynche!** »

Alain JUPPÉ

Alain JUPPÉ (né en 1945)

La Malédiction Matignon (2006), Bruno Dive, Françoise Fressoz

Il a vécu un court état de grâce, devenu Premier ministre (1995-1997) et maire de Bordeaux. Reconnu par Chirac comme « le meilleur d'entre les hommes de droite », il se rend vite impopulaire, par le projet de réforme des retraites, le gel des salaires des fonctionnaires, la déroute des Juppettes (huit femmes débarquées du gouvernement après quelques mois d'exercice) et cette raideur de l'homme qui se dit lui-même « droit dans ses bottes. » Mais le pire est à venir.

En 1998, il est mis en examen pour « abus de confiance, recel d'abus de biens sociaux, et prise illégale d'intérêt » – pour des faits commis en tant que secrétaire général du RPR et maire adjoint de Paris aux finances, de 1983 à 1995. Le 30 janvier 2004, le tribunal correctionnel de Nanterre le condamne lourdement: dix-huit mois de prison avec sursis dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris et dix ans d'inéligibilité! L'appel interjeté suspend l'application de la peine, jusqu'à l'arrêt de la cour d'appel. Le 1^{er} décembre 2004, condamnation réduite à quatorze mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité. Juppé vit une traversée du désert qui passe par le Canada...

Nombre de commentateurs estiment qu'il paie pour Chirac, reconnu comme responsable moralement.

3384. « **Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.** »

« Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement. »

Charte de l'environnement (élaborée à l'initiative de Jacques Chirac), articles 1 et 2

Texte défendu par les ministres de l'Écologie, Roselyne Bachelot, puis Serge Lepeltier, présenté et adopté en première lecture par l'Assemblée et le Sénat, entériné par le Parlement réuni en Congrès à Versailles, le 28 février 2005.

L'environnement entre dans la Constitution, au même niveau que les droits de l'homme et du citoyen de 1789, et les droits économiques et sociaux de 1946.

« Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences » (article 3).

« Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi » (article 4).

À la fin d'un quinquennat embourbé dans les affaires, et de son propre aveu « pourri » par Sarkozy, Chirac prend de la hauteur... Utopie? Ou foi dans l'avenir, pari politique et humaniste, pour que l'écologie entre véritablement dans les mœurs. En créant la Fondation à son nom, Jacques Chirac, retraité de la vie politique en 2008, prouvera que la cause lui tient vraiment à cœur.

3385. « **C'est une bonne idée d'avoir choisi le référendum, à condition que la réponse soit oui.** »

Valéry GISCARD D'ESTAING

Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020), *Le Monde*, 6 mai 2005

Prix spécial du jury, décerné par le Press Club, humour et politique, en 2005.

VGE parle du projet de Constitution européenne: « C'est un texte facilement lisible, limpide et assez joliment écrit: je le dis d'autant plus aisément que c'est moi qui l'ai rédigé. » Mot également remarqué par le jury.

L'Europe est donc de retour, sur la scène politique. Le 19 juin 2004, les chefs d'État et de gouvernement des 25 pays membres ont adopté le « Traité établissant une Constitution pour l'Europe », signé à Rome le 29 octobre. Reste à obtenir la ratification par tous les membres de l'Union: par voie parlementaire ou par référendum.

Le référendum, sacre populaire, donne plus de poids au texte, si tout se passe bien. Et 10 pays font ce pari, dont la France: décision du président de la République, après consultation des partis.

La campagne du référendum passionne moins qu'en 1992. Les enjeux du traité de Rome, avec cette Constitution, ne sont pas comparables à ceux du traité de Maastricht, avec ses trois « piliers » fondateurs. Les leaders politiques pensent moins à l'avenir de l'Europe qu'aux prochaines élections, pour lesquelles il faut déjà se positionner.

Et Philippe Séguin, retiré de la vie politique en 2002, siège à la Cour des comptes. Il n'y a donc pas de grand leader du non. Et pourtant...

3386. « **NON.** »

Réponse au référendum français sur le Traité constitutionnel européen, 29 mai 2005

Le non l'emporte avec près de 55 % des suffrages exprimés (plus de 30 % d'abstention). C'est un séisme politique, dont les ondes sismiques se feront durablement sentir.

Si les Français rejettent l'Europe, il faut analyser cette « fracture européenne », et les partis – divisés sur la question, mais majoritairement européens – vont tenter de mieux « vendre » l'Europe, trop facilement prise en bouc émissaire, symbolisant le bureaucratisme, l'interventionnisme, le libéralisme, la mondialisation.

Mais le référendum exprime aussi un « malaise français »: pessimisme viscéral, inquiétude sociale et crise perpétuellement ressentie, l'Europe n'étant qu'un prétexte à exprimer son mécontentement, et sa perte de foi en la politique.

3387. **« Un jour, les Européens remercieront les Français d'avoir voté non, car la seule Europe qui peut marcher est celle des nations et des projets. »**

Lech WALESA

Lech WALESA (né en 1943), au lendemain du 29 mai 2005
Le Monde, 25 mai 2006, « Référendum du 29 mai 2005 : le “non” un an après »

Parole du syndicaliste polonais qui créa le mouvement Solidarność, pour s'opposer à l'hégémonie soviétique, à la fin des années 1970. Prix Nobel de la paix en 1983, président de la République polonaise en 1990, pas réélu, il prend sa retraite politique en 2000. Il gardera pourtant son aura internationale.

Mais Walesa n'est plus la « voix du peuple polonais ». Sondée par référendum en 2003, l'opinion approuvait l'adhésion à 77 %. Depuis le 1^{er} mai 2004, la Pologne fait partie de l'Union, et le pays va en tirer profit.

Deux jours après la France, le 1^{er} juin, les Pays-Bas répondent non au référendum.

Ce sont donc les deux États (sur 25) qui bloquent le processus européen, l'unanimité étant requise. « L'Union européenne va continuer à fonctionner sur les bases des traités actuels », dit le président Chirac. Un traité modificatif (futur Traité de Lisbonne) reprendra les bases du Traité constitutionnel, et sera approuvé par les 27 États membres (Bulgarie et Roumanie nouveaux venus) lors du Conseil européen du 23 juin 2007. Les opposants à cette Europe ne manqueront pas l'occasion de dénoncer la manœuvre.

3388. **« En poursuivant leur politique de nivellement généralisé par le bas, les dirigeants actuels, totalement déconnectés des souffrances des peuples, sont en train de tuer la belle idée européenne. »**

Nicolas DUPONT-AIGNAN

Nicolas DUPONT-AIGNAN (né en 1961), *Le Monde*, 25 mai 2006

Souverainiste convaincu, il déplore l'abandon des références gaullistes du parti majoritaire, le RPR, et fonde le club « Debout la République », en 1999. Il a fait campagne pour le non, comme Séguin en 1992, avec des arguments comparables.

Un an après, il persiste: « L'élargissement n'a de sens que si, parallèlement, il y a harmonisation sociale. C'est pourquoi, il faut absolument bloquer la directive Bolkestein et suspendre l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie. La France peut le faire en expliquant sa motivation, et alors elle forcerait ses partenaires à rééquilibrer l'élargissement. »

Cette fameuse directive porte le nom du député allemand qui l'a proposée. Intégrée au Traité, elle sert d'épouvantail à tous les partisans du non. Symbole de l'Europe libérale, étendant la libre circulation des travailleurs aux neuf nouveaux membres, elle allait permettre au « plombier polonais » de venir concurrencer ses homologues français. En réalité, aucune immigration massive ne justifia ce genre de crainte.

3389. « **Il nous faut décider d'un programme d'action innovant, courageux, ambitieux. Cela suppose [...] un tournant majeur dans nos politiques économique et sociale. Il n'y a pas de fatalité, le plein-emploi n'est pas un objectif inaccessible, puisque d'autres pays en Europe ont su l'atteindre.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Déclaration au siège de l'UMP, *Le Monde*, 30 mai 2005

Président de l'UMP, il saute sur l'occasion du « non » européen, dès le lendemain, pour incriminer la politique gouvernementale du parti présidentiel. Les Français « nous pressent d'en finir avec nos immobilismes, avec nos frilosités, ou tout simplement avec nos habitudes, pour faire bouger le pays et le remettre en mouvement sans tarder. »

En président du parti, il invite la droite à mettre à profit les vingt-deux mois qui restent avant la présidentielle de 2007 pour « fonder un nouvel espoir ». On ne saurait plus clairement se positionner en vue du grand rendez-vous avec le pays. Instrumentaliser le non, pour mieux rebondir, cela fait partie du jeu politique.

L'échec du référendum ouvre une nouvelle page, et Sarkozy apparaît comme le sauveur d'une majorité en détresse: « Heureusement qu'on vous a; et, en plus, je suis sincère », lui dit Bernadette Chirac. La femme du président est nommée pour le prix de l'humour politique, mais est-ce vraiment de l'humour ?

3390. « **C'est aux socialistes français d'être là pour leur pays, pour lui donner une perspective, un sens, une direction, un espoir, et pour la gauche de la faire gagner sur un projet qui devra être crédible, mobilisateur et sincère.** »

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), *Le Monde*, 30 mai 2005

Le premier secrétaire du PS a regretté le rejet du traité européen, sitôt interprété comme « le rejet du pouvoir ». Il a qualifié le vote non de « décision politique majeure grave pour l'Europe », souhaitant qu'elle ne soit pas la victime du désordre intérieur français.

Lui aussi se positionne, en pensant aux prochaines élections, mais il est lui-même victime du non ! Pendant la campagne référendaire, les socialistes se sont divisés au sein de son parti traditionnellement pro-européen, certains s'affranchissant de la règle commune: Fabius, Mélenchon, Emmanuelli. Les électeurs traditionnels du PS ont voté non à 59 %, contrairement aux sympathisants UMP et UDF, à 76 % pour le oui (enquête TNS Sofres réalisée à la sortie des urnes).

Hollande en appelle alors au rassemblement de la gauche « qui a voté oui et qui a voté non », derrière « un projet crédible et mobilisateur » pour 2007. Rude tâche.

3391. « **Il faut tout mettre sur la table après un désaveu aussi brutal. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une refondation de la République et de la démocratie française.** »

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), *Le Monde*, 30 mai 2005

Le président de l'UDF en appelle à Jacques Chirac, qui se contente d'annoncer un changement de gouvernement, après la victoire du non au référendum.

« La réponse à une crise de cette ampleur exige une démarche nouvelle, une rupture avec ce qui s'est fait jusqu'à ce jour », proteste Bayrou le centriste, qui prend position lui aussi, en vue de la prochaine élection présidentielle. Il la sent bien, et il a raison...

Quant à Chirac, il gère la fin de son quinquennat comme il peut. Exit Raffarin III, voici Villepin Premier ministre, et Sarkozy de retour au gouvernement. Deux tempéraments, deux adversaires. Le nouveau ministre de l'Intérieur va faire entendre sa voix, bien décidé à ne plus quitter la scène politique.

3392. « **On va nettoyer au Kärcher la Cité des 4000.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), ministre de l'Intérieur, 20 juin 2005, à la Courneuve

Le 19 juin, dans l'après-midi, Sid-Ahmed Hammache, 11 ans, a été mortellement blessé au cœur par une balle perdue, alors qu'il lavait tranquillement la voiture de son père, au pied de son immeuble, dans la Cité des 4000.

Le garçon est victime d'un conflit entre deux clans. Les frères Ben Faiza accusent Mhamoudou Mhadjou d'avoir sali l'honneur de leur sœur Nadia, en entretenant une relation amoureuse avec elle. Ce jour-là, l'affrontement a dégénéré. Après une altercation à mains nues, les accusés règlent leurs comptes avec des armes à feu.

Sarkozy se rend dans la Cité pour rencontrer la famille : visite très médiatisée, déclaration appuyée : « Dès demain, on va nettoyer au Kärcher la Cité des 4000. On y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ça sera nettoyé [...] Dans un second temps seulement, on parlera de prévention. La police de proximité sera renforcée, avec 20 ou 30 policiers [...] J'imagine que vous n'avez plus envie de vivre là. On va vous reloger ailleurs, vous serez mieux. »

Certains médias soulignent l'indécence de ces déclarations faites sur les lieux du deuil.

Mais Sarkozy persiste et signe, selon un système et sur un ton qui deviendront sa marque présidentielle : « Le terme "nettoyer au Kärcher" est le terme qui s'impose, parce qu'il faut nettoyer cela » (Journal télévisé de France 2, 29 juin 2005). Épisode de la crise des banlieues et du mal des « quartiers ».

3393. « **Il faut traverser le périphérique, aller chez les indigènes là-bas, les descendants de Vercingétorix [...] Il faut casser les portes, et si elles ne veulent pas s'ouvrir, il faut y aller aux forceps. Partout où la diversité n'existe pas, ça doit être comme une invasion de criquets, dans les concours de la fonction publique, dans la police nationale [...] Partout de manière à ce qu'on ne puisse plus revenir en arrière.** »

Azouz BEGAG

Azouz BEGAG (né en 1957), octobre 2005, Entretien, *Respect Magazine*, octobre-décembre 2005
Lectures françaises, volume XVIII (2006)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Promotion de l'égalité des chances, dans le gouvernement Dominique de Villepin, il fait entendre sa différence : pas de langue de bois, et il sait de quoi il parle.

D'origine algérienne, né en France dans la banlieue lyonnaise en 1957, il passe son doctorat d'économie à l'Université de Lyon, et mène de front trois carrières.

Chercheur au CNRS, spécialiste en socio-économie urbaine, il étudie la mobilité des populations immigrées dans les espaces urbains. Romancier, il publie une vingtaine de titres traitant des problèmes auxquels se heurtent les jeunes d'origine maghrébine, pris entre deux cultures, entre tradition et modernisme : pauvreté, racisme, chômage, autodestruction, désespoir. Enfin, il entre en politique et slalome littéralement entre les partis, jusqu'en 2012. Ayant d'abord échoué à gauche, il a trouvé sa place à droite, ministre de juin 2005 à avril 2007, mais le conflit va éclater, face à Sarkozy.

3394. « **Vous en avez assez de cette bande de racailles ? Eh bien, on va vous en débarrasser.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), ministre de l'Intérieur, 25 octobre 2005,
en déplacement officiel à Argenteuil, reportage sur France 2, le 26 octobre

C'est une habitante d'une tour HLM, qui l'interpelle du haut de son balcon : « Quand nous débarrasserez-vous de cette racaille ? » Le ministre lui répond. Et il reprend, en insistant : « Le mot racaille était peut-être un peu faible. »

Les médias s'empressent de relever ces provocations verbales du ministre de l'Intérieur, qui s'empresse à son tour de les répéter : « Ce sont des voyous, des racailles, je persiste et je signe », déclare-t-il le 10 novembre sur France 2, lors d'une émission spéciale « À vous de juger », consacrée à la crise des banlieues. Et le ministre de l'Intérieur promet d'en débarrasser le pays, au nom des « braves gens qui veulent avoir la paix ».

3395. « **La France, tu l'aimes ou tu la quittes.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), avril 2006
La Fracture identitaire (2007), Ivan Rioufol

Il s'est défendu d'être l'auteur de cette formule qui fait la fortune des rappeurs ! Et qui a été reprise au vol par Philippe de Villiers.

C'est quand même le résumé d'un message tout aussi clair, au cours d'un meeting « Imaginons la France d'après » (slogan de l'UMP, signé Frank Tapiro, conseiller médiatique de sa campagne) : « On en a plus qu'assez de devoir en permanence s'excuser d'être Français [...] S'il y en a que ça gêne d'être en France [...] qu'ils ne se gênent pas pour quitter un pays qu'ils n'aiment pas. »

Notons la similitude sémantique avec les propos de Georges Marchais, dans les années 1980. Ce franc-parler « popu » amusait, chez le Premier secrétaire du PC, ouvrier et fils d'ouvrier, recevant dans son pavillon de banlieue à Champigny, et se faisant photographier devant sa 2 CV. C'est plus étonnant, chez un homme de droite, né à Neuilly-sur-Seine, avocat d'affaires, notoirement fasciné par l'argent et les riches.

Au-delà de la forme, c'est surtout le fond qui peut choquer. Les socialistes ne se privent pas de relever ses propos.

3396. « **Parler de social à Nicolas Sarkozy, c'est comme parler de cinéma à une caméra de surveillance.** »

Laurent FABIUS

Laurent FABIUS (né en 1946), cité dans *L'Express*, août 2009
Quand les politiques se lâchent ! : bons mots, lapsus et vachardes (2011), Olivier Clodong

Une solide expérience de ministre de l'Intérieur va naturellement inspirer le futur président de la République. Et la gauche française mettra un certain temps avant de présenter une opposition crédible, même si les présidentielles se rapprochent.

Mais l'opposition à Sarkozy se manifeste également à droite.

3397. « **Je voterais Dominique de Villepin, même s'il ne se présentait pas.** »

Azouz BEGAG

Azouz BEGAG (né en 1957), fin octobre 2006 sur Canal Plus, à propos de l'élection présidentielle à venir

Le premier cas public d'« antisarkozysme primaire » se trouve à droite. Ministre chargé de la Promotion de l'égalité des chances, il est entré en conflit ouvert avec Nicolas Sarkozy, candidat déclaré. Le conflit se durcit dès octobre 2005, Azouz Begag réagissant contre l'emploi répété du mot « racaille » par le ministre de l'Intérieur. Lequel le surnomme « Vidéo-Begag », en raison de ses gaffes.

« Il n'a pas les codes de la vie politique », estime un de ses collègues. C'est vrai, mais l'« Arabe de service » a un soutien de poids : « Azouz est très apprécié dans les banlieues. Médiatiquement, il a bien percé, maintenant tout le monde parle d'égalité des chances. Ses participations à des émissions font monter les audiences. » Parole de Villepin, Premier ministre. C'est un argument... Faut-il préciser que le chef du gouvernement est l'ennemi intime de Sarkozy, et vice-versa.

3398. « Un jour, je finirai par retrouver le salopard qui a monté cette affaire et il finira sur un croc de boucher. »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), ministre de l'Intérieur,
citation authentifiée après coup par « le salopard » visé, Dominique de Villepin
La Tragédie du Président (2006), Franz-Olivier Giesbert

Dans la série « duels fratricides », voici la séquence Villepin-Sarkozy, et l'affaire *Clearstream*, obscure histoire de corbeaux et de manipulations, feuilleton financier, politique et judiciaire, qui commence en 2004 et trouve son épilogue juridique en 2010.

Un petit groupe de politiciens et d'industriels tente de manipuler la justice pour évincer des concurrents, en les impliquant dans le scandale des frégates de Taïwan. Ils auraient touché des commissions sur la vente de ces navires de guerre, et l'argent se trouverait sur des comptes occultes. Parmi les dizaines de noms cités, Sarkozy, alors ministre de l'Économie, mais aussi Chevènement, Strauss-Kahn, Madelin.

La presse dévoile l'existence d'un rapport de la DST sur l'affaire et ces listings falsifiés. Une fausse rumeur peut toujours nuire, et Sarkozy accuse Villepin de dissimuler à la justice les conclusions de l'enquête qui l'innocenterait. Il se constitue partie civile.

Villepin sera mis en examen le 27 juillet 2007, pour « complicité de dénonciation calomnieuse, recel de vol et d'abus de confiance, complicité d'usage de faux ».

Le 23 septembre 2009, le président Sarkozy qualifie de « coupables » les prévenus au procès *Clearstream*. Et un mois plus tard, le procureur requiert dix-huit mois de prison avec sursis contre l'ex-Premier ministre, rendu « complice » de dénonciation calomnieuse : « Nicolas Sarkozy avait promis de me pendre à un croc de boucher, je vois que la promesse a été tenue. »

Mais le 28 janvier 2010, le tribunal correctionnel de Paris rend son jugement : Dominique de Villepin est relaxé. Jean-Louis Gergorin, considéré comme le « cerveau » de l'affaire, est condamné à quinze mois de prison ferme et Imad Lahoud, auteur des lettres anonymes, à dix-huit mois.

3399. « Qui gardera les enfants ? »

Laurent FABIUS

Laurent FABIUS (né en 1946), apprenant la déclaration de candidature de Ségolène Royal
Le Féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques : Congrès international (2012), Françoise Picq, Martine Storti

Le 29 septembre 2006 à Vitrolles, celle qu'on appelle simplement Ségolène se présente à l'investiture socialiste en vue des présidentielles. Fabius est également candidat, et son humour pêche un peu par sexisme. Avec son compagnon François Hollande, Premier secrétaire du parti socialiste, elle a quatre enfants, dont la dernière a 13 ans.

Cela n'a pas empêché Ségolène Royal d'être quatre fois ministre, entre 1992 et 2002, députée depuis 1988, et seule femme à présider un conseil régional.

3400. « Ségolène, elle séduit au loin et irrite au près. »

Jean-Pierre RAFFARIN

Jean-Pierre RAFFARIN (né en 1948), parlant de Ségolène Royal, prix de l'humour politique 2006
Politiques et langue de bois ! (2011), Olivier Clodong, Nicolas Clodong

Le 16 novembre, après une rude bagarre interne, elle est désignée candidate du Parti socialiste pour les présidentielles de 2007, dès le premier tour. Avec 60,65 % des voix, elle écrase littéralement Strauss-Kahn, 20,69 %, et Fabius, 18,66 %. Elle se lance dans la présidentielle avec divers handicaps.

Son adversaire numéro un, Nicolas Sarkozy, est en campagne permanente depuis sa prise de fonction au ministère de l'Intérieur. Il a étouffé les menaces de divisions internes, et dispose d'un parti en ordre de bataille, dévoué à sa victoire. C'est un battant, et son volontarisme plaît naturellement à son électorat.

Ségolène Royal a été choisie « dans la douleur » et les perdants ne seront pas beaux joueurs. Le PS, divisé, donc affaibli, présente un projet illisible, qu'elle peine à incarner. Le fait d'être la première femme candidate à la présidence peut se révéler un atout, comme un handicap.

Ségolène Royal va beaucoup séduire, et beaucoup irriter. « Même quand je ne dis rien, cela fait du bruit », dit-elle dans *L'Express*, le 2 octobre 2006. Elle aussi, elle a de l'humour, pas toujours involontaire.

3401. « Ségolène Royal n'a qu'un seul défaut, c'est son compagnon. »

Arnaud MONTEBOURG

Arnaud MONTEBOURG (né en 1962), se lâchant sur le plateau de Canal Plus, 17 janvier 2007

Le porte-parole de la candidate stupéfie les présents, même s'il est coutumier des bons mots. « Je pensais vous faire rire », a-t-il ajouté.

« Ça a jeté un froid sur le plateau », avoue la députée UMP Nadine Morano, présente lors de l'émission et pourtant adepte du franc-parler, voire du « pavé dans la mare ». Interrogée sur RTL, elle a rebaptisé le porte-parole de la candidate socialiste Arnaud « Montebourde ». Madame Royal refuse sa démission, mais le met au silence médiatique pendant un mois.

Circonstance atténuante, ou aggravante, il est de notoriété presque publique que le couple socialiste se sépare. Étrange coïncidence, il en va de même entre Sarkozy et Cécilia, sa femme et très proche collaboratrice. Ce divorce fera plus de dégât, dans la carrière présidentielle.

3402. « J'ai mis en place et beaucoup défendu l'idée de démocratie participative, c'est-à-dire qu'on considère que les citoyens sont les meilleurs experts de ce qui les concerne. »

Ségolène ROYAL

Ségolène ROYAL (née en 1953), lors de son voyage en Chine, début janvier 2007

La démocratie participative est l'une des idées originales de la candidate. Mais est-ce réalisable, dans un pays aussi ingouvernable que la France ? Le site Internet de Ségolène Royal, « Désirs d'avenir », lancé dès février 2006, mise sur le concept du « forum participatif ». Elle multiplie les « débats participatifs », avant de proposer son pacte présidentiel, le 11 février à Villepinte. L'« ordre juste » est aussi un vrai thème de campagne.

Les premiers sondages lui sont favorables. On parlera d'une campagne esthétique et mystique. Mais la rigueur manque souvent, et l'incantation qui peut séduire sur l'instant peine à convaincre dans la durée.

3403. **« Comme le disent les Chinois,
un Chinois qui ne vient pas sur la Grande Muraille n'est pas un brave
et un Chinois qui vient sur la Grande Muraille
conquiert la "bravitude". »**

Ségolène ROYAL

Ségolène ROYAL (née en 1953), TF1, 6 janvier 2007, lors d'une visite sur la Muraille de Chine

Et le 5 mars 2007, à Berlin, devant les Français expatriés: « Je vois dans vos yeux votre intelligence collective. »

Ses perles sont collectionnées par les médias, même loin de France.

Critiquée, elle a toujours une réponse originale: « C'est moi qui maîtrise la rareté de ma parole politique, pour dire des choses intelligentes quand j'ai besoin de les dire. » Cette phrase sera nommée pour le prix de l'humour politique 2010.

3404. **« Travailler plus pour gagner plus, c'est mon programme. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Discours de Rungis, 1^{er} février 2007

La « valeur travail » avait une connotation marxiste, le candidat de la droite lui redonne un autre sens, économique, politique et idéologique. Rungis est un lieu symbolique: ce marché international remplace les anciennes halles de Paris, les travailleurs se lèvent tôt et travaillent dur.

Le « travailler plus pour gagner plus » est l'un des points forts de sa campagne, décliné en plusieurs versions: « Je veux être le président du pouvoir d'achat », « La crise morale française porte un nom: c'est la crise du travail », « Il faut tout faire pour que le travail rapporte davantage que l'assistance », « Je veux permettre à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de pouvoir le faire », « On ne dira jamais assez le mal que les 35 heures ont fait à notre pays. Comment peut-on avoir cette idée folle de croire que c'est en travaillant moins que l'on va produire plus de richesses et créer des emplois ? »

Le « travailler plus pour gagner plus » se heurtera bientôt à la crise mondiale qui affole les statistiques du chômage durant tout le quinquennat.

Ce n'est pas une raison pour nier l'intérêt de ces arguments.

3405. **« Nous nous engageons à mettre la préoccupation de l'environnement au centre de nos décisions, et à prendre les mesures qui s'imposent pour conjurer des périls qui menacent la survie même de l'Humanité, en particulier celui du changement climatique. Il est temps d'admettre que nous sommes parvenus au seuil de l'irréversible, et que nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre. »**

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), Appel qui clôt la Conférence de Paris, 3 février 2007

Plus de 200 participants sont venus d'une quarantaine de pays, en vue d'une gouvernance écologique mondiale. Le chef de l'État met à profit l'une de ses dernières apparitions publiques pour lancer cet Appel à la mobilisation internationale: « Nous nous engageons à mettre au centre de nos décisions et de nos choix, chacun dans notre domaine, la préoccupation de l'environnement. »

Outre la création d'une ONU (Organisation des Nations Unies pour l'environnement) qui serait « une voix forte et reconnue dans le monde », l'Appel de Paris prône l'adoption d'une Déclaration universelle des droits et des devoirs environnementaux: « Cette charte commune garantira aux générations présentes et futures un nouveau droit de l'homme: le droit à un environnement sain et préservé. »

Les promoteurs de l'Appel s'engagent à « faire le choix d'une autre croissance, d'une croissance écologique, le choix d'une économie mise au service du développement durable et de la lutte contre la pauvreté. » En favorisant des modes d'organisation plus économes en énergie, en eau et en ressources naturelles, ils souhaitent une amplification des transferts de technologie vers le Sud.

La Fondation Jacques Chirac, créée en 2008, s'insère dans la ligne de cet Appel.

3406. **« Je suis le premier homme politique de droite à dire qu'il faut une immigration choisie. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), émission « J'ai une question à vous poser », TF1, 6 février 2007

Il répond à la question d'un invité sur cette phrase qui lui fut prêtée, en avril dernier: « La France, tu l'aimes ou tu la quittes. »

Émission toujours bien scénarisée. Sarkozy en profite pour développer un autre thème de campagne, récurrent durant son quinquennat: « Mais je dis aussi une chose avec la plus grande force: personne n'est obligé d'habiter en France. Et quand on aime la France, on la respecte. On respecte ses règles, c'est-à-dire qu'on n'est pas polygame, on ne pratique pas l'excision sur ses filles, on n'égorge pas le mouton dans son appartement et on respecte les règles républicaines. »

« Siphonner les voix du FN », tel fut l'un des buts avoués, et la réussite de cette campagne menée tambour battant.

3407. **« C'est à la France, européenne et méditerranéenne à la fois, de prendre l'initiative avec le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et Chypre, d'une Union Méditerranéenne comme elle prit jadis l'initiative de construire l'Union européenne. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Discours de Toulon, 7 février 2007

Plus que jamais en campagne - et déjà avec les mots d'Henri Guaino, l'auteur de ses grands discours présidentiels -, il annonce l'un des axes de sa politique étrangère. Faisant d'une pierre deux coups, il remet en question le Processus de Barcelone (1995) engagé par l'UE à l'initiative de Jacques Chirac, et s'apprête à lancer son Union pour la Méditerranée, qui prendra forme institutionnelle et intergouvernementale à Paris où se tient le sommet fondateur de l'UPM (le 13 juillet 2008).

Cette initiative va irriter les autres partenaires européens, Allemagne en tête, cependant que des pays jadis colonisés peuvent redouter les intentions « missionnaires » de la France. Et cet ambitieux projet n'aboutira à rien. Car rien n'est simple dans cette histoire, comme l'a résumé Fernand Braudel : « La Méditerranée, c'est [...] mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages. Non pas une mer, mais une succession de mers. Non pas une civilisation, mais plusieurs civilisations superposées [...] La Méditerranée est un carrefour antique. Depuis des millénaires, tout conflue vers cette mer, bouleversant et enrichissant son histoire. » (*La Méditerranée, l'espace et l'histoire*).

3408. **« Nous devons lutter contre toutes les peurs, et n'avoir peur de rien pour nous-mêmes. »**

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), Discours de Villepinte, 11 février 2007

C'est le 12^e Rassemblement des secrétaires de section du PS, et Hollande se tient aux côtés de sa compagne, Ségolène Royal qui expose son pacte présidentiel. Il a renoncé à se présenter pour lui laisser la place, au vu des intentions de vote qui lui étaient alors favorables.

Premier secrétaire du Parti socialiste de 1997 à 2008, ses détracteurs critiquent l'homme « fuyant l'affrontement pour au final ne rien décider » - la peur dont il se méfie pour lui-même. Les autres peurs dont il parle, c'est d'abord la peur de l'autre, l'émigré, l'étranger, trop souvent visé, accusé, voire stigmatisé par la droite.

On lui reconnaît un art du compromis et de la « synthèse » qui a permis d'élaborer le programme socialiste, mais on critique sa mollesse, et le manque de charisme est un handicap, pour une élection nationale.

Séparé de Ségolène, métamorphosé aux côtés de la nouvelle femme de sa vie, la journaliste Valérie Trierweiler qui le complète sans le concurrencer, mitterrandisé pour les besoins de la cause, il sera désigné candidat du PS pour l'élection présidentielle de 2012, suite à la primaire remportée au second tour face à Martine Aubry, et en l'absence de Dominique Strauss-Kahn, l'ex-grand favori.

Nul doute qu'il s'y prépara longtemps à l'avance, avec cette « stratégie de la tortue » dont Sarkozy sera le lièvre.

3409. « **Le débat politique revient à peu près à ceci:
“Mon poêle à mazout est tombé en panne, que comptez-vous faire
quand vous serez élu?”** »

Claude ALLÈGRE

Claude ALLÈGRE (né en 1937), *Le Point*, 28 février 2007

Toutes les campagnes présidentielles sont plus ou moins dénigrées, celle de 2007 étant plutôt bien jugée, comparée à celle de 2012 qui ne sera pas non plus calamiteuse. Mais tous les candidats doivent sacrifier au rite du micro et du plateau, courant de radios en télévisions, pour répondre aux questions des « vrais gens », alors...

Géochimiste et homme politique, connu pour son franc-parler, Allègre a suscité des controverses médiatiques, pour ses prises de position sur le réchauffement climatique, d'où le poêle à mazout en question... « Vouloir s'opposer à la croissance et au progrès technologique, c'est engager la France dans le déclin et la détérioration du niveau de vie des Français », écrit Claude Allègre, dans *Ma vérité sur la planète* (2007).

Politiquement incorrect, scientifiquement aussi, depuis un an, il peste surtout contre Ségolène Royal, la candidate de son parti, la jugeant incompétente pour le rôle qu'elle brigue à la tête de l'État.

Cependant que Sarkozy mène sa campagne de France, un battant remarquable, avec des discours bien écrits, et que Bayrou affiche sa différence.

3410. « **L'élection présidentielle, c'est la rencontre
d'un homme et d'un pays, d'un homme et d'un peuple.** »

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), Meeting de Caen, 1^{er} mars 2007

Il reprend le mythe gaullien.

C'est tout à fait juste, mais... en état de paix, ça ne fonctionne pas aussi bien. Et un homme sans un parti puissant pour le porter et le supporter (au sens sportif du mot) a peu de chance d'aller au bout. Bayrou le sait.

Depuis sa première tentative présidentielle en 2002, il a tenté d'installer au centre de l'échiquier politique l'UDF (Union pour la démocratie française), créée en 1978 par Valéry Giscard d'Estaing, seul président centriste de la Cinquième République. Bayrou préside ce parti depuis 1998, à mi-chemin entre la gauche et la droite. Il va profiter de la droitisation de l'UMP, dont Sarkozy devient le président en 2004, et des déboires du PS, qui peine à tirer les leçons de son échec de 2002. La bipolarisation de la France rend la manœuvre difficile.

Malgré tout, l'homme Bayrou bénéficie toujours d'une cote de vraie sympathie. Il le sait, il en joue. Il pense même, au vu des sondages, qu'il peut se qualifier au second tour, ce qui entraînerait automatiquement sa victoire.

3411. « **Moi et mes amis,
on n'est pas la *jet-society*, on est la *tractor-society*.** »

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), *Le Point*, 8 mars 2007

C'est de bonne guerre médiatique, et le Béarnais a une belle cote de popularité auprès des Français. On ne vote pas pour le candidat le plus « sympa », mais il va réussir sa campagne, et placer quelques idées qui ne sont ni de gauche, ni de droite, juste de bon sens, de facture bien française, et républicaine. C'est l'homme à suivre, qui va peut-être créer la surprise...

3412. « **Il n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales
dans le monde qui aient tant œuvré pour la civilisation
et le développement et si peu pour l'exploitation.
On peut condamner le principe du système colonial
et avoir l'honnêteté de reconnaître cela.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Discours à Caen, 9 mars 2007

Il traite de l'identité française, de la spécificité et la grandeur de la France. Il s'inscrit en faux contre la « mode exécration » de la repentance. 11 000 présents à ce meeting y sont sensibles, à l'image du pays qui va l'élire.

« Au bout du compte, nous avons tout lieu d'être fiers de notre pays, de son histoire, de ce qu'il a incarné, de ce qu'il incarne encore aux yeux du monde. Car la France n'a jamais cédé à la tentation totalitaire. Elle n'a jamais exterminé un peuple. Elle n'a pas inventé la solution finale, elle n'a pas commis de crime contre l'humanité, ni de génocide. Elle a commis des fautes qui doivent être réparées, et je pense d'abord aux harkis et à tous ceux qui se sont battus pour la France et vis-à-vis desquels la France a une dette d'honneur qu'elle n'a pas réglée, je pense aux rapatriés qui n'ont eu le choix au moment de la décolonisation qu'entre la valise et le cercueil, je pense aux victimes innocentes de toutes les persécutions dont elle doit honorer la mémoire... La vérité, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales dans le monde qui aient tant œuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation. On peut condamner le principe du système colonial et avoir l'honnêteté de reconnaître cela. » Encore un thème propre à séduire les électeurs du FN, mais sans injurier l'avenir.

3413. « **Ne composez jamais avec l'extrémisme,
le racisme, l'antisémitisme ou le rejet de l'autre.** »

Jacques CHIRAC

Jacques CHIRAC (1932-2019), allocution radiotélévisée, 11 mars 2007

Le président de la République annonce qu'il ne briguera pas un troisième mandat. Ce n'est pas un scoop, le suspense n'existait pas vraiment. Il livre simplement son dernier message, destiné à son successeur, et capital pour l'avenir de la France.

3414. « **L'identité nationale de la France, c'est la République.** »

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), Discours à Perpignan, 16 mars 2007

Cette phrase d'allure banale répond à une idée apparemment originale de Sarkozy, qui vient d'annoncer la création d'un ministère de l'Immigration et de l'identité nationale, évidemment destiné à séduire l'électorat populaire tenté par le FN.

Le candidat UMP entend revaloriser la nation et l'identité française: « Parler de l'identité nationale ne me fait pas peur » même si, « pour certains, c'est un gros mot », a-t-il souligné, à Besançon, le 13 mars. « Je ne veux pas laisser le monopole de la nation à l'extrême droite. Je veux parler de la nation française, parce que je n'accepte pas l'image qu'en donne Jean-Marie Le Pen. »

L'idée de ce ministère lui vient de Patrick Buisson, ancien journaliste issu de l'extrême droite, surnommé « l'hémisphère droit de Sarkozy », qui l'a donc convaincu de la possibilité de « siphonner » les voix du FN.

D'habitude bien conseillé dans cette campagne gagnante, cette fois, c'est une fausse bonne idée. Le pire, c'est qu'il tient sa promesse. Dès le 18 mai, il crée ce « ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire », confié à Brice Hortefeux.

Fin 2009, il lancera le débat sur l'identité nationale, abandonné en février 2010, après trois mois de polémiques sur l'Islam et des dérapages xénophobes. Un échec évident.

Finalement, Bayrou avait raison, avec cette phrase toute simple: « L'identité nationale de la France, c'est la République. »

3415. « **La croissance, j'irai la chercher avec les dents.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), en campagne présidentielle, mars 2007

Le Spectacle du monde, n^{os} 536 à 540 (2007)

Expression carnassière du candidat, plusieurs fois répétée avec de menues variantes, inspirée par Chirac, son père en politique: « Dans une campagne, il faut aller chercher les électeurs avec les dents. » Sarkozy persiste après son élection, devant les patrons: « J'irai chercher la croissance avec les dents, je serai le président du pouvoir d'achat! », déclaration du 30 août 2007, à l'Université du MEDEF.

Ce volontarisme politique affiché aboutira à quatre lois pour plus de liberté et plus de concurrence, au prix d'une déréglementation de notre économie trop corsetée: loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (loi TEPA) de l'été 2007, surnommée « paquet fiscal », destinée à accroître l'activité économique et donc l'emploi; loi pour le développement de la concurrence, en automne; loi pour le pouvoir d'achat, en janvier 2008; loi de modernisation de l'économie (LME) en août 2008, inspirée du rapport Attali.

La crise en décidera autrement. L'échec n'est donc pas imputable au président.

3416. « **La France attendait une rencontre du troisième type. Le troisième type, c'est François Bayrou.** »

Azouz BEGAG

Azouz BEGAG (né en 1957), ancien ministre du gouvernement Villepin, Marseille, 12 avril 2007
Le Monde, 13 avril 2007

Dominique de Villepin ne se présente pas : il est ouvertement critiqué au sein de l'UMP vouée à Sarkozy, il est compromis dans l'affaire Clearstream où son comportement est trop clairement antisarkozyste. Il espère des jours plus favorables, pour la prochaine présidentielle.

Et le 16 mars, Azouz Begag a rejoint l'UDF, le parti du « troisième homme » de cette présidentielle 2007, transformé en Modem après l'élection. Il y restera trois ans, avant de rejoindre Villepin et son mouvement, République solidaire.

3417. « **Je veux une République irréprochable.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), 13 avril 2007

La formule reste dans les mémoires, déjà prononcée au congrès de l'UMP en janvier, reprise à Épinal, déclinée en diverses versions : « Je veux être le Président qui va remettre la morale au cœur de la politique » ; « Je veux une démocratie irréprochable »... « Une République exemplaire, caractérisée notamment par des nominations irréprochables » ; « Si l'État veut être respecté, il doit être respectable. Je ne transigerai pas. »

Après les années Mitterrand et les années Chirac, riches en « affaires », le quinquennat sera loin d'être irréprochable ! Et le président est responsable, sinon coupable.

Cinq ministres devront démissionner, dont Michèle Alliot-Marie et Éric Woerth. Deux ex-ministres ont maille à partir avec la Cour de justice de la République : Éric Woerth, pour la vente de l'hippodrome de Compiègne, Christine Lagarde pour l'affaire Adidas-Tapie.

Les proches du président sont mis en examen, sur fond de mallettes, ventes d'armes et financement politique : Nicolas Bazire, Thierry Gaubert, Éric Woerth (encore lui) pour « trafic d'influence passif et recel »...

Face aux soupçons de népotisme, Jean Sarkozy, 23 ans, renonce à diriger l'EPAD (Établissement public pour l'aménagement de la défense), seule erreur reconnue par son père.

Reste l'affaire Woerth-Bettencourt, la plus gênante, même si le président nie tout, et d'abord le financement illégal de sa campagne par la milliardaire. La justice est-elle vraiment indépendante et libre d'enquêter ?

Dans un sondage TNS Sofres (septembre 2011), 72 % des Français trouvent les hommes politiques « plutôt corrompus ». Cela conforte le fameux « tous pourris », dénoncé par les populistes de gauche et surtout de droite (Le Pen, père et fille).

Seul progrès, le contrôle public sur les comptes et la gestion des services de la Présidence : « Ni Mitterrand, ni Chirac n'avaient osé donner cette autorisation. Je suis le premier président à jouer la transparence. Vous croyez que ça m'amuse d'être contrôlé tous les ans, vous croyez que ça m'amuse de supporter les contrôleurs de la Cour des comptes, y compris chez moi, au Cap Nègre ? Au moins, on sera nickel pour 2012. » (*Le Canard enchaîné*, 22 juillet 2009).

3418. **« Si je suis élue, les agents publics seront protégés et en particulier les femmes, elles seront raccompagnées chez elles. »**

Ségolène ROYAL

Ségolène ROYAL (née en 1953), débat de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, TF1 - France 2, 2 mai 2007

Un exemple (parmi tant d'autres) qui décrédibilise la parole politique. Imaginons le coût de cette promesse sympathique, mais totalement irréaliste !

La candidate du PS, logiquement finaliste au second tour, après un parcours atypique, où elle a ses fans et, de plus en plus nombreux, ses détracteurs, ne fait plus illusion, et les sondages le reflètent depuis deux mois.

« Qu'on commette des erreurs en politique c'est possible ; qu'on les commette toutes, c'est fou ! » parole de Guillaume Bachelay, secrétaire national à l'Industrie du PS, en 2010. Proche de Fabius, donc un peu trop dur pour être honnête, il veut éviter le « mauvais choix » pour le prochain candidat socialiste à la présidentielle 2012.

Selon un sondage OpinionWay au lendemain du débat, Sarkozy domine mieux les dossiers économiques, les finances publiques, l'immigration, la lutte contre l'insécurité. Royal reprend l'avantage sur les dossiers de société, environnement, éducation, inégalités sociales. On retrouve cette répartition des compétences classique, entre la droite et la gauche.

3419. **« Pour être président de la République, il faut être calme, et utiliser des mots qui ne sont pas des mots qui blessent, parce que quand on emploie des mots qui blessent, on divise son peuple alors qu'il faut le rassembler... »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), débat de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, TF1 - France 2, 2 mai 2007

C'est un jeu théâtral parfaitement réglé, avec un enjeu considérable : le pouvoir pour cinq ans. Chacun, dans son dialogue, doit placer ses « petites phrases », et se montrer ferme, sans avoir l'air de mépriser ou d'écraser l'autre.

Cette fois, sur le thème du handicap, Ségolène Royal perd son sourire et sa sérénité « naturelle » – chose somme toute normale : « Je ne suis pas énervée. Je suis en colère. Il y a des colères que j'aurai encore quand je serai présidente. »

Son adversaire, déjà connu pour son tempérament qui est tout, sauf calme, ne va pas rater l'occasion de décocher sa flèche, avec un calme souriant.

Sur les deux heures de débat prévu, et un dépassement de 39 minutes, le duel s'est joué à contre-emploi, dans le style : l'une plus combative, coupant la parole à l'adversaire, et l'autre, plus maître de lui-même comme de ses dossiers, plus posé, plus présidentiel. Étant favori, il a tout à perdre, c'est dire s'il doit jouer le calme.

Le lendemain, Sarkozy sort gagnant, considéré comme « le plus convaincant » par le sondage OpinionWay : 53 % contre 31 % pour Ségolène Royal. Selon les sondages suivants, l'opinion ne change pas vraiment, et Sarkozy gagnera la présidentielle avec plus de 53 % des voix.

Reste l'évidence : ce débat ne restera pas dans les annales du genre, comparé aux deux grands classiques, les duels entre Giscard d'Estaing et Mitterrand. Forme et fond, la qualité est telle qu'ils furent mis en scène au théâtre de La Madeleine, avec des coupes, mais sans aucun changement dans le texte : *Débats 1974-1981*, Weber/Giscard face à Balmer/Mitterrand.

3420. « **Faire une élection, c'est raconter une histoire de telle façon que l'enfant qui sommeille en tout électeur croie que le candidat est le seul héros crédible de cette histoire.** »

Jacques SÉGUÉLA

Jacques SÉGUÉLA (né en 1934), *L'Événement du jeudi*, 11 octobre 1990

Le « storytelling », avatar du « marketing », apparaît soudain comme une méthode de communication très à la mode en politique. Mais Louis XIV et Napoléon étaient déjà maîtres en la matière, servis et mythifiés par des artistes de génie, peintres, sculpteurs, architectes et autres créateurs.

Séguéla, en tant que publicitaire, a participé aux deux campagnes réussies de Mitterrand : « La Force tranquille » (1981), « Génération Mitterrand » (1988). La publicité entraine véritablement en campagne – au prochain tour, Internet entre en jeu.

Sa stratégie de communication échoue, pour Jospin (2002)... En 2007, il s'est engagé aux côtés de Ségolène Royal, mais le 1^{er} mai, dans l'entre-deux tours du scrutin, il annonce officiellement qu'il votera pour le candidat de droite Nicolas Sarkozy au second tour, après avoir voté pour Ségolène Royal au premier.

Séguéla donnera les raisons de ce revirement : « Les bourdes qui embourbaient [Ségolène Royal], ses sautes d'humeur alignées comme des sauts d'obstacles, ses volte-face à faire perdre la face me désarçonnaient » (*Autobiographie non autorisée*, 2009).

3421. « **Le ralliement, ça ne marche jamais, ce qui marche, c'est le rassemblement. Derrière le ralliement, il y a le désenchantement, et puis l'effacement. Derrière le rassemblement, il y a le courage et le succès.** »

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), campagne des législatives du Modem à Paris, 24 mai 2007

Sans atteindre le second tour des présidentielles, le « troisième homme » a réussi sa campagne, son score dépassant 18 %.

Sur cette lancée, en vue des législatives de juin, il crée son parti, le Modem (Mouvement démocrate) qui remplace l'UDF explosée. Une partie des centristes a rallié la majorité présidentielle et fondé le Nouveau Centre, résultat, 21 députés, et trois ministres (André Santini, Hervé Morin, Valérie Létard).

Bayrou refuse cette stratégie, comme en juin 2002, où il n'a pas rejoint l'UMP, nouveau parti présidentiel. Le président du Modem fait entendre sa voix et sa différence : « Le citoyen n'est pas un consommateur. C'est un producteur, d'idées, de convictions, d'engagement, de solidarité. » Mais le Modem n'obtiendra que quatre élus : François Bayrou, et Abdoulatifou Aly, Thierry Benoit, Jean Lassalle.

3422. « **Je ne suis pas un expert du 12^e arrondissement, mais je l'ai traversé quand j'ai couru le marathon de Paris.** »

Arno KLARSFELD

Arno KLARSFELD (né en 1965), à la veille des élections législatives des 10 et 17 juin 2007

Pour cette déclaration qui ne vaut pas vraiment programme politique, le fringant avocat concourt au prix Press Club, humour et politique.

Après la victoire de Sarkozy à l'élection présidentielle le 6 mai, la commission d'investiture de l'UMP le désigne comme candidat aux élections législatives dans la huitième circonscription de Paris (12^e arrondissement), pour succéder au député Jean de Gaulle (petit-fils du Général).

D'abord peu à l'aise dans ce rôle de candidat parachuté, justement accusé par ses adversaires de ne pas habiter dans le secteur, il arrive en ballottage favorable au soir du premier tour, perdant finalement le second, contre la candidate socialiste Sandrine Mazetier (près de 56 % des voix). La majorité sortante UMP est reconduite, dans l'élan de la présidentielle, mais avec un nombre de sièges réduit par rapport à 2002.

Quant au marathonien, il sera occasionnellement conseiller du président, avant d'être nommé au Conseil d'État.

3423. « **Rien ne sera plus jamais comme avant au Parti socialiste! Fini le temps des éléphants révolus, et place aux jeunes lions!** »

Arnaud MONTEBOURG

Arnaud MONTEBOURG (né en 1962), *Libération*, 18 juin 2007

Réélu député, il se pose en leader du pôle des renovateurs au PS. Tous les partis ont leurs jeunes loups (ou lions) aux dents acérées. Voir Sarkozy, face aux caciques de la droite. En attendant, rien ne s'arrange, et rien ne change, dans un parti trop désuni pour être fort.

Le PS a fait campagne avec un mot d'ordre – ne pas laisser les « pleins pouvoirs » à Sarkozy –, et un slogan: voter pour « la gauche qui agit, la gauche qui protège ». Mais la gauche a perdu. Ségolène Royal, candidate malheureuse, n'avait jamais été soutenue par la majorité, le Premier secrétaire, François Hollande, a été maintenu, mais contesté, comme chef de campagne. Le projet législatif a laissé tomber les « contrats premières chances » prévus pour les jeunes sans qualification, ou les « jurys citoyens » chers à la candidate.

La plupart des dirigeants souhaitent à présent réformer le PS, mais dans quel sens? En faire un parti social-démocrate qui accepte l'économie de marché (Dominique Strauss-Kahn) ou se repositionner à gauche (Laurent Fabius, Jean-Luc Mélenchon)?

Enfin, l'« ouverture à gauche », voulue par Sarkozy dans son gouvernement, débauche quelques noms, à commencer par le populaire Bernard Kouchner, qui rejoint le gouvernement Fillon, avec Éric Besson qui a trahi son camp, en pleine campagne présidentielle. Claude Allègre est approché, bientôt tenté, Jack Lang accepte d'être missionné... Tandis que l'autre éléphant, Strauss-Kahn, se voit offrir la direction du FMI, avec la bénédiction de Sarkozy, trop heureux d'éloigner un éventuel concurrent pour la prochaine présidentielle.

Hollande critique ces « débauchages individuels » et autres « manœuvres de séduction ». Il reste Premier secrétaire. Mais rien ne va plus au PS! Et la droite a le vent en poupe.

3424. « **Je ne pense pas que les Français veulent un président glacé et qui devient glaçant. Il faut mettre de la vie au plus haut niveau du pouvoir.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), TF1, 20 juin 2007
Journal du Dimanche, 21 juin 2007

Diagnostic évident. L'engouement pour la présidentielle s'est manifesté par une inscription massive des jeunes sur les listes électorales. Le duel des favoris a redonné goût à la politique, avec deux personnages relativement jeunes, atypiques, porteurs d'un espoir de changement, après les années Mitterrand et Chirac et ces doubles mandats qui n'en finissaient plus.

À présent, l'omniprésident prend des allures de Bonaparte sous le Consulat. Face à une opposition invisible, ou illisible, il va occuper le terrain et parler, parler parfois très bien, parfois très mal. Le divorce est fascinant, entre le dérapage verbal récurrent, plus ou moins contrôlé, et ses discours si bien écrits.

3425. « **Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Discours de Dakar (Sénégal), 26 juillet 2007

Grand discours, écrit par Henri Guaino, gaulliste de gauche, la plume (le nègre) du président, désormais chargé de donner à sa pensée une forme présidentielle.

L'opinion ne retient que cette phrase, qui fait polémique: relent de racisme, sur fond d'ancienne colonisation, assorti d'une confusion entre civilisation et progrès technique.

« Le paysan africain, qui depuis des millénaires vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.

Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès.

Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne, mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance.

[...] Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance [...] Le problème de l'Afrique, ce n'est pas de s'inventer un passé plus ou moins mythique pour s'aider à supporter le présent, mais de s'inventer un avenir avec des moyens qui lui soient propres [...] Le problème de l'Afrique, c'est de rester fidèle à elle-même sans rester immobile. »

Deux femmes, nées à Dakar, répondront à ce discours. La candidate socialiste, Ségolène Royal, le 6 avril 2009: « Quelqu'un est venu ici vous dire que "l'homme africain n'est pas entré dans l'Histoire". Pardon pour ces paroles humiliantes et qui n'auraient jamais dû être prononcées et qui n'engagent pas la France. Car vous aussi, vous avez fait l'histoire, vous l'avez faite bien avant la colonisation, vous l'avez faite pendant, et vous la faites depuis. » Et le 26 octobre 2010, Rama Yade, secrétaire d'État dans le gouvernement Fillon, qui prend ses distances avec le sarkozysme en affirmant que « l'homme africain est le premier à être entré dans l'Histoire ».

Au XXI^e siècle, selon les oracles économiques, l'Afrique décolle enfin, devenant le dernier « marché émergent », alors que la crise frappe le monde, et surtout l'Europe.

3426. « **Au monde méditerranéen qui n'a pas cessé depuis des siècles d'être écartelé entre l'esprit des croisades et l'esprit du dialogue, qui n'a pas cessé d'être tiraillé entre la haine et la fraternité, qui n'a pas cessé d'hésiter finalement entre la civilisation et la barbarie, je veux dire que le temps n'est plus au dialogue puisqu'il est à l'action, qu'il n'est plus temps de parler parce qu'il est venu le temps d'agir.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Discours de Tanger, 23 octobre 2007

On retrouve les accents à la Guaino du dernier discours de Dakar, et le projet euro-méditerranéen du discours de Toulon, le 7 février dernier. « Ce qui se joue là est absolument décisif pour l'équilibre du monde. Pas seulement décisif pour l'avenir des peuples riverains, décisif pour l'avenir de l'humanité. En Méditerranée, se décidera si oui ou non les civilisations et les religions se feront la plus terrible des guerres. En Méditerranée se décidera de savoir si oui ou non le Nord et le Sud vont s'affronter, en Méditerranée se décidera de savoir si oui ou non le terrorisme, l'intégrisme, le fondamentalisme réussiront à imposer au monde leur registre de violence et d'intolérance. Ici on gagnera tout, ou on perdra tout.

Bien au-delà du projet avorté de l'Union pour la Méditerranée (UPM), c'est peu dire que le suspense reste entier, sur fond de révolutions arabes, de guerres africaines et de terrorisme djihadiste.

3427. « **Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise.** »

Thomas JEFFERSON

Thomas JEFFERSON (1743-1826), président des États-Unis, Discours de 1802
L'Économie mondiale à bout de souffle : L'ultime crise du capitalisme ? (2011), Jean Baumgarten

L'auteur de la Constitution américaine signait, deux siècles plus tôt, un discours véritablement visionnaire sur l'origine de la tourmente, partie des États-Unis en 2007.

C'est d'abord une crise financière : dégonflement de la bulle immobilière américaine et pertes considérables des établissements financiers, suite à la crise des *subprimes* – prêts immobiliers à risque que les emprunteurs ne peuvent plus rembourser. D'où le premier krach : chute des cours boursiers, faillites bancaires.

Pour éviter une crise systémique, les États interviennent pour sauver les banques, d'où crise de la dette publique. Suit une récession, avec recul du produit intérieur brut mondial de 2,2 % en 2009. En réaction, on prend des mesures pour réguler le système bancaire et financier. Malgré tout la crise perdure en 2010, l'afflux de liquidités fait craindre l'éclatement de nouvelles bulles dans l'immobilier chinois, les bourses, les emprunts d'États et les métaux. En Europe, la crise de la dette publique est un casse-tête non résolu en 2012.

3428. « Il y a un gouffre entre les peuples et les gouvernements. »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), devant le bureau du Parlement européen, 25 octobre 2007

L'Europe est en panne, depuis le printemps 2005: deux pays ont répondu non par référendum au Traité constitutionnel européen, la France et les Pays-Bas. Le Conseil européen (chefs d'État ou de gouvernement des 27 pays), réuni à Lisbonne en octobre 2007, a approuvé le nouveau traité réformateur, dit « Traité de Lisbonne », un compromis signé par les 27 États. Reste la ratification: par référendum populaire ou par voie parlementaire ?

Cette fois, le président français se méfie: « Un référendum aujourd'hui mettrait l'Europe en danger. Il n'y aura pas de traité si un référendum a lieu en France, qui serait suivi par un référendum au Royaume-Uni. La même chose se produirait dans tous les États membres, si un référendum y était organisé. Il y a un gouffre entre les peuples et les gouvernements. » Terrible aveu. Et diagnostic prémonitoire...

Un seul pays est obligé, par sa Constitution, de soumettre le traité au référendum: en juin 2008, les Irlandais répondent non à 53,4 %. Nouveau blocage! En octobre 2009, les Irlandais se prononceront pour le traité revu et corrigé, assorti de quelques concessions et garanties. Il entrera en vigueur le 1^{er} décembre.

L'Europe naît dans la douleur. Et les anti-européens protestent contre ces manœuvres qui vont à l'encontre de la volonté des peuples. Mais le président français, pro-européen, ne changera pas de politique, sur ce point capital. Durant sa présidence européenne (second semestre 2008), la France et l'Allemagne se rapprochent, dans l'épreuve constitutionnelle et sur fond de crise économique. Pas d'Europe, sans cet accord entre les deux premières puissances de l'Union, et cette volonté têtue de Sarkozy. Le couple franco-allemand tient bon, malgré un début difficile, et il tiendra jusqu'au bout, malgré tout.

3429. « Tout est complexe entre un homme et une femme, mais quand tout est public, alors les petits événements de la vie quotidienne deviennent des monuments. »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), *Témoignage* (2006)

Un an plus tôt, conscient du drame à venir, il témoignait de cette faiblesse d'homme fort. Il expose sa vie privée, les rumeurs courent, quand le couple élyséen explose... 18 octobre 2007, premier communiqué de l'Élysée: « Cécilia et Nicolas Sarkozy annoncent leur séparation par consentement mutuel. Ils ne feront aucun commentaire. » Un second communiqué, deux heures plus tard, précise que le couple a divorcé.

Très médiatisés, les Sarkozy furent comparés aux Kennedy, dans le style glamour et *people*. Cécilia, 49 ans, ancien mannequin, divorcée de l'animateur Jacques Martin, se veut femme libre: la vie de Première dame, « ça me rase », a-t-elle dit avant la présidentielle. Alors que lui avoue ne penser qu'à ça (« pas seulement quand je me rase »).

Il a également exprimé la force de son attachement à Cécilia, par ailleurs sa collaboratrice, dans son parcours politique. Une première séparation en 2005, qualifiée d'« ouragan » dans sa vie, l'a bouleversé. Il évoque « la souffrance de celui qui connaît un échec professionnel ou une déchirure personnelle. » En 2012, il avouera: « Mon élection aurait dû être le couronnement de ma vie, mais une partie de ma tête était ailleurs. Ma famille explosait » (émission « Des paroles et des actes », France 2, 6 mars).

C'est la première fois qu'un couple présidentiel divorce, et qu'un président se laisse aller à ce genre de confidence. La vie privée de Mitterrand était tenue secrète, la pudeur de Jacques Chirac est un trait de caractère qu'il partage avec Valéry Giscard d'Estaing, quant à de Gaulle... Seul Georges Pompidou, profondément épris de sa femme, a visiblement souffert des rumeurs qui l'atteignaient.

3430. **« À trop vouloir expliquer l'inexplicable, on finit par excuser l'inexcusable. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), « Journal de 20 heures », TF1 - France 2 - France 3, 25 novembre 2007

Le président, solennel, s'exprime sur les violences répétées dans les banlieues et la situation devenue critique. L'opinion s'émeut, les journaux français titrent à la une, même la presse internationale commente. Les banlieues vont-elles revivre les émeutes de 2005, ponctuées d'affrontements entre jeunes et forces de police ?

Toujours le même scénario, à partir d'un fait divers qui dégénère. À Villiers-le-Bel (banlieue nord de Paris), deux jeunes à moto sont percutés par une voiture de police un dimanche soir. Cet accident mortel déclenche la colère des proches et de toute la population, les affrontements entre jeunes et forces de l'ordre tournent à l'émeute, gagnent d'autres communes de la banlieue parisienne. Une soixantaine de policiers sont blessés, dans les affrontements de la deuxième nuit. On ne compte plus les voitures incendiées. Un dispositif d'un millier de policiers sera déployé à Villiers-le-Bel, pour éviter une troisième nuit de guérilla urbaine.

Même si elle est indispensable, la seule réponse à ces événements ne doit évidemment pas être que policière, répressive, et hypermédiatisée.

3431. **« L'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en rapproche. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Discours à Saint-Jean-de-Latran, 20 décembre 2007

Petite phrase sortie, comme souvent, de son contexte: face à l'effacement des repères, aux bouleversements de nos sociétés, il en appelle à l'Église catholique, comme aux autres courants religieux et spirituels, pour nous guider: « Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en rapproche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance. »

Le président s'est rendu dans cette basilique romaine, cathédrale voisine du Saint-Siège, considérée comme la « mère » de toutes les églises du monde. Il est logique d'y parler religion, surtout que le thème lui tient très à cœur.

Le 14 janvier, dans son discours d'investiture à Versailles, le candidat Sarkozy déclare: « Nous sommes les héritiers de deux mille ans de chrétienté et d'un patrimoine de valeurs spirituelles que la morale laïque a incorporé. » En 2004, il y consacrait un livre: « Je crois en l'importance du fait religieux dans la vie de nos sociétés, peut-être encore plus aujourd'hui qu'hier » (*La République, les religions, l'espérance*).

Bien que divorcé et remarié, il multiplie les signes de croix en diverses cérémonies, entre autres signes de foi chrétienne. Est-ce un péché républicain, alors que le président est garant de la laïcité de l'État ? Ce procès lui a été fait. Il a répondu, dans le discours de Latran: « La laïcité ne saurait être la négation du passé. La laïcité n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû [...] J'appelle de mes vœux l'avènement d'une laïcité positive, c'est-à-dire d'une laïcité qui, tout en veillant à la liberté de penser, à celle de croire et de ne pas croire, ne considère pas que les religions sont un danger, mais plutôt un atout. »

3432. « **Le président a dû consacrer un peu de temps à régler ses soucis, et donc les Français ont eu le sentiment qu'il ne leur appartenait plus complètement.** »

Claude GUÉANT

Claude GUÉANT (né en 1945), secrétaire général de l'Élysée, *Le Figaro*, 12 février 2008

Surprenante déclaration ! C'est le bras droit du président depuis huit ans, l'homme indispensable qui le rassure et connaît tout des arcanes politiques.

En huit mois, la chute de popularité paraît d'autant plus inquiétante que le Premier ministre, Fillon, se maintient à un bon niveau : 52 % d'opinions favorables, face à 39 % pour Sarkozy (baromètre Ipsos-*Le Point* du 14 février).

Et Guéant donne son interprétation : les Français approuvent la politique menée, mais les problèmes personnels parasitent la relation entre le peuple et son président. Seule certitude, Sarkozy vit très mal la rupture avec Cécilia, en attendant Carla.

Autre déclaration pour le moins amusante, celle de Christian Estrosi, secrétaire d'État chargé de l'Outre-Mer, qui s'adresse aux journalistes accompagnant le chef de l'État, en Guyane : « Vous avez vu comme M. Sarkozy est populaire en forêt amazonienne ! » (cité dans *Le Point*, 10 juillet 2008).

3433. « **Casse-toi, pauv' con !** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), au Salon de l'Agriculture, 23 février 2008

Le président répond à un visiteur refusant sa poignée de main, et lui ayant déclaré : « Ah non, touche-moi pas ! Tu me salis ! »

Petite phrase popularisée par la diffusion sur Internet, et surmédiatisée par la captation vidéo. Mise en situation, la réaction peut s'expliquer, mais ce genre de mot casse l'image présidentielle. Il regrettera l'incident, sa perte de sang-froid, et reconnaîtra son erreur en 2012, l'année du *mea culpa*.

Cela se reproduit en novembre 2007, lors d'une visite houleuse sur le port du Gilvinec, face à 300 marins pêcheurs protestant contre la hausse du prix des carburants. Traité d'« enculé », Sarkozy met l'homme au défi : « C'est toi qui a dit ça ? Descends un peu le dire ! — Si je descends, je te mets un coup de boule », réplique l'autre qui enjambe une barrière de sécurité. Les déplacements sont pourtant très encadrés.

L'exemple de la colère, venue du sommet de l'État, est fatalement contagieuse.

3434. **« Désormais, quand il y a une grève,
plus personne ne s'en aperçoit. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), au siège de l'UMP, 6 juillet 2008

Il va présider le Conseil européen et représenter l'Union pendant six mois, l'Europe est donc au programme du parti majoritaire. Mais pour mobiliser un parti de droite et chauffer une salle militante, s'en prendre aux syndicats et aux socialistes est plus payant. Il conclut alors sur ce qu'il va pouvoir dire à nos partenaires européens, que « la France change beaucoup plus vite et beaucoup plus profondément qu'on ne le croit », la preuve en est que, « désormais... »

Tonnerre d'applaudissements dans la salle, la formule devient aussitôt une « phrase culte », elle « fait le buzz » sur les réseaux sociaux qui organisent des votes : provocation ou vérité ? Les deux ! Les avis sont partagés, comme toujours face à cet hyperprésident omniprésent, mais la presse (majoritairement à gauche) invite le chef de l'État à se ressaisir, et les syndicats sont vent debout...

Le service minimum instauré en 2008 dans les services publics (enseignement, transports) évite le blocage ou la gêne des usagers trop souvent « pris en otage ». Le quinquennat, placé sous le signe de la crise économique, se verra épargner les grandes grèves des régimes précédents, mais à la moindre manifestation sociale, la petite phrase reviendra comme un boomerang au président. C'est de bonne guerre.

3435. **« L'Europe m'a changé.
Lorsqu'on a la chance pendant six mois de connaître
et d'avoir à trancher des problèmes de vingt-sept pays,
on gagne en tolérance, on gagne en ouverture d'esprit. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), au Parlement européen, *L'Express*, 16 décembre 2008

Au terme des six mois passés à la présidence de l'Union européenne, la thématique du changement chère à Sarkozy se renouvelle, pour reconquérir l'opinion ou parce que, de fait, le pouvoir change un homme, en bien ou en mal.

Quant au bilan européen, mission accomplie sur quelques dossiers importants. La médiation européenne dans le conflit russo-géorgien a évité un scénario « balkanique » en Europe. L'action du président français pour convaincre les Irlandais d'organiser un second référendum sur le Traité de Lisbonne (en 2009) peut être critiquée, mais il fallait à tout prix sortir de l'impasse qui bloquait l'Europe. Face à la crise mondiale, le plan européen pour stabiliser les marchés financiers a au moins rassuré les investisseurs, évitant un effondrement systémique. Enfin, le couple franco-allemand, moteur indispensable à l'Union européenne, s'est renforcé à terme, parce que Sarkozy l'a voulu très fort. Cela commençait mal, il malmenait la chancelière Angela Merkel, brusquait un tempérament à l'opposé du sien, mais au final, le couple s'est soudé.

Sarkozy a prouvé les vertus du volontarisme politique, et sa rapidité dans l'action a ranimé le « vieux continent », lui redonnant sa place, sur la carte géostratégique mondiale.

3436. **« Si à cinquante ans, on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie. »**

Jacques SÉGUÉLA

Jacques SÉGUÉLA (né en 1934), émission « Les 4 vérités », France 2, 13 février 2009

Vraie gaffe de com, impardonnable à un homme de pub. Et c'était pour « défendre » Sarkozy, qualifié de bling-bling! « Comment peut-on reprocher à un président d'avoir une Rolex? Tout le monde a une Rolex. Si à 50 ans on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie! »

Séguéla tentera de se rattraper quelques jours plus tard. Il a plus de 50 ans, et il n'a même pas de montre! Pour finir, il avoue: « J'ai dit une immense connerie. »

Quant à Sarkozy, la Rolex n'est pas seule en cause, ni les Ray Ban, ni la soirée au Fouquet's, ni le yacht de Boloré... C'est l'accumulation de tous ces signes extérieurs qui accèdent la version du président des riches. Le bouclier fiscal, disposition qui plafonne l'imposition globale du contribuable, profite surtout aux très privilégiés. La proximité du pouvoir avec les principales fortunes du pays semble érigée en système de gouvernement. Une oligarchie domine l'ensemble des secteurs, de l'industrie aux médias, en passant par les arts et les lettres. Tout cela est assumé sans complexe.

Bayrou le centriste en fait beaucoup dans le genre opposé: « Moi et mes amis, on n'est pas la jet-society, on est la *tractor-society*. » Sans parler de la « gauche caviar », plus hypocrite que la droite bling-bling. Ce genre de provocation paraît plus gênante, sinon scandaleuse, du fait de la crise qui perdure.

La haine des riches va devenir l'un des prochains thèmes de campagne.

3437. **« La crise que nous vivons n'est pas que bancaire, économique et sociale; c'est une crise de civilisation, de la civilisation de la surconsommation qui a poussé le bouchon trop loin. C'est ce qu'ont vécu Rome et la Grèce: le déclin d'une civilisation qui en a trop fait. Il faut réinventer un autre monde: c'est un problème de valeurs, passer du paraître à l'être. On en a beaucoup profité et, fatalement, la bulle éclate un jour. Ici, c'est une bulle sociétale. »**

Jacques SÉGUÉLA

Jacques SÉGUÉLA (né en 1934), *Le Soir* (quotidien belge), 22 février 2009

Séguéla dit souvent des choses intelligentes. Il a fait fortune en les vendant, plus souvent à la gauche qu'à la droite, profitant de la publicité politique et de l'inflation des budgets de campagne. Il profite également de cette surconsommation qu'il a promue, et qu'il dénonce comme un mal de civilisation. L'homme n'est pas à un paradoxe près.

« Ne dites pas à ma mère que je suis dans la publicité... elle me croit pianiste dans un bordel », titre du livre qui lance Jacques Séguéla, en 1979. Il y résume son expérience d'une douzaine d'années dans la publicité, après son passé de journaliste, reporter à France-Soir, puis rédacteur en chef de *Paris Match*. Le grand public le découvre, c'est l'époque reine de « la pub » et de « la com », les années « fric et frime ». Jusqu'à la crise qui compromet l'image et les bénéfices des grands publicitaires.

Et pendant que Sarkozy occupe l'espace politico-médiatique et se bat dans l'arène économique-financière, que fait le PS, que dit le PS? C'est une vraie question, et les socialistes sont les premiers à s'inquiéter.

3438. « **Le parti est tombé dans le formol depuis sept ans.
Dernière station-service avant le désert.** »

Arnaud MONTEBOURG

Arnaud MONTEBOURG (né en 1962), à son arrivée rue de Solférino, au siège du Parti socialiste, 9 juin 2009

Deux jours après la défaite des socialistes aux élections européennes, le 7 juin. Partout en Europe, la droite conservatrice conserve le pouvoir ou l'emporte. C'est miracle si les députés Verts (majoritairement à gauche) parviennent à trouver leur place au Parlement européen. Daniel Cohn-Bendit, éloquent et populaire « libéral-libertaire », a pris la tête de liste des Verts en France.

Quant au PS, qui n'arrête pas de perdre les élections depuis le séisme de 2002 et son absence au second tour, il lave son linge sale en famille, lors d'un conseil national tenu à huis clos. Martine Aubry a remplacé Hollande qu'elle n'aime guère et, sommée par ses pairs d'annoncer rapidement des transformations, elle se donne « six mois pour changer de cap ». La patronne du PS détaille sa feuille de route, promet une « nouvelle gouvernance » et l'engagement de « discussions avec l'ensemble de la gauche ». Mais on ne change pas une équipe qui perd.

Ex-avocat, député fringant et piaffant, Montebourg le « jeune lion » ne peut rien faire contre les « éléphants révolus » et la force d'inertie d'un grand parti. Il va quand même se faire connaître deux ans plus tard, à l'occasion des « primaires citoyennes ».

3439. « **Le vrai changement au PS, ce serait de gagner.** »

Bertrand DELANOË

Bertrand DELANOË (né en 1950), maire de Paris, et socialiste,
a remporté le prix Press Club, humour et politique, en 2009, avec cette vanne
Quand les politiques se lâchent ! : bons mots, lapsus et vachardises (2011), Olivier Clodong

L'homme fait bande à part, au PS : élu maire de Paris en 2001 (avec l'appui des Verts), réélu en 2008, assuré de son poste jusqu'en 2015, il mène sa politique de la ville : contestée par les uns, populaire auprès des autres, les piétons de Paris qui retrouvent leur espace, les « vélolibistes » qui roulent tranquille et pas cher, les « plagistes sur Seine » qui profitent de l'été, les fans de la Nuit blanche annuelle, et les « bobos », nouvelle catégorie sociale des bourgeois bohèmes, privilégiés originaux. Les homosexuels en font souvent partie, et le *coming out* du sénateur Delanoë marque les esprits, le 22 novembre 1998, dans l'émission « Zone Interdite » sur M6 : peu de politiciens parlent de leur homosexualité.

Delanoë a mal accepté le choix de Ségolène Royal pour représenter son parti en 2007, il augure peut-être mal de la bataille des primaires socialistes avec Dominique Strauss-Kahn, alias DSK, en favori, cependant que le parti semble endormi, malgré les efforts du Premier secrétaire, Hollande à partir de 1997, remplacé par Martine Aubry en 2008. Alors, il dit ce qu'il pense.

Et les militants désespèrent, les sympathisants sympathisent de moins en moins. La droite n'est pas plus adroite pour autant, et les extrêmes pourraient en profiter. Là est le risque.

3440. « Il est temps de reprendre le rêve français. »

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), Discours de Lorient, 27 juin 2009

Par cette phrase, il annonce sa volonté de poursuivre son engagement au service de la France, en se déclarant candidat à l'élection présidentielle.

Il passera aux primaires du PS, après la défection de DSK. Il entre peu à peu dans le rôle. Il possédait le fond, il acquiert la forme.

C'est l'apprentissage du pouvoir, après un long retard passé dans les coulisses, à l'ombre des autres : « Je ne suis plus dans les petits rôles ou dans les personnages secondaires. » Il va apprendre vite. Et y prendre plaisir : « Je vais vous confier mon secret, que j'ai gardé depuis longtemps mais que vous avez sans doute découvert : j'aime les gens, quand d'autres sont fascinés par l'argent », confie l'homme qui fend un peu l'armure. « Certains jours, il faut que l'on me retienne pour que je ne me précipite pas au-devant des micros ! »

Il va reprendre ce thème du rêve qui lui est cher, et si peu sarkozyste ! Mais sur son blog, dès 2009, il exprime parfaitement la réalité, le risque pris par l'hyper-omniprésident : « Ayant décidé de tout, il s'expose à être responsable de tout. »

3441. « Voilà la France qu'on aime ! »

Martine AUBRY

Martine AUBRY (née en 1950), Première secrétaire du PS, Discours de Rennes, 2 décembre 2009

C'est une réponse à la parole de Sarkozy, quelque peu résumée : « La France, tu l'aimes ou tu la quittes ! », mais une longue réponse, très argumentée.

C'est aussi le discours d'une candidate aux primaires socialistes, en vue de la présidentielle.

« Liberté, égalité, fraternité, laïcité, changer les mots en actes, voilà le grand défi. Je le dis avec la force puisée dans les rencontres avec ces milliers d'hommes et de femmes d'Angoulême à La Seyne-sur-Mer, de Tourcoing à Auch, de Grenoble à Nancy en passant par Cachan et aujourd'hui Rennes.

Voilà la France qu'on aime, celle que j'aime et dont je veux vous parler. La France qui ne doute pas de son identité. La France qui s'inquiète du recul de sa démocratie, de son modèle social et de son vivre ensemble.

La France qu'on aime, c'est celle qui dit : La France, tu l'aimes, donc tu la construis avec nous. Il faut faire aimer la France ; aujourd'hui, nos gouvernants aggravent les fractures sociales, abandonnent les banlieues, favorisent la promotion de quelques-uns et entretiennent la stigmatisation des jeunes et aussi des Français issus de l'immigration et des étrangers.

Le problème de la France n'est pas tant une panne d'identité qu'un présent difficile et une absence d'avenir. Ce qu'attendent les Français, c'est une nouvelle donne. C'est à nous, politiques, de redonner un sens à la société. »

3442. «**Qu'ils s'en aillent tous! Vite, la Révolution citoyenne.**»

Jean-Luc MÉLENCHON

Jean-Luc MÉLENCHON (né en 1951), titre et sous-titre de son essai (Flammarion, 2010)

Le nouveau tribun de la gauche fourbit ses arguments, pour la prochaine présidentielle. Il sait que l'écrit deviendra parole, c'est clair, à la lecture: « La consigne, "Qu'ils s'en aillent tous", ne visera pas seulement ce président, roi des accointances, et ses ministres, ce conseil d'administration gouvernemental de la clique du Fouquet's! Elle concernera toute l'oligarchie bénéficiaire du gâchis actuel. "Qu'ils s'en aillent tous!": les patrons hors de prix, les sorciers du fric qui transforment tout ce qui est humain en marchandise, les émigrés fiscaux, les financiers dont les exigences cancérissent les entreprises. Qu'ils s'en aillent aussi, les griots du prétendu "déclin de la France" avec leurs sales refrains qui injectent le poison de la résignation. Et pendant que j'y suis, "Qu'ils s'en aillent tous" aussi ces antihéros du sport, gorgés d'argent, planqués du fisc, blindés d'ingratitude. Du balai! Ouste! De l'air!»

En 2008, Mélenchon, ex-trotskyiste, a quitté le PS, pour fonder le PG, Parti de Gauche. Le 21 janvier 2011, il proposera sa candidature à l'élection présidentielle de 2012.

Dans ce livre et dans les discours à venir, on voit clairement la haine des riches, sans doute plus morale ou légitime, mais aussi violente et dangereuse que la haine des noirs, des juifs, des émigrés, des étrangers, tout ce qu'il reproche au Front national, son ennemi numéro un. Il va se référer à Robespierre et Saint-Just, symboles de la Terreur révolutionnaire, et ce sont toujours des liaisons dangereuses, voire vertigineuses.

3443. «**Indignez-vous!**»

Stéphane HESSEL

Stéphane HESSEL (1917-2013), titre de son essai (Indigène éditions, 2010)

Parole d'un jeune homme en colère de 92 ans. « Quand je cesserai de m'indigner, j'aurai commencé ma vieillesse », écrivait André Gide (*Nouveaux Prétextes*).

Ce livre de 32 pages, publié par un petit éditeur de Montpellier, vendu 3 euros, sans promotion médiatique, tourne au phénomène d'édition: 950 000 exemplaires en 10 semaines. Traduit en 34 langues, le livre se vendra à 4 millions d'exemplaires.

L'auteur, né en Allemagne d'un père juif, naturalisé français en 1937, résistant face au nazisme et déporté à Buchenwald, participe à la rédaction, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Diplomate de métier, européen de gauche, il est proche de Mendès France et Michel Rocard.

Le militant reprend les idées du CNR (Conseil national de la Résistance): engagement politique de la société civile, primauté de l'intérêt général sur l'intérêt financier, solidarité entre les générations. Il les confronte aux sujets d'indignation actuels: existence des sans-papiers, planète maltraitée, écart des richesses dans le monde.

Sorti le jour où la réforme des retraites est votée, le livre coïncide avec une vague de fond nourrie du mécontentement et du malaise des Français. Edgar Morin diagnostique le « réveil public d'un peuple jusqu'à présent très passif », avec un engagement des citoyens hors des partis politiques. Le mouvement des Indignés, soutenu par les réseaux sociaux sur Internet et associé au Printemps arabe, va essaimer dans le monde et manifester un peu partout en 2011 (comme en Mai 68): plus de 70 pays, Espagne en tête avec ses Indignados contre la crise (et le campement du village alternatif sur la Puerta del Sol), Portugal, Italie, Grèce, Israël, jusqu'aux États-Unis (près de Wall Street, temple du capitalisme). La France ne suit pas vraiment. Est-ce la répression policière qui en dissuade, notre protection sociale qui amortit les effets de la crise, ou la perspective des prochaines élections qui mobilise déjà l'opinion?

3444. «**S'il veut être candidat, il faudra quand même qu'il se batte un peu. Il n'y a pas de raison que l'on gratte la terre avec nos ongles et que lui arrive en voiturette de golf à l'Élysée.**»

Henri EMMANUELLI

Henri EMMANUELLI (1945-2017), parlant de Dominique Strauss-Kahn, *Le Parisien*, 25 novembre 2010

Député des Landes, mitterrandien depuis toujours, il se situe résolument et parfois bruyamment à l'aile gauche du PS. Donc, contre l'Europe (au référendum) et contre la tendance sociolibérale, incarnée par DSK, actuel patron du FMI (Fonds monétaire international), candidat non encore déclaré, porté par l'opinion publique et soutenu par les « éléphants » du parti.

Mais la tactique du « j'y vais ou j'y vais pas » du présumé candidat finit par irriter.

Emmanuelli dit souvent ce que d'autres pensent plus ou moins : il peut s'exprimer plus librement que des responsables socialistes plus en vue, ou plus diplomates.

3445. «**Strauss-Kahn, je le connais bien, je l'ai mis en examen.**»

Eva JOLY

Eva JOLY (née en 1943), interrogée en août 2010 sur les possibles candidats socialistes à la présidentielle
Maquillages : les politiques sans fard (2012), Christophe Barbier

Députée européenne (Europe Écologie), son engagement politique est récent.

La femme est surtout connue comme magistrate. Sa ténacité de juge d'instruction au Pôle financier du Tribunal de grande instance de Paris l'a rendue célèbre, dans des affaires très médiatisées : les frégates de Taïwan, Tapie et Adidas, Dumas et Deviers-Joncour... et l'affaire Elf, où elle a mis DSK en examen, avant de lui accorder un non-lieu. Son intégrité est également reconnue.

Lauréat du prix Press Club humour et politique, en septembre 2010, ce mot prendra une autre dimension en 2011, quand l'homme va être mis en examen pour des affaires autrement plus graves, cependant qu'Eva Joly devient elle-même candidate des Verts à la présidentielle.

3446. «**Il n'y a pas de pagaille ; la preuve, le préfet a pu venir en trois minutes.**»

Brice HORTEFEUX

Brice HORTEFEUX (né en 1958), ministre de l'Intérieur, le 8 décembre 2010

Il s'exprime juste après la tempête de neige sur l'Île-de-France. Cette inconscience lui vaut sa sélection pour le prix Press Club, humour et politique, 2011. Cet humour involontaire est rare, et plutôt malheureux pour l'image de son auteur, régulièrement ciblé par les médias.

Il faut distinguer l'humour involontaire de l'autre : assumé, voire provocateur, et pas toujours de bon goût non plus, ce franc-parler est souvent porté au crédit de son auteur. André Santini est virtuose, Laurent Fabius s'en tire bien, François Bayrou également, mais il y a des challengers dans la compétition.

3447. « **Quand on m'appelle Monsieur le ministre, j'ai toujours l'impression que Jack Lang va surgir derrière moi.** »

Frédéric MITTERRAND

Frédéric MITTERRAND (né en 1947), ministre de la Culture et de la Communication

Lauréat du prix des internautes en 2010, Press Club, humour et politique.

Nommé le 23 juin 2009, il rejoint le gouvernement Fillon II, remanié. Il succède à Christine Albanel, affaiblie par la censure partielle de la loi Hadopi (Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet), sanctionnant le piratage sur Internet et le phénomène croissant du téléchargement illégal. Un des premiers dossiers qu'il doit gérer sera le vote de la loi « Hadopi 2 » : dossier piégé, mauvaise réponse à une bonne question, comment défendre les créateurs, les éditeurs et autres producteurs culturels ?

Ministre plutôt discret pour un homme très médiatique, fasciné par de Gaulle, neveu du président Mitterrand et politiquement inclassable, il ne marque pas vraiment son ministère, à l'inverse de l'hyper-médiatique Jack Lang, qui a semblé jouer les prolongations, au point de doubler ses successeurs, Léotard, Catherine Tasca, Douste-Blazy, Catherine Trautmann, Allaïgon, Donnedieu de Vabres, Christine Albanel... et Frédéric Mitterrand.

3448. « **Le Printemps arabe, c'est "un immense mur de Berlin qui tombe".** »

Tahar BEN JELLOUN

Tahar BEN JELLOUN (né en 1944), entretien à l'AFP, 24 mai 2011

Écrivain franco-marocain, il rend hommage au premier martyr - le jeune tunisien Mohamed Bouazizi qui s'est immolé -, publiant deux essais sur cette révolution en marche : *Par le feu* et *L'Étincelle. Révolte dans les pays arabes* (Gallimard, 2011).

Le « Printemps arabe » est une série de contestations populaires, de forme et d'ampleur variables, touchant divers pays du monde arabe, à partir du 17 décembre 2010.

La révolution, commencée en Tunisie, oblige Ben Ali à quitter le pouvoir, puis Moubarak, en Égypte. D'autres peuples reprennent le slogan « Dégage ! » (« *Erhal!* » en arabe). Outre le départ des dictateurs et l'instauration d'une démocratie, les manifestants exigent le partage des richesses, des emplois, et la dignité (« *karama* »).

L'expression « Printemps arabe » renvoie au « Printemps des peuples » de 1848, quand des révolutions éclatent simultanément dans plusieurs pays d'Europe, Italie, Allemagne, Autriche, au nom d'aspirations libérales, nationales et démocratiques.

Quant à la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, cette insurrection contre la tutelle communiste suit les mouvements d'émancipation ayant secoué les pays du glacieux soviétique tout au long de l'année, en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, et précède les révoltes en Roumanie et Bulgarie.

Leçon de l'Histoire ? Il existe une vraie contagion révolutionnaire, mais l'installation de la démocratie est un problème beaucoup plus complexe, en particulier dans les pays musulmans où l'islamisme est incompatible avec la laïcité.

3449. « **Les peuples arabes ont décidé de se délivrer de la servitude [...] En Libye, une population pacifique se trouve en danger de mort. L'avenir de la Libye appartient aux Libyens. Nous ne voulons pas décider à leur place [...] Si nous intervenons, c'est au nom de la conscience universelle qui ne peut tolérer de tels crimes.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Déclaration au Sommet de Paris pour le soutien au peuple libyen, 19 mars 2011

Par ces mots, le président annonce le début des opérations militaires. La guerre est un mot tabou, même si l'armée française est engagée en Libye.

Face au Printemps arabe, la France s'est mal conduite. Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, visitait la Tunisie en jet privé, invitée par un ami du régime, et déplorait les violences populaires, proposant même son aide à Ben Ali: accusation du PS démentie, MAM devra pourtant démissionner. L'Égypte qui se soulève à son tour offrait ses vacances de Noël familiales au Premier ministre, et de luxueux séjours au couple présidentiel, à Louxor ou ailleurs.

Sarkozy va se rattraper, avec la Libye en révolte contre Kadhafi. On oublie les ventes d'armes au dictateur, et la visite de l'ami qui a planté sa grande tente de Bédouin dans la cour de l'Élysée (décembre 2007).

Le 11 mars, lors d'un sommet européen, Sarkozy exige le départ de Kadhafi. Le 17, l'ONU autorise des frappes aériennes. Deux jours après, au sommet de Paris, Sarkozy se voit en George W. Bush (le père, plutôt que le fils).

Au-delà d'une solidarité affichée par la France, patrie des droits de l'homme, c'est un coup de poker initié par Bernard Henri-Lévy, sans l'aval du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Ça passe, ou ça casse, et mieux vaut ne pas s'enliser dans les sables du désert.

3450. « **Rassembler les centristes, c'est comme conduire une brouette pleine de grenouilles: elles sautent dans tous les sens.** »

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), mars 2011, avant de déclarer sa candidature à la présidentielle

Le Santini (2011), André Santini

Sélection du prix Press Club, humour et politique, 2011.

L'image est évocatrice d'une réalité bien connue par Bayrou! Président de l'ex-UDF (Union pour la démocratie française), il a créé le Modem (Mouvement démocrate) face à l'UMP, au lendemain de la présidentielle de 2007, cependant qu'il rame depuis 2002 pour rassembler, entre les deux pôles solidement ancrés d'une France plus que jamais bipolarisée. Vocation de troisième homme, ou malédiction?

Démocrate chrétien et catholique pratiquant, ancien professeur de français et ministre de l'Éducation nationale sous Balladur, réformateur prudent accusé de gouverner « avec le sondoscope en bandoulière » (selon Roger Fauroux), il bénéficie d'une cote de popularité qui le met en tête de tous les candidats à la présidence.

Mais seul Giscard d'Estaing a réussi le pari de gouverner au centre. Et sans un parti uni et fort, un homme seul a peu de chance d'être élu à la candidature suprême.

3451. **« L'Europe a fait preuve depuis plusieurs années d'une extraordinaire capacité d'adaptation face à une succession de crises. À chaque fois, nous avons démontré, avec les États membres, avec le Parlement européen, avec la Commission que nous étions plus forts ensemble. »**

François FILLON

François FILLON (né en 1954), Bruxelles, 14 avril 2011

Déni de réalité, langue de bois, prudence d'opportuniste ?

Avant de critiquer, pensons que la crise internationale, sans l'Europe de Bruxelles, pourrait être pire. Rappelons la crise de 1929, qui a marqué l'entre-deux-guerres, provoqué inflation, dépression, ruines en série, vagues de suicides, et mené au second conflit mondial. Cela nous est épargné.

Face à la crise, deux solutions, l'une libérale, l'autre socialiste. Soit on attend la régulation par le marché, sans intervention de l'État; soit l'État intervient, par une politique de rigueur, ou de relance. Passer à un autre système serait une troisième hypothèse, mais le communisme n'a réussi nulle part. Corriger le capitalisme, par tous les leviers possibles, semble donc plus réaliste.

Quant à Fillon, sa position a changé, face à l'Europe. Gaulliste de gauche, proche de Séguin, il a voté non au traité de Maastricht, pour évoluer ensuite vers le libéralisme.

Personnalité discrète, opposé en presque tout à Sarkozy, il va rester son Premier ministre, poste ingrat face à cet omniprésident qui le traite de simple « collaborateur ». Mais Fillon tient bon, travaille, bénéficie d'une bonne cote de popularité durant tout le quinquennat. Selon François Goulard, député-maire UMP de Vannes: « François Fillon a tellement de qualités qu'il mériterait d'être Premier ministre. »

3452. **« L'argent, les femmes, ma judéité. »**

Dominique STRAUSS-KAHN

Dominique STRAUSS-KAHN (né en 1949), propos d'avril 2011

Édition française du *Jerusalem Post*, 19 mai 2011

Alors que certains soutiens de DSK émettent l'hypothèse d'un complot ou d'un piège, dans l'affaire du Sofitel de New York, Strauss-Kahn lui-même, devant un journaliste de *Libération*, avait énoncé les trois points faibles pouvant lui porter préjudice dans la course à la présidence, peu avant que l'affaire éclate, le 14 mai 2011.

C'est d'abord une affaire judiciaire de droit commun: il est accusé pour agression sexuelle, tentative de viol et séquestration. Nafissatou Diallo, employée comme femme de chambre depuis trois ans, affirme qu'il a commis ces actes, dans une suite de l'hôtel Sofitel de New York.

Compte tenu de la gravité des faits, la juridiction de l'État de New York procède à la mise en détention provisoire de Dominique Strauss-Kahn et engage une procédure pénale. Il nie les accusations et fait savoir qu'il plaidera « non coupable ».

3453. « **Un trousseage de domestique.** »

Jean-François KAHN

Jean-François KAHN (né en 1938), commentant l'affaire DSK, France Culture, 16 mai 2011

« Je suis pratiquement certain qu'il n'y a pas eu tentative violente de viol, je ne crois pas, ça, je connais le personnage, je ne le pense pas. Qu'il y ait eu une imprudence, on peut pas le... (petit rire), j'sais pas comment dire, un trousseage de domestique. »

Dans cette histoire, on perd un bon journaliste : JFK reconnaît que cette formule était « une connerie », et va renoncer à ce métier qu'il a brillamment exercé, notamment à la tête de *Marianne*. On perd aussi DSK, un homme politique déconsidéré par le scandale devenu mondial, avec les médias qui s'en emparent avidement, et le public qui en redemande : vision de l'homme réputé le plus puissant du monde, menotté comme un vulgaire malfaiteur, ou traité comme un dangereux criminel... Dix ans après l'effondrement des Twin Towers, la réalité dépasse encore les fictions hollywoodiennes.

Et le Parti socialiste français est fort embarrassé : à un an des présidentielles, il perd son candidat préféré, celui qui avait le plus de chance de passer en mai 2012.

3454. « **Ayant fait des excuses au Fonds monétaire international, qui était son ancien emploi, son ancienne maison, il aurait dû également les faire à l'égard des socialistes et des électeurs de toute la gauche.** »

Arnaud MONTEBOURG

Arnaud MONTEBOURG (né en 1962), candidat à la primaire du Parti socialiste pour l'élection présidentielle, déclaration sur i > télé, avant le retour en France de DSK, 31 août 2011

La classe politique est gênée, surtout qu'on était plus ou moins au courant – mais qui, on ? et plus ou moins ? et de quoi au juste ! ?

Martine Aubry est la plus embarrassée par son ancien allié – elle a conclu un pacte, si l'un se présente, l'autre se retire. Revenant sur la présomption d'innocence dans cette affaire, elle ajoutera quand même sur Canal Plus, fin août : « Je pense la même chose que beaucoup de femmes sur l'attitude de Dominique Strauss-Kahn vis-à-vis des femmes. » Parole de femme.

Michel Rocard, ex-Premier ministre socialiste, a déjà déclaré au Grand Journal de Canal Plus : « Cet homme a visiblement une maladie mentale... des difficultés à maîtriser ses pulsions. C'est dommage, il avait un vrai talent. »

Quelques indulgences masculines se manifestent. Bernard-Henri Lévy, doutant du témoignage de la victime présumée, défend l'homme : « Le Strauss-Kahn dont je suis l'ami depuis vingt-cinq ans et dont je resterai l'ami, ne ressemble pas au monstre, à la bête insatiable et maléfique, à l'homme des cavernes, que l'on nous décrit désormais un peu partout : séducteur, sûrement ; charmeur, ami des femmes et, d'abord, de la sienne, naturellement ; mais ce personnage brutal et violent, cet animal sauvage, ce primate, bien évidemment non, c'est absurde. »

Quant à Jack Lang, très solidaire, et agrégé de droit public : « Quand on connaît un tout petit peu le système américain... alors qu'il n'y a pas mort d'homme, ne pas libérer quelqu'un qui verse une caution importante, ça ne se fait pratiquement jamais. »

3455. «**Nous avons eu droit à un florilège de remarques sexistes, du “il n’y a pas mort d’homme” au “troussage de domestique” en passant par “c’est un tort d’aimer les femmes?”**

Nous sommes en colère, révoltées et révoltés, indignées et indignés.»

Pétition contre le sexisme, lancée par Paroles de femmes, Osez le féminisme et la Barbe, 25 000 signatures, 21 mai 2011

Au-delà du cas DSK, ce fait divers renvoie à un fait de société: « Ces propos prouvent à quel point la réalité des violences faites aux femmes est méconnue. De la part d’élites qui prétendent diriger notre société, c’est particulièrement inquiétant. 75 000 femmes sont violées chaque année dans notre pays, de toutes catégories sociales, de tous âges. Leur seul point commun est d’être des femmes. Le seul point commun des agresseurs, c’est d’être des hommes.»

Le féminisme a remporté ses grandes victoires au XX^e siècle, du droit de vote des femmes à l’IVG, en passant par une réforme du Code civil établissant l’égalité juridique (le Code napoléonien était misogyne). Le féminisme se manifeste régulièrement, à l’occasion d’une injustice, un fait divers, une publicité choquante. Voir les « Chiennes de garde , toujours vigilantes.

Restent tous les pays, toutes les religions où la femme demeure aliénée, moralement, socialement, juridiquement, physiquement. Si la voix des femmes a soutenu le Printemps arabe, la réciproque n’est pas évidente.

3456. «**C’est un homme; il est riche, puissant et connu, face à une femme faible, pauvre et inconnue: il a perdu! »**

Eva JOLY

Eva JOLY (née en 1943), *Le Point*, 16 juin 2011

Témoignage de femme, et parole de magistrate. En prime, elle connaît l’homme : elle l’a mis en examen, onze ans plus tôt, dans l’affaire Elf.

Blanchi au pénal à New York, ce qui va perdre DSK, c’est la suite, d’autres affaires de mœurs, d’autres témoignages, et une certaine lassitude, voire un rejet d’une opinion publique qui attendait tant de lui, de ses compétences économiques et politiques. Bref, un immense gâchis.

Quant à Eva Joly, à peine entrée en politique, déjà très connue, députée au Parlement européen en 2009 sur la liste Europe Écologie, la voilà tentée par la présidentielle – sa double nationalité lui permet de se présenter en France, même cas que Daniel Cohn-Bendit, député Vert européen. De manière inattendue, elle est investie comme candidate d’Europe Écologie-les Verts le 12 juillet 2011, contre le très médiatique Nicolas Hulot.

Malgré ses qualités, courage, ténacité, intégrité, on parlera d’« erreur de casting ».

3457. « **Les écolos sont capables du meilleur comme du pire; mais c'est dans le pire qu'ils sont les meilleurs.** »

Gabriel COHN-BENDIT

Gabriel COHN-BENDIT (né en 1936), frère de Daniel, sélection du prix Press Club, humour et politique, 2011
À bas le parti vert ! : vive l'écologie ! (2011), Gabriel Cohn-Bendit

Gaby, l'aîné, fut enseignant, libertaire et proche de l'écologiste Noël Mamère. Il sait donc de quoi il parle, et durant la saison 2011-2012, les Verts vont se surpasser dans le pire, sans profiter d'un contexte favorable : l'écologie est le problème majeur pour l'avenir, et la cause écologique a la cote, dans une opinion de plus en plus sensible à l'environnement, alertée par les scientifiques et surinformée par les médias.

Ayant désigné Eva Joly pour candidate, le 12 juillet 2011, les écologistes ne cesseront plus de se chamailler, entre courants, sensibilités, personnalités diverses, cependant que leur nouvelle tête d'affiche lance des idées mal reçues, créant aussitôt la polémique : défilé militaire du 14 Juillet remplacé par un simple défilé citoyen, abandon du droit de veto et du siège de la France au Conseil de sécurité à l'ONU au profit d'un unique représentant européen, création de nouveaux jours fériés, un pour les juifs et un pour les musulmans...

C'est totalement hors sujet, le message écologique devient inaudible dans cette campagne erratique. Les sondages annoncent la déroute.

3458. « **Un président qui donne aux Français confiance, respect et espoir, qui a donc la hauteur nécessaire pour incarner la France et l'humilité indispensable pour être au plus près des citoyens.** »

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), AFP, 16 juillet 2011

Le futur candidat fait son autoportrait, s'opposant naturellement au président en place, espérant aller au-devant du désir des Français. Il se positionne aussi parmi les autres prétendants, en vue des primaires socialistes.

L'exercice n'est pas simple, les petites phrases assassines courent les salles de rédaction, les médias et les blogs. « Hollande, c'est le principal défaut du Parti socialiste », selon Arnaud Montebourg (Canal Plus, le 8 juin 2010). « François Hollande président de la République ? On rêve ! » s'exclame Fabius, en avril 2011, et deux mois plus tard : « Une fraise des bois peut-elle cacher un éléphant ? » Martine Aubry, connue pour ses flèches visant son entourage : « Arrêtez de dire qu'il travaille ! François n'a jamais travaillé ! Il ne fout rien ! » (*Journal du Dimanche*, 30 avril 2011), « Il n'a aucune épine dorsale. Il manque de caractère » (*Le Nouvel Observateur*, 30 juin 2011). Son ex-compagne, Ségolène Royal, sera pour une fois d'accord avec elle : « Le point faible de François Hollande, c'est l'inaction. Est-ce que les Français peuvent citer une seule chose qu'il aurait réalisée en trente ans de vie politique ? » (*Le Figaro*, 8 novembre 2011).

Hollande, apparemment insensible aux blessures d'amour-propre, se prépare à « changer de destin » (titre de son prochain livre) et peaufine son image mitterrandienne : « Un président qui doit redonner de la fierté aux Français par son action internationale et par la considération qu'il porte aux grandes questions planétaires qui sont celles de l'humanité tout entière. »

3459. **« Quand je suis arrivée à la tête du parti, on nous expliquait que le PS était un “cadavre à la renverse” et qu’il faisait pitié. Ce n’était pas faux. Depuis, nous avons réussi à travailler collectivement et je suis très fière de ce travail. »**

Martine AUBRY

Martine AUBRY (née en 1950), *Le Parisien*, 25 août 2011

Sans le nommer, la vanne vise naturellement son prédécesseur à la tête du PS, Hollande.

Fille de son père (Jacques Delors), femme de caractère, professionnelle de la politique, maire de Lille, députée du Nord, ministre du Travail et de l’Emploi des gouvernements Édith Cresson et Jospin, elle n’« enchante pas » comme Ségolène, l’autre femme du PS et son ennemie intime, mais elle assure, elle rassure, même si elle irrite aussi.

Surnommée « Titine de fer », « Miss Pétard », la « Mèremptoire » (ou « Mairemptoire » dans son fief lillois), jugée colérique, autoritaire, insultante, elle multiplie les coups de gueule dans le rôle de patronne du PS: « Vous m’avez voulue, vous m’avez ! » dit-elle aux mécontents, plus habitués au très consensuel Hollande. « Elle est trop méchante pour réussir », aurait dit Mitterrand (cité par Franz-Olivier Giesbert, dans *La Tragédie du président*, consacré surtout à Chirac).

Première secrétaire du parti depuis novembre 2008, elle se présente contre l’ex-Premier secrétaire, François Hollande, dans la primaire organisée par les socialistes.

En l’absence de l’ex-favori, DSK, compromis dans les affaires de mœurs et totalement déconsidéré, elle y va donc, et ce seront les deux finalistes. Elle sera la « gauche forte », opposée à la « gauche molle » – dernière flèche dans le dernier débat de l’entre-deux-tours. Ce coup-ci, Hollande réagira.

3460. **« Quand c’est flou, c’est qu’il y a un loup. »**

Martine AUBRY

Martine AUBRY (née en 1950), citant sa grand-mère, pour critiquer François Hollande, son principal concurrent dans les primaires socialistes, 13 septembre 2011 sur RTL

La candidate à la primaire socialiste répond aux questions de Jean-Michel Aphantie. Elle a trouvé du « flou » chez François Hollande, lors du débat télévisé qui les opposait la veille. « J’ai bien compris qu’il essayait de passer entre les gouttes quand je lui posais un certain nombre de questions... Ma grand-mère disait: “Quand c’est flou, c’est qu’il y a un loup” », a-t-elle poursuivi. « J’ai essayé de mettre le doigt sur certains de ses loups. » Elle l’accuse aussi d’avoir employé « des mots de droite ».

En tout cas, le dicton de la grand-mère court les médias et pimente les discours d’un brin de bon sens populaire. C’est ainsi que naît une vraie citation.

3461. « **De la vieille chenille vient de sortir un beau papillon.** »

Arnaud MONTEBOURG

Arnaud MONTEBOURG (né en 1962), interview dans *Le Monde*, 14 octobre 2011

Le « jeune lion » s'est battu contre les « éléphants révolus » et file toujours la métaphore animale avec bonheur. Le « troisième homme » de ces primaires citoyennes, ouvertes à tous les futurs électeurs se reconnaissant dans les valeurs de gauche, affiche sa fierté, entre les deux tours (9 et 16 octobre).

On craignait un fiasco politico-médiatique ou une foire d'empoigne entre egos, ce fut un succès démocratique, avec six candidats s'exprimant face aux Français en trois débats très suivis, à la télévision. Jugé parfois arrogant, Montebourg conclut : « Cette primaire, que j'ai réussi à imposer au PS, a créé une situation nouvelle et extraordinaire. Même la droite nous envie cette innovation démocratique majeure. Le PS a réussi à intéresser 2,5 millions de citoyens, à dépasser un projet fabriqué en laboratoire clos, issu des alambics des équilibres de courants et de chapelles. S'il réussit l'unification, nous serons très forts face à Nicolas Sarkozy. Nous pouvons être fiers... »

Il est également fier de son score : son projet réformateur (VI^e République, démocratie nouvelle, démondialisation) et son parler franc lui ont valu 17 % des voix. Ségolène Royal est la grande perdante, avec moins de 7 %, Manuel Valls et Jean-Michel Baylet tenant le rôle de petits candidats.

Montebourg veut maintenant, dit-il, « faire gagner la gauche et battre Nicolas Sarkozy. À titre exclusivement personnel, je voterai donc pour François Hollande, arrivé en tête du premier tour, à mes yeux meilleur rassembleur. » Dans le duel du 16 octobre, Hollande l'emportera largement sur Martine Aubry, avec 56,57 % des voix.

« Ce n'est pas Hollande que le PS voulait comme candidat, il voulait DSK », dira Nicolas Sarkozy. Oui, mais c'est toujours le peuple qui décide.

3462. « **La fin de Kadhafi est un grand jour pour le peuple libyen et tous ses amis dans le monde. Elle sonne la fin d'un calvaire long de 42 ans, suivis de six mois d'une guerre de libération terriblement coûteuse en drames et en vies humaines. La nuit libyenne est finie.** »

Bernard-Henri LÉVY

Bernard-Henri LÉVY (né en 1948), texte « En ligne ! », 20 octobre 2011

Épilogue de la « guerre » en Libye, ou plus exactement, moralité tirée par le philosophe qui a servi de conseiller au président Sarkozy, lequel a donc gagné son pari.

« Les libérateurs de Benghazi, les défenseurs de Misrata, les rebelles du Djebel Nafoussa, les vainqueurs de Tripoli et de Syrte, peuvent enfin déposer les armes et reconstruire leur pays pillé et dévasté par le tyran déchu et sa clique [...] Il appartient maintenant aux Libyens eux-mêmes de déterminer souverainement leur avenir démocratique. Ils ont mené un combat le plus souvent exemplaire. Puissent-ils être fidèles à l'esprit qui les a portés tout au long de cette insurrection de la liberté. »

Cela dit, le problème demeure. Ce genre d'intervention laisse le pays dans un chaos tel que tout reste à faire – comme en Irak, après la guerre voulue en 2003 par les États-Unis, contre Saddam Hussein. Un dictateur impose l'ordre, c'est l'équilibre de la terreur. Après lui, toutes les forces se réveillent, y compris les plus extrêmes. Populaire ne signifie pas démocratique. Et sans séparation des pouvoirs, et sans humanisme, il ne peut y avoir démocratie. Le Printemps arabe, c'est le printemps des peuples, et c'est aux peuples d'en décider. L'Histoire écrira la suite.

3463. « Une nouvelle fois, la preuve est faite
qu'il suffit d'une volonté pour que triomphe une idée,
fût-ce par des voix qui échappent à la rationalité et à la convention,
ce qui, en l'occurrence, est le cas et qui ajoute le romanesque au réel.
La main d'un homme peut forcer le destin d'un peuple.
L'Histoire n'est donc pas finie. »

Philippe TESSON

Philippe TESSON (né en 1928), *Le Figaro*, 12 novembre 2011

BHL (alias Bernard-Henri Lévy) va écrire le « roman vrai » de son aventure en Libye : *La Guerre sans l'aimer*. Tesson l'a lu, approuvé, et tire lui aussi la morale de l'histoire : « Un sujet de roman : un homme seul, philosophe de métier, une sorte de chevalier blanc en mal d'action, obsédé par sa morale de la vérité, de la liberté et du droit, décide *proprio motu* de convaincre un chef d'État d'aller porter le fer contre le tyran qui gouverne un pays lointain dont le peuple aspire à la liberté. Il l'en persuade en quelques instants. Contre toute raison, contre les lois de la sagesse, contre les principes du droit international, contre l'ordre. Une guerre s'ensuit. L'homme seul, qui en est l'inspirateur, s'y investit. Il devient le conseiller actif du prince. En six mois, la cause est entendue. Le tyran est mort, le pays est libre. » Mais cela n'a malheureusement pas tout réglé !

Prochain pays candidat au Printemps arabe : la Syrie. L'ONU envoie ses observateurs, mais Bachar el-Assad massacre ses opposants, depuis mars 2011.

3464. « Quel peu de respect on a pour ce que l'on fait,
si on le propose gratuitement ? »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), Sommet culturel G8-G20 sur la création à l'ère numérique, Forum d'Avignon, 18 novembre 2011
Site de l'Élysée

C'est un fait, l'on paie son pain au boulanger, sa place au restaurant, son Caddie au supermarché. Mais sur Internet, il semble normal de consommer gratuitement l'information, la documentation.

Depuis le XVIII^e siècle, éditeurs, producteurs, diffuseurs, auteurs et artistes étaient protégés par le droit d'auteur et la gestion collective des sociétés d'ayants droit, luttant par ailleurs contre le piratage. Une « licence légale » (loi de 1985) créa un droit à rémunération pour compenser le manque à gagner, né de la copie privée, en taxant le matériel de reproduction. La France ajoutait aux droits patrimoniaux (financiers) un droit moral (respect de l'œuvre), absent du copyright américain. Tout est remis en question avec la numérisation.

La gestion des droits numériques (DRM, Digital Rights Management) a pour but de contrôler techniquement l'utilisation des œuvres, par un système d'accès conditionnel, au niveau du fournisseur (à la source) ou de l'utilisateur. C'est le système type Hadopi (Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet), très lourd, trop « policier », et finalement inefficace.

Autre possibilité : la « licence globale », légalisant le téléchargement en échange d'un forfait payé par l'utilisateur. Simple, mais injuste : tout l'effort financier pèse sur les internautes, et cette surtaxe, pour être supportable, ne peut rémunérer correctement et équitablement les auteurs, ni les (petits) producteurs indépendants, d'où menace sur la diversité culturelle et le renouvellement de la création.

Vaste chantier juridique pour le XXI^e siècle, enjeux financiers à la démesure du marché mondial de la culture. Enjeu de civilisation, avec des rapports de force entre pays dominants et dominés, entre multinationales, lobbys et consommateurs. Et un nouveau lien social à trouver, entre l'artiste et la société.

3465. « Si nous perdons le triple A, je suis mort. »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), 6 décembre 2011

Publié dans *Le Monde* et repris, les jours suivants, par toute la presse

Le 5 décembre, l'agence de notation *Standard & Poor's* place sous « surveillance négative » 15 pays de la zone euro, dont les six encore notés « AAA », la France ayant la dégradation la plus sévère. « C'est là que se jouera le différentiel de compétence avec Hollande. Il n'y a pas d'alternative: nous ferons tout pour le garder », dit le président.

Selon sa garde rapprochée, il n'a cessé de pester contre les « filous des agences de notation qui nous tiennent entre leurs mains », le système de la zone euro « qui ne marche vraiment pas », et l'Allemagne adepte de la rigueur, refusant à la BCE (Banque centrale européenne) le rôle de la Banque centrale américaine, qui use de la planche à billets et accorde sa garantie aux dettes publiques et privées, pour relancer l'économie sur le mode keynésien.

Dilemme cornélien, exprimé en termes sarkoziens: « Si nous ne payons pas pour la Grèce, l'euro est foutu et l'Europe recule de trente ans. Si nous payons, on perd notre AAA et on morfle pour dix ans. » Et d'ajouter: « Merkel est tenue par son dogme et par son Parlement. Dans cette affaire, je me comporte comme le seul véritable européen. »

Le 13 janvier 2012, le ministre de l'Économie, François Baroin, confirme la perte annoncée. Le 14, François Hollande dénonce un échec patent de la politique du président Sarkozy. Le Premier ministre Fillon est chargé de minimiser l'événement, la dégradation de la note ne devant « pas être dramatisée ». De fait, la France continue de pouvoir emprunter à un taux raisonnable (moins de 3 %).

3466. « La France n'est pas un problème, la France est la solution. Le changement, c'est maintenant; l'espérance, c'est maintenant; la République, c'est maintenant; dans trois mois, nous ferons gagner la gauche et nous réussirons. »

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954),

derniers mots de son premier grand meeting de campagne au Bourget (Seine-Saint-Denis), 22 janvier 2012

À trois mois de la présidentielle, devant une foule estimée (selon les sources) à 10 000 ou 25 000 militants socialistes, le candidat du PS est très attendu. Il doit enfin se dévoiler aux Français: livrer sa « vision » pour le pays, et « fendre l'armure ».

Hollande reprend la thématique du rêve. « Ils ont échoué parce qu'ils n'ont pas commencé par le rêve ! » Il revient sur son thème fétiche: la jeunesse, avec la création de 60 000 postes d'enseignants. En fin de mandat, il voudrait qu'on le juge sur cette seule question: « Est-ce que les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012? Changer leur vie serait pour moi la plus grande des fiertés. »

Il répète son slogan de campagne: « Le changement, c'est maintenant. »

Après ce discours plutôt combatif, il achève sa journée marathon sur le plateau de TF1, en s'opposant au président en place: « Je tiens à une présidence normale [...] Je veux donner une autre image, je veux être plus modeste. »

Décidément, il fera de cette élection un référendum antisarkozyste.

3467. « **Tout ça pour ça!** »

Philippe JUVIN

Philippe JUVIN (né en 1964), secrétaire national de l'UMP, 22 janvier 2012, dans un communiqué du même jour au *Figaro*

Le parti présidentiel ne peut que critiquer le premiers discours de campagne de l'adversaire, dans un communiqué du conseiller et porte-parole de Sarkozy: « L'incantation, même faite avec réel talent, ne remplace pas un projet de société. François Hollande a d'abord beaucoup parlé de lui. Puis, comme à son habitude, il a beaucoup promis, mais en ne disant jamais comment il y parviendrait. La montagne a accouché d'une souris. En une phrase: tout ça pour ça! »

Selon Benoist Apparu, secrétaire d'État au Logement: « François Hollande se rêve en Mitterrand, mais il n'est même pas à la hauteur de Jospin. » Et Guillaume Peltier, le « Monsieur sondages » de l'UMP, intégré à la cellule « Ripostes » réunie autour de Brice Hortefeux pour défendre le bilan présidentiel dans les médias: « Un exercice de prestidigitateur [...] On attendait un souffle d'avenir, on a eu le vent du passé; on attendait le rêve de 2012, on a eu le vieux songe de Mai 68 et de mai 1981. »

Mai ne fait plus rêver les Français. La crise plombe le climat politique et social. Le candidat Hollande ajuste son discours, parle de rendre l'espoir. Et chemine, lentement mais sûrement, prenant de l'assurance, conforté par les sondages.

La campagne est pour l'heure sans surprise, parfaitement bipolarisée.

3468. « **On veut nous imposer un deuxième tour contraint et forcé par matraquage ou par diversion. Tout cela a un but absolument précis: préserver les intérêts acquis, faire que rien ne change.** »

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), Forum Paris, 25 février 2012

Jamais deux sans trois, c'est donc la troisième élection présidentielle qu'il joue, moins pour gagner la place que pour exister en profitant de cette vitrine médiatique, et se rassurer avec les sondages de popularité, qui lui sont toujours plus favorables que la réalité des votes.

Bayrou dénonce le verrouillage politique plus fort que jamais, entre l'UMP présidentiel qui joue le jeu de son candidat-président, et le PS qui ne veut pas rater cette occasion de rejouer l'alternance démocratique comme en 1981.

Les médias se font plus ou moins complices de cette stratégie, mais les autres candidats ont des messages à passer. Le plus important pour l'éternel centriste, c'est sans doute l'Europe, quelque peu oubliée dans la campagne, et mal aimée des Français qui l'accusent de tous les maux, surtout en période de crise.

3469. **« Sans Europe, sans union politique et sans démocratie, la marche du monde devient une fatalité sur laquelle les peuples de notre continent auront perdu le pouvoir de peser. Chaque fois qu'il s'agit de peser sur l'avenir du monde, on retrouve "le besoin d'Europe". »**

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), Discours de Strasbourg, 6 mars 2012, et site de campagne, 2012

Au-delà de la politique politicienne et du jeu des partis – la droite, la gauche, et lui au centre –, c'est Bayrou l'Européen, avec une constance remarquable, d'autres ayant changé d'avis. On retrouve les accents et les arguments de Mitterrand, et l'écho de son discours de Lille, le 14 décembre 2006. « J'aime l'idéal européen. J'aime cette idée de peuples différents, porteurs d'un même projet de civilisation venu du fond de l'Histoire, qui décident de tourner le dos à la guerre et de s'unir pour peser ensemble sur le destin du monde. C'est une idée qui s'impose dès l'instant que l'on mesure ce que sont désormais les puissances de la planète [...] Et devant chacune des grandes questions de l'univers, nous savons tous que l'échelon national, nécessaire, heureux, n'est plus suffisant. La France est notre nation. Elle l'est et le restera. C'est le creuset de notre volonté nationale. C'est là que se forge notre volonté de peuple, que s'affirment nos principes. Mais pour faire entendre ces principes à l'échelle du monde, il faut que l'Europe se redresse elle aussi. »

Michel Rocard fait la même analyse face aux jeunes, le 24 mars sur France Inter. Devant cette crise interminable et mystérieuse, personne ne comprend rien, ni les économistes ni les politiques. On joue à la campagne électorale, c'est théâtral, amusant, mais déconnecté de la réalité, des vrais problèmes. Alors que la France a un terrible « besoin d'Europe ». Entre les États-Unis qui gouvernent à droite et mènent une politique extérieure malheureuse, et l'Asie qui va dominer le monde dans les années 2030, face à la Chine qui n'a rien à faire de 27 pays qui se chamaillent, il faut reprendre la construction européenne, en diminuant les souverainetés nationales. Il n'y a plus de sauvetage individuel dans ce monde.

3470. **« Ceux qui ne peuvent supporter d'être haïs ne doivent pas faire de la politique. Il n'y a pas de destin sans haine. »**

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), sur son site : Présidentielle 2012

Phrase prémonitoire écrite en 2007, d'un animal politique ayant déjà connu une première traversée du désert très jeune – avant 40 ans. Éloigné du pouvoir par Chirac (qu'il a trahi pour Balladur), il reviendra au gouvernement, plus que jamais détesté par les chiraquiens.

En un quinquennat, aucun président n'aura atteint si vite une telle cote d'impopularité. Pratiquement pas d'état de grâce pour le président, alors que le Premier ministre se maintient au-dessus de la moyenne.

Forme agressive, mouvement perpétuel, hyperactivité, omniprésidentialité et bien des maladresses ou provocations, avec des actes démagogiques et des volte-face fréquentes. Cela masque les éléments positifs du bilan, le courage de faire passer des réformes impopulaires (retraite, service minimum, sécurité routière), utiles (autonomie des universités, révision générale des politiques publiques). Citons aussi la présidence de l'Union européenne, l'intervention en Libye...

Mais la seconde campagne présidentielle tourne au référendum « antisarkozy »... Bonaparte, porté au pouvoir dans l'enthousiasme populaire, finit en Napoléon I^{er} haï. Chirac passa par des hauts et des bas, comme les autres présidents. « Mitterrand est aujourd'hui adulé, mais il a été l'homme le plus détesté de France. Ce qui laisse pas mal d'espoir pour beaucoup d'entre nous. » Laurent Fabius, qui parle en connaissance de cause, remporte le prix Press Club, humour et politique, en 2011.

3471. « **Les voix, nous irons les chercher avec les dents!** »

Michèle ALLIOT-MARIE

Michèle ALLIOT-MARIE (née en 1946), à Pau
Sud-Ouest, 3 mars 2012

Retour de MAM, devant les militants UMP des Pyrénées-Atlantiques. Profitant de l'inauguration d'une permanence rénovée, juste avant de se rendre au meeting de Nicolas Sarkozy à Bordeaux, elle se lance dans un discours combatif, et reprend sa formule carnassière, d'ailleurs empruntée à Chirac.

Ministre dans les gouvernement Chirac (1986-1988) et Balladur (1993-1995), sa carrière politique culmine en 2002-2011. Elle enchaîne les quatre ministères régaliens (Défense, Intérieur, Justice et Affaires étrangères), ce qui constitue un record national. Toujours députée UMP des Pyrénées-Atlantiques, elle a été maire de Saint-Jean-de-Luz, et reste une personnalité de la droite gaulliste.

Elle doit démissionner en 2011, déconsidérée par son attitude dans la révolution tunisienne, mais avec « le sentiment de n'avoir commis aucun manquement. » Si « droit dans ses bottes » peut se conjuguer au féminin, l'expression est faite pour elle – ironie de l'histoire, elle sera remplacée par Alain Juppé, le premier à qui le mot fut appliqué.

François Baroin, ministre du Budget, fut candidat au prix Press Club, humour et politique, pour une flèche assassine, datée du 4 mars 2011: « Michèle Alliot-Marie conserve toute sa légitimité à Saint-Jean-de-Luz. »

3472. « **Passer de rien à chef de l'État, Hollande va souffrir...** »

Brice HORTEFEUX

Brice HORTEFEUX (né en 1958), député européen, conseiller de Nicolas Sarkozy,
en lice pour le Prix Press Club, humour et politique

Entre 2005 et 2011, Hortefeux fut successivement: ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, chargé des Collectivités territoriales; puis ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement (devenu Développement solidaire); puis ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville; puis ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales; puis ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration. Ce n'est pas rien!

Cet entassement de compétences n'a pas toujours été clair, ni bien compris. Mais c'est clairement l'un des plus fidèles lieutenants de Sarkozy, et il fut l'un des patrons de la cellule « Riposte » à l'Élysée, chargé de définir au jour le jour la ligne d'attaque ou de défense, avec les personnalités politiques intervenant dans les médias. En bref, guetter et créer les petits mots qui font mal.

Quant à Hollande, candidat à la présidence, il fait tout pour contredire l'image de cette « gauche molle » que Martine Aubry lui a collée.

Juste quand le représentant de la « gauche folle », Jean-Luc Mélenchon, faisant allusion à la grande crise économique, va le traiter de « capitaine de pédalo dans la tempête ». Ses deux camarades de gauche vont cependant tout faire pour son élection.

3473. **« Je ne crois pas du tout que le halal soit un sujet accessoire. C'est un sujet qui touche quand même quatre grands thèmes pour les Français: le problème de la laïcité, de la sécurité sanitaire, de la nécessaire transparence à l'égard des consommateurs et de la souffrance animale. »**

Marine LE PEN

Marine LE PEN (née en 1968), AFP, 6 mars 2012

Viande halal, invitée surprise de la campagne – avec le permis de conduire, qui ne fera pas polémique.

Les sondages devenant moins favorables à la candidate FN, elle a choisi ce thème, et c'est un bon choix! D'abord, tout consommateur a le droit de savoir ce qu'il mange. Les juifs et les musulmans, dont la religion interdit le porc, animal impur; ou les adeptes du bio, qui se fient au label AB, garant d'une agriculture biologique. Quant au halal, le carnivore catholique, protestant ou agnostique peut refuser cet égorgement rituel, sur des bœufs et des moutons saignés à vif. Or, il y a deux fois plus de viande halal abattue que signalée comme telle à la consommation. C'est un fait statistique, surtout en Île-de-France. Il y a donc tromperie sur la traçabilité de la viande halal.

Dans cet épisode de campagne, Sarkozy se fait piéger, au grand bonheur de l'adversaire: « Capable, le lendemain de ma déclaration sur le halal, de courir comme un dératé pour aller à Rungis expliquer aux bouchers que Marine Le Pen raconte n'importe quoi. Et qui, quelques jours plus tard, manifestement au vu d'un sondage, change radicalement son fusil d'épaule, tourne sa veste et vient expliquer que pour finir, c'est un sujet essentiel [...] Ce changement brutal d'attitude veut dire que cet homme n'a pas de colonne vertébrale et qu'il n'a aucune conviction. La seule conviction qu'il a, c'est la courbe des sondages. »

Reste la stratégie de Marine Le Pen: tout faire pour donner aux Français l'impression que le communautarisme envahit leur espace vital, et d'abord leur assiette.

3474. **« Génie de la Bastille qui culmine sur cette place, nous voici de retour, le peuple des révolutions et des rébellions en France. Nous sommes le drapeau rouge! »**

Jean-Luc MÉLENCHON

Jean-Luc MÉLENCHON (né en 1951), Discours du 18 mars 2012 à Paris

À la Bastille, le tribun fait place comble ce dimanche, et défie le temps à la pluie. Plus de 120 000 personnes ont défilé, entre Nation et Bastille, dans la symbolique rue du Faubourg-Saint-Antoine, avant d'écouter le candidat du Front de gauche.

Porté par la vague rouge des drapeaux et l'enthousiasme de la foule, il dynamise soudain une campagne sans thème majeur (sécurité en 2002, travail en 2007), plombée par le non-dit sur la crise, et la perte de confiance dans le pouvoir du politique. Il appelle à prendre le pouvoir et donc à reprendre la Bastille. Ce jour doit marquer le début de « l'insurrection civique », et populariser sa « VI^e République sociale, laïque et écologique », avec le slogan: « Le vote Mélenchon, c'est le vote utile. » Autrement dit, il s'imagine en « dernier président de la V^e », et Marie-George Buffet fait chorus, au nom du PCF moribond.

Mélenchon va renouveler son exploit, à Toulouse et à Marseille, le 14 avril, rassemblant 100 000 fans sur la plage du Prado, avec des accents lyriques à la Hugo. Il redonne ce goût de la fête, ce bonheur d'être ensemble, unis par la même cause.

Le dimanche précédant le premier tour, Sarkozy, place de la Concorde, et Hollande, face au Château de Vincennes, rassembleront chacun de son côté un nombre de manifestants non chiffré, mais inférieur.

3475. « **Mélenchon, ce qui est terrible, c'est qu'il a été socialiste toute sa vie et que toute sa vie, ça va le suivre.** »

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), nommé au prix Press Club, humour et politique 2011

Le député de la Corrèze, plus à l'aise dans l'humour que dans la hargne, est quasiment sûr de récupérer au second tour les voix perdues au premier, avec ce populiste de gauche. Mélenchon représente toutes les gauches non socialistes et séduit les classes populaires, celles qui votaient jadis communiste, et qui n'ont pas rejoint le FN et les Le Pen, populistes de droite. Comme le dit drôlement un député PC : « Dans sa forme historique, le PC est mort ; mais il a encore de l'avenir » (André Chassaigne).

Jean-Luc Mélenchon est la révélation de cette présidentielle, devenu le « troisième homme » dans les sondages, même s'il n'arrivera que quatrième au premier tour.

Député européen, ex-sénateur et ex-socialiste, oui, mais aussi ex-trotskiste (comme Lionel Jospin), familier de la lutte des classes et du combat révolutionnaire. Certains de ses propos sont déformés par la droite, et d'abord par Sarkozy, assurant que le futur allié de Hollande incite les jeunes à « faire les poches des riches » dans la rue.

Non ! Malgré tout, Mélenchon demeure « socialiste » français, et donc politiquement responsable. Sa révolution se proclame « citoyenne » : pour reprendre le pouvoir, on passe par le bulletin de vote. Et s'il veut « faire les poches des riches », ce sera par une réforme de la fiscalité. Bref, la Terreur n'est pas à l'ordre du jour.

3476. « **J'ai mis la France à genoux.** »

Mohammed MERAH

Mohammed MERAH (1988-2012), Toulouse, 20 mars 2012

Mot cité par le procureur de la République de Paris, et rapporté par Claude Guéant, ministre de l'Intérieur

Le terroriste de 23 ans est assiégé durant 32 heures par le RAID (Recherche assistance intervention dissuasion), corps d'élite de la police nationale. Il s'est abondamment exprimé au téléphone, avant d'être abattu.

Le profil du tueur, délinquant multirécidiviste depuis l'âge de 13 ans, souffrant de troubles psychologiques, ayant séjourné en Afghanistan et professant des opinions islamistes, suscite une controverse sur de possibles failles dans sa surveillance. Comment a-t-il pu exécuter froidement sept personnes en 10 jours, trois militaires à Montauban, trois enfants juifs et leur professeur à Toulouse ?

L'opération policière est médiatisée à l'extrême. Sarkozy parle de « tragédie nationale » et comme à chaque fait divers, propose de nouvelles mesures, cette fois contre les apprentis terroristes. Sondés comme il se doit, 74 % des Français approuvent son attitude. Dans cette affaire, le président de la République tient son rôle.

La campagne présidentielle est perturbée, voire suspendue un ou deux jours, tous les médias mobilisés, et toute la France à l'écoute. Des polémiques suivront, mais moins qu'on ne pouvait le craindre. Bien que beaucoup plus dramatique que l'histoire du « Papy Voise » en 2002, l'affaire Mohammed Merah ne bouleverse pas l'opinion, au-delà des quelques jours qui suivent.

3477. « **Vivre ensemble : égalité, pluralité, dignité.** »

Mots inscrits en français, en arabe, en hébreu et en occitan sur une grande banderole déployée,
place du Capitole à Toulouse, vendredi 23 mars 2012

Des milliers de personnes (4 000 selon la police) sont rassemblées pour rendre hommage aux victimes du tueur au scooter, Mohammed Merah, et dire, selon les mots du maire, Pierre Cohen, que « Toulouse, ce n'est pas ça! »

Beaucoup de juifs, des catholiques, quelques musulmans, tous très dignes, dans ce « rassemblement républicain », pour témoigner leur solidarité aux familles des victimes et leur refus des haines raciste et antisémite :

« Vivre ensemble : égalité, pluralité, dignité. » Le maire émet un souhait : « Que ce qui s'est passé à Toulouse ne soit absolument pas l'objet de polémiques, et l'objet de récupérations et d'instrumentalisation. »

Mais la campagne reprend ses droits, et le Front national profite de cette occasion inespérée.

3478. « **Ce qui s'est passé n'est pas l'affaire de la folie d'un homme, ce qui s'est passé est le début de l'avancée du fascisme vert dans notre pays.** »

Marine LE PEN

Marine LE PEN (née en 1968), Meeting sous le chapiteau du Port Lavigne, 25 mars 2012

Trois jours après le dénouement des tueries de Toulouse et Montauban, devant quelque 1 500 militants FN, la candidate, plus virulente que jamais, revient sur l'insécurité et l'immigration, ses thèmes favoris : « Combien de Mohammed Merah dans les bateaux, les avions qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? [...] Combien de Mohammed Merah parmi les enfants de ces immigrés non-assimilés ? [...] Mohammed Merah n'est peut-être que la partie émergée de l'iceberg ! »

Elle évoque des quartiers entiers soumis aux lois de la drogue et de l'islam radical, cette « gangrène [...] conséquence de l'immigration de masse. » Des quartiers où l'on aurait « acheté la paix sociale à coups de milliards d'euros de politique de la ville [...] pris dans la poche du contribuable honnête. » Et en réponse au mot de Mohammed Merah, elle lance : « Je mettrai l'islam radical à genoux ! »

Dans la salle survoltée, on scande « La France est chrétienne », « Sarko collabo ! ».

3479. « **Les guerres de religion ne sont jamais finies.
Elles ne demandent qu'à se rallumer.
Chaque fois qu'un pays va mal...»**

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), Discours au Zénith de Paris, 25 mars 2012

Accusé au pire de récupération, au minimum d'instrumentalisation, à moins que ce ne soit une prémonition... De toute manière, presque chaque citation de Bayrou se révèle juste, à plus ou moins long terme. N'est-il pas le premier des candidats en lice à avoir prévu la crise de la dette, et son ampleur ?

« Il est une montée des périls dans la société française. Montée de l'intolérance, montée des violences, montée des trafics de toute nature. Au cœur de la société française, particulièrement dans sa partie la plus fragile, sur les questions de religion, sur les questions d'origine, sur la couleur de la peau, les tensions montent. Les guerres de Religion ne sont jamais finies. Elles ne demandent qu'à se rallumer. Chaque fois qu'un pays va mal, les tensions montent au sein de ce pays et au sein de son peuple. Quand les gens ne vont pas bien, ils se mettent à regarder la différence d'un regard soupçonneux. Il faut plus de courage pour résister à ces passions que pour y succomber. Au XVI^e siècle, dans les guerres de religion, il y avait les ligueurs d'un côté, du côté de l'affrontement, et Henri de Navarre de l'autre qui plaidait pour qu'on vive ensemble. Vous connaissez mon choix, mon choix d'homme, et mon choix de président : je suis et je serai du côté d'Henri IV, de celui qui force la réconciliation, la tolérance, la compréhension réciproque. »

Ainsi, l'extrême centre répond à l'extrême droite. Et l'on ne parle plus de Mohammed Merah.

3480. **ABSTENTION, PIÈGE À CONS.**

Slogan, *Libération*, 7 avril 2012

Répondant au slogan de Mai 68, « Élection, piège à cons », le mot n'est pas nouveau, mais reste toujours d'actualité.

Abstention, danger pour la démocratie, aussi vieux que la démocratie, particulièrement répandu aux États-Unis, mais très rare chez les peuples qui accèdent enfin au vote et risquent parfois leur vie pour exercer ce droit citoyen, qui est aussi un devoir. En France, l'électeur risque seulement de perdre un peu de son temps, s'il estime que voter est inutile.

Abstention par désintérêt de la politique, ou par rejet des hommes politiques, abstention parfois très motivée intellectuellement, voire philosophiquement, le phénomène touche d'abord les jeunes, en France.

Abstention massive aux élections européennes, jusqu'à être le « parti » majoritaire en 1999, abstention record aux élections régionales à l'enjeu parfois illisible, abstention minoritaire aux élections présidentielles, surtout en 2007 où deux candidats nouveaux s'opposaient clairement, l'abstention est redoutée en 2012, d'autant qu'elle profite aux extrêmes. On craignait le pire, ce ne sera que 20 % au premier tour.

En fin de compte, et malgré les critiques (parfois injustes) sur la campagne, les Français adorent ça, la politique !

3481. **« Je ne serai peut-être pas élue présidente de la République, mais je ne serai pas la seule. »**

Nathalie ARTHAUD

Nathalie ARTHAUD (née en 1970), porte-parole de Lutte ouvrière

Nommée, pour ce mot, au prix Press Club, humour et politique, en 2011.

Si elle porte la parole de son parti, peinant à prendre la succession d'Arlette Laguiller (six fois candidate, devenue à sa manière un cas et une figure médiatique), Nathalie Arthaud représente aussi tous les petits candidats, ceux qui n'ont aucune chance d'être élus : l'autre représentant de l'extrême gauche, l'ouvrier Philippe Poutou du NPA (Nouveau parti anticapitaliste, très associé à l'image d'Olivier Besancenot); l'inclassable Jacques Cheminade, de Solidarité et Progrès; Eva Joly la star, qui rate sa campagne écologiste; Dupont-Aignan, gaulliste solitaire de Debout la République...

Sans parler d'une trentaine de candidats qui n'ont pas obtenu leurs 500 parrainages, dont Corinne Lepage et Dominique de Villepin.

Marine Le Pen, Mélenchon et Bayrou ne sont évidemment pas des « petits candidats », et jusqu'au dernier jour, ils ont affirmé ou rêvé qu'ils pouvaient être au second tour, sinon élus.

3482. **« Je suis coincée entre la gauche molle qui ne promet rien et la gauche folle qui promet tout. »**

Eva JOLY

Eva JOLY (née en 1943), émission « Des paroles et des actes », France 2, 11 avril 2012

Elle se pose en référence, et s'oppose ici aux deux grands candidats de gauche, Hollande au PS, et Mélenchon, du Front de gauche.

Créditée de 1 % à 3 % dans les sondages d'opinion, la candidate d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) reconnaît l'évidence : « Cette campagne est difficile. » Mais elle s'obstine : « Mon parcours professionnel est un parcours de combattante et j'ai l'habitude de me battre pour mes idées », a-t-elle reconnu, évoquant le peu d'espace laissé aux « petits candidats » et le fait que « l'écologie demande des efforts aux citoyens ».

Elle dit représenter « la gauche raisonnable, l'écologie qui essaie de voir le monde tel qu'il est et qui ne raconte pas de baratin [...] Évidemment c'est un message difficile ».

Elle se bat jusqu'au bout, sa campagne sera courageuse et maladroite, mais surtout hors sujet.

3483. « **L'écologie a besoin d'un avocat, pas d'un juge.** »

Corinne LEPAGE

Corinne LEPAGE (née en 1951), 17 avril 2012

Avocate et écologiste, ex-ministre de l'Environnement sous Chirac, ne pouvant réunir les 500 signatures pour se présenter, elle choisit de soutenir Hollande, avec l'argument qui tue (Eva Joly)... Gaby Cohn-Bendit, frère de Dany, l'avait prédit en 2011: « Les écolos sont capables du meilleur comme du pire; mais c'est dans le pire qu'ils sont les meilleurs. »

Eva Joly termine sa campagne au Cirque d'hiver, par un réquisitoire contre Sarkozy et l'immunité présidentielle, revenant sur les affaires Bettencourt et Karachi, les comptes de campagne 2007, l'appartement dans l'île de la Jatte, et menaçant le perdant d'un troisième tour judiciaire. Brillant, cinglant, mais toujours hors sujet.

Résultat, le 22 avril? Déroute de l'écologie, avec 2,23 % des suffrages. Moins bien que Mamère en 2002 (5,25 %), un peu mieux que Dominique Voynet en 2007 (1,57 %).

Mécontente de l'équipe, Eva Joly avouera qu'elle n'était « peut-être pas non plus une candidate facile ». En attendant la suite du combat aux législatives, tous les écologistes sont enfin unis: contre Sarkozy et pour Hollande.

Autre perdant, François Bayrou, arrivé en cinquième position, avec moins de 10 % des voix. Mélenchon n'est que quatrième. La surprise du premier tour, c'est le score de Marine Le Pen: plus de 18 %. Le troisième homme est une femme.

3484. « **Le Pen est compatible avec la République.** »

Nicolas SARKOZY

Nicolas SARKOZY (né en 1955), 24 avril 2012

Libération fait la une avec ces mots, le 25 avril

Pour que le jeu soit « jouable » au second tour, le président sortant a besoin d'un important report de ses voix, d'où cette phrase, sitôt promue citation, faisant la première page de *Libé* avec la photo du président.

Ainsi commence la polémique de l'entre-deux-tours. Les Le Pen, père et fille, sont toujours prêts, Nicolas Sarkozy est souvent partant, lui aussi, et ce journal de gauche, attaqué par les ténors de l'UMP (Jean-François Coppé, Xavier Bertrand), trop heureux d'« assumer pleinement », par la plume de son directeur, Nicolas Demorand. Il donne ses sources, une dépêche AFP, reproduite mot pour mot dans *Le Figaro*, confirmée par *Le Monde* qui rebondit et s'indigne le 26, et figée dans le marbre par une vidéo. On ne saurait être plus authentique!

Et Demorand d'expliquer: « Si nous avons décidé, hier, d'en faire la manchette, c'est qu'une telle déclaration n'est pas un épisode de la campagne présidentielle, mais une date cruciale dans l'histoire des droites en France. Qui, dans le chaos de l'entre-deux-tours, se recomposent sur des bases qui ne peuvent qu'inquiéter les citoyens français. »

Conseillé par Patrick Buisson, Sarkozy droitise à l'extrême sa campagne de second tour, en reprenant les thèmes du FN. On dit qu'il fait l'« école buissonnière. » Les plus modérés de ses proches s'en effraient. Mais il n'a pas le choix, s'il veut avoir une chance. Et puis, s'adresser à l'électorat de Marine Le Pen ne signifie pas conclure un accord avec le FN, ce qu'il se refuse et s'est toujours refusé à faire, même si son propre électorat y est très majoritairement favorable!

La voie est-elle si étroite, entre la diabolisation et la pactisation, entre la compréhension et la compromission?

3485. « **La présidence normale, c'est une présidence qui doit être ambitieuse pour son pays et humble pour celui qui le représente. Elle doit être à la fois haute, c'est-à-dire digne, et proche, c'est-à-dire respectueuse.** »

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), *Le Point*, 26 mai 2011

En cas de victoire espérée, le candidat socialiste répondait alors par avance, tenant à afficher sa différence, face à l'omniprésident en place.

« Normal ». Jamais ce mot somme toute banal, cet adjectif pour qualifier le président et la présidence, n'a été à ce point répété par les uns pour critiquer le nouveau style, et par les autres pour le justifier.

C'est finalement de bonne guerre, et après la surchauffe médiatique des deux dernières campagnes électorales et des quatre tours, cela repose. De là à qualifier Hollande d'« endormeur », voire d'« hypnotiseur »... (*L'Express*). RAS, rien à se mettre sous la dent, mis à part un dérapage de *tweet*, signé de la compagne du président, Valérie Trierweiler, par ailleurs journaliste. Mais « pas de quoi fouetter un *tchat* », vu l'avalanche des messages assassins et des flèches empoisonnées qui émaillaient la fin de campagne.

Mais l'histoire continue, l'actualité est une source inépuisable de rebondissements, et la parole des hommes en est la preuve, même si les citations mémorables se font plus rares.

3486. « **Le président normal ne le sera pas longtemps. Parce que la fonction ne l'est pas.** »

François FILLON

François FILLON (né en 1954), dépêche AFP, 29 mai 2012

Prédiction de l'ex-Premier ministre du précédent quinquennat, lancée sans grand risque d'erreur.

Une situation économique et financière anormalement grave (depuis quatre ans déjà) rend la fonction plus périlleuse, et le rôle plus ingrat, face à une opinion publique prompt à critiquer, et une opposition politique systématique de la droite et des extrêmes.

Autre évidence, le président de la République, surtout sous la Cinquième, avec les responsabilités qui sont les siennes, est condamné à devenir un personnage de premier plan, surexposé face aux médias et aux citoyens.

François Hollande, homme de parti, habitué aux synthèses entre courants socialistes et adepte de la gentillesse en politique (ce qui lui vaudra le premier prix du genre, décerné par le très sérieux magazine *Psychologie* en novembre 2012), sera tôt ou tard forcé de trancher, et de se battre en tête de ses troupes. Quant à prendre l'avion, le train ou la voiture, c'est un critère peu signifiant - disons, anecdotique.

3487. **« Ce crime a été commis en France par la France.
Ce fut aussi un crime contre la France, une trahison de ses valeurs
que la Résistance, la France libre, les Justes
surent incarner dans l'honneur. »**

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), Commémoration du 70^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, Paris, 22 juillet 2012

La presse (de droite) s'empresse de critiquer la déclaration du nouveau président, ne retenant que la première phrase, alors que la seconde répond à la critique. Dans l'introduction de son discours, il a d'ailleurs bien précisé: «La reconnaissance de cette faute a été énoncée pour la première fois, avec lucidité et courage, par le président Jacques Chirac, le 16 juillet 1995.»

Devant ce lieu qui n'est plus qu'un nom de sinistre mémoire, «le Vel d'Hiv», Mitterrand, président, est venu en 1992, en pleine polémique sur les années sombres et le rôle de Vichy dans la «solution finale», sans prendre la parole. Après lui, Chirac, pourtant gaulliste, a reconnu publiquement et pour la première fois la responsabilité de l'État français dans cette rafle dont la seule image reste une photo d'autobus parisiens gardés par un policier français: «La France, à ce moment-là, la France, patrie des Lumières et des droits de l'homme, terre d'accueil et d'asile, la France accomplissait l'irréparable.» Sarkozy, son successeur, n'a pas souhaité conforter cette reconnaissance.

Hollande, avec la volonté de s'opposer systématiquement à son prédécesseur, reprend le discours chiraquien, avec des mots très forts: «Ce crime a été commis en France par la France...» Sur les 320 000 juifs vivant en France au début de l'Occupation, rappelons les 75 500 déportés vers les camps de la mort nazis – et 2 500 survivants.

3488. **« Il est des quartiers où je peux comprendre l'exaspération
de certains de nos compatriotes, pères ou mères de famille rentrant
du travail le soir et apprenant que leur fils s'est fait arracher son pain
au chocolat à la sortie du collège par des voyous qui lui expliquent
qu'on ne mange pas pendant le ramadan. »**

Jean-François COPÉ

Jean-François COPÉ (né en 1964), *L'Express*, 6 octobre 2012

SOS Racisme réagit: «C'est pathétique, le ramadan a eu lieu cette année en août, c'est-à-dire hors période scolaire». Et de dénoncer «une mauvaise foi sans nom» qui prend déjà la forme d'«une récupération d'un concept d'extrême droite». Riposte de Copé, sur son compte Twitter: «Ce n'est pas à SOS Racisme de nous dire quel type de racisme il convient de combattre.» Porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, interrogée à RTL, voit dans ces déclarations «une volonté manifeste de Jean-François Copé d'instrumentaliser un sujet beaucoup trop important pour être instrumentalisé [...] la question du vivre ensemble.»

Nouvelle version des blogs, les tweets, plus brefs et railleurs, déferlent: «J'ai trouvé un surnom pour JF Copé: Le Pen au chocolat», et «Jean-François a encore Copé la parole à Marine.» Le pain au chocolat fait les délices des réseaux sociaux sur Internet. Et le PCF en rajoute: Copé a «sans doute dû se faire voler son goûter par un plus grand que lui dans la cour de récréation... Nous vous enverrions bien au piquet, mais vos propos sont autrement plus graves que cela. Ils sont une insulte à la République et à la laïcité.»

Que le contexte soit anecdotique ou dramatique, voilà un débat à suivre, en espérant que le niveau du dialogue ne tombe pas plus bas.

3489. «**Si l'Afrique, berceau de l'humanité, parvient à vivre et à faire vivre pleinement la démocratie, partout et pour tous; si elle réussit à vaincre ses divisions, alors l'Afrique sera le continent où se jouera l'avenir même de la planète.**»

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), Discours de Dakar, 12 octobre 2012

Le président exprime sa « conviction profonde » et s'oppose implicitement, une fois de plus, au discours de Sarkozy, qui fit polémique, cinq ans avant : « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. »

Il adopte délibérément un autre ton : « Je ne suis pas venu en Afrique pour imposer un exemple, ni pour délivrer des leçons de morale. Je considère les Africains comme des partenaires et des amis. L'amitié crée des devoirs : le premier d'entre eux est la sincérité. Nous devons tout nous dire, sans ingérence, mais avec exigence. La démocratie vaut pour elle-même. Mais elle vaut aussi pour ce qu'elle permet. Il n'y a pas de vrai développement économique ni de vrai progrès social sans pluralisme. »

Représentant un vieux pays de la vieille Europe, il met en exergue un autre atout du continent : « L'Afrique est portée par une dynamique démographique sans précédent : la population au sud du Sahara doublera en l'espace de quarante ans - pour atteindre près de 2 milliards de femmes et d'hommes en 2050. Le nombre d'habitants aura été multiplié par dix en un siècle : c'est un changement sans équivalent dans l'histoire humaine. L'Afrique est la jeunesse du monde. »

En même temps, Hollande se pose en président sur la scène internationale, alors que son image et sa cote de popularité auprès des Français souffrent d'une économie en panne et d'un chômage aggravé.

3490. «**J'essaie de montrer une force tranquille. Les Français ont besoin que leurs dirigeants ne soient pas fébriles.**»

Jean-Marc AYRAULT

Jean-Marc AYRAULT (né en 1950), *Paris Match*, 21 novembre 2012

À l'inverse de Copé, clairement dans la ligne de la droite sarkozyste et de la « France forte », le Premier ministre emprunte l'expression « force tranquille » à la campagne présidentielle gagnante de Mitterrand, en 1981, et se montre à l'image du nouveau président qui se veut « normal ».

Dans une vie politique médiatisée à l'extrême et réactive quasiment dans l'instant, la forme compte plus que le fond, et la communication doit être maîtrisée autant que possible. C'est devenu un métier, d'où le recours à un journaliste professionnel, Claude Sérillon, ancien présentateur du JT de 20 heures, promu conseiller à la présidence de la République pour renforcer le service de communication, dès janvier 2013.

En attendant, l'interview dans cet hebdomadaire populaire est faite pour rectifier l'image trop floue du chef de gouvernement : « Sous vos airs bonhommes, n'êtes-vous pas une main de fer dans un gant de velours ? _ Je ne suis pas quelqu'un de faible. Je ne serais pas arrivé là, si je n'avais pas fait preuve de fermeté. Mais, en même temps, j'ai de la bienveillance pour les gens. Je ne confonds pas l'autorité et la brutalité ou le caporalisme. J'estime que tout le monde a droit à une deuxième chance. _ Vous cachez bien votre jeu ! _ J'essaie de montrer une force tranquille. Les Français n'ont pas besoin que leurs dirigeants ne soient pas fébriles. Je ne le suis pas. Le président non plus. Il est, nous sommes attentifs à tous les détails. Rien ne nous échappe. » Dont acte.

3491. « **Il est hors de question de laisser un kyste s'organiser.** »

Manuel VALLS

Manuel VALLS (né en 1962), ministre de l'Intérieur, 23 novembre 2012, pour justifier l'opération d'expulsion des squatteurs à Notre-Dame-des Landes (NDDL). *Presse-Océan* et de nombreux journaux

Depuis déjà quatre ans, militants et paysans occupent le terrain du futur aéroport à NDDL: projet lancé dans les années 1960, en pleine euphorie des Trente glorieuses, plusieurs fois différé en raison de son coût financier et environnemental, mais périodiquement repris par la gauche au pouvoir. Le gouvernement qui veut en finir doit faire preuve d'autorité. Manuel Valls bénéficie de la meilleure cote de popularité dans l'équipe gouvernementale, et c'est à peine si l'on conteste cette réaffirmation d'un engagement pris: « Il est hors de question de laisser un kyste s'organiser, nous mettrons tout en œuvre pour que la loi soit respectée [...] pour que les travaux puissent avoir lieu. »

Il se rend à Lorient, avec le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian (ex-président du conseil régional de Bretagne) qui reprend l'argument: « Je ne comprends pas au nom de quoi on voudrait priver les habitants de Bretagne et des Pays de la Loire et d'autres régions de l'accessibilité aérienne? » Cependant que Valls répète: « Force doit revenir à la loi [...] L'État de droit, ce n'est pas l'état de faiblesse, l'État de droit, c'est le respect des décisions de justice. » Moins d'une semaine après une manifestation géante de « réoccupation » de la zone (entre 13 000 et 40 000 participants, selon les sources), quelque 500 gendarmes procèdent à la nouvelle expulsion des squatteurs.

Au cœur des bois et des champs du bocage nantais, la ZAD (zone d'aménagement différé, devenue « zone à défendre ») est le nouveau symbole d'une lutte écologique, altermondialiste et territoriale. Cela rappelle l'affaire du Larzac dans les années 1970, et les manifestations contre l'extension du camp militaire dans le Massif central - Mitterrand ayant finalement renoncé, en 1981.

3492. « **Le problème des hauts fourneaux de Florange, ce n'est pas les hauts fourneaux de Florange, c'est Mittal [...] Nous ne voulons plus de Mittal en France, parce qu'ils n'ont pas respecté la France.** »

Arnaud MONTEBOURG

Arnaud MONTEBOURG (né en 1962), ministre du Redressement productif, *Le Monde*, 26 novembre 2012

Autre ministre populaire, mais dans un style différent; autre dossier sensible, ArcelorMittal concernant l'emploi et l'avenir de l'industrie française, dans l'important secteur de la sidérurgie (75 000 emplois).

Le dossier devient explosif quand Montebourg monte au créneau, dans un bras de fer médiatique avec le milliardaire indien, Lakshmi Mittal, premier sidérurgiste mondial, qui a repris Arcelor (très endetté) en 2006. La crise économique et la production d'acier chinois rendent le site lorrain de moins en moins rentable, notamment les hauts fourneaux (filière « chaude ») que Mittal veut fermer, tout en maintenant la transformation de l'acier (filière « froide »). Le gouvernement aurait un repreneur, mais Mittal refuse de céder le secteur rentable: c'est « le problème des hauts fourneaux ». Et le ministre accuse Mittal de mensonge. Mittal se défend avec des arguments chiffrés, dont ses 20 000 emplois dans la sidérurgie en France. Montebourg brandit alors l'arme de la nationalisation, le temps de trouver un repreneur pour les hauts fourneaux de Moselle. L'intersyndicale approuve cette solution miracle et Montebourg renforce sa popularité. Mais le Premier ministre désavoue publiquement son ministre: pas question de nationalisation coûteuse et complexe, ni d'autre repreneur. Après trois mois de négociations, un accord passé avec Mittal et qualifié de « juste » doit clore toute polémique: aucun licenciement (comme promis), 180 millions d'euros investis, avec l'avenir de la filière froide assuré pour cinq ans.

Montebourg semble prêt à démissionner, sauvé par le président Hollande qui lui renouvelle sa confiance. Cela fait désordre dans l'équipe gouvernementale, mais impossible de se séparer d'un ministre populaire, servant de caution, face à la gauche de la gauche, qui conteste ce socialisme décidément trop libéral.

3493. « **UMP: suicide en direct.** »

Le Figaro, gros titre de une, 26 novembre 2012

Suit l'édito : « Arrêtez le massacre. » Les deux candidats à la présidence de l'UMP s'opposent publiquement et multiplient les déclarations assassines. La presse, toutes tendances confondues, va dramatiser l'événement, quasiment heure par heure, durant presque un mois.

En bref, Copé s'est un peu vite autoproclamé élu (à quelques voix près, mais telle est la loi de la démocratie), Fillon dénonce aussitôt des fraudes, Copé en évoque d'autres, une erreur de comptage avérée semble donner raison à Fillon, mais la Commission nationale des recours de l'UMP s'en tient au premier résultat, au nom des statuts. Alain Juppé tente une médiation sitôt avortée, les deux protagonistes se rencontrent plusieurs fois sans plus de résultat, Fillon crée son propre groupe parlementaire au sein de l'UMP et veut faire appel à la justice. Secret, mais naturellement dévoilé, un ultimatum de Sarkozy, furieux de voir les dégâts au sein de « son » parti, se révèle inefficace, et la série noire continue avec le rejet des comptes de campagne du président-candidat en 2012.

L'avenir du grand parti de droite s'assombrit, le scénario vire au mauvais feuilleton, les cotes de popularité des deux frères ennemis chutent, le choc des égos désespère les militants, désole les partisans des deux camps, et plus encore ceux qui se posent en indépendants. Finalement, Copé doit céder sans perdre cependant la face : révision des statuts, nouvelle élection programmée en septembre 2013. Cela promet quelques affrontements, au sein d'une opposition inaudible, ou du moins peu crédible.

Devant gérer la crise la plus grave de l'après-guerre, dans un contexte économique, politique, social et financier particulièrement difficile, aux prises avec des dossiers délicats, ou piégés, la chance de la gauche au pouvoir, ce sont les ennuis du premier parti d'opposition.

3494. « **Dans la tourmente, l'Europe reçoit le prix Nobel de la paix.** »

Le Monde, dépêche AFP, 10 décembre 2012

L'Union européenne des 27 pays, représentée à Oslo par une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement, dont le couple vedette franco-allemand, Hollande et Merkel, a été couronnée deux mois plus tôt par le Nobel de la paix, pour son rôle dans la transformation « d'un continent de guerre en continent de paix ».

Selon la presse internationale, cette récompense intervient alors que l'UE affiche un « état d'effritement évident ». David Cameron, pour ne pas heurter les conservateurs eurosceptiques favorables à une sortie de l'Union, a envoyé son vice-premier ministre représenter la Grande-Bretagne. Le président de la République tchèque, Vaclav Klaus, connu pour son hostilité personnelle à une Europe intégrée pourtant voulue par son peuple, qualifie la décision du comité Nobel de « farce tragique ». En Grèce, premier pays touché par la crise, les journaux rappellent l'amertume d'une population condamnée à une politique d'austérité sans précédent, favorisant l'extrémisme, l'insécurité et la peur. Des agences de presse et des sites internationaux voient dans ce prix une trahison du testament d'Alfred Nobel, et regrettent qu'il n'ait pas récompensé Robert Schuman, père et prophète du projet pacifique pour le continent, il y a soixante ans.

Le président du Comité Nobel norvégien remet le prix et répond aux critiques et aux sceptiques en europhile convaincu, quoique conscient de la crise : « Nous ne sommes pas rassemblés ici aujourd'hui avec la conviction que l'UE est parfaite. Nous sommes rassemblés avec la conviction que l'on doit résoudre nos problèmes ensemble. » La chancelière Angela Merkel réagit dans le même esprit, par la voix de son porte-parole : « Nous y voyons un encouragement au grand projet pacificateur qu'a représenté l'Union européenne pour le continent européen. »

En France, le personnel politique est partagé : majoritairement pro-européen, hormis aux extrêmes, gauche et droite. Sur ce grand dossier européen, chantier à suivre pour les générations à venir, divers témoignages se réfèrent à l'histoire et vaudront un jour citations - pour la plupart datées du jour où le prix fut annoncé.

3495. **« L'UE est l'ensemble régional le plus intégré du monde, et c'est aussi celui où ont eu lieu les conflits les plus sanglants. Les deux guerres mondiales ont été en réalité des guerres européennes, même si elles ont aussi enflammé la planète. »**

Pierre MOSCOVICI

Pierre MOSCOVICI (né en 1957), ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement Ayrault, ex-ministre délégué chargé des Affaires européennes du gouvernement Jospin, ex-député européen, AFP, 12 octobre 2012 (jour de la proclamation du prix)

De Tokyo, où il participe à l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, le ministre a salué l'attribution du Nobel de la paix à l'Union européenne comme « la récompense d'un processus historique unique. » Il souligne le chemin parcouru depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, évoquant « une Europe unie, vivant en paix et avec des institutions solides. » Ces progrès ont été accomplis « d'abord par la réconciliation franco-allemande, qui est aujourd'hui une évidence et le moteur de l'Europe. » Ils ont ensuite été permis « par les élargissements successifs qui ont fait que l'Europe se réunifie après la chute du mur de Berlin. » Pour conclure de manière positive : « S'il s'agissait de saluer cette œuvre historique, de la donner non comme un modèle, mais comme un exemple de ce que la volonté politique peut permettre en termes de dépassement des conflits, alors, cette récompense est bienvenue. »

3496. **« D'habitude, les rassemblements entre peuples ou entre pays sont le résultat de la guerre et en tout cas de la domination des plus puissants sur les plus faibles. C'est la première fois dans l'histoire que des peuples se rapprochent librement, et le font dans une perspective de paix. »**

François BAYROU

François BAYROU (né en 1951), président du MoDem, ex-député européen, ex-conseiller du président du Parlement européen, AFP, 12 octobre 2012 (jour de la proclamation du prix)

Même raisonnement, même réaction immédiate, même mise en perspective historique. Bayrou l'Européen salue « l'entreprise historique la plus pacifique de tous les temps [...] En cela, le comité Nobel ne pouvait pas choisir plus justement. » Il convient de contrer les discours eurosceptiques ou critiques : « Parce qu'on a le nez sur l'événement et qu'on vit davantage les difficultés quotidiennes que la dimension historique, on perd de vue ce que cette œuvre a d'unique dans l'histoire des hommes [...] Car l'UE - et c'est sans précédent - n'a développé aucune volonté de domination sur aucun autre peuple ou région. Son seul but est de défendre la liberté de ceux qui la forment et leurs valeurs. » D'où la conclusion : « Si une œuvre politique et historique méritait d'être distinguée, c'est bien celle qu'ont voulue après la guerre les Schumann, Monnet, Adenauer, de Gasperi [...] Ils ont été des précurseurs et des fondateurs d'une démarche de paix grâce à laquelle le monde est meilleur. »

Jean-Louis Borloo, président de l'Union des démocrates et indépendants (UDI), nouveau parti de centre droit, fait chorus : « Le reste du monde nous rappelle que l'Europe est le plus grand projet politique de paix, de liberté et de démocratie. Nous devons être fiers de ce que ce modèle unique au monde a accompli en si peu de temps [...] L'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne est un succès de plus pour l'Europe de Schuman, de Monnet et de Veil, un coup de projecteur et un message d'espoir à l'heure de la crise de la zone euro. »

Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP tient le même langage, fond et forme. Restent les voix hostiles, très minoritaires - en tout cas, plus que lors des précédents référendums européens.

3497. « **On comprend qu'elle [l'Union européenne] n'ait pas reçu le prix Nobel d'économie, tant sa politique aggrave la crise et le chômage.** »

Jean-Luc MÉLENCHON

Jean-Luc MÉLENCHON (né en 1951), coprésident du Parti de gauche et eurodéputé, AFP, 12 octobre 2012 (jour de la proclamation du prix)

L'ironie sied à l'ex-candidat à la présidence, qui reprend les arguments des partis à la gauche de la gauche socialiste: « Certes, l'Union européenne a garanti la paix aux marchés financiers, aux spéculateurs et aux profits bancaires [...] Mais ne mène-t-elle pas une guerre contre les peuples qui la composent et leurs droits sociaux ? [...] Dans ces conditions, autant lui accorder aussi le prix Nobel de littérature pour la qualité littéraire de ses traités. Le Comité Nobel mérite, quant à lui, le prix Nobel de l'humour noir. »

Présidente du FN, Marine Le Pen, humour en moins, pense pareil: « L'Union européenne est aujourd'hui le premier facteur de désunion et de montée des tensions entre les nations européennes, en organisant une concurrence féroce entre les peuples, en méprisant toute forme d'expression démocratique et en sacrifiant partout la prospérité sur le dogme de l'euro [...] Les Grecs le savent déjà: l'Union européenne n'a pas encore de canons, mais ses divisions sont les puissances d'argent et les banques qui asservissent les peuples. » En récompensant « la guerre économique et sociale tous azimuts entre les peuples, qui ne peut conduire qu'à la guerre tout court [le comité Nobel] s'est discrédité à jamais. »

Quoiqu'on dise et quoiqu'on pense en France et bien au-delà, l'Europe, quelle qu'en soit la forme et le destin, est l'un des enjeux économiques et géopolitiques du XXI^e siècle.

3498. « **La Belgique ne peut pas accueillir toute la richesse du monde.** »

Philippe GELUCK

Philippe GELUCK (né en 1954), apprenant l'exil fiscal de Gérard Depardieu, en décembre 2012

Parole d'un humoriste belge, créateur du *Chat* en bande dessinée, mais aussi chroniqueur vedette sur les plateaux télé. Après sa déclaration au *Parisien*, la phrase est reprise par son auteur et rebondit de médias en médias, devenant d'emblée citation. Avec l'humour en plus, c'est un rappel du mot (certes tronqué) de Michel Rocard: « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde... »

Événement national, très commenté, bien au-delà de nos frontières.

La star du cinéma français ne cache pas ses motivations, payer moins d'impôt dans un pays ami et voisin, plus accueillant aux grandes fortunes et aux gros revenus: chefs d'entreprise, sportifs, auteurs et artistes se retrouvent ainsi en Irlande, Angleterre, Suisse, Belgique.

« Assez minable », dit le Premier ministre qui, pour une fois, ne mâche pas ses mots pour qualifier le départ de l'acteur. D'où réplique de l'acteur, connu pour son franc-parler.

3499. « **Nous n'avons plus la même patrie, je suis un vrai Européen, un citoyen du monde.** »

Gérard DEPARDIEU

Gérard DEPARDIEU (né en 1948), Lettre ouverte au Premier ministre Jean-Marc Ayrault, *JDD*, 16 décembre 2012

En annonçant qu'il rend son passeport français (chose impossible en soi), il a suscité de vives critiques, notamment à gauche. Avec son style personnel, l'acteur aux 170 films et aux deux Césars, se défend et crie ses vérités : « Je n'ai jamais tué personne, je ne pense pas avoir démérité, j'ai payé 145 millions d'euros d'impôts en quarante-cinq ans, je fais travailler 80 personnes dans des entreprises qui ont été créées pour eux et qui sont gérées par eux (*sic*). Je ne suis ni à plaindre ni à vanter, mais je refuse le mot 'minable'. Qui êtes-vous pour me juger ainsi, je vous le demande monsieur Ayrault, Premier ministre de monsieur Hollande, je vous le demande, qui êtes-vous ? Malgré mes excès, mon appétit et mon amour de la vie, je suis un être libre, Monsieur, et je vais rester poli. Je ne demande pas à être approuvé, je pourrais au moins être respecté ! Tous ceux qui ont quitté la France n'ont pas été injuriés comme je le suis. »

Premier à réagir parmi les membres du gouvernement, le ministre du Travail Michel Sapin a vu dans la décision de l'acteur « une forme de déchéance personnelle [...] attitude pas à la hauteur de l'acteur » (Grand rendez-vous Europe 1/iTélé/Le Parisien). Ministre de la Culture, Aurélie Filippetti s'affirme scandalisée : « La citoyenneté française, c'est un honneur, ce sont des droits et des devoirs aussi, parmi lesquels le fait de pouvoir payer l'impôt. »

Confrères et consœurs de l'acteur s'en mêlent, soit pour condamner, soit pour défendre. Ceux qui l'ont précédé s'abstiennent, pudiquement. Les fiscalistes contestent les chiffres. L'opinion est majoritairement critique. Il faut reconnaître à l'acteur de ne pas avoir « filé en douce », comme les milliers d'exilés fiscaux plus ou moins célèbres.

Quant à la Belgique, elle n'accorde pas sa citoyenneté si facilement. Depardieu a donc demandé la nationalité russe, personnellement et sitôt accordée par le président Poutine.

3500. « **Sommes-nous capables d'écrire ensemble une nouvelle page de notre histoire ? Je le crois. Je le souhaite. Je le veux. Rien ne se construit dans la dissimulation, dans l'oubli et encore moins dans le déni.** »

François HOLLANDE

François HOLLANDE (né en 1954), 20 décembre 2012, à la tribune du Parlement algérien, cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie

Hollande fait son métier de président, dans cet exercice délicat et obligatoirement consensuel.

Pas question de repentance, pour éviter la polémique à son retour en France. Mais il y a publiquement reconnaissance des crimes coloniaux : « Pendant 132 ans, l'Algérie a été soumise à un système profondément injuste et brutal. Ce système a un nom : c'est la colonisation. Et je reconnais ici les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien. »

C'est un discours sur l'histoire, un discours pour l'histoire, dans le but de solder le passé compliqué de la France et de l'Algérie, avec un appel au devoir de vérité, qui pêche par un certain anachronisme, inévitable sur ce thème de la colonisation. L'attente des parlementaires algériens n'est pas totalement comblée, l'accueil populaire pas délirant, mais le minimum a été fait, et bien fait, constate la presse. Même constat, sur un point concret, ô combien important : le président français a promis de « mieux accueillir » les Algériens demandant des visas pour se rendre en France, tout en rappelant la nécessité d'équilibrer les flux migratoires.

Après six mois de présidence, Hollande se montre plus à l'aise à l'international que dans les débats franco-français d'ordre politique, économique, social ou sociétal. Qui l'eût cru ?

Index par noms

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

A

- Claude **ALLÈGRE** (1937-) 3344 3409
Michèle **ALLIOT-MARIE** (1946-) 3471
Henri **AMOUROUX** (1920-2007) 3091
René **ANDRIEU** (1920-1998) 3064
Emmanuelle **ANIZON** (1968-) 3333
Neil **ARMSTRONG** (1930-2012) 3115
Raymond **ARON** (1905-1983) 2954 2978 3094 3203 3240
Nathalie **ARTHAUD** (1970-) 3481
Jacques **ATTALI** (1943-) 2963 3212 3260
François d'**AUBERT** (1943-) 3261
Martine **AUBRY** (1950-) 3441 3459 3460
Jean-Marc **AYRAULT** (1950-) 3490

B

- Roselyne **BACHELOT** (1946-) 3379
Élisabeth **BADINTER** (1944-) 3302
Robert **BADINTER** (1928-) 3217
Édouard **BALLADUR** (1929-) 3068 3267
BARBARA (1930-1997) 3209
André **BARJONET** (1921-2005) 3070
Raymond **BARRE** (1924-2007) 3092 3105 3171 3173 3184 3205 3218 3238
Roland **BARTHES** (1915-1980) 3174
Jean **BAUDRILLARD** (1929-2007) 2947
François **BAYROU** (1951-) 3369 3391 3410 3411 3414 3421 3450 3468 3469
3479 3496
Pierre **BÉARN** (1902-2004) 2949
Azouz **BEGAG** (1957-) 3393 3397 3416
Tahar **BEN JELLOUN** (1944-) 3448
Oussama **BEN LADEN** (1957-2011) 3364
André **BERGERON** (1922-2014) 3215

Emmanuel **BERL** (1892-1976) 2940
 Olivier **BESANCENOT** (1974-) 3368
 Hubert **BEUVE-MÉRY** (alias SIRIUS) (1902-1989) 2975
 Napoléon **BONAPARTE** → Empereur NAPOLÉON I^{er}
 Philippe **BOUVARD** (1929-) 3361
 José **BOVÉ** (1953-) 3357
 Fernand **BRAUDEL** (1902-1985) 2966
 Jean-Denis **BREDIN** (1929-2021) 3285
 Jean **BRIANE** (1930-) 3157
 Michel-Antoine **BURNIER** (1942-2013) 3120

C

Père **CARDONNEL** (1921-2009) 3124
 Raymond **CARTIER** (1904-1975) 3019
 Antoine de **CAUNES** (1953-) 3197
 Michel de **CERTEAU** (1925-1986) 3080
 Jacques **CHABAN-DELMAS** (1915-2000) 2937 2953 3113 3116 3123
 Claire **CHAZAL** (1956-) 3371
 Jean-Pierre **CHEVÈNEMENT** (1939-) 3234 3237 3290 3370
 Olivier **CHEVRILLON** (1929-2013) 3167 3179
 Jacques **CHIRAC** (1932-2019) 2945 2961 3169 3177 3180 3186 3201 3246 3266
3273 3275 3278 3295 3298 3307 3309 3312 3313
3315 3316 3317 3318 3319 3320 3321 3322 3323
3325 3335 3337 3340 3341 3346 3348 3350 3354
3362 3367 3377 3382 3405 3413
 Maurice **CLAVEL** (1920-1979) 3134
 Daniel **COHN-BENDIT** (1945-) 3062 3352
 Gabriel **COHN-BENDIT** (1936-) 3457
 Jean-Marie **COLOMBANI** (1948-) 3227
COLUCHE (1944-1986) 3196 3197
 Jean-François **COPÉ** (1964-) 3488
 René **COTY** (1882-1962) 2971
 Michel **COURNOT** (1922-2007) 2985
 Michel **CRÉPEAU** (1930-1999) 3257 3351
 Édith **CRESSON** (1934-) 3294
 Michel **CROZIER** (1922-2013) 2943

D

Jean DANIEL (1920-2020)	<u>3121</u>	<u>3191</u>
Michel DEBRÉ (1912-1996)	<u>3008</u>	<u>3199</u>
Gaston DEFFERRE (1910-1986)	<u>3061</u>	
Bertrand DELANOË (1950-)	<u>3439</u>	
Jacques DELORS (1925-)	<u>3225</u>	<u>3236</u> <u>3301</u>
Jean-François DENIAU (1928-2007)	<u>2983</u>	<u>3363</u>
Gérard DEPARDIEU (1948-)	<u>3499</u>	
Eugène DESCAMPS (1922-1990)	<u>3055</u>	
Pierre DESPROGES (1939-1988)	<u>3232</u>	
Patrick DEVEDJIAN (1944-2020)	<u>3342</u>	
Maurice DRUON (1918-2009)	<u>3143</u>	
Georges DUBY (1919-1996)	<u>2994</u>	
Jacques DUCLOS (1896-1975)	<u>3111</u>	
Georgina DUFOIX (1942-)	<u>3296</u>	
Olivier DUHAMEL (1950-)	<u>3181</u>	
René DUMONT (1904-2001)	<u>2941</u>	
Nicolas DUPONT-AIGNAN (1961-)	<u>3388</u>	
Marguerite DURAS (1914-1996)	<u>3254</u>	

E

Henri EMMANUELLI (1945-2017)	<u>3444</u>
Claude ESTIER (1925-2016)	<u>3082</u>
René ÉTIEMBLE (1909-2002)	<u>2958</u>

F

Laurent FABIUS (1946-)	<u>3216</u>	<u>3247</u>	<u>3248</u>	<u>3249</u>	<u>3396</u>	<u>3399</u>
Jacques FAIZANT (1918-2006)	<u>3151</u>					
FATIMA (fin XX ^e s.)	<u>3283</u>					
Edgar FAURE (1908-1988)	<u>3018</u>	<u>3245</u>				
Jacques FAUVET (1914-2002)	<u>3137</u>					
Jules FERRY (1832-1893)	<u>3238</u>					
François FILLON (1954-)	<u>3451</u>	<u>3486</u>				
Christian FOUCHET (1911-1974)	<u>3067</u>					
Yves FRÉMION (1947-)	<u>3358</u>					

G

Jean GABIN (1904-1976)	<u>3004</u>
Pierre-Marie GALLOIS (1911-2010)	<u>3292</u>

Marie-France GARAUD (1934-)	<u>3198</u>
Charles de GAULLE (1890-1970)	<u>2932</u> <u>2934</u> <u>2936</u> <u>2938</u> <u>2939</u> <u>2942</u> <u>2969</u> <u>2972</u> <u>2973</u> <u>2974</u> <u>2977</u> <u>2979</u> <u>2980</u> <u>2981</u> <u>2982</u> <u>2984</u> <u>2986</u> <u>2987</u> <u>2988</u> <u>2989</u> <u>2990</u> <u>2991</u> <u>2992</u> <u>2993</u> <u>2996</u> <u>2997</u> <u>2999</u> <u>3000</u> <u>3001</u> <u>3002</u> <u>3003</u> <u>3005</u> <u>3009</u> <u>3013</u> <u>3014</u> <u>3021</u> <u>3023</u> <u>3024</u> <u>3026</u> <u>3028</u> <u>3029</u> <u>3032</u> <u>3034</u> <u>3036</u> <u>3037</u> <u>3038</u> <u>3056</u> <u>3057</u> <u>3066</u> <u>3072</u> <u>3074</u> <u>3081</u> <u>3083</u> <u>3085</u> <u>3086</u>
Alain GEISMAR (1939-)	<u>3052</u>
Philippe GELUCK (1954-)	<u>3498</u>
Roger GICQUEL (1933-2010)	<u>3168</u>
Franz-Olivier GIESBERT (1949-)	<u>3106</u> <u>3324</u>
Françoise GIROUD (1916-2003)	<u>3030</u> <u>3149</u> <u>3155</u> <u>3202</u>
Valéry GISCARD D'ESTAING (1926-2020)	<u>3033</u> <u>3088</u> <u>3089</u> <u>3090</u> <u>3093</u> <u>3095</u> <u>3150</u> <u>3152</u> <u>3153</u> <u>3154</u> <u>3156</u> <u>3160</u> <u>3161</u> <u>3163</u> <u>3165</u> <u>3170</u> <u>3176</u> <u>3183</u> <u>3187</u> <u>3193</u> <u>3194</u> <u>3200</u> <u>3206</u> <u>3230</u> <u>3250</u> <u>3282</u> <u>3385</u>
Jean-Luc GODARD (1930-)	<u>2957</u>
Pierre GOLDMAN (1944-1979)	<u>3192</u>
Maurice GRIMAUD (1913-2009)	<u>3041</u>
Henri GUAINO (1957-)	<u>3352</u>
Claude GUÉANT (1945-)	<u>3432</u>

H

Hervé HAMON (1946-)	<u>3069</u>
Stéphane HESSEL (1917-2013)	<u>3443</u>
Danièle HEYMANN (1933-2019)	<u>3043</u>
François HOLLANDE (1954-)	<u>3390</u> <u>3408</u> <u>3440</u> <u>3458</u> <u>3466</u> <u>3475</u> <u>3485</u> <u>3487</u> <u>3489</u> <u>3500</u>
Brice HORTEFEUX (1958-)	<u>3446</u> <u>3472</u>
Victor HUGO (1802-1885)	<u>3288</u>

I

Claude IMBERT (1929-2016)	<u>3079</u> <u>3280</u>
----------------------------------	-------------------------

J

Jean Jaurès (1859-1914)	<u>3217</u>
Thomas JEFFERSON (1743-1826)	<u>3427</u>
Eva JOLY (1943-)	<u>3445</u> <u>3456</u> <u>3482</u>
Lionel JOSPIN (1937-)	<u>3343</u> <u>3373</u> <u>3375</u>
Bertrand de JOUVENEL (1903-1987)	<u>2948</u>
Pierre JOXE (1934-)	<u>3271</u>

Serge **JULY** (1942-) 3103 3182 3255 3291
Alain **JUPPÉ** (1945-) 3336 3383
Philippe **JUVIN** (1964-) 3467

K

Jean-François **KAHN** (1938-) 3453
Ayatollah **KHOMEINY** (1902-1989) 3188
Arno **KLARSFELD** (1965-) 3422
Bernard **KOUCHNER** (1939-) 3120
Alain **KRIVINE** (1941-) 3144

L

Jean **LACOUTURE** (1921-2015) 3073 3076
André **LAIGNEL** (1942-) 3219
Jack **LANG** (1939-) 2960 3211 3304
Jean **LECANUET** (1920-1993) 3027
Me Henri **LECLERC** (1934-) 3126
Patrick **LE LAY** (1942-2020) 3380
Thierry **LE LURON** (1952-1986) 3251
Corinne **LEPAGE** (1951-) 3483
Arnaud **LEPARMENTIER** (1967-) 3332
Jean-Marie **LE PEN** (1928-) 3244 3287
Marine **LE PEN** (1968-) 3473 3478
Jacques **LESOURNE** (1928-2020) 3166
Bernard-Henri **LÉVY** (1948-) 2965 3175 3462
Jean de **LIPKOWSKI** (1920-1997) 3268

M

André **MALRAUX** (1901-1976) 2959 2970 3031
Georges **MARCHAIS** (1920-1997) 3139 3185
André **MATHIOT** (1909-1991) 3178
Gabriel **MATZNEFF** (1936-) 3112
François **MAURIAC** (1885-1970) 2976 3087
Pierre **MAUROY** (1928-2013) 3213 3226 3239 3242
Jean-Luc **MÉLENCHON** (1951-) 3442 3474 3497
Mohammed **MERAH** (1988-2012) 3476
Louis **MERMAZ** (1931-) 3223 3224
Jean-Marie **MESSIER** (1956-) 3360
Pierre **MESSMER** (1916-2007) 3141

François **MITTERRAND** (1916-1996) 2933 2944 3020 3025 3071 3096 3097 3098 3099
3100 3101 3102 3104 3107 3108 3117 3133 3135
3162 3172 3195 3204 3207 3208 3210 3235 3241
3243 3252 3256 3263 3264 3265 3275 3276 3279
3281 3284 3288 3289 3293 3306 3310 3311

Frédéric **MITTERRAND** (1947-) 3447

Ariane **MNOUCHKINE** (1939-) 3129

Gaston **MONNERVILLE** (1897-1991) 3012

Jean **MONNET** (1888-1979) 3239

Arnaud **MONTEBOURG** (1962-) 3401 3423 3438 3454 3461 3492

Pierre **MOSCOVICI** (1957-) 3495

N

Empereur **NAPOLÉON I^{er}** (1769-1821) 3289

Michel **NOIR** (1944-) 3270

François **NOURISSIER** (1927-2011) 3017

O

Jean d'**ORMESSON** (1925-2017) 3159

P

Charles **PASQUA** (1927-2015) 3262 3272

Alain **PEYREFITTE** (1925-1999) 2955 3016

Pablo **PICASSO** (1881-1973) 3142

Georges **POMPIDOU** (1911-1974) 2935 3045 3050 3084 3109 3114 3118 3127

Q

Paul **QUILÈS** (1942-) 3221

R

Jean-Pierre **RAFFARIN** (1948-) 3376 3400

RENAUD (1952-) 3274

Jean-François **REVEL** (1924-2006) 3136 3147

Paul **REYNAUD** (1878-1966) 3007 3011

Michel **ROCARD** (1930-2016) 2968 3190 3222 3229 3277 3286 3288 3293 3303

Jean **ROSTAND** (1894-1977) 2964 3035

Patrick **ROTMAN** (1949-) 3069

Denis de **ROUGEMONT** (1906-1985) 2967

Maurice **ROY** (1929-2012) 3228

Sécolène **ROYAL** (1953-) 3402 3403 3418

Laurent **RUQUIER** (1963-) 3345 3359

S

Louis Antoine de SAINT-JUST (1767-1794)	<u>3129</u>
Alexandre SANGUINETTI (1913-1980)	<u>3148</u>
André SANTINI (1940-)	<u>3338</u> <u>3347</u> <u>3353</u>
Nicolas SARKOZY (1955-)	<u>3305</u> <u>3308</u> <u>3326</u> <u>3327</u> <u>3328</u> <u>3329</u> <u>3330</u> <u>3331</u> <u>3389</u> <u>3392</u> <u>3394</u> <u>3395</u> <u>3398</u> <u>3404</u> <u>3406</u> <u>3407</u> <u>3412</u> <u>3415</u> <u>3417</u> <u>3419</u> <u>3424</u> <u>3425</u> <u>3426</u> <u>3428</u> <u>3429</u> <u>3430</u> <u>3431</u> <u>3433</u> <u>3434</u> <u>3435</u> <u>3449</u> <u>3464</u> <u>3465</u> <u>3470</u> <u>3484</u>
Jean-Paul SARTRE (1905-1980)	<u>2995</u> <u>3059</u> <u>3189</u>
Alfred SAUVY (1898-1990)	<u>2946</u>
Vanessa SCHNEIDER (1969-)	<u>3332</u>
Daniel SCHNEIDERMANN (1958-)	<u>3372</u>
Roger-Gérard SCHWARTZENBERG (1943-)	<u>3110</u>
Jacques SÉGUÉLA (1934-)	<u>3365</u> <u>3420</u> <u>3436</u> <u>3437</u>
Philippe SÉGUIN (1943-2010)	<u>3297</u> <u>3299</u> <u>3300</u>
Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER (1924-2006)	<u>3015</u> <u>3022</u>
Dominique STRAUSS-KAHN (1949-)	<u>3452</u>

T

Bernard TAPIE (1943-)	<u>3314</u>
Philippe TESSON (1928-)	<u>3463</u>
Emmanuel TODD (1951-)	<u>3334</u>
Roland TOPOR (1938-1997)	<u>3339</u>
Jacques TOUBON (1941-)	<u>3220</u>
Gilbert TRIGANO (1920-2001)	<u>2956</u>

V

Manuel VALLS (1962-)	<u>3491</u>
Simone VEIL (1927-2017)	<u>3158</u>
Pierre VIANSSON-PONTÉ (1920-1979)	<u>3039</u> <u>3077</u>
Jean-Luc VIAUX (1949-)	<u>3381</u>
Dominique de VILLEPIN (1953-)	<u>3378</u>

W

Lech WALESA (1943-)	<u>3387</u>
Georges WOLINSKI (1934-2015)	<u>3164</u>

© 2014-2021 Publishroom – ISBN 979-10-236-0664-5 – Graphisme : gemp.com

Date de publication : septembre 2021 – version 3.0

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droits, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.